

# Caravane Thomas Sankara

8 septembre – 15 octobre 2007



Genève le 24 septembre

Mexique

France

Suisse

Italie

Sénégal

Mali

Burkina

Faso

Films

Théâtre

Conférence

autour de la

Mémoire de

Thomas

Sankara

## Programme Genève le 24 septembre

### 16h00 - 17h30 Films

« L'homme intègre » de Robin Shuffield (2006, 52')

« Sacrifices pour une Révolution » de Jean-Philippe Rapp (Suisse, 26')

### 18h30 - 20h00 Théâtre « Paroles rebelles »

« Nous verrons bien » création du Théâtre Granit de Belfort (20')

avec Odile Sankara

« Mitterrand et Sankara » création du Théâtre Paris-Nanterre Amandiers (45') avec Odile Sankara, Moussa Sanou et Philippe Massa

### 20h30 - 22h00 : Conférence-débat

« L'actualité du message de Thomas Sankara »

*Blandine Sankara*, sociologue

*Jean-Philippe Rapp*, journaliste

*Jean Ziegler*, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation

Me *Dieudonné Nkounkou*

Moderateur: *Jean Rossiaud*

## Entrée Libre

Lieu :

Maison des Associations

15, rue de Savoises

Salle M. GANDHI

Organisation  
Comité d'accueil de la caravane c/o  
association LES IDEES  
www.les-idees.ch/caravane

Avec le soutien de la  
Ville de Genève



Revue de Presse Internationale sur la caravane  
Thomas Sankara et les événements relatifs à la  
Commémoration du XXème anniversaire de sa  
mort.

Journaux et sites Internet  
Burkina-Suisse-France-Canada  
Septembre 2007



[Retour au format normal](#)



# Célébration nationale des dates historiques : Burkinabè de tout le pays, ressaisissez-vous !

jeudi 18 octobre 2007.

La polémique née de la célébration en rangs dispersés de l'anniversaire du 15-October a inspiré l'auteur de l'écrit suivant. Il invite les Burkinabè à dépasser leurs divergences en commémorant désormais de façon unitaire cette date historique de notre pays.

La célébration du XXe anniversaire du 15 octobre 1987 sur toute l'étendue du territoire par des forces politiques d'obédiences diverses et de la société civile vient nous rappeler, une fois de plus, l'attachement des hommes intègres au souvenir de cette date désormais historique au Burkina Faso.

La grande mobilisation constatée nous permet d'affirmer, sans le moindre risque de nous tromper, que le 15 octobre 1987 a été marquée au fer rouge dans la mémoire collective de tous les Burkinabè. Elle fut une tragédie, au vrai sens du mot, qui a fait perdre la vie à des compatriotes politiquement engagés pour la cause de leur pays. Vingt ans après, avec le recul du temps et au-delà de toutes considérations, nous devons d'une part faire preuve de courage et de maturité politique en acceptant, bien sûr dans la douleur, que la fusillade entre frères d'armes qui assuraient la sécurité des leaders de la révolution d'août relève d'un simple instinct de survie à mettre au profit d'une légitime défense militaire. Une situation qui a été occasionnée, on le sait, par une lourde atmosphère de méfiance réciproque qui s'était emparée de la troupe.

Et de reconnaître d'autre part que devant ce fait accompli, il s'en est suivi spontanément un sursaut patriotique et une prise de conscience majeure des compagnons du président du Conseil national de la révolution, Thomas Sankara, fauché par les balles de la mutinerie avec d'autres camarades, pour sauvegarder l'unité nationale et assurer la continuité de l'Etat. A notre humble avis, pour ce triste anniversaire, il convient de saluer le sens élevé de responsabilité et de patriotisme de ceux qui, au nom de l'intérêt supérieur de la nation, ont assumé les conséquences de cette barbarie militaire en dépit des injures graves, des accusations gratuites et des malédictions de toutes sortes proférées à leur encontre pendant des années.

## Une guerre inutile

Autrement dit, ce drame intervenu au cœur même du pouvoir révolutionnaire le 15 octobre 1987 aurait pu embraser tout le territoire national et conduire le pays vers la partition. Déjà au lendemain du drame, la rébellion du Bataillon d'intervention aéroportée (BIA) de Boukari Kaboré dit "le Lion" réduite le 27 octobre 1987 à Koudougou avait ouvert la voie pour une guerre fratricide sans merci. Si cette résistance armée n'avait pas été étouffée dans l'œuf,

nous ne serions pas là aujourd'hui ni à célébrer la renaissance démocratique ni à revisiter l'histoire de la révolution burkinabè. Au contraire, l'heure serait plutôt à dresser le bilan d'une guerre sauvagement inutile qui aurait endeuillé des milliers de familles.

A en croire ce récit de François Sondo, résidant à Koudougou au moment des faits et paru dans un quotidien de la place le 16 octobre 2007, "...Le 27 octobre 1987 a été désolant à Koudougou, j'ai été tellement déçu et je ne pouvais pas comprendre que pour un problème donné, les Burkinabè ne puissent pas s'asseoir, discuter et se comprendre. A l'époque, on a pris la ville en otage, on tirait de partout, on a affolé la population. C'était vraiment désolant, les gens ont fui à pied pour aller à Réo, certains à Goundi, d'autres à Tiogo. Des enfants se sont égarés dans la nature (...) des soldats ont été tués et brûlés soit la nuit ou dans la journée...". Heureusement que ces événements malheureux des 15 et 27 octobre 1987 ne représentent qu'un lointain souvenir. Les ancêtres et les mânes du Pays des hommes intègres ont préservé notre pays des démons de la partition avec son cortège de malheurs et de pauvreté.

Pour une célébration unitaire du 15-October

C'est pourquoi nous pensons qu'après cette commémoration bicéphale de la date du 15 octobre en 2007, il est temps que les Burkinabè de tout le pays épris de paix se ressaisissent, la main dans la main, pour aller vers une synergie d'actions pour une célébration unitaire de cette date symbolique du peuple burkinabè. Il faut l'avouer, le 15-October représente un repère historique pour tous les Burkinabè sans distinction aucune. Pour l'honneur et l'amour de la patrie, gardons-nous alors des accusations grossières sur fond de colère et d'intolérance au prétexte idéaliste et idéologique. Comme l'a averti un penseur politique contemporain, "nous aurions souvent honte de nos plus belles actions si le monde voyait tous les motifs qui les produisent".

Entendons-nous bien, nous ne roulons pour personne, sauf pour nos propres convictions. Au regard du contexte social actuel, nous avons tous le devoir de laisser en héritage aux générations futures un environnement politique sain, débarrassé de toute rancœur d'ordre familial ou ethnique. Telle est la raison primordiale de notre démarche à travers ce point de vue, qui invite à une commémoration désormais unitaire de chaque 15-October. Il est simplement une contribution citoyenne au débat démocratique dans notre pays.

Salifou Ouédraogo (racinesburkina@yahoo.fr)

L'Observateur Paalga

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

## Vingt ans, vingt fois vingt ans plus tard

dimanche 21 octobre 2007, par [Bendré](#)

Maudit soit le jeudi 15 octobre ! Maudit soit cet après-midi du jeudi 15 octobre de l'année 1987. Maudit ! Qu'il soit maudit !

Oui nous le savions. Nous nous y attendions. Tu serais un jour assassiné. Assassiné comme Lumumba. Comme Cabral. Comme Biko. Comme Machel. Comme... Comme.. Nous le savions. Tu le savais. Mais nous espérions chaque jour qu'un jour encore, qu'un mois encore, qu'une année encore, tu serais là. Là avec nous. Là à parler pour nous. Là à élever la voix pour nous. Nous, les oubliés du Monde. Puis il y a eu ce jeudi 15 octobre. Nous n'avons pas honte de le dire. Nous avons pleuré. Beaucoup pleuré. De Dakar à Bujumbura, d'Alger à Soweto, de Paris à New York. Même Harlem a pleuré. Bahia aussi. Les larmes ont coulé de nos cœurs comme les eaux du Congo.

Non, Thomas, ne me parle pas de sentimentalisme. Oui, bien sûr, je me souviens de tes paroles à la mort de Samora Machel : " Il ne s'agit pas pour nous de pleurer face à cette situation tragique que provoque la disparition de Samora Machel. Nous ne devons pas pleurer pour ne pas tomber dans le sentimentalisme. Le sentimentalisme ne sait pas interpréter la mort. Il se confond avec la vision messianique du monde, qui attendant d'un seul homme la transformation de l'univers, provoque lamentation, découragement et abattement dès lors que cet homme vient à disparaître ". Oui je n'ai pas honte, nous n'avons pas honte de le dire nos cœurs ont pleuré et ils pleurent encore. Maudit ! Maudit soit cet après-midi du jeudi 15 octobre de l'année 1987.

Cher Thomas,

Permetts-moi aujourd'hui de m'adresser à toi, non pas comme à un dieu au-dessus des hommes, mais " comme à un frère qui vous parle et à qui on peut également parler ".

Vingt ans ont passé depuis ce maudit 15 octobre. Vingt ans déjà. Vingt ans de malheur. Guerre. Guerre. Guerre. L'Angola a saigné, longtemps saigné les veines tailladées par celui que tu appelais " le bandit aux mains tachées de sang ", Jonas Savimbi. Brazzaville a brûlé. " Ninjas " contre " Cobras ". Bujumbura a été meurtri. " Sans échec " contre " Sans défaite ". La Somalie n'est plus. Mogadiscio, Baidoa. Chaque clan a sa milice, chaque clan a sa capitale. La Côte d'Ivoire est divisée. Nègres contre Nègres au nom de l'Ivoirité ! Monrovia et Freetown ont été raccourcis. Manches courtes. Manches longues. Bras coupés et découpés pour quelques pierres. Diamants du sang. Taylor, Sankoh, Mosquito, roitelets du malheur, mons-tres des profondeurs.

**Au cimetière populaire de Dagnoen, Et puis il y a eu 1994 au Rwanda. Le Mal un Baobab veillait sur les tombes absolu. La barbarie. L'enfer. 1994, un de Thomas Sankara et de ses millions de morts. 1994, génocide. 1994, compagnons. un millions de morts. Morts au vu et su de tous. Morts dans l'indifférence du**

monde. Et les Nations Unies ? Ces honorables excellences membres du Conseil de sécurité, mutismes rassemblés, étaient occupées à voter résolution sur résolution. Et pendant ce temps les bouchers de Kigali accomplissaient leur sale besogne.

Oh, Thomas, si tu avais été là. Toi tu aurais parlé. Toi tu serais levé. Toi tu n'aurais pas été complice de l'indicible ! Toi tu aurais dit quelque chose, tu aurais fait quelque chose. L'histoire n'aurait pas été exactement la même. Les Rwandais ne seraient pas morts barbelés de toute la solitude du monde. Je ne sais pas quoi mais toi tu aurais fait quelque chose. Tu n'aurais pas été de la multitude silencieuse au regard drapé d'indifférence. Tu nous a beaucoup manqué au Rwanda. Tu nous manques aujourd'hui au Darfour.

Oui c'est vrai. Je suis d'accord avec toi. Ne l'oublions pas. Tu as raison. Nous avons eu aussi des victoires. Et quelles victoires ! Grandioses. Élégantes. Le 11 février 1990 Mandela est sorti des geôles, le poing levé. Célébration ! Toute l'Afrique a célébré. Le monde entier a célébré. Nelson Mandela libre ! L'apartheid ce système barbare, rétrograde, anachronique, à terre. Détruit. Mandela Président. Tambours et conguero, tourbillonnant et dansant rumba et mbakanga, merengue-si, merengue Son, le monde entier a célébré. Mandela Président. Mandela a régné avec élégance, le coeur tendu de pardon. Rendre la haine pour la haine multiplie la haine, l'obscurité ne peut pas chasser l'obscurité.

Oui, nous avons eu des moments de victoire. Moussa déchu. Mobutu, le frère qui tua le frère, chassé du trône comme un vulgaire voleur. Nujoma Président de la Namibie libre et indépendante. Konaré à Addis-Abeba, portant haut le flambeau de l'Osagyefo. Les Etats-Unis d'Afrique. Oh ! le chemin à parcourir reste encore long mais le premier pas, celui qui compte a été posé. Ah, si tu avais été là. Je te vois déjà du haut de la tribune de l'Union africaine interpellant, secouant, bousculant tes pairs : " Les vieilles formes de souveraineté sont mortes. Les projets politiques et de développement au niveau l'Etat nation sont obsolètes ! Les Etats Unis d'Afrique tout de suite. " Avec une seule monnaie, un seul gouvernement, une constitution, une seule armée, un marché unique.

Cher Thomas,

Démocratie ! Nous avons conquis la démocratie. Mais que vaut cette démocratie, dis-tu ? Que vaut cette démocratie confisquée souvent par des gangsters à coups d'élections frauduleuses et de distribution de billets CFA ? Mascarade ! Mascarade ! Corruption politique ! Les mêmes qui succèdent aux mêmes ! Je te vois déjà en colère. " Le bulletin de vote et un appareil électoral ne signifient pas par eux-mêmes, qu'il existe une démocratie. Ceux qui organisent des élections

de temps à autre et ne se préoccupent du peuple qu'avant chaque acte électoral, n'ont pas réellement un système démocratique " Où est la socialisation du pouvoir, dis-tu ? C'est vrai le pouvoir et la fortune sont toujours du même côté. Du côté de Morningside, de Borowdale, de Victoria Island, de Kabulange. Et les poto-poto, du côté d'Orlando East, de Surulere, de Mutumbi. L'accumulation par la dépossession continue. Les inégalités sont devenues colossales. La colonialité du pouvoir et de l'économie continue son œuvre tragique charriant chaque jour des bouts de vie en suspension arrachées à l'humanité comme des sédiments de terre arrachés au sol. Fouet et chaînes de la misère. Vente aux enfers des générations de demain. Où aller ? Voile aux vagues rouges de sang. Les jeunes jetés chaque jour dans la mer par les vagues acides de la misère et de la désespérance au large de Gibraltar. Disparus, naufragés en tentant de forcer le destin. Fuir le monstre de la misère. Passer de l'autre côté. Malgré les murs grillagés de l'égoïsme des riches. Vagues rouges de sang.

Où aller ? Que faire ? Comment élargir le champ des possibles ? "Ne pas subir l'Histoire. Résister. Dire non à l'arrogance des possédants. Dire non au flicage de la pensée. Résister. Résister partout. Ancrer la conscience de l'unité de notre humanité et de la liberté dans l'épaisseur de l'Afrique. Résister. "

Cher Thomas,

Quelques saisons de pluie après ton assassinat, certains ont raccroché les gants. Fatigués. Usés par le combat et l'âge. Ou alors tout simplement fascinés par les fureurs et les délices de la monnaie. Désireux de posséder ! Désireux de rouler Audis et Pajeros sur les sentiers poussiéreux de la misère. Eux aussi. Fonctions, titres, honneurs, fortune. L'envie de posséder à tout prix, comme tout le monde. La cupidité ambiante a fini par avoir raison de leur âme. L'argent ! La monnaie ! Voilà le nom de leur nouveau Dieu. Oubliés les combats d'hier. Oubliés les frères morts au combat pour l'émancipation de tous. Oublié, comme tu di-sais le serment de faire " cause commune avec la misère du grand peuple des déshérités ".

D'autres ont tenu. Tiennent encore. Tiendront jusqu'à leur dernier souffle. Comme ton ami, Fela Anikulapo Kuti, saxo en délire remâchant l'histoire des déshérités, leurs suppliques, leurs révoltes. Comme Mongo Beti, la langue pétillante, flamboyante et insoumise jusqu'au bout. Comme Kourouma reprenant la plume, quarante ans après le soleil des Indépendances pour dénoncer la monstruosité des " bêtes sauvages " qui nous gouvernent. Comme Sembène Ousmane, caméra au poing dénonçant avec Moolaade, le couteau de la mutilation dans l'intimité de nos sœurs. Comme Sonny Labou Tansi interpellant jusqu'à son dernier jour tes assassins : " Sankara est mort /Qui peut tuer la fulgurance /Mes pauvres bêtes /Vous vous êtes trompés /D'assassinat /La mort vous en voudra /De la prendre/ Pour une conne ". Beaucoup ont tenu. Frères de souffrance. Frères de combat. Frères par l'espoir. Frères par ton nom.

Cher Thomas,

Tu as offert ta vie à l'Histoire de l'homme. La terre entière est désormais ta demeure. J'ai vu ton visage à Harlem. Ton nom est connu jusqu'à Bangalore. Justice. Tu dis " Camarade au monde ". Tu fus tabala écho des appels de tambours de toutes les souffrances de tous les peuples de toutes les terres de la terre, à peau noire, à peau brune, à peau jaune, à peau rouge, à peau blanche. Tu parlais " au nom de tous ceux qui ont mal quelque part ", au nom des peuples, de tous les peuples.

Les peuples. Le peuple. Cette manière vivifiante, bouillonnante que tu avais de prononcer le mot peuple. Comme s'il contenait tout ton cœur, comme s'il était toute ton âme. Le peuple burkinabè, le peuple namibien, le peuple mozambicain, le peuple nicaraguayen, le peuple cubain, le peuple américain, le peuple français, le peuple vietnamien, le peuple aime la révolution. La révolution ! Ah la révolution. Cette manière de dire la révolution ! " La révolution burkinabè est au service de tous les peuples ". La révolution est l'unique solution. La révolution panafricaine. La révolution internationale. La révolution, résurrection de l'opprimé. La révolution semence pour l'homme. Il n'y a pas d'autre choix que celui de la révolution. Il n'y a pas d'autre voie que celle de la révolution. Il n'y a pas d'autre patrie que la révolution. La révolution est un acte politique et culturel d'émancipation humaine. Un jour la terre sera fécondée. La révolution naîtra de la boue. La peau d'homme naîtra de la boue. L'homme naîtra de l'homme. Au-delà de l'homme. La révolution. La libération de la femme. " Que jamais mes yeux ne voient une société où la moitié du peuple est maintenue dans le silence. " La révolution.

Oh, les temps ont beaucoup changé depuis Thomas. En ces jours aveugles de vie, nous ne savons plus dire ce mot : révolution. Comme si ce mot autrefois verdeur de rêve était devenu un fantôme dans un miroir exigü, une anormalité, un souffle perdu. Comme si les délaissés, les gueux, les pieds nus, les ventre vides, les offensés, les humiliés, les pendus par la misère n'existaient plus. Comme si les hors-la-loi despotiques, les usuriers de notre sang, les tyrans détrousseurs étaient d'un autre temps. Un temps révolu.

Le monde est pourtant, hélas toujours le même. Monnaie et coups de fusils continuent de faire la loi. Armez celui-là contre celui-ci. Ecrasez celui-là. Donnez de l'argent à celui-ci. Partageons cette terre comme une viande avec son gras. Prix et profits d'abord, le reste, l'homme ensuite. Avoir égal être. Marché global. Souveraineté impériale. Temps nouveaux. Nouveau monde.

Que faire ? Que faire Thomas ? " Au vent du levant, au vent du couchant, réapprendre les mots désappris dans les décombres de la défaite : Liberté, liberté, rébellion, rébellion de la pensée. Inventer. Osez inventer. Articuler les combats. Citoyenneté globale. Osez inventer l'avenir. " On ne change pas la vie sans un minimum de folie. Dans ce cas-là, cela devient du non-conformisme, le courage de tourner le dos aux formules connues, celui d'inventer l'avenir. D'ailleurs, il a fallu des fous hier pour que nous nous comportions de manière

extrêmement lucide de notre temps. Je fus de ces fous-là "

Cher Thomas,

Tu n'avais pas trois cents costumes. Tu ne t'es pas enrichi en vendant notre sang comme ces nègres vendeurs de nègres la panse bedonnante de corruption. Tu devrais donc être trahi, saccagé, exécuté ! Ton destin était tout tracé. Sankara doit partir !

Il faut liquider Sankara. " Ils voulaient vivre comme en France. Ils voulaient vivre comme le plus riche des Français. Pour eux le bonheur, réussir dans la vie c'est vivre comme le plus riche des Français." Il faut liquider Sankara. " Les complots n'ont pas cessé un seul instant depuis que nous avons pris le pouvoir. S'il ne s'agissait que d'actions intérieures, je ne pense pas qu'on aurait eu trop de problèmes. Avec le temps on les aurait réglé. Mais tout était téléguidé de l'extérieur. Du Togo. De la Côte-d'Ivoire... " Il faut liquider Sankara. Les frères se mâchent mais ne s'avalent pas. Les frères se mâchent et s'avalent. Il faut liquider Sankara. Jeudi 15 octobre de l'an 1987. Vacarme de Kalachnikov. " Je me suis fait une raison. Soit je finirai vieil homme quelque part, dans un bibliothèque à lire des bouquins, soit ce sera une fin violente car nous avons tellement d'ennemis. Une fois qu'on l'a accepté ce n'est plus qu'une question de temps. Cela viendra aujourd'hui ou demain. "

Il faut liquider Sankara. On tue aujourd'hui au Burkina. Jeudi 15 octobre de l'an 1987. 16h15, Conseil de l'entente. " Restez. C'est moi qu'ils sont venus chercher. " Vacarme de Kalachnikov.

" Comment dire cette chose /Si mourir devient /Mourir seulement /Vivre ne sera /Plus que vivre. /Une mort s'est mêlée /De crier /Voici l'entêtement /Naïf d'un sang surcousu /Comment accuser /La loi pour meurtre /Cette mort qui déprotège /Les vivants /Voici Napoléon bis /N'ayez pas peur /Nous aurons un jour /Dieu pour prothèse /Sankara est mort /Qui peut tuer la fulgurance /Mes pauvres bêtes /Vous vous êtes trompés D'assassinat /La mort vous en voudra /De la prendre /Pour une conne. "

Maudit ! Maudit soit cet après-midi du jeudi 15 octobre de l'année 1987. Maudit ! Qu'il soit maudit ! Qu'est-ce que le temps retiendra de toi ? Que dans le tragique de notre existence, l'esprit libre et l'action héroïque, tu fis un usage utile de tes jours. Tu vécus une vie utile à tous sans renoncer à la beauté de la vie. Bien encore aujourd'hui, là où la vie affronte la mort, même la gorge muette, ton nom porte les mots et la force du visage de la vie. Nous nous souviendrons toujours de ton nom, Sankara. Vingt ans, vingt fois vingt ans après on se souviendra toujours de ton nom. Comme on se souvient de celui de Sundjata Keita, de Béhanzin, de Sekhukhuni. On peut tuer un homme mais on ne peut pas tuer son nom. Mais qui se souviendra un jour du nom du frère qui tua le frère ? Qui ? Personne...

**Par David GAKUNZI , écrivain**

---

---

**1 Message**

30 octobre 2007 19:00  
très beau. simplement très beau. merci, grand merci

[Retour au format normal](#)



## Achille Tapsoba, député CDP : "Blaise et Sankara ne sont pas comparables"

vendredi 5 octobre 2007.



**Achille Tapsoba**

L'homme a été un militant de première heure du comité de défense de la révolution (CDR), il ne s'en cache pas. Aujourd'hui député du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), Achille Tapsoba, puisque c'est de lui qu'il s'agit, dans l'entretien que notre journal a eu avec ce philosophe de formation, nous parle de ce qu'il sait du 15 octobre 1987. Il tente au passage une comparaison de feu Thomas Sankara et de Blaise Compaoré qu'il a connus sous la révolution d'août 83.

**Vos contempteurs disent que si ça vous plaît de fêter un assassinat, grand bien vous fasse ! En régime démocratique, pensez-vous qu'il est pertinent de commémorer 20 ans de pouvoir ?**

- Je dois d'abord dire que je respecte beaucoup l'opinion des autres, leur façon de voir, pourquoi pas leurs impressions et leurs sensations. Mais je pense que, autant on peut s'interdire de faire quelque chose, autant on doit commencer à s'interdire avant d'interdire à quelqu'un de faire quelque chose. La question qui se pose est celle de savoir ce que chacun fête, célèbre. Vous savez très bien comme moi que le 15- Octobre a été un événement à dimension nationale voire d'intérêt international.

Les événements du 15-Octobre peuvent être effectivement considérés sous deux aspects. Mais ils répondent plus à ce que j'appelle le dénouement d'une crise. C'est un dénouement qui a été sanglant, mais ça reste le dénouement d'une crise. Il y avait en antagonisme deux parties. Je pense que c'est comme si l'on parlait d'une situation de guerre où il y a des vainqueurs et des vaincus. Et l'Histoire de par le monde retient que l'historien conte l'histoire selon le camp où il se trouvait.

Pour certains, le dénouement de la guerre, c'est une victoire, pour d'autres, c'est une défaite. Mais qu'on interdise aux acteurs de l'histoire de commémorer le même événement vu sous des angles différents, c'est contre cela que je m'insurge. C'est faire preuve de manque de démocratie, d'esprit démocratique. Les événements douloureux, personne ne souhaite cela même à son ennemi. Il y a eu mort d'hommes, c'est vrai, mais l'Histoire de l'humanité est jalonnée de morts de grands hommes politiques. Est-ce pour autant qu'on éteint la mémoire des individus qui ont disparu ? Lorsque vous prenez les luttes de libération nationale, le jour de la libération nationale est une grande fête même s'il y a eu des morts sur le champ de bataille. Mais cela est célébré comme une victoire, comme une fête.

Ce n'est pas pour autant qu'on insulte la mémoire de ceux qui ont disparu. Ensuite, pour ce qui est précisément du cas présent, je dis bel et bien que ceux qui sont tombés le 15 octobre 87 sont tombés avec leurs convictions, qu'ils défendaient l'honneur et la dignité de la patrie.

Ceux qui ont, le 15 octobre, pris le pouvoir l'ont pris au nom du patriotisme et de la défense de la patrie. Alors, je me refuse à faire le jeu du tribunal de l'Histoire. Je ne saurais prendre la place du tribunal de l'Histoire pour juger X ou Y, donner raison ou tort à X ou à Y. Je reste un acteur, j'assume ce qui s'est passé et je l'assume en toute responsabilité.

Par conséquent je dis, du même événement, que certains peuvent l'avoir senti de façon douloureuse, d'autre d'une autre façon. A partir de ce moment, la célébration du 15 octobre 87, 20 ans après, se fait effectivement selon la perception des acteurs de l'époque, voire des acteurs actuels.

Dans cent ans aucun de ces acteurs ne sera là, mais l'événement sera commémoré, selon ce que la mémoire collective aura retenu. Et je pense que c'est cela qui est fondamental. Aujourd'hui, aussi bien ceux qui étaient les contempteurs et les adversaires de la démocratie libérale à l'époque de la révolution d'août 83 à 87 que ceux qui étaient de la droite libérale et qui réclamaient la démocratie libérale y sont tous de nos jours ; j'aimerais tant qu'on me dise le contraire. Donc, les adversaires de la démocratie libérale d'hier et les défenseurs de la démocratie libérale d'hier se sont retrouvés dans la démocratie libérale d'aujourd'hui.

A partir de ce moment, si on est tous d'accord que ce processus démocratique a été salutaire pour le Burkina Faso, pour ses fils et ses filles et reste salutaire pour le progrès national, l'effet déclencheur en a été le 15 octobre 87, n'en déplaise à qui que ce soit. A l'époque, les contradictions étaient d'ordre politique. Et l'une des questions essentielles était bel et bien celle de la démocratisation du pays. Et je pense qu'elle était sérieuse.

Je me réjouis aujourd'hui de savoir que des gens qui, le 15 octobre, étaient contre le fait que la rectification puisse aboutir à la démocratisation de notre pays se retrouvent être des défenseurs acharnés de la démocratie. Je me dis que c'est bien et ce qui ne l'est pas, c'est de ne pas changer positivement. Ce qui n'est pas bien, c'est de vouloir interdire à l'autre de penser différemment. Ce qui n'est pas bien, c'est d'interdire à un homme, normal comme vous, d'avoir ses propres sensations et ses propres impressions. Voilà ce que je trouve ne pas être normal.

**On a donc parlé après les événements du 15 octobre de rectification. Qu'est-ce qui était vraiment à rectifier ?**

- Eh bien, la rectification, comme l'ont dit ceux qui ont avancé le concept, était le mot d'ordre qui devait sanctionner les événements du 15 octobre 87 ; c'était la rectification du processus révolutionnaire. Rectifier dans quel sens ? "that is the question". C'était là effectivement la question fondamentale. Dans quel sens rectifier ? De quelle manière ? Et jusqu'où rectifier ? Le processus de rectification a commencé sous la révolution elle-même, par un certain nombre de réformes que vous avez suivies à l'époque.

C'est ainsi qu'on a réformé d'abord les structures populaires, qui sont passées des Comités de défense de la révolution (CDR) au Comités révolutionnaires (CR). Ensuite on a rectifié un certain nombre de mots d'ordre de la révolution en abandonnant ceux qui étaient réputés être aventuristes, difficiles à exécuter par le peuple. Tout cela, c'était la rectification.

Rectifier le caractère dur de la révolution, de mon point de vue, en était l'un des objectifs. Il s'agissait d'alléger un peu le processus révolutionnaire pour le ramener à une vitesse raisonnable et à un rythme qui peut être suivi par beaucoup de gens.

Rectification aussi parce qu'à l'époque, si vous vous rappelez bien, tous les partis politiques étaient dissous et interdits. C'est avec le Front populaire (FP) que ces partis politiques ont été reconstitués, reconnus et se sont exprimés, dans un premier temps, à travers le Front populaire lui-même. C'est ainsi que dans le Comité exécutif du FP se retrouvaient les responsables des différents partis politiques aussi bien de droite, du centre que de la gauche.

C'était des réformes importantes, qui ont sanctionné cette rectification. C'était les premières phases de la rectification, le prélude à la rectification. Et c'est en rectifiant de cette façon que ceux qui ont déclenché le processus ont estimé nécessaire de la prolonger par le retour à une vie constitutionnelle normale. Parce qu'en réalité, le processus révolutionnaire se trouvait dans des difficultés insurmontables. Je dois reconnaître que le contexte international ne nous aidait pas du tout à demeurer de façon réelle dans un processus de révolution à 100%.

Et l'analyse de ce contexte international et des rythmes d'évolution de la situation sociopolitique internationale a convaincu un certain nombre de rectificateurs qu'il fallait continuer la rectification jusqu'à rétablir l'ordre constitutionnel normal dans le pays.

A l'époque, certains révolutionnaires avaient claqué la porte parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec l'abandon de la "Révolution" et le retour à la "démocratie bourgeoise". Ce sont les révolutionnaires qui ont claqué la porte à l'époque pour ces raisons-là qui sont fort heureusement aujourd'hui parmi les ténors de la démocratie burkinabè et ses animateurs politiques. Voilà notre perception.

**La sempiternelle question qui demeure posée est celle du fameux complot de 20 heures, qui se tramait, dit-on le 15 octobre. Avez-vous personnellement des éléments sur la réalité de cette affaire ?**

- Je ne suis pas au courant d'un complot ni de 20 heures, ni de 15 heures. A l'époque, j'étais à mon poste, je faisais mon travail sur la révolution et non pour un camp ou pour un autre. Je suivais le développement de la crise politique au sommet et j'étais convaincu que les camarades, à différents niveaux où ils se trouvaient, allaient pouvoir régler cette crise de

manière politique.

Les informations de ce genre, je n'en ai pas eue en son temps. C'est pourquoi je suis sincère en disant que j'ai été, moi-même, surpris par les coups de feu du 15 octobre 87. Personnellement je savais de quoi il s'agissait, mais je ne savais pas comment c'est venu.

**Vous n'avez donc pas senti ce dénouement tragique arriver ?**

- Non. Mais je savais qu'il y avait une crise. Et qu'elle était très vive entre les révolutionnaires ; que chacun tenait mordicus à sa perception et à sa vision de la situation. Comme je vous l'ai dit, je restais convaincu que d'une manière ou d'une autre, on aboutirait à une solution politique. Et les coups de feu du 15 octobre m'ont surpris de ce point de vue.

**Cette crise était de quelle nature ?**

- C'était une crise politique, au sein du Comité exécutif du Conseil national de la révolution (CNR), au niveau de la direction de la révolution. C'était des divergences qui avaient commencé à se faire jour entre les premiers responsables. Et vous savez très bien que le Conseil national de la révolution était composite.

La direction politique était composée de plusieurs groupuscules politiques de gauche. Dans ces conditions, cette crise a pris l'allure d'une crise entre les groupes politiques qui formaient le CNR. C'est pourquoi je dis qu'à un moment donné, on sentait que la contradiction s'exacerbait entre les différents protagonistes de cette crise.

Personnellement je me doutais très peu que cela se terminerait par un dénouement sanglant. Mais quand cela s'est produit, j'ai compris. Et comme je vous l'ai dit, il m'importait peu d'être dans un camp ou dans un autre. Pour moi, la révolution était un mouvement dont on pose ensemble les jalons et je ne pensais pas que le travail groupusculaire pût être un travail positif.

**Vous avez été un militant CDR de la première heure. On dit même que vous êtes un des idéologues du CDP. Mais il semble que vous n'avez pas rallié tout de suite le mouvement du 15-October. Qu'en est-il exactement ?**

- Je fais deux rectificatifs. J'étais militant CDR de première heure, cela est vrai. Mais je ne suis pas, comme vous le dites, l'idéologue du CDP. Le CDP en réalité s'est constitué de cadres politiques très avertis et très aguerris depuis la lutte estudiantine. J'ai évolué de la même manière que mes camarades ; nous avons bénéficié des mêmes formations politiques dans les mêmes cadres et aujourd'hui nous formons une équipe qui réfléchit sur les grandes questions, et c'est de façon organisée que nous réglons idéologiquement ces grandes questions.

Donc je suis loin d'être l'idéologue du CDP comme on le prétend. J'ai peut-être seulement l'occasion de m'exprimer et d'exprimer le point de vue de mon parti sur ces grandes questions, beaucoup plus que d'autres. Deuxièmement, à l'époque de la rectification, on n'a pas mis du temps à rallier le mouvement. Mais ce dont on a eu besoin, c'est moins de temps que de perspicacité et de luminosité pour pouvoir lire l'événement et prendre une position politique.

Vous savez très bien que je faisais partie d'un groupe politique qui était mis en difficulté à partir des événements du 15 octobre 87 (NDLR : l'Union de lutte communistes (ULC)). Dans ce groupe, nous avons eu des camarades qui ont été exilés. Il était pratiquement difficile pour notre groupe, qui a été d'une manière ou d'une autre engagé dans cette crise politique de l'époque, au lendemain du 15 octobre, de réagir sans pour autant prendre le temps de sécuriser nos camarades et de leur permettre de se retrouver pour produire une analyse politique de la situation et de prendre position. Voilà ce qui explique ce temps qui a été mis pour entrer dans le processus.

Militant CDR de première heure, oui, nous l'avons été ; dans ce sens on a assumé quelques responsabilités dans le cadre des comités de défense de la révolution. Mais concernant le Front populaire, nous avons effectivement rallié le mouvement parce que nous avons compris que bien qu'il y ait eu des événements avec tout ce qu'on déplore, le pays est là, qui a besoin d'être géré, d'être orienté et les fils de ce pays ont besoin de s'imprégner de la situation, de s'intégrer à ce processus qui était en train de s'installer pour qu'il n'y ait pas de rupture.

**Si on vous demandait de comparer les deux présidents, feu Thomas Sankara et Blaise Compaoré, que diriez-vous ?**

- Je dirais que vous allez comparer des choses difficiles à comparer. Et quand je dis des choses, ce sont leurs caractères, leurs tempéraments respectifs. Disons seulement que je les ai perçus comme étant deux personnalités qui se complétaient.

D'un côté ce que j'ai eu comme contact avec le défunt président Thomas Sankara m'a permis de comprendre qu'il était d'un tempérament, certains disent impulsif mais ce serait péjoratif, disons donc plutôt vivace ; il avait une capacité de réaction et d'intégration des phénomènes assez rapide ; il était d'une éloquence remarquable ; il était d'une audace qui frisait souvent l'aventure mais il l'assumait avec courage. Voilà ce que je retiens de feu Thomas Sankara à l'époque.

Le président Blaise Compaoré, je parle toujours de la même époque, parce que l'individu évolue et change de façon étonnante, était un camarade qui avait beaucoup de pondération, il avait beaucoup le sens de l'observation, un grand sens de l'écoute, une capacité de réaction très mesurée ; parfois même on disait qu'il était difficile de le voir réagir sur le champ, mais s'il réagissait, c'était de façon définitive. C'est un homme de ce genre que j'ai connu à cette époque-là.

Vous voyez donc que les deux personnalités se complétaient. Si vous avez les mêmes caractères, c'est très souvent difficile d'être compatibles. Eux étaient donc compatibles. Dans une certaine mesure, ce sont ces éléments de comparaison que je peux m'aventurer à avancer.

Tant que nous restons des hommes, on doit évoluer. Et on peut évoluer positivement, brutalement parce que les circonstances vous y obligent même du point de vue de votre tempérament. Je pense qu'aujourd'hui le président Blaise Compaoré a beaucoup plus travaillé certaines façons de faire. Et je crois que c'est cela qu'il a à son actif.

**D'aucuns estiment que la longévité au pouvoir est souvent la porte ouverte à l'enfer quand "l'indispensable" n'est plus aux affaires. Qu'en pense le philosophe de formation que vous**

êtes ?

- Je voudrais vous faire une première observation : quand on parle de longévité au pouvoir, je me pose souvent la question suivante : "Celui qui en parle est de quel côté, il occupe quel espace d'observation" ? Vous savez très bien, comme moi, que si le temps est objectif, la durée est relative. Certains vont dire "depuis combien de temps !" d'autres vont dire "il y a seulement combien de temps !" pour le même événement ou la même situation ayant la même durée. C'est de la relativité pure et simple. Je voudrais qu'on se comprenne très bien. La notion de durée m'importe très peu. Ce qui m'importe essentiellement, c'est de savoir si oui ou non un être humain peut être toujours utile à son pays, à son peuple dans une position donnée.

Deuxième observation : nous avons ensemble convenu de fixer des règles, parce que nous avons admis que les appréhensions de ceux qui pensent que la durée est nocive peuvent être pertinentes. A partir de ce moment, je trouve que c'est vraiment regrettable que, les nouvelles échéances ayant été fixées ensemble, parce que nous avons perçu ce phénomène-là ensemble, on parle encore de durée ; je qualifie cela d'impatience. Nous savons très bien que l'élément fondamental, si c'est bien de Blaise Compaoré dont on veut parler, c'est que la classe politique ait réussi à s'entendre sur le fait qu'on va limiter maintenant la durée des mandats, le nombre de mandats.

Et tout le monde sait que cela va prendre fin à un moment donné. Pourquoi s'installer dans un espace antérieur pour parler encore de durée, par rapport à quoi ?

Je crois comprendre maintenant que ceux qui analysent la situation de cette façon, c'est peut-être ceux qui pensent qu'ils pourraient avoir la possibilité d'accélérer le cours de l'Histoire pour se faire valoir.

Je pense que la position la plus sage serait qu'une fois qu'on a convenu que les deux mandats successifs ne peuvent plus être dépassés, qu'aujourd'hui le président Blaise Compaoré est en train d'entamer un premier mandat, et qu'un deuxième mandat sera ce qui va arriver entre 2010 et 2015, parler de durée, de pouvoir à vie, ça devient des conjectures. Et cela risque de traduire une certaine impatience, même si elle est légitime de la part de ceux qui veulent accéder rapidement au pouvoir, parce que de leur point de vue, ça traîne.

Et en 2015, pour certains, ce n'est pas évident que la nature et l'évolution naturelle puissent leur donner la chance de pouvoir se faire valoir. Je comprends parfaitement qu'il y en ait qui soient impatients, mais je dirais que c'est leur perception de la situation. De mon point de vue, on a réglé la question ensemble, l'essentiel est que nous puissions respecter les règles qu'on a établies, à partir du moment où le président Blaise Compaoré lui-même était de ceux qui ont accepté qu'on élabore les règles de cette façon.

**Il est généralement admis que sous le régime de Blaise Compaoré, des fléaux comme le favoritisme, la corruption, la fraude sous toutes ses formes, l'enrichissement illicite... ont prospéré. Vous faites le même constat ?**

- Ça dépend de ce que vous entendez par prospérer en parlant de la fraude, de la corruption, des détournements. Je me rappelle très bien que j'ai été mis en difficulté sous la IIIe République pour avoir écrit un tract sur ces questions. Donc je pense que la IVe République n'a

rien inventé. Ce qu'il faut, c'est définir de plus en plus des méthodes efficaces pour lutter contre ces fléaux.

Ni ceux qui en parlent, ni ceux qui agissent, ni ceux qui sont interpellés ne peuvent se justifier, tant qu'il n'y a pas au-delà de la volonté de lutter contre ces phénomènes des mesures concrètes acceptées par tous. Ce qui se dit aujourd'hui se constate dans plusieurs sociétés, dans de nombreux pays. Mais ce qui nous intéresse, c'est notre pays ; pourvu que ça n'aille pas de mal en pis chez nous. Et c'est cela notre légitimité.

Personne ne peut contester l'existence de ces phénomènes dans notre pays. On dit que ça prend de l'ampleur.

Evidemment !

Nous sommes une société qui évolue. Les problèmes que l'on pouvait constater il y a 25 ans dans ce pays peuvent être considérés de manière exacerbée aujourd'hui compte tenu des rythmes d'évolution que nous avons subis. C'est cela aussi la réalité. Ce n'est pas forcément un manque de volonté. Cela peut être lié au développement du contexte aussi bien international que national. Je ne sais pas ce qu'on entend par "phénomènes qui prospèrent". Cet effet de style m'amuse beaucoup parce que la prospérité, c'est souvent une évolution positive. Alors coller cela à des vices et à des fléaux, ça me semble de l'ironie politique. Si c'est pour traduire une situation, je dis que les fléaux dont on parle existent et personne n'est fou pour les laisser prospérer. Le problème, c'est de trouver des méthodes de luttes efficaces contre.

Qu'on le veuille ou non, je ne fais pas le procès d'intention à quelqu'un, mais je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il suffit d'être dehors, de dénoncer une situation pour venir à l'intérieur et faire mieux. Ce n'est pas évident. La preuve est que ceux qui dénonçaient ces phénomènes hier, étant de l'autre côté, opposé au nôtre, qui ont été aux affaires à un moment donné, n'ont pas mieux fait. Il faut que de ce point de vue, on soit assez honnête pour reconnaître que ces fléaux existent au Burkina et ailleurs.

La corruption, les détournements, l'enrichissement illicite, ce sont des phénomènes qui existent dans les sociétés qui fonctionnent avec le système capitaliste, lequel est fondé sur la concurrence, le profit et sur l'exploitation des potentialités et des capacités. C'est clair, c'est net. Le vrai problème, c'est de pouvoir réduire l'ampleur de ces fléaux. Aujourd'hui je pense que notre combat doit se situer à ce niveau-là.

Faire des constats à longueur de journée ne nous avance à rien. Ceux qui sont louables, ce sont ceux qui commencent à faire des propositions. Et c'est déjà bon de commencer à égrener des solutions, surtout de passer des solutions les moins efficaces à celles les plus efficaces. Je pense que c'est une préoccupation même à notre niveau, même si on nous traite de tous les noms de singe. On est également soucieux de lutter contre ces phénomènes. Mais comme je vous le dis, quant à leur exagération je me réserve beaucoup.

Propos recueillis par Agnan Kayorgo

L'Observateur Paalga

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

## ENTRETIEN

### Mariam Sankara / Veuve du président Thomas Sankara

#### « La justice finira par aboutir, j'en suis convaincue »

dimanche 21 octobre 2007, par [Bendré](#)

Mariam Sankara ne désarme pas. Vingt ans après l'assassinat de son mari, dix ans après avoir déposé une plainte pour assassinat, celle qui fut la première dame du pays estime que "tôt ou tard, la justice finira par aboutir car la vérité finit toujours par triompher". Un optimisme qui se nourrit notamment d'une décision du Comité des droits de l'homme de l'ONU, mais aussi du rayonnement des idéaux de Thomas Sankara partout dans le monde et auprès de la jeunesse.

Que signifie pour vous ce vingtième anniversaire ?

Vingt ans ! Je n'ai pas encore fait mon deuil. Il en est de même pour la famille Sankara. Vingt ans et je ne peux toujours pas accepter la mort de Thomas. Je parle en tant qu'épouse et mère. Je vis cette mort comme un drame au quotidien. Vous savez que je n'ai même pas vu le corps de Thomas. Sa famille n'a pas pu organiser une cérémonie comme toutes les familles le font en cas de décès. La mère et le père de Thomas Sankara n'ont jamais pu aller sur la prétendue tombe de leur fils. Ils sont partis avec leur chagrin. En tant que militante, je dirai que Thomas Sankara est plus que jamais vivant. Son combat est d'actualité et s'impose comme ce qu'il y avait et est de mieux pour le Burkina Faso et l'Afrique et tous les peuples pour un devenir meilleur.

A Ouagadougou, deux manifestations distinctes vont se dérouler autour du 15 octobre, l'une organisée par le gouvernement, l'autre par les Sankaristes. Avez-vous le sentiment qu'il s'agisse d'une volonté de réappropriation de la mémoire ?

Depuis 1988, les sankaristes et les sympathisants commémorent le 15 octobre, date anniversaire de l'ignoble assassinat du Président Thomas Sankara. Cette année ils le font avec un accent particulier parce que c'est le vingtième anniversaire. Quant à la manifestation des gens du pouvoir, je ne pense pas que ce soit une tentative de récupérer la mémoire de Thomas Sankara. Ce serait honteux et insultant car il est su de tout le monde que le pouvoir de Compaoré est assis sur le sang de Sankara. Je n'ai jamais entendu parler de fête de la "Rectification", peut-être que c'est tous les vingt ans que cela se fête.

Le Burkina a été condamné l'an passé par la Commission des droits de l'Homme de l'ONU et demande notamment à cet État signataire du pacte relatif aux droits civils et politiques des droits de l'homme d'instruire le procès de l'assassinat de votre mari que vous avez initié il y a dix ans. Pensez vous que ce procès va aboutir ?

Le Burkina Faso a ratifié en 1999 le pacte international relatif aux droits civils et politiques. Et le pouvoir burkinabé a toujours clamé qu'il existe un Etat de droit dans le pays. Dès lors, je ne peux pas croire que ce pouvoir ne puisse pas suivre les recommandations du comité des droits de l'homme des Nations-Unies, comme par exemple l'accès à la justice (mener une enquête sur la mort de Thomas), la reconnaissance du lieu de sa sépulture, la rectification de son acte de décès etc. Donc il appartient au pouvoir de s'y conformer en respectant son engagement à ce pacte international. Du reste, je suis convaincue que l'impunité ne saurait se pérenniser sur ce crime. Tôt ou tard, la justice finira par aboutir car la vérité finit toujours par triompher.

Aujourd'hui, à l'heure de nombreuses commémorations, que reste t-il selon vous de l'image de Thomas Sankara ?

La réponse est dans votre question. Comme vous le dites, les commémorations se font partout. En effet, elles témoignent que les idéaux de Thomas Sankara sont partagés par beaucoup de personnes au-delà du Burkina et de l'Afrique. Thomas Sankara est devenu un symbole de l'intégrité, un martyr pour avoir aimé son peuple et les autres peuples, un modèle pour la jeunesse.

20 ans après, une nouvelle génération émerge en Afrique. Quels sont les enseignements de Thomas Sankara et que reste t-il de son héritage ? Vous savez la situation de la jeunesse aujourd'hui est davantage plus dramatique qu'hier. Voyez combien de nos sœurs, nos frères, nos enfants à la recherche d'un mieux être sont engloutis par la mer. S'ils sont obligés de quitter nos pays, de braver l'adversité à chaque pas, de risquer leur vie sur chaque vague, c'est bien parce que chez eux, aucune perspective ne s'offre. C'est parce que leur pays à mal à sa gouvernance politique et économique. C'est tout simplement parce que chez eux, ils sont sans existence. N'est ce pas pour éviter une telle situation que le combat dont Thomas Sankara était porteur prônait que une meilleure vie pour le peuple ne pouvait être que la résultante de ses efforts, ses sacrifices, et sa capacité à organiser de façon endogène son développement ? Dans un de ses messages si je ne me trompe, Thomas à eu à dire que "là où s'abat le découragement s'élève la victoire des persévérants". C'est une adresse forte à la jeunesse, à tous ceux qui luttent pour vivre mieux et autrement. Il s'agit de ne pas baisser les bras, de se libérer des chaînes et de prendre en charge soi-même son destin car personne d'autre ne le fera à votre place.

Comptez-vous revenir un jour au pays ?

Le Burkina Faso est mon pays. Je compte revenir y vivre un jour.

Rémi RIVIERE

---

**1 Message**

22 octobre 2007 13:12, par Mine20

Mariam SANKARA restera toujours la première dame du Burkina. C'est une dame exemplaire, qui réfléchit avant de s'exprimer qui a toujours soutenu tout le monde du vivant de son mari jusqu'aujourd'hui. J'aime beaucoup cette dame et j'aimerais que la justice fasse car il est temps on en a marre de la politique actuelle qui ne nous fait pas avancer, on ne profite de rien sauf les mêmes personnes qui en rafolent et en font profiter leur famille comment pouvons nous évoluer dans des situations pareilles. Voilà pourquoi la prostitution fait effet et le banditisme ne cessera pas. Courage et je te soutiens. Que DIEU te bénisse et bénisse tes enfants. J'ai à peu près l'âge de tes enfants, mais t'es digne et je t'ai déjà vu à travers la voiture à l'école Kindé Oumar.

[Retour au format normal](#)



## Basile Guissou : « L'histoire, ce n'est pas comme des tranches de saucisson »

jeudi 20 septembre 2007.



**Basile Guissou**

Aujourd'hui Délégué Général du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), le Pr Basile Guissou a été Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération sous le Conseil National de la Révolution (CNR). Il y a passé quatre ans : de 1984 à 1987. C'est sous cette casquette qu'il jette un regard sur l'évolution de la diplomatie burkinabè.

**Lefaso.net : Vous avez été ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération entre 1984 et 1987. Que retenir de votre passage à la tête de ce ministère et quels étaient concrètement les axes majeurs de la diplomatie burkinabè à cette époque ?**

Basile Guissou : Disons que le Burkina Faso revenait de loin dans la mesure où nous avons toujours été campés comme le petit pays pauvre, enclavé, toujours affamé qui ne vivait que de l'aide internationale. Donc, il fallait arrêter cette vision et en impulser une nouvelle à savoir que ce pays devrait avoir son droit d'exister en dehors de ces schémas réducteurs et prouver que son peuple était capable d'utiliser son cerveau et ses bras pour s'inventer un avenir à la hauteur de ses ambitions qui ne sont ni plus ni moins que celles des autres pays du monde. Le Burkina a donc fait une irruption tonitruante sur la scène politique sous régionale et africaine qui a été marquée par plusieurs événements qui seraient très longs à détailler ici. Mais, retenons simplement que ce n'était plus comme avant.

Le Burkina avait décidé de rompre la sous traitance surtout parce qu'en vérité c'était un pays qui était sous traité par un vice consul Français installé à Yamoussoukro. Je veux parler du Président Houphouët Boigny qui était chargé de gérer en quelque sorte en sous traitance pour la métropole française, les autres pays du Conseil de l'Entente. L'ultime objectif était de

maintenir les pays dans le giron du pré carré français. L'axe de la diplomatie à l'époque du CNR c'était donc de rompre avec cette tradition de la sous traitance politique et diplomatique. Je pense que sur ce terrain- là, c'était une expérience plutôt réussie dans la mesure où jusqu'à nos jours, je crois que le Burkina Faso s'affirme de façon autonome dans sa diplomatie, dans sa politique étrangère.

**Parlons en termes de résultats tangibles. Qu'avez-vous obtenu ?**

J'ai servi de mon mieux l'idéal qui était le nôtre à l'époque. C'est- à- dire affirmer notre existence, notre personnalité, notre façon de voir les choses et penser par nous même les solutions que nous envisageons et les mettre en œuvre. Je pense que c'est aux autres de faire un bilan. Moi j'ai agi dans une dynamique collective dans la mesure où c'était le gouvernement du CNR. Donc, je suis collectivement responsable avec tous les autres dirigeants de l'époque de tout ce qui a été engrangé comme positif et comme négatif. Raison pour laquelle je refuse de porter des jugements de valeur dans la mesure où c'est ceux qui ont eu à observer cette période-là qui peuvent donner un jugement.

**Mais avec le recul et l'expérience, comment appréciez-vous l'évolution de la diplomatie burkinabè ?**

J'ai donné une conférence le 04 septembre 2007 où je disais que le drame du burkinabè c'est qu'il a peur de son histoire. Il veut l'écrire comme des tranches de saucisson découpées les unes des autres, alors que l'histoire est une. Je pense que depuis la récréation de la colonie de la Haute Volta (Ancien nom du Burkina Faso, Ndlr) en 1947, jusqu'à nos jours, 60 ans après, si on veut, on peut voir une évolution en continu où tous les régimes, tous les hommes politiques, tous les acteurs ont apporté quelque chose à la constitution de ce que nous appelons aujourd'hui, le Burkina Faso, la terre des hommes intègres. Il ne faut donc pas donner l'impression qu'il y a d'un côté ceux qui n'ont rien foutu et de l'autre ceux qui ont excellé en tout.

Chacun a apporté sa pierre à un moment donné de l'histoire avec ce qu'il avait de mieux à offrir parce que je crois au patriotisme des burkinabè. Donc, je ne suis pas de ceux qui chantent les louanges d'une période pour en diaboliser l'autre. Je pense qu'il revient aux observateurs de le dire, nous nous sommes des acteurs. Pendant les 04 ans que j'ai passés au gouvernement sous le CNR, j'ai agi selon mes convictions, selon ma foi et selon la ligne politique qui était la nôtre. Toutes nos actions s'inscrivaient dans ce registre. Si on ne croyait pas que c'était pour le bien de notre pays, on ne les aurait pas posées. Si on l'a réussi à 10%, je pense que c'est bon. Si c'est à 80%, c'est bon également. Depuis ce temps jusqu'à nos jours, je pense que tous ceux qui sont venus après mon passage au gouvernement, ont essayé d'apporter ce qu'ils pouvaient.

Donc, je n'entre pas dans les notations un tel a 05/20 l'autre 15/20 ; même si on l'a fait sous le CNR. Je précise qu'au moment où mon courant politique était combattu, des journalistes dits révolutionnaires n'ont pas hésité à me donner 02/20 pour me faire chasser du gouvernement sous prétexte que j'étais un ministre médiocre. Donc, on a eu des guéguerres internes. Mais cela n'empêche pas le monde de tourner. Je souhaite seulement que la diplomatie de mon pays puisse s'améliorer et que ceux qui sont actuellement à la tête de cette diplomatie puissent faire mieux que nous.

**Pensez vous que le Burkina dispose d'atouts à même de lui permettre de prétendre au titre de force diplomatique ?**

Moi je l'affirme. Je pense que le Burkina Faso n'est pas la Haute Volta. Ça au moins, c'est clair ! Ce que le Burkina représentait dans la sous-région, il y a trente ans, n'est pas du tout la même chose aujourd'hui. Je pense donc qu'il y a eu un plus.

**Est-ce en référence aux médiations du Burkina dans certains pays ?**

Je pense que cette implication est une constante d'une diplomatie qui se veut active et constructive. Si elle est sollicitée par rapport à la possibilité de faire régner la paix, la sécurité chez les pays voisins, ce serait un très grand tort de ne pas prendre cette tâche au sérieux. D'ailleurs, comme on le dit, quand la case du voisin brûle, ce n'est pas l'occasion d'amener son œuf et faire griller. Parce qu'en fait, après le voisin, le feu va rentrer chez vous. Donc je pense que c'est de la diplomatie préventive que d'accepter d'apporter son concours pour solutionner les crises chez les voisins.

**Y'a-t-il tout de même à votre avis des points sur lesquels la diplomatie burkinabè devrait davantage s'affirmer ?**

A chaque temps, ses conditions. Cela fait 20 ans que j'ai quitté le gouvernement. Les rapports de force ont beaucoup changé, la situation géopolitique mondiale a changé, les acteurs ont changé et je n'ai pas la prétention d'être capable aujourd'hui de cibler des actions qui amèneraient la diplomatie burkinabè à faire mieux que ce qu'elle fait. J'apprécie positivement le positionnement actuel de mon pays dans la géopolitique sous régionale, africaine et mondiale. Je suis conscient que je fais un peu has been. Je ne sais pas dans quelles conditions le gouvernement actuel travaille. Je pense que ces acteurs sont mieux placés que moi car ils sont dans l'action.

**L'Etat est une continuité, dit-on. Dans cette logique, une association des anciens ministres existe depuis quelques temps. Avez-vous déjà été approché ou consulté sur un dossier diplomatique ou une quelconque question ?**

C'est une jeune association qui vient juste de commencer ses activités. La première manifestation, c'était le 04 septembre pour commémorer le 60ème anniversaire du rétablissement de la colonie de Haute-Volta. C'est moi-même qui ai donné la conférence inaugurale. Mais au-delà de cette activité, on n'a pas encore entrepris d'autres démarches. Mais il n'est pas exclu que l'initiative dont vous faites cas soit mise en œuvre. Cette association regroupe des compétences et l'Etat à le droit d'avoir recours à elles pour gérer telle ou telle situation ponctuelle. Ce n'est pas exclu.

**Si la date du 04 septembre semble méconnue celle du 15 octobre fait par contre l'objet d'interprétations variées. A quel niveau du débat vous situez-vous ?**

Il n'y a pas une date au Burkina Faso qui ne fait pas objet de guéguerre. J'ai tantôt évoqué le 04 septembre 1947, c'est ignoré. On ne sait même pas que ça a existé. Deuxièmement, le 11 décembre 1958, polémique. Proclamation de la République par Maurice Yaméogo. Le 04 Août, Révolution Démocratique et Populaire. Contestée. Il y a deux camps : ceux qui veulent

commémorer et ceux qui disent que c'est mauvais. 05 Août 1960, accession à l'Indépendance. Là aussi c'est contesté. Il y a ceux qui sont pour, ceux qui sont contre, ceux qui disent qu'il n'y a pas eu d'indépendance, qu'il n'y a rien eu... L'unanimité ne se fait sur rien y compris sur le 15 octobre. A mon avis, cette date porte en elle-même deux évènements majeurs dans l'histoire de ce pays : la disparition du président Thomas Sankara du CNR et l'arrivée au pouvoir du n°2 du CNR, Blaise Compaoré. Donc, on ne peut pas occulter un des deux aspects de cette date. Maintenant, si des gens pensent qu'il faut effacer un aspect pour mettre l'accent sur l'autre, c'est leur droit. Mais je pense qu'en toute objectivité, les deux évènements se sont produits au même endroit dans des conditions de temps qui font qu'ils sont indissociables.

**Si on vous faisait appel, seriez-vous à nouveau prêt pour un maroquin ministériel à la diplomatie ou à un quelconque poste au sein du gouvernement ?**

(Rires) Je ne vous comprends pas... Ce n'est vraiment pas dans mes préoccupations. Je suis à quatre ans de la retraite, j'ai beaucoup de choses dans la tête.

**Même si l'appel est pressant ?**

Je ne pense même pas à ça. Je suis un chercheur. Je pense qu'il y a tellement de choses à chercher, à trouver et à diffuser sur la sociologie politique au Burkina que vraiment être ou ne pas être dans un gouvernement, est loin de mes préoccupations. J'aime mon métier et je m'y réalise pleinement.

Interview réalisée par Arsène Flavien Bationo (bationoflavien@yahoo.fr)  
Lefaso.net

Lire aussi :

[Burkina Faso : chronique des années Compaoré](#)



## Rubriques

- ▶ **La Une**
- ▶ **Bonjour**
- ▶ **Dialogue intérieur**
- ▶ **Plus jamais ça!**
- ▶ **Ombres & lumières**
- ▶ **Rencontre**
- ▶ **Baromètre**
- ▶ **Missive à mon oncle**
- ▶ **Comoé Info**
- ▶ **Regard sur le Houet**

## ▶ Archives



lepais.  
Web bf

Quotidien le Pays N°3976 du 17/10/2007

Rencontre

### **BLANDINE SANKARA, soeur cadette du président Sankara**

"Thomas avait donné l'ordre d'arrêter ma grande soeur"

*Blandine Sankara, la soeur cadette du président Thomas Sankara qui vit à Genève en Suisse, nous raconte dans l'interview qui suit, quelques anecdotes sur la vie de son grand frère. Elle nous parle également de l'organisation de la caravane mondiale Thomas Sankara, initiée à l'occasion de la commémoration du 20e anniversaire de l'assassinat de l'ancien chef d'Etat, et dont elle a été la coordinatrice en Suisse.*

Le Pays: Comment avez-vous vécu la journée du 15 octobre 2007?

Blandine Sankara: En tant que soeur de Thomas, je suis émue. Ce fut un moment d'intense émotion, de souvenir et en même temps de réflexion. Je voyais Thomas si loin et en même temps si près. C'est une grande satisfaction pour nous qu'après 20 ans, il y ait eu une aussi grande mobilisation pour Thomas. Et je remercie tout le monde, en particulier les Burkinabè.

Comment vous est venue l'idée d'organiser une caravane Thomas Sankara?

C'est depuis quand même un moment que nous est venue l'idée de la caravane. Nous l'avons initiée en vue de mobiliser, dans le cadre de la commémoration du 20e anniversaire de la mort du président Thomas Sankara, le plus grand nombre de personnes, afin de mettre en exergue tout ce qui reste encore d'actualité de l'oeuvre de Thomas avec le peuple burkinabè. La caravane a quitté Mexico depuis le 9 septembre, est passée par la France avant d'arriver à Genève le 24 septembre, et après Genève, elle s'est retrouvée en Italie, ensuite au Sénégal, puis au Mali et enfin au Burkina. Partout où nous sommes passés, il y a eu des personnalités qui nous ont manifesté leur soutien; parmi ceux-ci, je citerai par exemple Jean Ziegler (ndlr, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation) qui nous a appuyés pour la conférence, ainsi que Jean Philippe Rapp (ndlr, journaliste), notre ami; ils estiment qu'ils ont tous des devoirs de mémoire envers Thomas. Il y a aussi le député Jean Rossiaud, qui est au grand parlement à Genève, qui nous a beaucoup soutenus. Ce qui me paraît aussi assez remarquable, c'est le soutien de la mairie de Genève.

Est-ce que tout s'est bien passé? Avez-vous entre-temps rencontré des difficultés dans l'organisation de cette caravane?

**Qui sommes-nous?**

**Notre contact**

**Insertions publicit.**

**Abonnement**

**Infos pratiques**

**Pharmacies de garde**

Bien sûr que nous avons eu des difficultés, notamment financières. Il est vrai aussi que nous avons reçu des propositions de financement de certaines personnes, dont je tais les noms, mais que nous avons refusées. Car, nous tenions à garder notre idéal. Comme difficulté, je regrette également qu'on n'ait pas pu contenir des fois les invités; nous avons été surpris par la mobilisation dans certaines localités. De même il y a eu des villes, au Ghana et au Canada par exemple, qui avaient souhaité que la caravane vienne chez elles, mais malheureusement, nous ne pouvions pas passer dans toutes ces villes en seulement un mois.

Quel commentaire faites-vous de la participation de votre belle-soeur, Mariam Sankara, à la commémoration?

Disons que c'était nécessaire. D'abord pour elle-même, pour la famille, ensuite pour le peuple burkinabè. Au nom de ses enfants, elle a tenu à faire le déplacement, parce que ça fait quand même 20 ans.

Quel âge aviez-vous lorsque le président Sankara a été assassiné?

J'avais déjà la vingtaine. Mais je suis la dixième, donc l'avant-dernière, sur les 11 enfants que comptait la famille. Thomas était le troisième.

Comment viviez-vous avec Thomas? Comment était-il avec ses frères en famille? Etait-il simple, taquin, rigoureux envers vous?

Il était tout cela à la fois. Il était comme tout le monde. Et ce qu'il voulait inculquer au peuple burkinabè, il le faisait en même temps appliquer à la maison. On ne pourrait parler de Thomas en une journée. Il vivait vraiment le plus simplement possible. Je le revois arrivant ici (ndlr, l'interview a été réalisée au domicile paternel, au quartier Paspanga à Ouagadougou), un soir, tout seul, avec une guitare en main, alors que nous, nous étions en train de suivre la télévision. Il demande à la maman de chanter pendant qu'il joue à la guitare. La maman, toute confuse, se met à chanter le grégorien, et après, comme lui non plus ne pouvait pas bien jouer le grégorien avec la guitare, il n'arrivait pas à suivre, et, en définitive, tous les deux s'accusent mutuellement d'avoir mal chanté ou joué...

Etant président ou avant?

Etant président. Il venait comme ça nous rendre visite à l'improviste dans ses moments de solitude. Je le revois aussi, les fois où il venait très tard dans la nuit, avec un air triste; il venait s'asseoir tout seul, de côté, n'adressait mot à personne. Sauf lorsque la maman lui demandait ce qu'il avait, et qu'il répondait qu'il avait des soucis, tout simplement. Lorsque la maman lui conseillait d'en parler à ses amis, il répondait en ces termes : "Vous ne comprenez pas, vous ne pouvez pas comprendre." Et puis, il repartait. Donc avec le recul, je me rends compte qu'il pouvait être heureux, dans la solitude. Des anecdotes, il y en a plein. Je me rappelle aussi lorsqu'il a envoyé arrêter ma grande soeur Pauline, parce qu'elle avait eu une histoire en ville, et qui avait été rapportée à Thomas.

Quelle leçon tirez-vous finalement de tout cela? Quel est l'héritage de Sankara, selon vous?

La leçon que nous tirons de tout cela, c'est que c'est une bonne éducation que nous avons reçue de lui. Sa rigueur nous a préservés de pas mal de choses, et jusqu'aujourd'hui, nous avons une façon de vivre qui ne diffère pas tellement de celle que nous avons du vivant de Thomas. Il disait toujours que nous ne devions pas nous servir de son nom, que la carte d'identité était toujours individuelle et non familiale. L'héritage de Thomas, ce n'est pas qu'à la famille, mais à l'ensemble du peuple burkinabè, parce que ce qu'il a fait l'a été au nom de tout le peuple burkinabè. Je dirai tout simplement que nous, nous sommes par obligation, parce que nous sommes du même sang, liés à Thomas, mais ses héritiers, c'est tout le peuple burkinabè.

Avez-vous un appel particulier à l'endroit des adeptes du président Thomas Sankara?

Si j'ai un appel, c'est de penser à ce qu'il avait toujours dit: "Oser lutter, oser inventer l'avenir." Toute sa vie se résume à cela.

*Propos recueillis par Lassina SANOU*

© Les Editions Le Pays - 2005

[Retour au format normal](#)



## Boukari Kaboré, dit "Le lion" : "Thomas Sankara était un ami personnel"

lundi 8 octobre 2007.



Le capitaine Boukari Kaboré, dit « Le Lion du Boulkiemdé », pour avoir joué un rôle déterminant pendant la Révolution aux côtés des capitaines Thomas Sankara et Blaise Compaoré, n'est pas un inconnu pour les Burkinabè. Agé de 57 ans, il vit aujourd'hui retranché dans sa « tanière », à la lisière de Makognédougou, village situé à 54 km de Bobo Dioulasso.

C'est dans cet hameau, où il vit entouré de ses 4 « lionnes » et sa vingtaine de « lionceaux », que nous l'avons rencontré le 6 octobre dernier. A quelques jours de la commémoration du 20<sup>e</sup> anniversaire de la disparition du père de la Révolution, le capitaine Boukari Kaboré nous a livré ses souvenirs les plus gais comme les plus amers des années Thomas Sankara. Les événements du 15 octobre 1987, Il s'en souvient comme si c'était hier. Dans l'interview qui suit, Le Lion nous raconte dans les détails sa journée du 15 octobre 1987. Il évoque aussi les acquis et insuffisances de la Révolution de 1983 à 1987, donne sa vision du mouvement sankariste, soulève un coin du voile sur les prétendus pouvoirs mystiques dont il disposerait, etc. C'est avec un Lion plutôt doux comme un agneau que nous nous sommes entretenu pendant plus d'une heure entre chants d'oiseaux et bêlements de moutons. Lisez plutôt.

**Le Pays : Dites-nous qui est aujourd'hui le capitaine Boukari Kaboré, dit « Le Lion ».**

Boukari Kaboré, dit Le Lion : Je crois que ce sera là une répétition car je me suis plusieurs fois présenté aux Burkinabè. Mais puisque vous me le demandez, je vous répondrai. Je suis un officier qui a fait des études. Et là je tiens à préciser une fois pour toutes que j'ai étudié. Puisque quelquefois, sous l'effet de la colère, je réponds moi-même par la négative lorsqu'on me demande si j'ai fait l'école. Maintenant, je tiens à lever toute équivoque : moi, j'ai fait l'école coranique et l'école française. J'ai fait l'école primaire à Ouaga, au PMK de 1961 à

1974. J'y ai obtenu le CEP, le BEPC et même le bac. Puis j'ai rejoint l'Académie de Yaoundé en 1974. J'ai fini à l'Académie le 16 juillet 1977 en tant que sous-lieutenant. Et je suis reparti pour l'Institut de la jeunesse et des sports de Yaoundé où j'ai fait 4 ans pour sortir en 1981 comme professeur certifié d'EPS (ndlr, éducation physique et sportive). Alors, celui qu'on appelle le capitaine Kaboré est un lieutenant professeur certifié d'EPS. Et ce n'est pas tout ! Actuellement, j'ai le grade de commandant parce qu'il y a eu une réhabilitation. J'ai été réintégré (ndlr, il avait été radié de l'armée) et on m'a nommé commandant. J'ai maintenant pris ma retraite ; que dis-je ! On m'a mis à la retraite en tenant compte de ma date de naissance : le 22 mai 1950. Voilà un peu qui est Kaboré Boukari, dit Le Lion.

**Et d'où vous vient le surnom "Le Lion" ?**

Vous savez, le capitaine que je fus a commandé le bataillon d'intervention aéroporté, c'est-à-dire les parachutistes. Et le parachutiste, c'est l'incarnation de la force et de l'honneur. Et ce qui incarne la force et l'honneur, c'est le lion. Notre emblème était donc un lion. Notre devise, c'était "qui ose gagne". Avec le lion comme emblème, les éléments du corps avaient décidé, avec ironie, que leur chef de corps soit appelé « Le Lion » et eux, les « Lionceaux ». C'était l'idée d'un samo, paix à son âme ; il s'appelait Tiéma Yacouba. A l'époque, j'avais dit : "Non ! Pas de surnom". Mais lui, parent à plaisanterie, s'entêtait à m'appeler "Le Lion". Et quand je demandais : "quoi ?" Il reprenait : "Pardon... mon capitaine !" Finalement, tout le monde s'obstinait à m'appeler "Le Lion" et j'ai fini par accepter ce surnom, malgré moi.

**Que représente pour vous la date du 15 octobre 1987 ?**

Le 15 octobre 1987 est une date déjà lointaine. Elle est même très lointaine mais elle nous a tout de même laissé des séquelles, à telle enseigne qu'on ne peut pas l'oublier. Il y a eu des déboires politiques et les tiraillements qui s'en sont suivis se sont dénoués par l'assassinat du président Thomas Sankara. J'en ai aujourd'hui des souvenirs très amers. Aujourd'hui, je suis gagné par l'amertume chaque fois que j'y pense.

**Est-ce que vous avez été surpris par ce qui est arrivé le 15 octobre 1987 à Ouagadougou ? Ou bien l'avez-vous senti venir ?**

Personnellement, je n'ai pas été surpris par ce qui est arrivé le 15 octobre 1987. Parce qu'en politique, lorsque la maison doit brûler, il y a forcément des prémices, des signes annonciateurs. Je peux dire que je n'ai pas du tout été surpris par les événements du 15 octobre. On a vu venir les choses, mais on espérait surtout que ça s'arrangerait. Malheureusement, rien ne s'est arrangé.

**Qu'est-ce que vous pressentiez alors ?**

On sentait que ça n'allait pas. Et lorsqu'il y a un pouvoir en place et que ça ne va pas, on s'attend, naturellement, à ce que ça passe ou ça casse ! De deux choses l'une : ou bien celui qui tente de faire un coup d'Etat échoue, ou bien il réussit. Donc ou ça réussit, ou ça échoue. Et si ça échoue, c'est celui qui est en place qui reste. Et si ça réussit, eh bien ! celui qui est en place s'en va et celui qui a fait le coup le remplace. Mais il y a amertume totale lorsqu'il y a une mort d'homme. On n'est pas obligé de tuer pour remplacer ! On peut, par exemple, mettre le type en prison ! Ce serait une bonne alternative d'ailleurs. Et cela correspondrait au respect

des droits de l'homme. A la veille du 15 octobre 1987, je m'attendais à voir quelque chose se passer, mais ce qui est arrivé fut vraiment douloureux.

**Pouvez-vous nous relater le film de votre journée du 15 octobre 1987 ?**

Pour être sincère, je vous rappelle d'abord que les derniers moments étaient tendus. Il y avait des prémices d'étincelles. Et comme le feu planait, chacun se méfiait. Et dans cette atmosphère, moi, je cherchais à m'éloigner petit à petit de Ouagadougou. Pour de simples raisons de sécurité. D'ailleurs, on est plus en sécurité quand on est chez soi. C'est ainsi que le 15 octobre m'a trouvé dans ma tanière à Koudougou. Je dois signaler qu'il y a eu des tentatives pour empêcher qu'il arrive ce qui est malheureusement arrivé le 15 octobre 1987 à Ouagadougou. On a essayé, par tous les moyens, d'apaiser les esprits, de ramener le calme, mais rien n'y fit. Ceux-là qui empoisonnaient l'atmosphère, de leur côté, faisaient des efforts pour davantage empoisonner l'atmosphère. C'est ainsi qu'il est arrivé un moment où des gens étaient en train de nous faire croire que Thomas Sankara préparait un coup d'Etat. Moi, j'ai entendu cette rumeur.

Mais un président qui fait un coup d'Etat ? Ce serait contre qui ? Et nous autres étions considérés comme des proches de la sécurité. Nous étions ceux-là qui pouvaient assurer correctement la sécurité de Thomas. Je rappelle que Thomas était mon ami personnel. Nous avons fait l'enfance et l'école ensemble ; nous avons ensemble été au PMK, nous avons évolué ensemble dans l'armée. Il y avait vraiment une amitié sincère entre lui et moi. Moi étant de l'armée et lui étant chef, j'avais donc la responsabilité d'assurer sa sécurité. Et j'assumais cette responsabilité, persuadé que Thomas était l'homme qu'il fallait pour la tâche qu'il était en train d'accomplir. Pour revenir à votre question, le 15 octobre 1987, je me retrouvais donc en retrait à Koudougou. Ce jour-là, précisément le soir, il y a des témoins, j'étais chez moi au village. J'étais parti y voir la famille. J'étais chez l'imam du village pour demander un doua. C'était un jeudi et ceux qui sont musulmans savent que jeudi et vendredi sont de grands jours pour les doua.

A 15 h, j'ai donc quitté Koudougou pour rallier le village avec mon frère aîné pour voir l'imam, car depuis le décès de mon père, c'était lui mon vieux de référence au village. Il est très sage et me donnait de très bons conseils. Ensemble, nous avons fait la prière de 16h. Et après, j'ai acheté 100 noix de cola auxquelles j'ai ajouté 5 000F et mon frère 1 000F que j'ai remis à l'imam pour le doua. Et juste après le doua, je me suis levé pour rentrer puisque j'avais une réunion OMR (Organisation militaire de la révolution). C'était donc nous, militaires, qui devions nous retrouver le jeudi 15 octobre à 20h. Le mardi précédent, on avait tenu une réunion OMR au cours de laquelle on avait mandaté certains éléments pour aller trouver feu Watamou Lamien, un des responsables de l'UCB, pour leur dire que les militaires qui appartenaient à l'UCB, compte tenu des tensions du moment, devaient carrément s'en retirer pour constituer un noyau dans l'armée dénommée OMR.

Et ces gens ayant été mandatés le mardi soir devaient se retrouver le jeudi pour le compte rendu de leur mission. Et cette réunion n'a finalement pas eu lieu et des gens ont dit après que c'était à cette même réunion que l'on voulait préparer le coup d'Etat qui a finalement eu lieu plus tôt. Alors, moi, dans mon programme, je devais continuer sur Ouagadougou. En temps normal, je serais venu à Ouagadougou la veille de la réunion et j'en serais peut-être reparti le lendemain, après avoir fait quelques courses. Mais compte tenu de la tension d'alors, je partais juste pour la réunion pour revenir immédiatement après. Parti du village après l'entretien avec

L'imam, je devais repasser à Koudougou chercher feu le sous-lieutenant Ky Bertrand qui devait prendre part à la fameuse réunion OMR. Mon grand frère avait même proposé que du village nous rentrions ensemble directement à Ouagadougou pour éviter que je sois en retard pour la réunion. Je lui ai répondu qu'il fallait que je reparte chercher un élément à Koudougou.

C'est en chemin pour Koudougou que j'ai rencontré des militaires à bord d'une jeep. Ils étaient venus nous chercher avec une sécurité renforcée. C'était la panique générale au sein de la troupe. Et c'est ainsi que j'ai appris la triste nouvelle de l'assassinat du président Thomas Sankara. Arrivé à Koudougou, j'ai constaté que tout le monde était sur le qui-vive, tout agité. Certains éléments m'ont même dit qu'il fallait qu'on brûle Ouaga. Et j'ai dit non !, pas question ! Je me suis catégoriquement opposé à une éventuelle rébellion. Et la tension était très vive. A telle enseigne qu'à un moment, j'ai eu l'impression qu'on allait me ligoter pour faire cette rébellion. Alors je me suis énervé et je m'en suis allé, les laissant dans cette histoire. Pour moi, il fallait déposer les armes car ce n'était pas la peine d'aller tuer inutilement des gens pour quelqu'un qui était déjà mort. S'il était encore vivant, on aurait pu tenter de le sauver. Mais il était déjà mort et il n'y avait plus rien à faire. Il fallait plutôt éviter de verser inutilement du sang. Voilà exactement ce que j'ai vécu le 15 octobre.

**Est-ce qu'il y a eu dans l'immédiat quelques suspicions pour ce qui était des auteurs ou commanditaires de cet assassinat ?**

Vous savez, ça fait tellement longtemps et moi, je préfère aujourd'hui ne même plus y penser. De toute façon, j'avais dit dès le soir du 15 octobre 1987 que chacun serait responsable de ses actes. Fervent croyant, j'avais dit que chacun serait responsable de ses actes devant le Tout-Puissant. Même si on savait par avance que quelque chose allait se passer, et même si on était sûr qu'il y aurait assassinat, je ne crois pas que les choses auraient pu se passer autrement. Parce que Thomas même avait dit qu'on devrait se laisser tuer pour que demain des gens parlent de ce que nous avons fait. Je lui avais répondu : "non ! moi, je ne veux pas mourir ! Toi tu es président ; si veux mourir, je ne suis pas tenu de t'accompagner !" Nous avons souvent eu de telles discussions.

**C'était longtemps avant le 15 octobre ?**

Bien avant ! C'était au moment où la situation était bien pourrie. Finalement, c'est arrivé. C'est pourquoi j'ai dit que ça n'a pas été une surprise pour moi. Mais si maintenant on cherche à trop tirer sur cette affaire, ça va être inutilement long. Puisque le type était déjà mort et on ne pouvait plus rien faire. S'il avait été vivant, je crois que j'aurais tué tout le monde pour le sauver et ça aurait été ma mission. Mais comme il était déjà mort, j'ai préféré arrêter.

**Avant même le 15 octobre, les partisans de Thomas étaient accusés de vouloir créer une unité qui, sous le commandement de Vincent Sigué, devrait se charger de déblayer les autres militaires. Qu'en était-il ?**

Ce ne sont que des histoires. Chez nous, on dit que lorsqu'on veut tuer son chien, son chat ou n'importe quel animal de la basse-cour, on l'accuse d'être atteint de maladie incurable. Sinon, voyez-vous, le président Thomas était le chef de l'Etat. S'il voulait créer une unité spéciale, qu'est-ce qui l'aurait empêché de le faire ? Dire donc que Thomas voulait créer une unité contre les autres n'engage que ceux qui tiennent de tels propos. Sous la Révolution, il y avait

autre chose à faire que se régler les comptes. Et Thomas n'était pas quelqu'un qui aimait les règlements de comptes, sinon il ne se serait pas laissé assassiner ainsi.

**Lorsque le soir du 15 octobre vous avez demandé à vos éléments de se chercher, où vous êtes-vous vous-même réfugié ?**

Je n'avais pas demandé à mes éléments de se chercher ; je leur ai plutôt dit de déposer les armes car il n'y avait plus rien à faire. Ce n'était pas la guerre contre un autre pays, mais plutôt entre nous, frères. Si Thomas avait été emprisonné, par exemple, on serait parti le libérer. Maintenant qu'il était mort, il n'y avait plus rien à faire. C'est la consigne que j'ai donnée à mes éléments auprès de qui je suis resté.

**Ensuite ?**

La suite est que par les incompréhensions et la panique des uns et des autres, on a été jusqu'à Koudougou pour me cerner, me reprochant d'être en rébellion. Alors que Koudougou n'avait jamais été en rébellion et je crois que l'histoire l'a prouvé par la suite.

**On a donc tenté de vous arrêter...**

Koudougou a été attaquée par le reste de l'armée. Certains corps sont arrivés, d'autres pas. Ceux qui sont venus n'ont rencontré aucune résistance. Les gens sont entrés librement à Koudougou et moi, je me suis retiré.

**Comment ?**

Attention ! On ne dit pas tout ! Si je vous dis tout aujourd'hui et que demain c'est le même scénario et que je doive me retirer, ça va être un échec (rires...) ! C'est vrai que ça a été amer puisqu'il y a certains éléments qui ont été tués, mais Koudougou n'a jamais été en rébellion. Jamais !

**Vous aviez, à l'époque, fait une déclaration sur RFI, déclaration dans laquelle vous vous disiez disposé au dialogue ; puis par la suite, vous vous êtes rétracté. Les gens n'y avaient rien compris ...**

Ok. Je vais être clair sur ce point précis : ceux-là qui ont dit que je me suis rétracté ont raconté des balivernes. Qu'est-ce qui s'est passé à l'époque ? Dans l'interview que j'ai accordée aux 6 ou 7 journalistes, j'avais expressément dit qu'il n'y avait pas de guerre. Mais j'ai eu l'impression que ces journalistes voulaient que je leur dise que j'étais en rébellion. Pendant que je m'efforçais de leur dire que ça ne servirait à rien d'aller en guerre parce qu'on était entre frères, j'ai eu le sentiment qu'ils étaient déçus de ma réponse.

Malgré leur insistance, j'étais catégorique : on ne descendra pas sur Ouaga assassiner inutilement des Burkinabè. C'est moi qui ai formé les gens et je savais de quoi ils étaient capables. Si j'avais donné le feu vert, il y aurait eu tellement de cadavres ! Et une dame parmi ces journalistes m'avait demandé ce que je ferais si, malgré notre pacifisme, des gens venaient nous attaquer jusqu'à Koudougou. J'ai alors répondu : "Alors là, je combattrai jusqu'à ma

dernière cartouche." Voilà très exactement ce que j'ai dit et je m'en souviens parfaitement. Si ces journalistes-là n'étaient pas de mauvaise foi, ils auraient fait passer toute l'interview pour que les gens comprennent. Mais ils l'ont tronquée et n'ont fait passer que le bout de phrase "Je combattrai jusqu'à ma dernière cartouche".

Même l'expression "alors-là" a été coupée parce qu'elle supposait que quelque chose avait été dit avant. Je me rappelle très bien mes propos lors de l'interview. J'ai une très bonne mémoire. Je me rappelle encore les sourates du Coran que j'ai assimilées avant même d'aller à l'école. Ce n'est donc pas une phrase que j'ai dite rien qu'en 1987 que j'oublierais de sitôt ! D'aucun disent que je suis malade, ce sont ceux-là qui souhaitent que je sois malade ; il y en a qui disent que je suis fou, ce sont ceux-là qui souhaitent que je sois fou. Je me porte pourtant très bien et mes méninges sont bien en place. J'ai la chance d'avoir une excellente mémoire. Ils ont tronqué ma phrase et les gens ont dit que le monsieur qui avait dit qu'il ne ferait rien est revenu pour dire qu'il combattrait jusqu'à sa dernière cartouche. C'est ainsi qu'on m'a traité de fou. Moi-même j'ai écouté RFI et ça m'a fait sourire.

**En définitive, Koudougou a été attaquée et vous n'avez pas combattu jusqu'à la dernière cartouche...**

Non. Je ne peux pas dire que Koudougou a été attaquée. Puis-ce qu'il n'y a pas eu de combat. Ils sont venus tirer, mais sur qui ? J'avais dit à la population de rester à l'abri parce que c'était dangereux, ces coups de feu. En pareille situation, il y a toujours des gens qui souhaitent que ça chauffe. Mais si ça devait chauffer, je vous jure qu'il n'y aurait pas eu un seul militaire qui aurait osé pénétrer à Koudougou. Je ne suis pas en train de me vanter mais tout le monde a reconnu cela. Mais s'il n'y a pas combat, je fais quoi ? Si jamais il y avait eu le combat, c'est là que j'aurais combattu jusqu'à ma dernière cartouche. Mais j'ai juste demandé à mes éléments de déposer les armes car c'était moi qu'on cherchait. J'aurais ainsi préféré être le seul à mourir plutôt que d'être responsable d'un éventuel massacre de la population de Koudougou ! Et si ça se limitait aux seuls militaires, ce serait, à mon avis, moins grave. Je dirai que c'est nous qui jouions avec nos armes. Mais il y aurait forcément eu des victimes parmi les civils. C'est pourquoi j'ai demandé à mes éléments de déposer les armes et ils m'ont obéi.

**Est-ce que vous avez une idée du nombre de militaires qui ont été tués au cours de ces événements ?**

Non, pas exactement. J'ai seulement connaissance du nombre de morts parmi mes éléments.

**Combien étaient-ils ?**

A Koudougou, 11 ont été tués. 6 officiers et 5 sous-officiers. C'était de très bons militaires.

**Des civils aussi ?**

Le 27 octobre, date de l'entrée des militaires à Koudougou, il y a eu un seul civil tué par balle perdue. Et quand on m'a annoncé cela autour de 11 h, j'ai dit : "Dieu soit loué !" J'ai remercié le Tout-Puissant de nous avoir épargné un massacre.

**Par la suite, vous vous-êtes exilé au Ghana. Qu'y êtes-vous allé chercher ?**

J'y suis allé vivre paisiblement. Je me suis retiré pour des raisons de sécurité, puisque je ne voulais pas mourir. J'ai profité de ce séjour pour poursuivre des études.

**Et qu'avez-vous étudié au Ghana ?**

Principalement l'anglais. Si vous voulez, on peut poursuivre cette interview en anglais ; je serai très à l'aise (rires).

**Et après le Ghana ?**

Après le Ghana, je suis rentré. Et depuis lors, je suis devenu cultivateur.

**On sait que Jerry Rawling, l'ancien président ghanéen, était un ami de Thomas Sankara. Durant votre séjour dans son pays, ne vous a-t-il pas fait de propositions tendant à vous aider à reconquérir le pouvoir fraîchement pris par Blaise Compaoré ?**

Jamais ! C'aurait d'ailleurs été un manque de tact.

**Vous l'avez tout de même rencontré !**

Oui. Même s'il m'avait fait une telle proposition, je lui aurais dit que c'était une erreur. Le Ghana est un pays voisin du Burkina. Ma maturité politique m'aurait évité de commettre l'erreur de tomber dans ce piège.

**Vous étiez ami avec Thomas Sankara, mais quelle relation vous liait à Blaise Compaoré ?**

C'est simple. Nous étions un groupe d'amis. Mais à un moment de l'histoire, il y a eu des problèmes. Et le dénouement a été douloureux. Moi, je connais Blaise et Blaise me connaît très bien ! Je n'ai aucun problème avec lui ! Là où le bât blesse, c'est l'éclatement du groupe que nous constituions. On ne peut quand même pas me demander d'admettre qu'il est bon qu'un ami tue un autre ami ! Sinon je n'ai aucun problème particulier avec Blaise.

**Est-ce que vous avez eu des échanges avec le capitaine Blaise Compaoré immédiatement après les événements du 15 octobre ?**

A quoi cela aurait-il servi ? Rien n'était arrangeable.

**Vous étiez un groupe d'amis...**

Oui, mais dans la mesure où nous avons déjà le cadavre en face, qu'est-ce qu'on pouvait faire ? Moi, j'ai eu un entretien avec le capitaine Zongo qui m'a demandé pourquoi j'étais fâché. Je lui ai répondu que je n'étais pas fâché mais déçu. A mon âge et en tant qu'officier qui commande tout un corps, je ne devais pas être faible de caractère. Dans nos échanges, j'ai dit à Zongo que ce qui était arrivé était vilain. Avec la panique du moment, beaucoup avaient pensé que j'allais faire quelque chose, mais je suis tellement mûr d'esprit que je n'ai rien fait du tout. C'était mûrement réfléchi.

**A l'occasion des 20 ans de la mort du président Thomas Sankara, ses partisans prévoient un grand symposium. Est-ce que vous y êtes impliqué ?**

Nécessairement, oui. Et je suis partant pour ce principe. Thomas était un ami et il aurait été lâche de ma part de me mettre en marge de cette commémoration. C'est vrai que mes moyens ne me permettent pas d'agir comme les autres, mais j'adhère entièrement à ce principe. Vous savez sans doute que j'ai quand même souffert ! Je viens d'avoir un dénouement de ma situation sociale. Ça m'étonnerait que parmi mes collègues quelqu'un accepte, comme moi, de vivre dans du banco. C'est l'absence de moyens qui fait que je ne peux pas suivre le mouvement des autres sinon je suis de corps et d'esprit avec ceux-là qui pleurent la disparition du président Thomas Sankara.

**Parlant de votre réhabilitation après plusieurs années passées hors de l'armée, est-ce qu'on peut dire aujourd'hui que tout est ok ?**

Oui... Enfin, presque. Parce qu'il y a eu un procès qui a fini par me donner raison. Le Conseil d'Etat a demandé que je sois rétabli dans mes droits. Mais il y a encore quelque chose qui cloche : je suis capitaine depuis 1985. Nous sommes aujourd'hui en 2007. J'ai été sanctionné en 1995, c'est-à-dire après dix années passées en tant que capitaine. Il y a eu des problèmes politiques qui se sont mêlés à la vie militaire du capitaine Kaboré. Sinon tous mes collègues, comme moi, ont le grade de commandant depuis 1995. Alors de 1995 à 2007, ça fait 12 ans. Qu'on vous dise que depuis 12 ans Le Lion est resté commandant, est-ce que ça ne vous étonne pas ?

**Vous méritez donc quel grade, selon vous ?**

Ecoutez, mes collègues sont aujourd'hui colonels ! Je mérite au moins d'être colonel, sinon général. Je pense, modestement, que je mérite aujourd'hui d'être un colonel de l'armée burkinabè.

**Boukari Kaboré, dit Le Lion, a vu naître la Révolution ; il l'a vue mourir. Quels sont, selon lui, les acquis de cette Révolution guidée pendant 4 ans par feu le président Thomas Sankara ?**

Je peux répondre à cette question en une seule phrase : les acquis de la Révolution se résument à l'ouverture d'esprit des Burkinabè. Personne ne pourra me convaincre que l'évolution actuelle de ce pays se fait en dehors de la voie tracée par la Révolution. Sur tous les plans, nous sommes en train d'avancer vers ce que la Révolution avait voulu faire du Burkina, même s'il faut reconnaître qu'elle a eu des insuffisances. En quatre années, ce que la Révolution a fait pour le Burkina ne doit pas seulement être qualifié de bien, mais d'excellent. Il y a eu énormément d'acquis ! Si aujourd'hui le Burkina est très bien connu dans le monde entier, à telle enseigne que des étrangers cherchent à le découvrir, vous pensez que c'est grâce à quoi ? C'est grâce à la Révolution ! Si cette révolution avait duré 20 ans, je crois que tous les Africains auraient cherché, aujourd'hui, à venir s'installer chez nous au Burkina.

**Selon vous, la Révolution a-t-elle continué après le 15 octobre ou s'est-elle arrêtée avec la mort de son père fondateur ?**

Elle s'est arrêtée, bien entendu !

**Rectifiée ou arrêtée ?**

Je vous dis arrêtée ! Purement et simplement. J'ai vu dernièrement qu'on avait arrêté beaucoup de véhicules de fonction pour des fautes diverses. Est-ce sous la Révolution on pouvait voir circuler les véhicules de l'Etat à la guise de leurs utilisateurs au vu et au su des CDR ? Donc la Révolution n'existe plus.

**En tant qu'acteur clef de la Révolution, est-ce que vous aviez le sentiment que le peuple adhéraît aux idéaux et aux méthodes du changement ainsi voulu ?**

Vous savez, pour faire une Révolution, il faut une bonne dose de courage. Il y a des choses qui peuvent être bien, mais qui ne sont pas populaires. Pour un révolutionnaire, ça se réalise. Ce n'est qu'après que le peuple se reconnaît en ce qui a été réalisé. C'est ce qui est arrivé avec le peuple burkinabè. Aujourd'hui, tout le monde pleure le président Thomas Sankara. Pourquoi ? Parce que les gens se sont rendu compte qu'il s'est donné corps et âme pour le bien-être du Burkina tout entier. Les arbres, les animaux, comme les humains. Personnellement, je savais que telle ou telle chose à réaliser allait déranger les gens, mais je restais persuadé qu'ils se rendraient compte plus tard de l'intérêt pour eux.

**Quelle lecture faites-vous de la double commémoration du 15-October ? Puisqu'il y aura d'un côté ceux qui commémoreront l'assassinat du président Sankara, et de l'autre ceux qui fêteront les 20 ans de pouvoir de Blaise Compaoré.**

Vous avez bien dit qu'on était en démocratie ! Alors si certains veulent manger du tô pendant que d'autres veulent manger du riz, chacun doit pouvoir le faire. Ce que je ne comprendrais pas, c'est faire que certains cherchent à nuire à d'autres. Les deux faits sont réels : on ne peut pas nier que Thomas est mort ; on ne peut pas nier que Blaise est au pouvoir. Si les amis de Blaise veulent faire la fête, qu'ils le fassent. Mais nous autres, orphelins, qu'on nous laisse pleurer ce jour-là. Ce n'est pas compliqué !

**Et si vous étiez invité par le camp Blaise Compaoré ?**

J'accepterais volontiers. Pourvu que ceux-là qui voudront fêter ne m'empêchent pas de pleurer. C'est vous qui avez parlé de démocratie ! Je pense que la logique doit nous amener là.

**Et si Blaise Compaoré vous avait demandé de rallier son camps après les évènements du 15 octobre. Quelle aurait été votre réponse ?**

Non. Pourquoi cette question ? Pourquoi me demanderait-il cela ? Ce sont deux camps différents !

**De retour d'exil vous avez créé un parti politique. Vous avez même tenté une candidature à la magistrature suprême en 2005. Que devient votre parti ?**

J'ai voulu être candidat, juste parce que je suis citoyen comme les autres. Et ce n'est pas fini ! Vous avez dit démocratie, non ? Je serai candidat à la prochaine élection présidentielle. Quelqu'un de persévérant comme moi doit poursuivre jusqu'à l'aboutissement de sa lutte.

**On ne vous a pourtant pas vu lors des toutes dernières législatives...**

Je suis en train de me préparer. Certains m'auraient conseillé de ne même pas parler aux journalistes. Mais je ne peux pas ne pas parler en tant que personne ressource. Je suis un survivant de la Révolution et je ne pouvais pas fuir cette responsabilité. Sinon j'ai très souvent besoin d'avoir l'esprit tranquille pour faire certaines choses. Je veux chaque fois que la vérité se manifeste. Si tu as fait le bien, qu'on te loue. Et si tu as fait le mal, qu'on grogne, qu'on te blâme. C'est tout ! C'est ça, la justice.

**Quel regard portez-vous sur le mouvement sankariste tel que perçu aujourd'hui, surtout à travers les partis politiques qui ont du mal à s'unifier ?**

Vous savez, c'est dans les difficultés qu'on grandit. Et au niveau des partis politiques, tous les problèmes se posent en terme de leadership. On ne prend jamais conscience qu'il faut laisser une seule personne diriger et les autres se rallieront. Il faut donc que les sankaristes se tiraillent, qu'ils rencontrent toutes sortes d'embûches sur leur chemin sur lesquelles ils vont buter, chuter avant de se rendre compte qu'il n'y a que l'union qui les sauvera. Je reste convaincu que si depuis le début de la démocratie les partis sankaristes s'étaient accordés sur la constitution d'un seul groupe, l'ODP/MT, aujourd'hui, n'aurait jamais pu se métamorphoser à souhait. Fort heureusement, aujourd'hui il y a de plus en plus de regroupements de partis sankaristes. Je m'en réjouis et j'espère fermement qu'on aboutira un jour à l'unification totale des partis sankaristes pour en finir avec ces tiraillements. Car je suis convaincu que ce n'est que le sankarisme qui pourra donner à ce pays la splendeur qu'il mérite.

**La présidence au Burkina semble la chasse gardée des militaires. Est-ce que vous pensez qu'un jour un civil pourra diriger ce pays ?**

Il serait souhaitable que cela arrive. Effectivement en 1966, j'étais encore au PMK, on nous a enfermés et Lamizana a pris le pouvoir. Il était alors chef d'état-major. Il a dit que c'était Maurice qui le lui avait donné. Ce qui est sûr, l'armée a accédé au pouvoir. Et depuis lors jusqu'à nos jours, les civils n'y ont accédé. Mais il faut se demander si les civils eux-mêmes ont montré qu'ils étaient capables de gérer le pays. Parce que si les civils sèment le désordre dans le pays, il faut que les fusils leur disent de se taire ! C'est tout !

**On dit de vous que vous avez des pouvoirs mystiques qui vous permettent souvent de disparaître à votre guise et de réapparaître là où vous voulez. C'est ainsi qu'il a été dit que vous aviez disparu quelque temps après le 15 octobre pour réapparaître au Ghana. Qu'en est-il ?**

Qu'est-ce que vous en dites, vous-mêmes ?

**Nous sommes dans la confusion la plus totale sur cette question et cherchons à vérifier cela auprès de vous-même.**

Ce qui est sûr... Bon ! Vous savez, c'est un peu compliqué... Actuellement je me réjouis du fait que la télévision nationale ait initié l'émission "Yelsolma" pour expliquer et présenter certaines choses aux gens. Pour ce qui concerne Boukari Kaboré, dit Le Lion, il n'est pas tellement mystique mais tout de même mystique. Si les Burkinabé reconnaissent qu'il y a des choses qui peuvent se passer en dehors de la science, c'est déjà tant mieux. Moi, mes facultés sont directement liées à la vérité. Les "wack" anti- balles, anticouteaux, etc., ça existe, mais ça ne se distribue pas. Je ne sais même pas pourquoi les gens me traitent de mystique. Vous m'avez trouvé assis chez moi. Pourquoi dites-vous alors que je disparaissais ?

**En cas de nécessité peut-être...**

Ok. Là, je suis entièrement d'accord avec vous.

**Vous aviez donc vraiment disparu après le 15 octobre pour vous retrouver au Ghana ?**

Non. Sur la route du Ghana, j'étais sur ma CT.

**Aujourd'hui vous vivez retranché ici à Makognédougou. Comment vous sentez-vous entre ces cris d'oiseaux et ces bêlements de mouton ? Quels sont vos rapports avec la population ?**

Appelez-moi mes poussins et ils viendront répondre à votre question (rires). Ce sont eux, associés aux moutons et aux chèvres, qui font mon vécu quotidien. Depuis mon enfance jusqu'à l'heure où nous sommes en train de parler je n'ai jamais eu de problème avec les gens de mon entourage. Que ce soit ici ou Cameroun, pendant mes études ; que ce soit avec les militaires ou les civils, je n'ai jamais eu de problème social. Pas même au Ghana. En tout cas, si c'est en matière de sociabilité, je pense que ce sont les gens qui peuvent bien me noter. Puisqu'on m'appelle Le Lion, certains pourraient penser que je suis capable de leur faire du mal. Mais il n'en est rien.

**Quels meilleurs souvenirs gardez-vous du président Thomas Sankara ?**

Vous êtes dur, vous ! Vous voulez me voir pleurer ? Rappelez-vous que Mitterrand, l'ancien président français aimait dire à propos des discours de Thomas, que c'est le fait de la jeunesse. Cela, parce que le président français était lui-même conscient que les propos de Thomas Sankara étaient empreints d'un courage digne de la jeunesse. Il disait sèchement la vérité et était à l'aise. Les plus beaux souvenirs que je garde de Thomas Sankara, c'est lorsqu'il devait représenter notre pays à des rencontres internationales. On était alors très fier d'être Burkinabè. Thomas était disert. Il n'avait jamais de discours écrit, mais cela ne l'empêchait pas d'être méthodique et très cohérent dans ses propos. Il était particulièrement persuasif. Avec Thomas, nous avons organisé des bals populaires, nous avons été au PMK, nous avons joué comme des bambins, nous nous sommes tiré la barbe, et même que nous nous sommes brûlé la barbe. Je me rappelle qu'il m'a brûlé la barbe au mariage de Kouama Michel à la cathédrale de Koudougou. Et il m'a très bien châtié, puisqu'il était mon aîné. On était tellement lié, on blaguait beaucoup, on était un groupe gai. Il y en a parmi nous qui sont toujours là, mais ce sont des questions politiques qui nous ont entre-temps divisés. Sinon ce sont des gens de très bonne éducation ! Nous étions très sincères entre nous, mais la politique est venue pourrir nos relations.

**Est-ce que vous ne pensez pas que le président Thomas Sankara a quelquefois commis des erreurs dans sa façon de gérer le pays ?**

L'erreur est humaine ! Sa façon de gérer le pays créait souvent des situations d'incompréhension. Thomas, je l'ai connu depuis l'école. Il aimait beaucoup le débat. Si vous aviez une discussion, un débat avec lui, il allait jusqu'au bout. Ou bien vous le convainquiez, ou bien c'est lui qui vous convainquait. Si entre-temps le sommeil vous prenait, il vous laissait dormir et dès le lendemain il ramenait le même sujet et vous repreniez le débat de plus bel. Il aimait débattre et voulait être convaincu par la démonstration. Certains trouvaient alors qu'il était très autoritaire et cela était, par conséquent, vu comme un défaut majeur. C'était aussi quelqu'un de très intelligent. Il aimait concevoir. Et les gens qui n'aiment pas concevoir aiment discuter. Alors que Sankara n'aimait pas les débats inutiles. C'est en cela qu'on le trouvait têtue. Or moi, j'étais d'accord avec cette façon de faire.

**Est-ce qu'il vous arrive d'aller vous recueillir sur la tombe de Sankara à Ouaga ?**

Non. Pour moi, ça ne sert à rien. Ce serait une façon de chercher le nom, comme on le dit.

**Vous pourriez le faire dans la discrétion...**

Oui, là ce serait mieux. Mais je pense que ce serait plus significatif de prier sincèrement pour lui (c'est ce que je fais d'ailleurs) plutôt que de se rendre sur sa tombe.

Propos recueillis par Paul-Miki ROAMBA et Serge COULIBALY

Le Pays

[Retour au format normal](#)



## 20 ans de renaissance démocratique : Visite du Président brésilien au Burkina

mardi 16 octobre 2007.



**Luiz Inacio Da Silva et Blaise Compaoré**

Le président de la République fédérative du Brésil, Luiz Inacio Da Silva a effectué une visite de courtoisie à Ouagadougou, le 15 octobre 2007. Accueilli en grande pompe par les autorités burkinabè, sa visite s'est soldée par la signature de sept accords de développement économique, social et culturel entre le Burkina Faso et son pays.

La visite du président brésilien, Luiz Inacio Lula Da Silva à Ouagadougou le 15 octobre 2007, lui a donné l'occasion de s'engager avec le président du Faso, Blaise Compaoré, dans une coopération Sud-Sud exemplaire pour l'épanouissement de deux peuples. En effet, cette journée très chargée a donné lieu à la signature de protocoles d'accords de coopération entre le Brésil et le Burkina Faso dans sept domaines. Il s'agit des secteurs de la culture du coton, de la production du soja, de la canne à sucre, de l'élevage, du football, du sport en général et de la santé.

Les deux Etats entendent renforcer leur coopération et surtout les échanges dans ces sept domaines pour un plus grand dynamisme. Pour intensifier les relations d'amitié jugées déjà excellentes entre les deux pays, il a été décidé de la création d'une commission mixte de coopération Brésil-Burkina Faso et de l'ouverture simultanée d'ambassades à Brasilia et à Ouagadougou. Dans le communiqué conjoint présenté par le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Yipénè Djibrill Bassolé, les deux chefs d'Etat ont souligné l'importance des accords signés, surtout celui sur le coton car cela réaffirme la convergence de vues du Brésil et du Burkina Faso dans la lutte pour un commerce international équitable. Blaise Compaoré et Luiz Inacio Lula Da Silva ont exhorté les pays en développement à maintenir la cohésion entre eux au sein de l'OMC, ainsi que la fermeté de leur point de vue tout en tenant compte de l'évolution des négociations en cours.

## Réformer l'ONU

Actualité oblige, le Président brésilien est intervenu au colloque international de Ouagadougou sur la "Démocratie et le développement en Afrique". Blaise Compaoré s'est réjoui de sa présence "en ces moments particuliers où nous nous retrouvons entre frères et amis pour réfléchir ensemble sur la situation de notre continent", a-t-il précisé. Le président Compaoré a mentionné que le Brésil est un pays émergent et "son exemple est une source d'inspiration permanente à laquelle nous puiserons toujours pour élaborer des politiques et des stratégies adaptées à nos réalités (...)".

Le président Lula, dans son intervention au colloque a laissé entendre que "malgré l'impressionnante modernité technologique atteinte par l'humanité au XXI<sup>e</sup> siècle, un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants de tous les continents doivent encore faire face aux défis historiques de la pauvreté de la négation de leurs droits, etc". Pour ce faire, le Président brésilien a soutenu que "nous devons modeler un ordre international répondant à nos aspirations et à celles des générations futures". En clair, le Président brésilien réclame : "L'ONU doit s'adapter à la réalité contemporaine car 130 des 192 membres de l'organisation sont de l'Afrique, de l'Amérique Latine et de l'Asie". Ces pays, ajoute-t-il, ne sont pas représentés de façon adéquate au Conseil de sécurité où leurs destinées sont souvent tracées. Ainsi, le Burkina Faso et le Brésil demandent l'élargissement du Conseil de sécurité en ce qui concerne ses membres permanents comme ceux non permanents. Le Burkina s'est engagé à soutenir la candidature du Brésil pour qu'il soit un membre permanent au Conseil de sécurité élargi et le Brésil s'est décidé à soutenir le Burkina pour qu'il accède au statut de pays membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour le mandat 2008-2010. Le Brésil a invité le Burkina Faso, ainsi que toute l'Afrique à se joindre à la révolution des biocarburants. Selon Luiz Inacio Lula Da Silva, "grâce à l'implantation en Afrique, en Amérique Latine et en Asie des cultures permettant de produire de l'éthanol et du biodiesel à grande échelle, nous pouvons démocratiser l'accès à une énergie durable".

## De la participation aux journées économiques brésiliennes

Le président Lula a appelé à relever le défi de l'union des continents pour la démocratie et le développement. Mais il a souligné ceci : "Il faut tenir compte de la paix. Sans paix, aucun pays du monde ne peut se développer". Ainsi, selon lui, au lieu d'acheter des canons, il faut acheter du pain, au lieu de se tirer dessus, il faut se donner des accolades. Dans ce sens, pour renforcer l'amitié entre les peuples burkinabè et brésilien, le président Lula a procédé à l'ouverture des journées économiques brésiliennes au Burkina. Il s'agit d'un cadre d'échange entre hommes d'affaires burkinabè et brésilien en vue de renforcer leur relation. Situation que le représentant du président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina, M. Lassiné Diawara, a salué car, cela illustre la volonté de favoriser de véritables partenariats économiques et commerciaux entre les opérateurs économiques des deux Etats. Selon M. Diawara, malgré la distance, les opérateurs économiques burkinabè travaillent à dynamiser les relations d'affaires avec leurs partenaires brésiliens. En cela, il a indiqué que le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays a triplé depuis 2003 pour passer de trois milliards à plus de dix milliards de F CFA en 2007.

## Un accueil exceptionnel

Annoncé pour 8 heures à l'aéroport international de Ouagadougou, dès 6h du matin, des

groupes d'animation étaient sur les lieux pour accueillir le président brésilien. Associations, groupes musicaux divers étaient au rendez-vous. C'est enfin à 8h 45 minutes que l'avion du Président brésilien s'est posé à l'aéroport.

Tous les officiels de l'Etat se sont mobilisés pour l'accueil. Les hymnes nationaux du Burkina Faso et du Brésil ont été exécutés, accompagnés de 21 coups de canon en l'honneur de Luiz Inacio Lula Da Silva. En tous les cas, le président Lula a mentionné que sa visite est comme une dette qu'il paie à l'Afrique. "Pas avec des biens, mais avec l'amitié. Je suis fier de pouvoir visiter un continent qui a tant contribué à la formation de la société brésilienne et à la façon d'être des Brésiliens", a-t-il confié. Après une journée bien remplie en activités diverses dont le lancement officiel de la semaine du cinéma brésilien, Luiz Inacio Lula Da Silva a repris le chemin de retour au pays natal. Mais il a pris le soin d'inviter le Président du Faso au Brésil. Invitation que Blaise Compaoré a acceptée en attendant de préciser la date par voie diplomatique.

Ali TRAORE (traore\_ali2005@yahoo.fr)

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



# Caravane Thomas-Sankara : "La Révolution" dans les rues de Ouagadougou

mardi 16 octobre 2007.

L'année 2007 est proclamée année Thomas Sankara du nom du père de la Révolution du 4-Août au Burkina Faso. Pour mieux faire connaître l'homme et ses idées, une caravane tricontinentale sillonne le monde depuis plus d'un mois. Elle a été accueillie à Ouagadougou dans la soirée du dimanche 14 octobre par une foule nombreuse.

La caravane Thomas-Sankara a commencé le 8 septembre au Mexique en Amérique Latine. Elle a traversé 10 pays dont la France, la Suisse, l'Italie (Europe), le Sénégal, et le Mali (Afrique) pour fouler le sol ouagalais le 14 octobre, à 16 heures GMT. La caravane a été accueillie par une foule en liesse composée de militants sankaristes, d'étudiants et de tous ceux qui ont pour idole, le leader charismatique de la Révolution burkinabè, surnommé le Che-Guevara africain, mort le 15 octobre 1987.

Du poste de péage à l'entrée de la capitale, la caravane s'est dirigée à l'Atelier théâtre burkinabè (ATB) où s'est tenu un grand concert dédié à la mémoire de Thomas Sankara. Tout le long des artères on pouvait entendre les riverains s'écrier par-ci, par-là, : "Wennam yinga tond saka me" (au nom de Dieu nous sommes d'accord).

Dans le cortège, les nostalgiques de la Révolution ont ressuscité ce moment fort de l'histoire du Burkina Faso, à travers des slogans tels que "l'impérialisme à bas !", "la Patrie ou la mort nous vaincrons !", "Thomas Sankara vivant", etc. Pendant ce temps, la voix de Thomas Sankara, et ses photos, pleuvaient de tous les côtés. Un jeune, habillé en t-shirt Thomas Sankara, avec un chapeau qui rappelle, che-Guevara, n'a pu s'empêcher d'entrer en contact avec le capitaine défunt. "Je sens qu'il est là". L'émotion a vite envahi la caravane et l'atmosphère devenue trop lourde.

Prévue pour faire un tour au rond-point des Nations-unies, a dû rebrousser chemin. Cela n'a pas empêché la foule, qui à pieds, qui à motocyclette ou encore en voiture, de changer de direction pour se retrouver à l'ATB. La salle de spectacles a refusé du monde. De nombreux admirateurs du défunt ont néanmoins suivi les manifestations en plein air.

Fatoumata Sophie OUATTARA

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



## Commémoration du 15 octobre 1987 : "La Révolution était salubre pour mon pays", estime le Pr Basile Guissou

lundi 15 octobre 2007.

Le Professeur Basile Guissou, directeur du Centre national de recherches scientifiques et techniques (CNRST) est l'un de ceux qui se sont dévoués à la cause de la Révolution. Vingt (20) ans après, quel souvenir l'ancien ministre des Affaires étrangères de Thomas Sankara garde-t-il du 15 octobre 1987 marquant la fin de ce régime.

**Sidwaya (S).** : Comment aviez-vous vécu le 15 octobre 1987 ?

Basile Guissou (B. G.) : Le 15 octobre 1987, je n'étais plus au gouvernement. Le renouvellement d'août a vu le départ de mon parti politique du Conseil national de la Révolution (CNR). Je n'étais donc plus membre du gouvernement et j'avais repris service au Centre national de recherche scientifique voltaïque (CNRSV). Le 15 octobre 1987, j'étais chez moi à la maison, sur ma terrasse, quand vers 16h, j'ai entendu des coups de feu. Tout de suite, j'ai compris que l'option du dénouement par la violence avait pris le dessus. Comme tous les Burkinabè, je me demandais comment cela allait se terminer, jusqu'à ce que la radio annonce la prise du pouvoir par le Front populaire et la disparition du président Thomas Sankara. Mais le 15 octobre était prévisible. Les discours du 4 août 1987 à Bobo-Dioulasso et du 2 octobre 1987 à Tenkodogo, étaient guerriers, dénonçant, attaquant, condamnant les prises de position du CNR. La tension était donc réelle et la ville bruissait de rumeurs qui laissaient voir qu'à la tête de l'Etat, il y avait une crise qui couvait et qui allait éclater absolument. Ce fut un événement dramatique que nous regrettons tous, mais qu'il faut assumer. Dans l'interprétation de cet événement chacun y va de sa sensibilité. Dans un contexte de liberté, on ne peut pas empêcher quelqu'un de vivre l'anniversaire d'un tel événement, de la façon qui lui semble la plus appropriée par rapport à sa sensibilité. Vingt (20) ans après le 15 octobre 1987, nous avons suffisamment de recul pour dire que c'est notre histoire.

**S.** : Regrettez-vous cet événement du 15 octobre 1987 ?

B. G. : Je n'ai jamais rien regretté de ma vie politique. Si c'était à recommencer je ferais la même chose et peut-être mieux. Je pense que l'option était salubre pour mon pays qui avait besoin d'une révolution. Nous avons apporté la Révolution, avec toutes nos insuffisances mais avec notre foi en l'avenir de ce pays. Si le Burkina est Burkina aujourd'hui, c'est parce qu'il a fait une Révolution un 4 août 1983, qu'il a connu une crise un 15 octobre 1987 qu'il a pu surmonter avec toutes les difficultés la reconstitution d'un Etat de droit. Il y a de quoi être fier du chemin parcouru du 4 août 1983 à nos jours. C'est une histoire commune qu'il ne faut pas

vouloir découper en saucissons. C'est un tout et il faut l'assumer. Vingt (20) ans après, le devoir de mémoire nous oblige à permettre aux générations qui n'ont pas vécu cet événement d'avoir des repères, de savoir d'où elles viennent pour mieux faire. De ce point de vue, commémorer des événements heureux ou douloureux est un devoir de mémoire pour toute force politique qui veut que les générations futures aient des repères. Car, l'expérience est une torche qui éclaire au dos. Si nous ne laissons pas de témoignages, nous condamnons nos successeurs à croire qu'ils doivent réinventer la roue, alors qu'elle existe déjà et qu'ils n'ont qu'à l'utiliser.

Il faut positiver cette commémoration et en faire des moments d'introspections critiques et d'autocritiques pour tirer les leçons. Le Burkina a un capital d'expérience politique à partager d'abord en interne, avant de la mettre en partage avec les autres pays africains. C'est bien qu'il y ait des éléments qui permettent de construire une histoire qui s'analyse et qui sert à éviter les erreurs, les errements que tout pays connaît dans son histoire politique. Dans ce sens, je crois que le Burkina est bien parti pour réussir et il n'y a rien à regretter.

**S. : Quelle est votre appréciation de la démocratie que nous connaissons aujourd'hui ?**

B. G. : Cette démocratie est le fruit de la Révolution démocratique. Il n'y aurait pas eu la Révolution le 4 août 1983, qu'il n'y aurait pas eu le 15 octobre 1987 et il n'y aurait pas eu non plus le 2 juin 1991, date du Référendum constitutionnel pour adopter la loi fondamentale à partir de laquelle la constitution institutionnelle actuelle a été mise en place pour réguler la vie politique nationale à l'admiration de beaucoup d'autres pays africains.

**S. : Pour avoir travaillé quatre ans durant aux côtés du président Thomas Sankara et de Blaise Compaoré, ministre à l'époque, quelle image gardez-vous de ces deux hommes ?**

B. G. : J'ai connu le président Thomas Sankara en 1983. Et c'est le même jour que j'ai connu également le président Blaise Compaoré qui était à l'époque ministre. J'ai travaillé quatre ans avec les deux au sein du gouvernement. J'ai toujours eu des rapports équilibrés avec les deux. Sankara, à la différence était mon président, par conséquent j'avais des rapports de ministre à chef d'Etat avec lui. Avec Blaise Compaoré, j'avais des rapports de collègue ministre. Je n'ai jamais eu de tensions particulières ni avec l'un ni avec l'autre, même si à certains moments, mes positions sur beaucoup de problèmes divergeaient avec Sankara. Mais, on s'était toujours expliqué entre deux camarades. J'ai l'habitude de dire qu'il avait les qualités de ses défauts. Il avait foi en ce qu'il faisait et même quand il se trompait, il l'était de bonne foi parce qu'il croyait bien faire. Sankara était quelqu'un qui allait au bout de ses convictions et il assumait les conséquences. On dirait de lui qu'il était pressé, mais je ne pense pas que ce soit une caractéristique propre à lui seul. C'était toute l'équipe du CNR qui était trop pressée de faire vite et bien, tout ce qui pouvait permettre à notre pays d'aller de l'avant, dans une dynamique de fougue. C'était une jeunesse déterminée à aller le plus vite et le plus loin possible, avec tous les risques de ne pas arriver. Je retiens seulement que j'ai eu un président qui, sans avoir jamais été ni mon Dieu ni mon maître, a été pour moi un camarade de lutte qui avait des convictions. Il était déterminé à faire de son pays, un pays qui allait cesser de tendre la main, capable d'utiliser le cerveau et les bras de ses fils pour créer des richesses et sortir de l'attentisme, du complexe de petitesse, de pauvreté du Voltaïque de l'époque. Je suis fier d'avoir travaillé quatre ans avec un homme de conviction qui est allé jusqu'à mourir pour son idéal.

**S. : Peut-on dire que Thomas Sankara a été un panafricaniste ?**

B. G. : Oui. Il a toujours défendu l'idée de l'unité africaine. J'étais ministre des Affaires étrangères, j'étais chargé de porter ce message aux tribunes internationales. Je pense que le Burkina a engrangé pendant les quatre années de la Révolution démocratique et populaire une tout autre image que celle qui avait prévalu à l'époque de la Haute-Volta. A New York, un ambassadeur m'a dit qu'avant l'arrivée de Sankara au pouvoir, il était incapable de montrer le Burkina sur une carte, mais depuis qu'il a écouté son discours à la tribune des Nations unies, il sait qu'il y a un pays qui s'appelle le Burkina Faso avec des dirigeants qui savent ce qu'ils veulent.

P. Pauline YAMEOGO

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



# 15 octobre 1987 : Le déclic du retour à la démocratie

lundi 8 octobre 2007.

"Le 15-October a accouché des prémices de la démocratie et de son corollaire, la liberté, qui ont engendré le progrès que les personnes politiquement honnêtes saluent aujourd'hui. Le fait même que cet événement se célébrera différemment et publiquement au Faso est révélateur de l'existence de la démocratie sans laquelle nous serions obligés de marcher en rangs serrés contre notre gré".

Telle est, en effet, la conviction de Joseph Kahoun, journaliste et ancien ministre de l'Information, qui s'invite au débat national sur les commémorations du 15-October.

Le 15 octobre 2007, notre pays va célébrer le 20e anniversaire de l'avènement du Front populaire au pouvoir avec à sa tête le Président Blaise Compaoré. Comme semblent déjà l'annoncer certains écrits polémiques dans la presse de notre pays, cet anniversaire sera diversement « nommé » par les groupes politiques ou même les individus en fonction de l'idéologie à travers laquelle ils le lisent. Tandis que les uns voient la fin de l'expérience de la Révolution, les autres n'y voient que la mort de Thomas Sankara qui, s'il était là, pourrait sauvegarder cette option politique, dans un environnement où tout le monde réclame à l'unisson la liberté et la démocratie.

Certains, en revanche, privilégient dans cette commémoration l'amorce de l'ère nouvelle à partir de laquelle le pays a repris ses marques, en vue de renouer avec la démocratie au sens universel du terme. Comme le faisait remarquer récemment un « Ancien » au détour d'une conversation, « quelque chose comme le 15 octobre 1987 était prévisible ». En guise d'explication, il se résumait en insistant que « de tout temps et sous toutes les latitudes, le Voltaïque a pu s'accommoder à toutes les pénuries et privations, excepté celles de la liberté ». Or, concluait-il, « la Révolution nous a privé de bien des choses y compris la liberté ». Sans vouloir contester à quiconque le droit de lire cet événement à travers ses convictions, ce qui est indéniable, c'est l'importance du 15-October comme élément déclencheur du Renouveau démocratique dans notre pays. En cela, ceux qui s'épargneront des gymnastiques intellectuelles pour parler simplement de la renaissance démocratique avec Blaise Compaoré n'auront nullement tort.

Ce choix, quelque subjectif qu'il puisse paraître, n'a rien de partisan. Il restitue, au regard de la tendance actuelle du monde et du visage politique de notre pays, une conformité certaine, avec la vérité. En effet, si la quête permanente de l'homme c'est le progrès et l'allègement de toutes les entraves qui constituent des obstacles à son épanouissement individuel et collectif, on peut affirmer que pour ces vingt dernières années, le Burkina Faso a fait un bond qualitatif

dans ce sens.

C'est pourquoi, quelle que soit l'appellation ou l'idéologie à travers laquelle on voudra lire cet événement, il y a un dénominateur commun duquel nul ne saura se soustraire. On ne peut en effet occulter le fait que le 15-October a accouché des prémices de la démocratie et de son corollaire, la liberté, qui ont engendré le progrès que les personnes politiquement honnêtes saluent aujourd'hui. Le fait même que cet événement se célébrera différemment et publiquement au Faso est révélateur de l'existence de la démocratie sans laquelle nous serions obligés de marcher en rangs serrés contre notre gré. Pourrait-on imaginer, par exemple en 1986, le RDA section du Burkina célébrer, le 18 octobre de cette année-là, le 40e anniversaire de sa naissance à Bamako sur les bords du Djoliba sans subir les foudres des révolutionnaires locaux que nous étions ?

### Le courage de se remettre en question

Le Front populaire a été dans un premier temps le continuum de la révolution d'août. Sans renier l'héritage des quatre ans de la révolution, dont il a fait le bilan, il a assumé cette tranche de notre histoire avec ses acquis et ses insuffisances. Sa force a été de reconnaître qu'un régime si omniscient soit-il peut se tromper. Car, dans le feu de l'action, des détails, considérés comme tels, peuvent porter à terme préjudice à l'atteinte de l'objectif fondamental initialement fixé. Reconnaître qu'on s'est trompé, loin d'être une lâcheté, constitue au contraire une forme d'honnêteté et d'intelligence politique. Le refus de se remettre en cause est le propre des spécialistes de la fuite en avant qui, eux, ne s'arrêtent que lorsqu'ils se fracassent sur l'obstacle dont ils niaient l'existence.

Hommage doit être donc rendu aux artisans du 15 octobre 1987, qui ont compris que dans la conduite des affaires d'un Etat, la rigueur et la prévision doivent prendre le pas sur l'improvisation. Dans la conduite des affaires de l'Etat qui implique la vie de tant d'hommes et de femmes, il n'y a pas de honte à ôter ses sandales pour sentir la véritable température du sol, comme le ressentent ces citoyens pour lesquels on prétend battre le chemin afin qu'ils avancent.

Une telle démarche ne peut se concevoir sans un minimum d'humilité de la part des dirigeants. Malheureusement dans sa lancée, la Révolution, notre révolution, qui ne semblait être attentive qu'à son propre écho, a laissé sur le bord du chemin des pans entiers de citoyens qui, pourtant, revendiquaient à leur manière une forme active de participation. En reconnaissant cet état de fait et en le réparant par l'appel à tous les exclus à se joindre au mouvement de construction démocratique, les acteurs du 15-October, avec à leur tête le Président Blaise Compaoré, ont fait preuve d'humilité qui traduit dans les faits que nul ne doit s'autoproclamer détenteur du monopole de la vérité.

### Le traumatisme des citoyens

La révolution a opéré un choc positif sur les esprits. Ce n'est pas pour rien que certains révolutionnaires qui ont accepté d'emprunter la voie de la démocratie affirment parfois avec humour qu'ils conservent une part de CDR en eux. Une façon à eux de ne pas renier leur passé si désagréable fût-il.

Ce qui est important et incontestable, à moins de choisir librement de se mettre en marge du processus démocratique, c'est que nul ne peut opiner aujourd'hui qu'il est privé de liberté de dire son mot sur la gestion de la cité. La communalisation intégrale est là pour illustrer cette assertion. Elle est bien loin et révolue à jamais l'époque où les chefs coutumiers jugés incapables de prendre part à la marche de la démocratie étaient traités de tous les noms.

Egalement bien loin celle où des opérateurs économiques ayant bâti leur fortune à la sueur de leur front se retrouvaient du jour au lendemain jetés et humiliés dans un paquet de « commerçants véreux ». Et que dire de cette époque où des cadres formés à prix d'or, las d'un harcèlement excessif, choisissaient le chemin de l'exil ? Ils sont nombreux ces cadres, professeurs, journalistes, médecins, ingénieurs qui, excédés par les inquisitions, les insultes et les brimades, étaient allés monnayer leur savoir-faire ailleurs et qui, dès que le vent de la démocratie s'est annoncé, ont aussitôt repris le chemin de la patrie.

La révolution, si elle a pu incontestablement apporter quelque chose de positif à notre pays, a manqué de s'inscrire dans un esprit de management basé sur la persuasion. Ce faisant, elle a traumatisé bien des citoyens par des discours inutilement flamboyants et éloigné d'elle tous ceux qui, sans s'opposer à l'idée du progrès, ne pouvaient ou ne voulaient y adhérer sous l'emprise de la menace.

Ainsi, pour nous résumer, en mettant fin à l'expérience du 4 août 1983, le Front populaire a expurgé la révolution de son folklore et du clinquant inutiles, mais effroyables dont elle se parait, levé la chape de la peur qui pesait sur le peuple et rétabli les bases d'une démocratie véritable. Certes, rien n'est jamais parfait dans la conduite des Nations parce qu'elles sont faites d'hommes et de femmes ayant le droit d'exprimer leur opinion et ce, au regard de leurs intérêts individuels.

Mais ce qui ne fait l'ombre d'un doute aujourd'hui, c'est que vingt ans après l'amorce du processus démocratique dans notre pays, les choses sont allées en s'améliorant dans les domaines : des libertés individuelles et collectives, de la participation active d'un plus grand nombre de citoyens à la gestion des affaires du pays, de la possibilité des personnes à entreprendre librement.

Sans doute, comme peuvent le soutenir certains honnêtes gens, en particulier ceux qui n'en ont pas connu les affres, si la révolution n'avait pas été interrompue, le Burkina Faso serait un eldorado pour tous. Mais comme chacun le sait, avec des si, on peut construire le bonheur virtuel, mais pas de céréales vraies dans un mortier pour faire un repas. Aussi, laissons les illusions perdues là où elles sont et acceptons notre Burkina tel qu'il est, avec la volonté de le rendre meilleur chaque jour davantage.

Joseph Kahoun

L'Observateur Paalga

[Retour au format normal](#)



# Deuil des sankaristes et grogne des bidasses : Sales temps pour la renaissance démocratique

mercredi 10 octobre 2007.

Les préparatifs du 15-October battent leur plein : les sankaristes s'activent dans les conditions que l'on sait ; le camp présidentiel met les bouchées doubles pour réussir son affaire ; les médias, qui ne veulent pas s'en laisser compter, multiplient émissions, articles de presse, etc. Mieux, les deux camps antagoniques ont invité des personnalités étrangères de marque à la hauteur de l'importance qu'ils comptent donner à l'événement.

Dans cette fièvre (pathologique pour les uns parce que synonyme de deuil et foraine pour les autres parce que symbolisant le point de départ de l'Etat de droit libéral et démocratique), il y a cependant en arrière-plan et même en avant-plan un sentiment de mal-être chez bon nombre de citoyens qu'il serait politiquement maladroit d'éluder, de négliger ou d'ignorer.

Dans cette optique, commençons par le déjà-connu : les sankaristes, qui pleurent leur héros, vivent naturellement dans ce mal-être ; seulement, il y a pire en ce sens que des lieux de rencontre leur sont refusés et l'espace médiatique du service public leur est également refusé. De tels traitements, de notre point de vue, ne sont pas opportuns pour les raisons ci-après :

malgré le retentissement national et international de leurs manifestations, il n'est pas, pour l'instant en tout cas, possible pour les sankaristes de capitaliser politiquement ce retentissement au Burkina et d'inquiéter de ce fait le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) lors d'élections ;

aux yeux d'une partie non négligeable de l'opinion, les sankaristes passeront doublement pour des victimes, car en plus de la disparition tragique de leur idole, on leur cause tous les problèmes du monde à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de cette disparition ;

sachant nombre de sankaristes particulièrement violents verbalement, on aurait pu leur conseiller d'adapter leurs écrits, leurs propos et leurs images au contexte actuel de recherche de la paix sociale en lieu et place de ce qui est en train de se faire. S'ils avaient refusé une telle proposition, l'attitude actuelle des gouvernants aurait été compréhensible.

Certes, à bien des égards, les sankaristes ne mériteraient pas ce qu'ils réclament dans un Etat d'exception (et nous savons de quoi nous parlons), mais nous sommes dans un Etat de droit démocratique et libéral ; accéder à leur requête, sous certaines conditions bien sûr, c'est humainement bienséant et c'est politiquement en phase avec les valeurs du modèle libéral et démocratique.

## Quand les bidasses s'en mêlent

Comme si les conséquences du sort des sankaristes sur l'ensemble de la société ne suffisaient pas, ne voilà-t-il pas que des militaires à la retraite se sont réunis devant la Maison du combattant (l'intérieur leur ayant été refusé) le 7 octobre 2007 pour revendiquer l'augmentation de l'âge de la retraite des militaires de quatre (4) ans et l'octroi de l'indemnité de départ à la retraite aux militaires retraités en 2006. Pour "le ministre de la Défense... les revendications des militaires à la retraite sont illégales", selon une déclaration lue par le colonel Pingrenoma Mamadou Zagré le 8 octobre, c'est-à-dire au lendemain de la manifestation.

Si l'on s'en tient aux propos des animateurs des deux parties, il n'est point besoin d'être un devin pour prévoir un possible et imminent clash à moins que la raison l'emporte dans l'un et/ou l'autre bord.

La question qu'il importe de se poser est de savoir si nous avons besoin de ce clash. A l'évidence non, car bien que l'on puisse considérer les revendications des bidasses comme légitimes (parce que compréhensibles), elles n'en sont pas moins illégales au regard des textes. D'un autre côté, la hiérarchie militaire a beau avoir le droit avec elle, l'humeur des militaires à la retraite constitue probablement la partie visible d'un gros iceberg.

La responsabilité des deux camps serait grande s'ils se risquaient à ouvrir la boîte de Pandore.

Cependant, c'est au commandement militaire de faire le plus d'efforts pour comprendre ces "jeunes retraités", dont le niveau d'instruction et/ou de culture ne leur permet pas d'appréhender certains aspects du droit administratif.

Certes, la tentation de réprimer ces militaires peut vite passer par là, mais ce serait, de notre point de vue, une solution de facilité en totale contradiction avec la science de la stratégie, que la hiérarchie a apprise et sait certainement mettre en œuvre. Après les victimes de la RDP et des réflexes résiduels de l'Etat d'exception sous l'Etat de droit, il y a lieu, quelle que soit la position que l'on occupe, de travailler à ce que leur liste soit définitivement close.

Un tel impératif est d'autant plus à l'ordre du jour que nous sommes déjà dans les festivités du 20e anniversaire de la renaissance démocratique au Pays des hommes intègres. Chacun devra donc y mettre du sien.

## Temps impies, mais pas insurmontables

Avec ce qui arrive aux sankaristes et les menaces des militaires retraités, on ne peut pas dire que tout va bien sous le ciel du Faso. Pire, la météo, qui n'annonce pas de bonnes récoltes, finit de dissiper nos espoirs.

Notre salut, croyons-nous, n'advient que lorsque nous aurons tous compris qu'une société se construit au centre, pas dans les extrêmes. Autrement dit, le maximalisme des camps politiques au Faso ne mène nulle part qu'à la perte.

Des faits de société comme la loi, la coutume, la médiation, etc., qui sont en fait l'expression

du minimum (que les humains ont en commun), du centre, du compromis... attestent de cela. Même Dame Nature nous l'enseigne pour peu que nous prenions la peine de l'observer, de l'écouter : les inondations que le Burkina a vécues en août-septembre ne sont-elles pas aussi nocives que la sécheresse, qui a cours en ce mois d'octobre ?

Z.K.

L'Observateur Paalga

[Retour au format normal](#)



## Anniversaire du 15 octobre 1987 : Les acquis d'une diplomatie pragmatique

mercredi 10 octobre 2007.



Xe sommet de la Francophonie à Ouaga en novembre 2004

Un multipartisme éprouvé par des consultations électorales régulières. Une croissance économique soutenue d'au moins 5 % l'an. Une diplomatie active en Afrique et partout dans le monde.

Ce sont là les principales données qui caractérisent le cheminement du Burkina dans le concert des nations depuis l'avènement du Front populaire, prélude à la renaissance démocratique du pays. Dans la présente analyse, nous faisons un clin d'œil sur les acquis d'une diplomatie pragmatique qui vaut au pays des Hommes intègres une présence remarquée sur la scène internationale, aujourd'hui, plus qu'hier.

Le 20 août 2006, les protagonistes de la crise togolaise signaient à Ouagadougou sous l'égide du président Compaoré, un accord politique majeur. Cet accord a conduit à la formation d'un gouvernement d'union nationale et a ramené la paix sociale dans un pays menacé d'implosion après les ratés dans la succession du président Eyadema et les contestations qui ont suivi l'élection présidentielle de 2005. Les élections législatives consensuelles du 14 octobre prochain constituent le meilleur indicateur sur les perspectives encourageantes qu'offre l'accord de Ouagadougou pour une démocratie apaisée au Togo.

Le 04 mars 2007, le processus de dialogue direct entre autorités et rébellion ivoiriennes a abouti à la signature sous le parrainage du président du Faso, d'un accord politique, prélude au retour de la paix en Côte d'Ivoire après 5 ans de guerre civile. La nomination de Guillaume Soro au poste de Premier ministre, l'opération « flamme de la paix » et la proclamation officielle de la fin de la guerre civile le 30 juin 2007 à Bouaké, le démarrage des audiences foraines pour l'identification de la population sont des conséquences positives directes de l'accord de

Ouagadougou.

## De l'hostilité révolutionnaire aux relations de bon voisinage

La grande implication du président Blaise Compaoré dans le règlement de la crise togolaise et ivoirienne est un signe des temps. Celui d'une diplomatie responsable, pragmatique, tournée vers les relations de bon voisinage, la promotion de l'intégration africaine et le développement du Burkina. Lors de son dernier entretien accordé à la presse, le 04 septembre 2007, Blaise Compaoré, interrogé sur la coopération Burkina-Taiwan, a été on ne peut plus clair sur la souveraineté, l'amitié et les intérêts réciproques qui guident le pays dans ses options de politique extérieure.

L'internationalisme prolétarien a depuis au moins 15 ans cédé le pas à la prudence d'une diplomatie au service du développement. Cette rupture, on la voyait venir depuis le 15 octobre 1987. La diplomatie du spectacle faite de déclarations provocatrices et d'invectives révolutionnaires avait produit des résultats négatifs sur le bon voisinage et les relations de partenariat économique aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral.

On se souvient par exemple des déclarations intempestives du président du Conseil national de la révolution, Thomas Sankara, qui au cours d'une allocution à Dédougou devant des délégués des Comités de défense de la Révolution avait interdit l'importation des fruits. Quand on sait que 60 % des fruits importés à l'époque venait de la Côte d'Ivoire, il ne fait aucun doute que Thomas Sankara voulait « punir les autorités ivoiriennes ». En effet, le régime d'Houphouët-Boigny n'a jamais été en odeur de sainteté avec celui des révolutionnaires burkinabè et les expressions du genre « hibou au regard gluant » qui meublaient les slogans lancés par Thomas Sankara, visaient directement le vieux de Yamoussoukro. Gnassingbé Eyadema du Togo pour sa part était gratifié des amabilités du genre « tortue à double carapace ». « Les généraux de Bamako » c'est-à-dire les pontes du régime de Moussa Traoré n'étaient pas non plus épargnés.

En fait sous la Révolution, Accra était la seule capitale dans la sous-région à avoir des atomes crochus avec Ouagadougou. Cela se traduisait pour le Burkina par une situation diplomatique inconfortable et une position de troublion au sein aussi bien de la défunte Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, CEAO, devenue UEMOA que de la CEDEAO. La guerre dite de Noël, le conflit ouvert entre le Mali et le Burkina, a été l'une des conséquences ravageuses des relations dégradées que le Burkina révolutionnaire entretenait avec ses voisins.

On sait aussi que la reconnaissance de la République Arabe Sarahoui démocratique et l'alignement de principe du Burkina sur les positions du Front Polisario avait crispé les relations avec le Maroc. Pourtant le Burkina avait tout avantage à avoir de bonnes relations avec le Maroc qui recevait et formait des officiers et des étudiants burkinabè dans ses universités et académies.

L'internationalisme révolutionnaire avait beaucoup de limites en diplomatie. Les prises de positions spectaculaires de Thomas Sankara n'y faisaient rien. Elles trompaient le petit peuple, pas les observateurs avertis des relations internationales. Aujourd'hui la diplomatie burkinabè est moins spectaculaire mais plus crédible aux yeux de ses partenaires notamment les pays voisins. Ce qui lui vaut une présence remarquée sur la scène africaine et internationale.

## Une meilleure visibilité et crédibilité sur la scène internationale

Malgré la faiblesse de son poids économique, le Burkina a su tisser en Afrique et dans le monde, un réseau d'amitiés solides. Cette prouesse a été rendue possible grâce à la capacité de pondération et d'écoute dont fait preuve, le président Blaise Compaoré.

Avant les récents conflits togolais et ivoirien, on se souvient de l'implication réussie du président du Faso dans le règlement du problème touareg au Niger et au Mali au début des années 90. Ces médiations réussies d'hier et d'aujourd'hui sont une somme d'expérience qui vaut au Burkina de donner de la pertinence à ses analyses sur les questions internationales sans les carcans des a priori idéologiques. Si fait que, c'est un constat, son avis est écouté lorsqu'il s'agit d'apprécier la marche générale des événements et les tendances politiques majeures sur le continent.

Une position privilégiée patiemment acquise avec pour principes guides, la coexistence pacifique des peuples, le respect mutuel entre Etats et la solidarité envers tous les peuples qui luttent pour la liberté et le progrès. Sur ces bases référentielles, le Burkina a su élargir le cercle de ses amis par des relations de coopération avec des pays qui partagent les mêmes principes que lui en Asie, en Europe et en Amérique. Dans ce grand cercle des amis du Burkina, on notera ses relations privilégiées avec tous ses pays voisins, la Libye, la France, l'Allemagne, Taiwan, le Canada et les Etats-Unis.

Pour ce dernier pays, l'éligibilité du Burkina a des mécanismes de coopérations privilégiés comme le Millénium Challenge Account (MCA), l'African Growth and opportunity Act (AGOA), ou le Millénium Challenge Coporation (MCC) est un indicateur du sérieux accordé à la gouvernance politique et économique insufflée au pays après le 15 octobre 1987. Cette coopération privilégiée confirme également le choix du Burkina de faire de la diplomatie un moyen de partenariat bénéfique pour les populations du fait des appuis concrets au développement qu'elle peut drainer. Ce partenariat utile au service du développement justifie le plaidoyer constant du président du Faso sur la scène internationale en faveur d'un commerce international plus équitable. On se rappelle sa démarche auprès de l'OMC en faveur du coton africain, victime des subventions américaines et européennes à l'endroit de leur producteur.

A ce sujet, Blaise Compaoré avait plaidé pour l'établissement d'un mécanisme de compensation pour conjurer la ruine qui menace la filière en Afrique. Cette démarche auprès de l'OMC avec le soutien des producteurs de coton du Mali, du Tchad, du Bénin et bien sûr du Burkina a été l'un des moments forts du leadership africain que la diplomatie pragmatique, emprunte d'écoute et de respect des autres Etats confère au président Blaise Compaoré. Un acquis à consolider et à préserver.

Djibril TOURE

L'Hebdo

[Retour au format normal](#)



## Fidèle Toé, ancien ministre du CNR : Témoignage vibrant sur la journée du 15 octobre 1987

mardi 9 octobre 2007.



Fidèle Toé

Ami d'enfance de feu le président Thomas Sankara, ancien ministre de la Fonction publique du Conseil national de la Révolution (CNR), Fidèle Toé livre pour la première fois à Sidwaya, son témoignage sur la journée du 15 octobre 1987, 20 ans après...

"Permettez-moi de parler d'abord de la journée du 14 octobre avant celle du 15 octobre 1987. Le mercredi 14 octobre 1987, il y a eu un conseil des ministres. Je me suis retrouvé, comme bien d'autres membres du gouvernement, au Conseil de l'Entente. Au cours de ce conseil, il y a eu d'importants dossiers parmi lesquels celui de la Force d'intervention du ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité (FIMATS). Ce n'était pas la première fois que ce dossier venait en examen en conseil des ministres mais, pour la première fois, il a reçu un avis favorable de tout le conseil après des explications du ministre en charge du dossier.

Le président Sankara, après le conseil, a eu à dire aux ministres qu'il y avait un certain nombre de problèmes au niveau de la nation. Il a poursuivi qu'il faisait une critique aux membres du gouvernement qui ne lui avaient pas posé de questions ; de la situation dans le pays alors qu'ils savaient tout ce qui se disait sur la situation nationale. "Les gens disent que Blaise va me tuer. Ils disent également que je vais tirer sur Blaise, que j'ai tenté de tirer sur Henri Zongo et que je l'ai raté. Je ne peux pas déposer une plainte contre eux...". C'est ce qu'il a dit à

l'ensemble des ministres après le conseil. Et il a trouvé que c'était une injure pour lui que les gens lui prêtent ces intentions.

Il a ensuite, soutenu que la situation nationale était délétère et que suite à ces dires, ils s'étaient rencontrés, lui et les trois autres chefs historiques de la Révolution (Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo), qu'ils s'étaient entendus, qu'il n'y avait plus de problèmes et que tout était rentré dans l'ordre.

Je crois que c'est avec soulagement que je suis sorti du conseil des ministres de ce mercredi 14 octobre 1987. Et j'ai dit à beaucoup de gens, ce jour-là, que j'avais le cœur léger parce que le président avait vidé ses tripes. Il a dit certaines choses. Il a dit par exemple qu'il n'y avait pas de bagarres entre les membres du Conseil national de la Révolution (CNR), surtout entre ses quatre dirigeants.

Une semaine auparavant, le mercredi 7 octobre 1987, le président Thomas Sankara avait donné au cours du conseil, une copie de la lettre que Ché Guévara avait adressée à son ami Fidèle Castro avant de quitter l'île de Cuba. Un passage de la lettre disait ceci : "Je m'en vais. Je sais que je laisse ma femme et mes enfants. La Révolution établie à Cuba s'occupera de ma femme et de mes enfants...". Un ministre a demandé au président Thomas Sankara ce que signifiait cette lettre. "Comprenez qui pourra...", telle a été sa réponse. Le ministre a poursuivi en demandant si c'était révolutionnaire de partir sans laisser quoi que ce soit à sa femme et à ses enfants. Et Sankara a répété : "Je vous ai dit, comprenez qui pourra...". Ça, ce sont des mots, des situations qu'il faut avoir vécus, avoir compris, pour aborder le problème du 15 octobre.

Le jeudi 15 octobre 1987, je suis allé au travail comme tout le monde. J'ai tenté de joindre le président toute la matinée. La secrétaire m'a dit qu'il était au palais. J'ai alors laissé un certain nombre de points relatifs à certains dossiers, sur lesquels je voulais discuter avec lui. Sa secrétaire a enregistré. Vers 16 heures, j'étais au bureau, en tenue de sport. J'ai encore demandé à le joindre. "Il est justement dans son bureau. Je vous le passe...", m'a répondu sa secrétaire, Mme Oubda. Vers 16 h 10, j'ai effectivement conversé avec lui sur les différents points des dossiers que j'avais transmis à sa secrétaire. Au cours de la discussion, il m'a dit : "Ecoute, je voulais t'envoyer en mission". C'était au Cameroun, je crois. Nous avons un certain nombre de points de vue que nous défendions au conseil d'administration du CRADAT (où le Burkina était membre) qui commençaient à intéresser beaucoup de gens. La présidence du conseil d'administration de cette structure devait être assumée de façon tournante afin de permettre à tous les Etats membres de pourvoir à ce poste, de même que les sessions devaient se tenir, tour à tour, dans les pays membres. Il m'a donc dit de passer vers 18 heures pour que nous puissions échanger sur tous ces points.

Quelques temps après, j'ai entendu des coups de feu. J'étais toujours au bureau. Des gens sont venus me dire qu'il y a des tirs au Conseil. Certains m'ont même demandé ce qu'il fallait faire. Beaucoup d'entre eux m'ont conseillé de rentrer chez moi. Des gens qui ignoraient que je savais conduire ont proposé de prendre le volant. Un agent du ministère (je peux dire son nom), il s'appelle Kaboré, a même insisté. Il travaille aujourd'hui à la pharmacie Bethania. Il peut témoigner. Je lui ai dit que j'allais conduire moi-même.

Quand je suis arrivé au niveau du ministère de la Promotion économique, j'ai vu Henri Zongo qui quittait, lui aussi, le ministère, accompagné de deux militaires. Je les ai suivis naïvement. Nous avons contourné l'hôtel Indépendance. Mon domicile était situé rue Agostino Neto. Henri

Zongo, au lieu de tourner pour aller à son domicile, a continué mais moi je suis allé directement chez moi. Vous savez, entre ma maison et celle de Blaise Compaoré, il n'y avait qu'une seule maison.

J'ai appris le même soir qu'Henri Zongo était à Zabré et s'apprêtait à franchir la frontière pour aller au Ghana. Je suis resté chez moi et des amis sont passés me voir. Ils me disaient qu'ils ne comprenaient pas ce qui se passait. Le commandant de la gendarmerie habitait en face de chez moi. Des gens sont entrés là-bas et se sont mis à tirer. J'avoue que je les ai vus mais je ne sais pas qui faisait quoi. Moi-même j'aurais pu tirer sur quelqu'un parce que j'avais une arme comme tous les autres membres du gouvernement. Je suis allé ensuite chez des amis et j'y ai suivi les différentes interventions...

Propos recueillis par Issaka DABERE (issiak39@yahoo.fr)

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



## Thomas Sankara à Halidou Ouédraogo : "Grand frère, quand est-ce que toi tu fais ta révolution ?"

mardi 2 octobre 2007.



Me Halidou Ouédraogo

Jeudi 27 septembre ; 10 heures. Nous sommes à Pissy au domicile d'Halidou Ouédraogo pour évoquer avec lui, les douloureux événements du 15 octobre 1987. Et c'est un Halidou tout heureux que nous avons trouvé dans son bureau. Et pour cause, il venait juste de gagner un procès à l'issue duquel un de ses clients devrait empocher au bas mot la rondelette somme de 500 millions FCFA.

Mais quoi qu'on dise, celui qui passait pour être le président du "pays réel" revient de loin. En effet, après sa rupture d'anévrisme, l'homme à qui on avait diagnostiqué une paralysie irréversible recouvre graduellement ses potentialités physiques. C'est donc tout détendu que nous avons parlé de Thomas Sankara, de Blaise Compaoré et de bien d'autres faits environnementaux de cette fameuse date du 15 octobre 1987. Entretien.

Comment se porte Halidou Ouédraogo présentement ?

- Ça va de mieux en mieux. Je retrouve progressivement ma forme d'antan. On m'avait annoncé une paralysie irréversible, mais je vous assure que je recouvre mes potentialités physiques. Je suis astreint à une rééducation quotidienne de 4 heures. Mais ça ne suit pas parce qu'il faut des moyens financiers, ce qui me fait défaut actuellement pour faire face à cette rééducation. Beaucoup de gens m'ont promis leur aide, qui, à ce jour, se fait attendre. Je ne désespère cependant pas de marcher à nouveau un jour sans canne.

Dans quelques jours, nous célébrons le 20e anniversaire du 15-Octobre qui marque pour certains la prise du pouvoir par Blaise Compaoré et pour d'autres l'assassinat de Thomas Sankara. Pour vous, qui était Thomas Sankara ?

- J'ai connu Sankara à travers les événements qui ont précédé son arrivée au pouvoir. A l'époque, nos relations étaient assez timides. Par la suite, nous avons entretenu des relations normales qui se sont dégradées après. Moi je suis magistrat de formation et je suis rentré au pays en 1977. J'ai fait Gaoua, puis j'ai été affecté à Fada N'Gourma. C'est de là qu'un soir sur ma terrasse, j'ai suivi la déclaration du 4 août 1983.

Concernant Sankara, je rappelle quand même deux événements. Les régimes du CSP I et du CSP II dirigés par Jean-Baptiste Ouédraogo avaient posé un certain nombre d'actes qui avaient beaucoup de conséquences sur ma profession. C'était l'époque où nous venions de monter le SA. MA.B (NDLR : Syndicat autonome des magistrats burkinabè), et nous étions à la recherche de récépissé de reconnaissance. A l'époque, Harouna Moné Tarnagda qui était ministre de l'Intérieur nous avait refusé le récépissé. Une fois hors de son bureau, nous avons été voir Thomas Sankara, à l'époque Premier ministre. Nous avons rencontré Fidèle Toé qui était alors son directeur de cabinet. Nous avons voulu faire une demande d'audience. Mais Sankara qui nous a entendu parler nous a reçu tout de suite et ce, pendant 4 heures. En nous disant au revoir, il m'a interpellé en me disant "grand-frère, quand est-ce que toi tu fais ta révolution ?". Je lui ai rétorqué que moi, je n'avais que le Code pénal. Nous avons rigolé et nous nous sommes dit au revoir.

Le lendemain, j'ai appris à Fada son arrestation. C'était le 17 mai 1983. C'est ainsi que les tenants du pouvoir ont libéré les dignitaires de la IIIe République tels Gérard Kango Ouédraogo, Issoufou Joseph Conombo et les magistrats qui avaient leurs dossiers ont démissionné. La crise étant ouverte, nous avons demandé un Conseil supérieur de la magistrature. C'est pourquoi le Président Jean-Baptiste Ouédraogo a convoqué le CSM. C'était le 27 juillet 1983. Ce fut houleux et à la fin de ce conseil, moi je suis reparti à Fada.

Sankara avait un cousin du nom de Adama, qui était douanier. Un soir, ce dernier est passé chez moi pour me dire que Sankara souhaitait me voir parce qu'il a appris ce qui s'est passé au Conseil supérieur de la magistrature. Je lui ai dit que ce que nous avons fait était logique et nous devrions le faire pour tout événement qui mettait en danger la République. Je lui ai dit que ce n'est pas parce que c'est lui Sankara, mais nous le ferions pour n'importe quelle autre personne. Une semaine après, je suis allé le voir en sa résidence surveillée. J'ai trouvé quelqu'un d'ouvert, d'agréable.

Après cette session du Conseil supérieur de la magistrature, on m'a nommé conseiller juridique à la Présidence sous Jean-Baptiste Ouédraogo. J'ai décliné l'offre et je suis retourné à Fada, à mon poste.

Après le 04 août 1983, j'ai reçu un envoyé du Conseil national de la Révolution (CNR), qui souhaitait me rencontrer. Le lendemain, j'ai quitté Fada pour Ouaga et Sankara m'a reçu au Conseil de l'Entente. Un entretien de 6 heures. Il m'a dit qu'au nom de ses camarades Blaise Compaoré, Henri Zongo, Jean-Baptiste Lingani, il voulait que je dirige la Justice en tant que ministre. Je lui ai dit que je n'étais pas preneur. Je lui ai dit que le régime du CNR est issu d'un

coup d'Etat et que j'étais assez républicain pour accepter ce poste. Qui pis est, lorsqu'il m'a présenté la liste de son gouvernement, j'ai vu des noms de personnes avec lesquelles j'ai eu maille à partir par le passé et avec lesquelles je ne souhaitais pas collaborer. J'ai demandé à Sankara de chercher un autre pour être ministre de la Justice. Il m'a dit ceci : "Vous avez été très franc et si chacun était comme vous, le pays allait faire un bond en avant".

En 1985, on m'a de nouveau proposé le poste de ministre des Affaires étrangères. J'ai décliné encore l'offre. Et dans le cadre du mouvement des magistrats, on m'a consulté pour être président du Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou. Arrivé à Ouaga, c'est Blaise Compaoré qui me reçoit et me dit que je dois aller plutôt à la Cour d'Appel comme Président. Je lui ai dit que je ne pouvais pas assumer ce poste, car j'y ai mes aînés. La magistrature, c'est comme l'armée, où prévaut le critère du "plus ancien dans le grade le plus élevé". Il m'a dit que mes aînés vont à la Cour suprême et c'est ainsi que j'ai accepté le poste. Un an après, cumulativement avec mes fonctions, j'ai été appelé au niveau des Tribunaux populaires de la Révolution (TPR) où j'ai eu à côtoyer Sankara et je l'ai mieux connu.

**C'est ainsi donc que vous vous êtes retrouvé conseiller à la Présidence du Faso ?**

- Non, ça, c'était après le 15-October. Et c'était le début d'un long calvaire. Parlant des TPR, j'ai eu comme premier dossier, celui de Lamizana que j'ai acquitté, comme chacun le sait, au terme du procès. Le CNR n'était pas content. Pendant le procès, il y a eu des pressions de toutes sortes et malgré cela, je l'ai acquitté. J'ai même à l'occasion reçu un coup de fil de Sankara à ce sujet. Plus encore, un jour, le commandant Jean-Baptiste Lingani m'a apporté des télégrammes des présidents Diouf, Eyadéma et Houphouët-Boigny qui me félicitaient d'avoir dit le droit.

Sous la Révolution, j'ai dû faire deux ans de clandestinité, car ma tête avait été mise à prix. Après, je suis resté en résidence surveillée du 10 juin 1987 au 15 octobre 1987. Deux jours après le 15 octobre 1987, Blaise a cherché à me voir et je l'ai rencontré. Il m'a expliqué les conditions dans lesquelles les choses se sont passées. Et il m'a demandé de venir à la Présidence puisque je ne pouvais plus retourner au Palais de justice. C'est ainsi que je me suis retrouvé là-bas.

**Qu'est-ce que Blaise vous a confié que nous ne sachions pas déjà sur la mort de Thomas Sankara ?**

- Ce qu'il m'a dit, c'est ce que tout le monde sait à présent. Seulement moi, je l'ai su le 17 octobre lorsque Blaise m'a reçu. Véritablement ce qu'il m'a confié est tombé maintenant dans le domaine public. C'est connu de tous, car le 15-October, on en parle depuis 20 ans.

**Avez-vous connu Blaise Compaoré avant Sankara ?**

- Oui, j'ai rencontré Blaise Compaoré la première fois au Camp militaire de Bobo en juillet 1982. J'avais un frère, le commandant Amadou Sawadogo (NDLR : gendre de Gérard Kango Ouédraogo, assassiné en 1984) que j'étais venu voir en partance pour mon mariage à Gaoua. C'est lui qui m'a présenté Blaise Compaoré.

**Avez-vous senti venir le 15-October ?**

- Nous avons vécu cette atmosphère parsemée de tracts, de déclarations et autres. Avant le 15-  
Octobre, il y avait une foison de tracts qui s'en prenaient à Thomas Sankara ou à Blaise  
Compaoré. Moi j'étais en résidence surveillée. Mais, à dire vrai, je ne m'attendais pas à ce  
dénouement sanglant.

**Comment avez-vous accueilli alors la mort de Sankara. Avec soulagement, puisque vous  
vous disiez persécuté entre-temps, ou avec regret ?**

- Sa mort m'a beaucoup affecté surtout avec la brutalité dans laquelle elle est survenue. Et  
cela m'a rappelé les discussions que j'ai eues avec lui à propos des TPR et bien d'autres sujets.  
Sur les TPR, j'avais eu à juger Marie Madeleine Koné qu'on traînait à la barre pour avoir cassé  
27 assiettes de sa villa de fonction lorsqu'elle était ministre. J'ai dit à Sankara que je n'avais  
que faire de ce dossier parce qu'il était vide et je l'ai relaxée. L'autre dossier, c'était le  
dossier Gérard Kango Ouédraogo (GKO). Pour ce dossier, Sankara et Blaise sont passés chez  
moi. Je leur ai dit que je ne peux pas juger mon oncle. Si je le condamnais, le chemin du  
Yatenga me serait désormais fermé. Si, je l'acquittais, c'est le chemin du Burkina qui me serait  
fermé. Entre GKO et moi, c'est la famille. Et Blaise a eu à dire que j'ai parfaitement raison. La  
mort de Sankara a été un véritable gâchis.

**A tort ou à raison, on vous a imputé la paternité du Parti communiste révolutionnaire  
voltaïque (PCRV). Pouvez-vous nous en dire un mot ?**

- (Rires). Le PCRV est un parti clandestin, mais connu de tous les Burkinabè. A ce titre, je  
connais le PCRV, à travers ses déclarations, ses prises de position que j'apprécie énormément  
parce que ce sont des prises de position responsables. Je me dis par ailleurs que ceux qui  
élaborent les déclarations du PCRV sont des gens responsables. Cela dit, au sein du mouvement  
étudiant, nous avons contribué à des discussions fort nourries sur la manière de gérer notre  
pays, l'Afrique, voire le monde. Vous savez, je suis très occupé pour en même temps diriger le  
PCRV.

**Alors, vous n'en êtes même pas simple militant ?**

- Non, je ne peux pas vous répondre par l'affirmative.

**Donc vous démentez être du PCRV ?**

- Je ne vous répondrai pas par la négative non plus. Je vous ai dit seulement que j'admire le  
PCRV et les Burkinabè ont fini par me cataloguer dans ce courant d'idées. Et je ne le regrette  
pas. Mais se réclamer de la paternité d'un parti communiste, c'est trop de responsabilité et je  
ne sais pour quelles raisons les gens m'assimilent à ce parti. Et puis, entre nous, la liberté  
d'association est tout de même reconnue au Burkina ! Dans notre pays et autour de nous, nous  
avons des calvinistes, des franc-maçons et des agents d'Al Qaïda, qui les importunent ?

Entretien réalisé par Boureima Diallo

L'Observateur

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

## Ils ont enterré Sankara comme un chien

dimanche 21 octobre 2007, par [Bendré](#)

### Ils ont enterré Sankara comme un chien

Le 15 octobre 1987, vers 16h, (un jeudi), je me suis rendue en ville pour faire des achats scolaires. Je roulais paisiblement sur mon " char " dans le quartier de Koulouba. J'avais rendez-vous avec une amie au carrefour de Boulougou Bar, c'est-à-dire en plein centre de la capitale. J'étais accroupie sur ma mobylette lorsque j'ai entendu une grosse déflagration et automatiquement j'ai vu des gens qui couraient dans tous les sens. Je n'ai pas fait le lien entre la panique et l'explosion qui venait d'avoir lieu du côté de la présidence. Cependant, je me demandais intérieurement ce qui poussait les gens à être si pressés. En réalité, les Burkinabé étant habitués aux coups d'Etat (le 5e) ont compris spontanément qu'il se tramait quelque chose vers la présidence en cet après-midi de sport de masse. Quant à moi, toujours ignorante, j'attendais mon amie. Les mobylettes circulaient à une vive allure. Chacun était pressé de rentrer chez soi. Quelques instants plus tard, un voisin qui passait par là, me crie : " Eh, toi, l'Ivoirienne, tu ne vois pas qu'il y a un coup d'Etat ? Démarre et fiche le camp très vite. " Je ne me suis pas fait prier. Je tremblais de tous mes membres. Comment conduire dans cette panique avec la poussière qui vous brouille la vue. Je ne sais pas comment je suis arrivée à Wemtinga dans mon quartier.

Ma compatriote, avec laquelle, je partageais ma villa, m'attendait devant le portail avec le poste de radio. Apparemment, elle était contente de me voir. A la radio, que des chansons militaires entrecoupées de communiqués parlant du coup d'état et traitant le Capitaine Sankara de tous les noms. Je me souviens de mots comme mégalomane, traître, lâche, paranoïaque et que sais-je encore qui revenais à tout bout de champs. A cet instant, on ne savait pas encore que c'était Blaise Compaoré, Lingani et Zongo qui avaient fait le coup parce que la voix qui insultait Tom " Sank " n'était pas la leur. C'était la voix d'un général ou d'un colonel qui avait un accent " Foufouldé ". Il parlait de couvre-feu et demandait aux hommes intègres de rester chez eux pour fêter la victoire car, disait-il, nous venons d'être libérés de Satan. Vers 18h, les rues étaient vides et les " Kalachs " résonnaient dans toute la ville. Toute la nuit, les militaires n'arrêtaient pas de déambuler dans les rues avec des coups de mitraillettes par-ci et par là. A Wemtenga, j'habitais non loin du cimetière. Durant la nuit, les chiens n'ont pas arrêté d'aboyer à cause des voitures militaires qui ne cessaient d'aller et venir. Il devait se passer sûrement quelque chose dans le cimetière. Le lendemain, vers 6h30, j'ai vu des petits groupes qui se dirigeaient vers le cimetière. Je les ai suivis. On ne savait pas encore que Sankara était mort. Nous sommes quasiment parmi les premiers arrivés sur les lieux. C'est là, à cet instant, que j'ai compris : Tom " Sank " n'était plus de ce monde. Il y avait 14 ou 15 semblant de petites tombes. Elles étaient vraiment toutes petites. Dans

tous les cas, ce n'était pas un cercueil qui était à l'intérieur. La tombe de Sankara était devant et les autres alignées à l'horizontale derrière lui. Sur elles toutes, il y avait écrit sur du papier blanc le nom de chaque occupant. Un caillou était placé sur chaque feuille pour ne pas qu'elle s'envole. Sur la tombe de Sankara, il était écrit " le camarade Thomas Sankara ". Je me souviens que j'étais choquée parce qu'on n'avait pas écrit le " Capitaine Thomas Sankara ". Non loin, j'ai vu une paire de baskets ensanglantés et une grosse touffe de cheveux. Il y avait juste à côté une flaque d'eau rouge où ceux qui ont enterré les morts se sont lavés les mains. Ça sentait du sang frais comme dans les blocs opératoires. Les gens arrivaient de plus en plus en masse. A force de piétiner les tombes, des espèces de sacs de riz sont apparus : Ce sont des sacs de 100 kg qu'on utilise également pour transporter les cacao ou les cafés dans les villages. En fait, Sankara a été enterré dans un sac de riz. Ou du moins ce qui restait de son corps était dans le sac. Son " sac " et celui de son idéologue Paulin Bamouni étaient là devant moi.

Quelqu'un a dit en moré : " Ils ont enterré Tom " Sank " comme un chien ". Je suis convaincue que s'il avait plu ce jour là, la pluie aurait tout emporté. Vers 9 h30, personne n'osait plus s'approcher du cimetière. Des militaires armés jusqu'aux dents montaient la garde. Les nombreux curieux étaient refoulés. Je suis quand même restée éloignée jusqu'à midi. Tous les jeunes présents pleuraient, comme s'ils venaient de perdre un proche parent. Je consolais ma copine très émotive et nous sommes entrés dans un bar pour nous rafraîchir. Le vieux propriétaire nous a demandé pourquoi on pleurait et quand nous le lui avons expliqué, il a dit sur un ton nerveux : "vous pleurez pour quelqu'un qui a fait tomber les affaires du pays. Yik bé" (sortez en moré). Je n'ai rien compris. Sankara était adoré par les jeunes mais les vieux et les hommes d'affaires le haïssaient. D'ailleurs, ce barman a mis la musique à fond toute la journée.

Source : Tikisha-T. Digbeu, N° Hors-série photos Africa international 1997.

---

## 2 Messages de forum

21 octobre 2007 23:15, par boneshaker

Voici un témoignage comme on aimerait en entendre tous les jours. pas pour les détails monstrueux du meurtre, mais pour la beauté et l'amour de l'âme africaine, panafricaine (ce mot de me fait pourtant mal au cœur : l'Afrique est une et indivisible !), aimable et reconnaissante qui le relate, comme si ce n'était qu'hier. Tu n'es pas étrangère, tu es Africaine, attachée à la vérité, à l'affranchissement du peuple Africain des barbares et rapaces qui ont échoué dans leur vision, dans leur vie tout court. Ils portent en eux, pas les fruits, mais les vers purulents de la haine, du deshonneur, de la honte de toute l'humanité dans son entièreté. Longue vie à toi, que Dieu et les ancêtres pieux de l'Afrique te protègent de quelque intention macabre des ennemis de l'Afrique dont une de leurs tentacules, la plus destructive, se situe en terre humble et sacrée du Faso.

25 octobre 2007 14:54

voilà les vrais témoignages. Oui tous ceux qui ont été voir la réalité, cela évite de dire n'importe quoi ou la même chose sans le petit détail qui compte et qui montre le vrai

sentiment du vrai homme, celui la qui fait le vrai burkina dit le burkina profond et on verra qui est qui et fait quoi au burkina mahdou

[Retour au format normal](#)



## Issa Tiendrébéogo, ex-conseiller de Blaise Compaoré : "J'ai été naïf"

mercredi 10 octobre 2007.



Issa Tiendrébéogo

Issa Tiendrébéogo, secrétaire général du Groupe des démocrates et patriotes (GDP). Nous avons rencontré cet homme le 29 septembre 2007 dans le cadre de la des évènements du 15 octobre 1987. Car, pour ceux qui ne le sauraient pas, Issa comme on l'appelle dans le landernau politique, a été un des membres civils du gouvernement du CNR, notamment au poste de ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Avant d'être l'un des messi dominici de Blaise Compaoré qui prendront leur bâton de pèlerin pour expliquer le comment du pourquoi de ces évènements. Il nous a reçu, disions-nous, le 29 septembre dernier, et, bien qu'en béquilles suite à un accident, s'est prêté volontiers à nos questions.

Récemment vous avez été victime d'un accident ; comment vous sentez-vous maintenant ?

En effet, en faisant mon footing, il s'est passé quelque chose et je suis tombé. Mais par la grâce du Seigneur, ce n'est pas si grave et je pense pouvoir retrouver ma mobilité dans peu de temps.

Il sera commémoré le 20e anniversaire du 15 octobre 87, l'accession de Blaise Compaoré au pouvoir pour les uns et l'assassinat du président Thomas Sankara pour les autres. Avec ce pied dans le plâtre, pourrez-vous prendre part activement aux manifestations ?

Moi je ne suis pas impliqué en tant que tel dans l'organisation de ces manifestations. Car, comme vous le savez, c'est surtout les partis et les associations se réclamant du sankarisme qui s'activent à le commémorer. Cependant, si on me demandait ma contribution, je la donnerais volontiers.

Vous avez été un des acteurs du Conseil national de la révolution ; quel souvenir gardez-vous du 15 octobre 1987 ?

Ce que je vais vous faire, ce ne sont pas des confidences, mais c'est tout comme. Moi, j'avais quitté volontairement le gouvernement en 1986. La raison, comme tout le monde le sentait, est qu'il y avait à un moment donné une atmosphère qui annonçait que les choses n'allaient pas entre les grands acteurs. Nous, à notre niveau, nous nous étions rendu compte, en tant qu'acteur et ministre, qu'il nous était impossible d'accomplir notre mission telle que nous l'aurions voulu. Parce que nous avons constaté ce tiraillement et nous voyant presque inutile, nous avons pris à l'époque du recul, en nous retirant du gouvernement en 1986. Néanmoins, nous suivions de près ce qui se passait et notre souhait était que les protagonistes se réconcilient. Malheureusement, il y a eu ce que tout le monde sait, le tragique 15 octobre 1987, qui a mis fin à la révolution.

Voulez-vous dire qu'étant à l'intérieur, vous aviez senti les choses venir ?

En effet, nous sentions que les choses n'allaient pas, mais c'est leur dénouement qui nous a surtout surpris. Parce que nous pensions que des solutions auraient pu être trouvées pour que les choses avancent. Il y avait par exemple ce problème des 2000 enseignants délogés, auquel on n'avait pas encore trouvé de solutions. Cependant, la décision avait été prise de les reprendre progressivement.

Quel était votre agenda le 15 octobre 1987 ?

J'étais dans ma belle-famille à Kiendpalogo, vers 16 heures quand on a entendu les coups de feu. Et ce jour-là, je n'ai même pas pu revenir chez moi à la zone du Bois.

Pensez-vous vraiment, comme vous le suggérez plus haut, que le drame du 15 octobre aurait pu être évité ?

Je pense sincèrement qu'au lieu des tiraillements entre les protagonistes, s'il y avait eu cette sagesse dans le sens de l'entente, on aurait pu éviter ce qui est survenu ce 15 octobre 1987. Mais d'après les informations qui nous parvenaient, on en était arrivé à un stade où de part et d'autre, on avait fait monter les enchères. Par la suite, nous avons su aussi qu'il y avait une main étrangère qui ne souhaitait pas que cette révolution continue et qui a certainement œuvré à ce que les choses se déroulent comme elles se sont produites, c'est-à-dire la fin de la révolution. Est-ce que certains étaient conscients de ça à l'intérieur qui faisaient monter les enchères ? Je n'en sais rien. Toujours est-il qu'après les événements, on s'est rendu compte que ce n'était pas une affaire simplement interne.

A qui faites-vous allusion en parlant d'une main étrangère ?

Si vous avez suivi l'actualité dans les journaux internationaux, certains pays, comme la Côte

d'Ivoire, ne seraient pas tout à fait propres dans cette affaire. Or qui dit la Côte d'Ivoire, en son temps, dit en partie aussi la France ! Mais les détails, on les aura un jour. Car, en pareilles situations, c'est au fur et à mesure que les choses s'éclaircissent. Mais on en a déjà quelques indices, qui indiquent que ce n'était pas purement burkinabè.

Quels étaient vos rapports avec Thomas Sankara ? Etaient-ils sains ?

J'avais de bons rapports aussi bien avec lui qu'avec Blaise Compaoré. Si je vous dis que j'ai démissionné en 1986, c'est parce que l'atmosphère n'était plus sereine. Vous savez, j'ai toujours milité pour un changement qualitatif depuis les années 70. Nous voyions donc à travers cette révolution nos rêves en train de se réaliser. Lorsqu'à l'intérieur on a vu se développer ces dissensions internes, il faut avouer que ce n'était pas de gaieté de cœur que nous nous sommes retirés du système, dans l'espoir que les choses s'arrangeraient pour qu'on aille de l'avant.

Qu'est-ce que vous savez de ce qui opposait Thomas Sankara à Blaise Compaoré ?

Il est parfois question, dans une telle situation, de défense des lignes. Mais dans ce contexte précis, c'était loin d'être un problème de ligne. Je vous disais tantôt qu'il y avait des implications extérieures ; il est évident qu'il y avait des gens qui, sous prétexte de lignes, souhaitaient l'arrêt de la révolution. Ceux qui voulaient la poursuite de la révolution étaient sans doute le camp de Thomas Sankara. La lecture des choses s'enrichit au fur et à mesure que le temps passe. Vous vous rappelez qu'au lendemain du 15 octobre, on avait bien dit que la révolution se poursuivait et qu'on allait même l'approfondir. Qu'est-ce qu'on en a fait ? Le constat est qu'avec le temps, on s'est rendu compte qu'il y avait des gens qui souhaitaient l'arrêt de la révolution après le 15 octobre 1987.

Ça ne vous a pas empêché d'être conseiller de Blaise Compaoré après cela...

Comment cela s'est-il passé exactement ? Moi j'étais un peu à l'écart et après le 15 octobre il a envoyé me chercher. Et la version qui m'a été donnée, c'était celle d'un accident. Nous nous sommes donc demandé si dans ce cas il était possible, en dehors du choc subi par la plupart, de sauver la révolution. C'est dans ce contexte que nous avons cru bon d'apporter notre contribution en tant que conseiller. J'ai entrepris en son temps de convaincre des sankaristes, certains peuvent encore en témoigner aujourd'hui, que ce qui s'est passé était un accident et qu'on pouvait ensemble continuer la révolution. Telle a donc été ma démarche jusqu'à ce que moi-même je me rende compte que je m'étais fourvoyé totalement. Car ma conviction était que dans un processus révolutionnaire, il y a bien sûr les hommes mais aussi les objectifs visés et que les hommes ne sont pas immortels. Si c'était effectivement un accident et que la révolution avait continué, on n'aurait pas eu la situation présente au 20e anniversaire. Il s'est donc révélé totalement que ce n'était pas un accident.

Avez-vous de ce fait démissionné de votre poste de conseiller ou vous a-t-on démis ?

En fait j'ai été conseiller jusqu'au 18 septembre 1989, après les événements où Boukary Lingani et Henri Zongo ont été exécutés. J'ai reçu une simple lettre, alors que j'ai été nommé par décret, me remettant à la disposition de la Fonction publique. J'ai compris par la suite les raisons de mon limogeage. Car, comme je vous l'ai dit plus haut, nos objectifs n'étaient certainement pas les mêmes alors que moi je croyais naïvement que c'était pour continuer en

renforçant ce que nous avons considéré comme acquis de la révolution. Tout le monde reconnaît que la gestion était très saine sous le CNR et que les côtés négatifs concernaient les libertés et la démocratie. Alors, si on avait cherché à améliorer ce qui péchait et à consolider ce qui marchait, on n'en serait pas là.

J'ai l'impression qu'à un moment donné je constituais un empêchement de tourner en rond. J'avoue que cette considération ne m'a pas touché outre mesure, puisque jusqu'à présent, le président Blaise Compaoré n'a pas pu me dire exactement ce qu'on m'a reproché. Toutefois, en me référant aux actes que j'ai posés quand j'étais à ses côtés, j'ai compris pourquoi. Nous ne regardions pas dans la même direction.

En tant qu'homme politique, que reprochiez-vous au système Sankara ?

Il est vrai que ce sont les militaires qui nous ont permis d'arriver à cette situation, que nous souhaitons, mais j'avoue qu'à partir de 1985, personnellement, j'ai senti une militarisation du régime, puisque les civils comptaient de plus en plus comme du beurre. Vous vous souvenez de la guerre de Noël, le 25 décembre 1985, avec le Mali. Moi, et d'une manière générale la plupart des membres civils du gouvernement, je n'en étais pas informé à cette date-là.

Nous avons protesté énergiquement auprès de qui de droit. Au départ, les choses allaient bien, mais à partir d'un certain moment, personnellement, j'ai senti quand même un resserrement vers la partie militaire de ce que nous faisons. Or, vous savez que, quoi qu'on dise, c'est avant tout les civils qui étaient les plus aguerris sur le plan de la formation pour œuvrer à ce que les choses se passent bien. Après le départ du PAI une année avant, lorsqu'on faisait le décompte, le constat que les choses se resserraient un peu militairement était bel et bien clair. Mais je ne signifie pas par là que le PAI avait totalement raison.

Vous étiez un de ceux qui sont allés expliquer comment les choses se sont passées et pourquoi on en était arrivé au 15 octobre 87. Un livre blanc a même été pondu sur le sujet. Ne pourrait-on pas vous rétorquer que vous vous en lavez aujourd'hui les mains parce que vous n'êtes plus dans les bonnes grâces du pouvoir ?

Sachez que Blaise Compaoré m'a appelé en tant que son conseiller personnel et non membre du Front populaire. Je n'ai donc pas ma main dans le livre blanc dont vous parlez. Je vous ai dit que c'est lui qui m'a fait appel et m'a donné la version de l'accident. Et c'est sur cette base que je suis allé vers des proches de Sankara pour les convaincre de se rallier au mouvement à partir du moment où les objectifs de départ demeuraient. Ce n'est que par la suite, comme je vous l'ai également souligné, que nous avons eu une lecture réelle de la situation. Ce qu'on m'a présenté comme étant un accident s'est révélé être autre chose. N'allez donc pas interpréter mon analyse des choses comme étant dû au fait que je ne suis plus au pouvoir. Je vous ai bien dit que j'assume collectivement ce que j'ai fait sur le plan politique.

C'est à la faveur de l'ouverture politique, qui a amené à la création des partis, que le GDP est entré, tout comme la CNPP et bien d'autres, au Front populaire. Mais notre parti a eu des discussions avec les responsables du Front populaire avant d'en être membre. Retenez donc que ce n'est pas en tant que secrétaire général du GDP qu'on m'a fait appel pour être son conseiller. Et sans rien vous cacher, il y avait des gens qui n'étaient pas contents, car estimant que j'avais de l'influence alors que je n'en étais pas membre. Un conseiller ne vaut que selon

le pouvoir qu'on lui donne. Il peut en avoir beaucoup ou pas du tout, comme certains de ces conseillers aujourd'hui qui ne voient même pas celui qu'ils sont censés conseiller.

Que savez-vous de cette ténébreuse affaire des 200 millions de francs CFA qu'on aurait trouvé dans le bureau ou la chambre de Sankara, selon les uns et les autres ? Vous allez peut-être nous dire aujourd'hui, comme beaucoup le pensent, que c'était bidon !

Je sais, de source sûre, que la valise a été vue. Y avait-il 200 millions ? je ne saurais vous l'attester, puisque, pour être sincère, je n'ai pas vu personnellement la fameuse valise. Je prends donc avec réserve ce qu'on avance contre Sankara. Il m'est cependant revenu que c'était plus ou moins une caisse noire où des gens, qui effectuaient des missions, se servaient.

N'est-ce pas trop facile de clouer au pilori ce "diable" de Blaise que vous avez servi ?

Je vous ai dit ci-dessus que Blaise Compaoré m'a appelé auprès de lui à titre personnel en tant que son conseiller. Et en cette qualité, je sais ce que j'ai fait et ce que j'ai donné comme conseils. Peut-être qu'un jour on entrera dans les détails. Loin de moi l'intention de tirer la couverture à moi, mais sachez que j'avais deux principales préoccupations : faire l'ouverture démocratique et poursuivre la gestion des biens de l'Etat unanimement appréciée par tout le monde, même de l'extérieur. Mais lorsqu'on constate que ce qui se pratique est en déphasage avec ce qu'on professe, la sagesse recommande qu'on prenne ses responsabilités à un moment donné. A ce sujet, fidèle à mes principes, et tout le monde le sait, je me suis démarqué du système depuis un certain temps.

En dehors des témoignages à ce genre d'occasion, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de crier sur tous les toits qu'on n'est pas d'accord sur telle ou telle chose. Ce serait trop facile. Par ailleurs, quand on collabore, ce n'est pas à la première difficulté qu'il faut prendre la tangente. Sans entrer dans les détails, je vous citerai par exemple l'histoire du Liberia, sur laquelle, moi-même, en tant que conseiller, ai été surpris par certaines informations. Au fil du temps, je me voyais inutile. Je suis de ceux-là qui ne cachent pas leurs sentiments.

A votre avis, où le CNR a-t-il péché ?

Il a péché, dans la mesure où la démocratie interne ne fonctionnait plus normalement pour pouvoir résoudre les problèmes de façon pacifique et démocratique. Parce que l'on peut se plaindre des libertés ou de la démocratie à l'extérieur, mais à l'intérieur, il fallait un minimum de démocratie pour résoudre les problèmes de façon pacifique. Certains militaires n'avaient pas la formation nécessaire pour pouvoir discuter d'égal à égal avec les civils ; car il y en avait qui pensaient que la révolution était leur fait et que, par conséquent, ils devaient avoir la suprématie.

Une telle attitude ne pouvait que bloquer les débats. Je reproche donc au CNR de n'avoir pas pu mener le débat sur les problèmes de fond de façon démocratique. Pour votre information, au cas où vous ne le sauriez pas, j'étais censé être membre du CNR. Malgré tout, on ne m'a convié à une de ses réunions qu'en 1986. Fidèle à mes principes, j'ai refusé d'y prendre part et ai exigé des explications, parce que ne comprenant pas que depuis 1983 membre du CNR, ce soit seulement en 1986 qu'on m'y convie. Certains peuvent encore témoigner de mon refus. En conclusion, je n'ai jamais siégé au sein du CNR. J'ai même reçu l'information selon laquelle on

avait demandé de me sanctionner pour indiscipline.

Mais je savais que cela provenait de certaines personnes, qui ne souhaitaient pas cet élargissement en vue du débat pour trouver les solutions les plus idoines aux problèmes. Je suis convaincu que cela n'était pas le fait de Thomas Sankara. En attestent les bons rapports qui ont prévalu entre nous, après mon départ du gouvernement. Et, tenez-vous bien, lorsque j'ai perdu mon père en 1987, il est même venu à la maison me présenter ses condoléances. Si nos rapports étaient mauvais, je ne crois pas que Thomas Sankara serait venu chez moi. Il comprenait pourquoi je m'étais retiré du gouvernement, puisqu'on en avait discuté.

Vous êtes enseignant et avez même été sous la révolution ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Comment appréciez-vous, avec le recul, le licenciement des quelque 2000 instituteurs ?

Permettez-moi d'abord d'ouvrir une parenthèse pour préciser que les enseignants en question ne dépendaient pas de moi. Ils relevaient du département de l'Education. Moi je m'occupais de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce qui ne veut pas dire qu'en tant que membre du gouvernement, je n'en partage pas la responsabilité avec tout le monde.

Mais elle n'est pas une responsabilité personnelle. Pour en revenir à votre question, j'ai toujours considéré que le dégagement des enseignants était une grave erreur. C'était donc un soulagement pour moi quand on a décidé de les reprendre. Si vous faites un regard rétrospectif, vous pouvez constater que c'est dans mon département qu'il y a eu le moins de dégagements. Ce n'est pas pour m'en vanter, je n'accédais à ce genre de choses que sur la base d'éléments précis. Il faut donc que la faute soit établie pour recourir à des sanctions, mais pas à partir de listes téléguidées.

En dehors d'un agent, je n'ai dégage personne. Car j'estime que la révolution est synonyme de justice et qu'on ne devrait pas utiliser sa position pour régler des comptes.

Je le répète, en tant que membre du gouvernement, j'assume cette erreur, bien que, comme je l'ai déjà dit, ma responsabilité personnelle ne soit pas engagée. Je me réjouis du fait qu'on ait trouvé la solution à cette erreur. Seulement, c'est dommage qu'elle n'ait pas été intégralement appliquée sous le CNR. Car cela aurait pu améliorer notre image de marque.

Le Groupe des démocrates et patriotes (GDP), dont vous êtes le secrétaire général, est l'une des plus vieilles formations politiques du Burkina. Cependant, celui-ci peine à émerger dans le paysage politique de notre pays. Votre explication ?

Je vais vous en donner les explications, mais c'est à vous de me croire ou pas. J'ai toujours dit en tant qu'individu que je ne suis pas allé en politique pour m'enrichir ou me faire valoir. J'ai été en politique depuis pratiquement la sortie du lycée parce que je croyais en un idéal. Et j'ai toujours essayé de faire en sorte que dans mon comportement de tous les jours, je sois conforme à moi-même.

C'est aux autres de dire si j'ai réussi ou pas. Si à un moment donné je me rends compte que je suis en contradiction avec mes convictions, alors je vire. Je veux dire que le GDP est un parti qui a toujours eu à dire clairement ce qu'il pense. Même avec ses amis, quand les choses

n'allaient pas dans le sens de ses convictions, le parti a toujours eu le courage de le dire. Evidemment, cela ne plaît pas souvent. Nous nous sommes toujours abstenus de participer à des combines, à des opérations mafieuses. Vous avez vu des partis qui, parce qu'ils ont triché, ont fini par éclater.

Je crois que, à notre décharge, personne n'a jamais pu prouver que le GDP s'est retrouvé dans une position de compromission. Ça ne suffit pas pour justifier tout, mais c'est aussi une explication partielle de la place du GDP dans le landernau politique burkinabè. Bien sûr, à cela il faut ajouter des acharnements et suffisamment de complots pour me faire disparaître. Malgré tout, nous allons continuer notre chemin et si le parti doit disparaître parce que nous ne pouvons pas le mener suivant les objectifs de départ, cela ne nous inquiétera pas outre mesure.

Comment appréciez-vous la célébration de la renaissance démocratique au Burkina pour ne pas dire des 20 ans de pouvoir de Blaise Compaoré ?

Pour vous dire nettement ce que j'en pense, cela n'aurait pas dû avoir lieu comme manifestation. Et sur ce point, je dois féliciter votre journal, qui, à travers la rubrique "Nobila Cabaret", a fait une proposition que j'ai trouvée lumineuse. C'est légitime que les sankaristes commémorent le 20e anniversaire. Mais qu'un régime déclare Thomas Sankara héros national et qu'en même temps, il ne profite pas de l'occasion pour montrer qu'il en est un, que cette décision vient du cœur et n'est pas une manœuvre politique, je conviens avec vous que cela est difficile à comprendre. Pire, on travaille non seulement à empêcher voire noyer la manifestation ; c'est vraiment incompréhensible.

Comme vous l'avez dit, il aurait été bon d'aller déterrer ses cendres pour les amener au "Panthéon". En vérité, je trouve personnellement que ceux qui ont initié la célébration des 20 ans du pouvoir de Blaise Compaoré n'ont pas eu une idée lumineuse. Mon inquiétude, c'est que par ces actes-là, on ne détériore la relative paix dont nous nous réjouissons. Nous avons intérêt, vu la situation actuelle de notre pays, à chercher à calmer toutes ces rancœurs, à faire une réconciliation au vrai sens du mot. J'ai dit que la fameuse journée nationale de pardon (JNP) du 30 mars n'était pas bonne pour beaucoup de raisons que vous n'ignorez pas. Je me garde de citer des exemples, mais que des individus vont jusqu'à prendre le cadavre de leurs parents parfois même sans des liens de parenté évidents, n'est pas bon.

Vous savez qu'il y a beaucoup de gens qui, quand ils ont perdu leur parent, je veux parler des Burkinabè dignes de ce nom, ce qui les intéresse, c'est d'avoir la vérité et de pardonner, mais non une histoire d'argent. Je me réfère à ce sujet à un film sur Norbert Zongo où ce que sa maman a dit m'a beaucoup touché. Il faut donc que nous revenions à cette idée que le pardon et la réconciliation ne se font pas à coups de millions. C'est seulement dans la sincérité et dans la conviction que nous parviendrons à réconcilier les Burkinabè. Et je crois que nous sommes à un tournant où nous avons franchement besoin de cela. Sinon, j'ai bien peur qu'à ce rythme-là, nous arrivions à la situation de certains pays, que nous ne souhaiterions pas vivre.

C'était une journée à laquelle les principaux intéressés, qu'on visait, n'ont pas adhéré. Par cette commémoration, le pouvoir montre qu'il n'y avait pas de sincérité, au vrai sens du mot, sur ce pardon-là. Il a révélé par là la réalité de ses intentions en décidant de fêter les 20 ans de pouvoir de Blaise Compaoré. Plus grave encore, s'ils en avaient pris l'initiative avant les sankaristes, je les aurais compris. Mais attendre que ces derniers, une année avant, programment leur manifestation pour la saboter, je trouve que le Burkina n'a pas besoin de ces

choses-là.

Votre couple est peut-être l'un des plus démocratiques du Burkina dans la mesure où, pendant que vous vous enfonciez dans l'opposition radicale, votre épouse, Alice (plusieurs fois ministre de Blaise), elle, gravitait et gravite toujours autour des cercles du pouvoir. Comment ça se gère au quotidien, notamment en période électorale cette situation ?

J'ai toujours donné en exemple mon père. Il était RDA jusqu'au cou. Ses références étaient les Issouf Joseph Conombo, le Moogho Naaba... Moi, par contre, j'étais un militant actif du MLN. Cependant, je n'ai jamais eu de désaccord avec lui parce qu'on n'était pas du même bord politique. Pour en revenir à mon couple, je ne l'ai pas fondé sur le socle de la politique. Des gens ont cherché en vain à y voir certaines choses. J'ai toujours considéré, eu égard à l'éducation dans laquelle j'ai été forgé, que ma famille relève de ma vie privée, qui doit être protégée. Sur ce, il y a des choses y relatives dont je vous ferai l'économie. En 2000 par exemple, j'ai été pris à partie parce que, alors qu'on appelait au boycott du baccalauréat, ma fille a passé l'examen. Est-ce que, en tant que père, parce qu'étant de l'opposition je dois absolument faire subir mes options politiques à mes enfants ?

Même à supposer que ce fût moi qui aie poussé les gens à aller en grève. La divergence politique au sein du couple ne m'a pas, jusque-là, empêché de jouer le jeu comme certains opposants. Bien de gens ont souhaité voir des couples exemplaires, comme le mien sans être prétentieux, voler en éclats. J'ai arrêté net certaines personnes, et pas des moindres, qui ont tenté de s'immiscer dans les affaires de mon foyer. Je n'en dirai pas plus, chacun peut avoir son opinion là-dessus et si l'on vit en couple, on prend aussi des dispositions pour que les problèmes politiques ne viennent pas le faire exploser. C'est malheureusement ce que d'aucuns n'ont pas compris, laissant la politique briser leur foyer.

Dieu m'a donné la sagesse et ceux qui ont souhaité le divorce d'avec mon épouse ont perdu leur temps. En période électorale, chacun bat sa campagne. On discute politique entre nous, mais si l'on sent que ça peut s'enflammer, on arrête.

Ce n'est pas par la force, et je pense l'avoir démontré, qu'on amène les gens à votre conviction. J'accepte aussi que les gens puissent avoir des contraintes et des ambitions. Vous pouvez faire des investigations sur le fait que, depuis la création du GDP en 1988, la direction n'a jamais pris la décision d'exclure un militant du parti. Celui qui veut part de lui-même. N'est-ce pas quand même un exemple de tolérance ! Telle est la philosophie que nous essayons de vivre.

Une chose est de proclamer des principes, une autre est d'essayer de vivre ses principes. Crier au voleur, c'est bien, mais si vous-même on vous découvre voleur, c'est le comble.

Vous savez, Dieu nous a donné des enfants merveilleux. Nous avons pu les conduire à bon port. Et nous en sommes fiers. Je pars du principe que la politique, d'une manière générale, c'est pour le bien-être de la société. En tant que croyant, je pense que la famille doit être le socle de la société. Les hommes politiques qui doivent aider à bâtir ce socle, qui doivent être, par conséquent, de bons exemples.

Une autre question très personnelle : vous êtes devenu protestant ; quand et comment avez-

vous reçu l'appel du Seigneur, que vous aimez évoquer désormais et régulièrement à chaque bout de phrase ?

Comme on a l'habitude de le dire, les voies du Seigneur sont insondables. J'étais musulman tout comme mon père. Mais il n'y a pas un homme qui ne traverse pas de difficultés ou qui ne se soit pas posé des questions sur le sens de sa vie à un moment donné. La vie et les événements vous enseignent également un certain nombre de choses. Je peux dire que je suis un miracle de Dieu dans tous les sens. J'ai échappé plusieurs fois à la mort, et j'ai fini par comprendre que c'était la main de Dieu qu'il fallait coûte que coûte chercher. Un jour une parente et amie m'a offert la Bible. Je l'ai prise presque avec dédain et l'ai classée dans ma bibliothèque. Je ne l'avais jamais ouverte. Et un jour, dans une profonde méditation devant des problèmes auxquels je cherchais des solutions, j'ai pris la Bible sans savoir pourquoi et me suis mis à lire un passage. Depuis lors, chaque fois que je la lis, c'est comme si de la lumière se produit en moi. Il y a certaines choses qu'on ne peut pas expliquer rationnellement. Sinon, en ma qualité de mathématicien, je vous aurais posé une équation pour aboutir à la solution.

Comme en politique, tout le monde est libre, mon ménage, de ses convictions religieuses. Même avant que je ne devienne protestant, il n'y a jamais eu de divergence bien que ma femme soit catholique. Nos enfants, nous leur avons donné presque à chacun deux ou trois noms : il y a Kadi Alice, Aïcha Angélique, Fatimata Valérie, Ismaël Philippe. Chez moi on ne force personne à embrasser une religion. On voit pourtant des imams ou des pasteurs qui sont écoeurés parce que leurs enfants ne sont pas de la même religion qu'eux. Si on connaît la voie de Dieu, on n'a pas besoin d'user de la violence.

On vous avait surnommé "Issa la Bagarre", pour votre tempérament teigneux. Ça tient toujours, cette étiquette ?

Ah oui ? Tous ceux qui me connaissent savent que ce n'est plus " Issa la Bagarre ". Plus d'un est étonné de la transformation de mon caractère. C'est ce qui m'amène à dire que quand vous êtes dans le Seigneur Jésus Christ et n'avez pas changé, vous n'en êtes pas encore un disciple. Si vous désirez expérimenter ma métamorphose, je vous invite à venir me donner une gifle ; je ne réagirai pas. (Rires) Je ne vois pas ce qui peut énerver quelqu'un plus que cela.

Auriez-vous quelque chose à ajouter à ce tout ce que vous avez dit ?

Je voudrais remercier L'Observateur paalga pour m'avoir donné l'occasion de m'exprimer et de dire un peu de choses qui, j'espère, vont éclairer l'opinion. Plus le temps avance, plus les Burkinabè sauront exactement ce qui s'est passé depuis le début de la révolution jusqu'à sa fin. Vous contribuez à travers cette initiative à permettre à ceux qui ont vécu la révolution de partager avec l'opinion ce qu'ils ont gardé en eux, même si cela ne veut pas dire que ces derniers ont toujours raison. Je vous tire mon chapeau et vous souhaite longue vie et de demeurer constant sur votre lancée. Car, j'ai constaté depuis un certain temps que votre journal gagne de plus en plus en force parce que vous avez pu vous mettre au-dessus des luttes partisans.

Entretien réalisé par Hamidou Ouédraogo

L'Observateur



[Retour au format normal](#)



## Jean Leonard Compaoré, ministre sous la Révolution : "Le CNR fonctionnait de façon opaque"

mercredi 10 octobre 2007.



Jean-Léonard Compaoré

Il faisait partie des acteurs de premier plan de la Révolution. Jean Léonard Compaoré, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a été ministre de l'Équipement et a aussi assumé le portefeuille de la Question paysanne jusqu'en 1987. Dans cette interview, il raconte dans quelles conditions il a travaillé, notamment avec le président Thomas Sankara.

20 ans après la Révolution, le président du comité d'organisation de la renaissance démocratique avec Blaise Compaoré, trouve que le Burkina Faso a progressé sur le plan démocratique et économique. Affable et communicatif, il répond sans détours à nos questions. Dommage cependant qu'il n'ait pas voulu répondre à certaines de nos questions. Manque de temps ou par stratégie ? En tout état de cause, cela n'enlève rien à l'intérêt de cette interview, les hommes de la trempe de Léonard Compaoré étant très rares à vouloir se prêter à des interviews en ces circonstances particulières.

**"Le Pays" : Comment avez-vous connu le président Thomas Sankara ?**

Jean Léonard Compaoré : C'est difficile de répondre dans la mesure où c'est après 1983 que nous l'avons connu comme les autres. De façon proche, nous l'avons connu un jour d'avril 1984 à 2 h du matin où nous étions en formation à 15 km de Kaya. C'est là que je l'ai approché physiquement quand j'étais haut-commissaire du Sanmatenga. Chaque année, le gouvernement

était dissous et l'intérim était assuré par les coordonnateurs généraux du Faso au nombre de quatre. Pendant la saison d'août 1984 j'ai été convoqué par le président Thomas Sankara pour m'entendre dire que je serai ministre de l'Équipement. Je n'ai pas eu la parole pour donner mes objections au président du Conseil des ministres. Je suis resté au ministère de l'Équipement de 1984 à 1986. On a réalisé les différents lotissements massifs. Il fallait inventer des méthodes à l'époque avec les urbanistes pour accélérer l'urbanisation. Nous avons lancé les travaux de la cité An III, du marché Rood Woko et du premier projet de la ZACA. Je rappelle que c'est un nom que nous avons donné en tant que ministre de l'Équipement. Le cœur de la zone d'activités commerciales et administratives était Rood Woko dont les travaux ont été engagés en octobre 1985, concomitamment avec la cité An III. Pour dégager Bilibambili, c'était difficile. Nous avons dû tenir un meeting de 8h à 13 h. Pour le marché Rood Woko, c'était la même chose. Nous nous sommes entretenus avec les commerçants de 15h à 19h à la Maison du peuple, pour expliquer le bien-fondé du projet. Les déguerpis de Bilibambili ont été réinstallés à Signoghin. C'est l'intendant Mamadou Sanfo (qui avait créé son entreprise de briques pressées) qui nous a aidés à concevoir cette cité baptisée Signoghin. Après cela, on a réalisé la cité An IV A qui a donné l'Avenue Kwame N'krumah, les cités du 4-Août dans les provinces et les aménagements routiers. Après 1986, j'ai été au ministère de la Question paysanne jusqu'en 1987. Nous avons parcouru les provinces pour sensibiliser les paysans. En tout, nous avons fait plus de 124 000 km. Le 15 octobre 1987, j'étais même à un meeting de la Question paysanne à Pibaoré dans un département du Sanmatenga.

**Justement, parlons du dénouement sanglant de la Révolution, qui est intervenu le 15 octobre 2007. Avez-vous été surpris ?**

Pas du tout. Nous avons tenu un conseil de ministres même le 14 octobre 1987. Et puis, vous savez, le CNR (Conseil national de la Révolution) lui-même était clandestin et fonctionnait de façon opaque. Les 4 premiers responsables de la Révolution étaient des nébuleuses. On ne pouvait pas savoir ce qui se passait entre eux.

**Quel regard portez-vous sur la situation socio-économique du Burkina depuis 20 ans ?**

Il faut d'abord dire que nous avons poursuivi la Question paysanne jusqu'en 1988 et après l'Administration territoriale jusqu'en 1992. Nous avons eu en charge toutes les mesures de restructuration et les réformes qui ont abouti à la Constitution. En tant que président du Comité national d'organisation du référendum, nous avons mis en place le code électoral et tous les textes qui organisaient les partis politiques, la presse en son temps, etc. En tant qu'acteur et aussi observateur comme vous, je peux dire que le Burkina a progressé sur tous les plans notamment sur le plan des libertés et de la démocratie, qui étaient un déficit à une certaine époque. Le développement économique est aussi visible. En tant que président du comité d'organisation de la renaissance avec Blaise Compaoré, ce sont 20 ans de démocratie et de progrès dans notre pays.

Propos recueillis par Dayang-ne Wendé P. SILGA

Le Pays

[Retour au format normal](#)



## Jean R. Guion : « Avec l'arrivée de Blaise Compaoré, certains ont vu se briser leurs rêves de jeunesse ... après les échecs de Cuba, du Nicaragua... »

vendredi 12 octobre 2007.



Jean R. Guion

Jean R. Guion est Juriste de formation, président de l'Alliance Francophone. Par amitié et fidélité au président Blaise Compaoré (qu'il a connu au milieu des années 70 lorsque celui-ci était jeune stagiaire militaire en France), il a fondé en 1987, le CISAB (Conseil International de Solidarité avec le Burkina Faso) afin de mobiliser au profit du Burkina Faso et de son président toutes formes de solidarité.

**Depuis quand et dans quelles conditions le CISAB a-t-il été créé ?**

JRG : Avant de commencer cet entretien, je voudrais vous préciser, que c'est la première fois, en 20 ans, que j'accepte de répondre, en temps que Président du CISAB, aux questions d'un journaliste ! J'ai toujours considéré que la réserve et la discrétion étaient des critères fondamentaux de réussite et d'efficacité. Et puis nous ne sommes que des amis au service d'une cause ! Mais ce vingtième anniversaire de l'arrivée au pouvoir d'un ami, qui précède de quelques mois le vingtième anniversaire du CISAB, vaut bien la livraison de quelques confidences.

Le CISAB a été créé, soyons réalistes, à une époque où les institutionnels internationaux ne considéraient pas, pour d'absurdes raisons, le Burkina Faso et ses dirigeants comme « fréquentables ». Nous avons donc essayé, tant bien que mal, de « rectifier » l'image d'un

pays et d'un homme que certains prenaient plaisir, sans risque d'ailleurs, à salir et à déformer.

J'ai toujours pensé que l'amitié était la plus précieuse des richesses. C'est donc avec elle que nous avons géré la communication, sans agence, de l'événement et des moments importants, voire décisifs, de l'histoire du Burkina Faso, qui ont fait ce qu'il est devenu aujourd'hui.

L'histoire du CISAB c'est aussi l'histoire d'une amitié et d'une fraternité nées onze ans plus tôt, qui m'ont uni à un homme, dont j'ai découvert puis apprécié les grandes qualités, puis à son Peuple dont j'ai rapidement découvert qu'il avait les mêmes. C'est ainsi que j'ai appris à aimer le Burkina Faso, à le découvrir et à tenter de mieux le faire connaître à travers le monde.

A l'époque ce n'était pas très facile de trouver des amis prêts à s'engager, sans contre parties, pour la défense d'une démocratie naissante et d'un pays qui n'avait rien d'autre à offrir que la valeur de ses hommes, la chaleur de son accueil et l'intégrité de son esprit. Un pays qui tentait de sortir d'un cauchemar politique que d'autres autour d'eux, parfois leurs compagnons, cautionnaient aux noms d'idéologies d'un autre âge.

L'objectif du CISAB c'était de parvenir à réunir des amis, à travers le monde, prêts à remplir un véritable apostolat, celui d'expliquer, il y a vingt ans, que le Burkina Faso pouvait devenir ce qu'il est aujourd'hui et, convenons-en, ce n'était pas évident ! Pourtant il suffisait d'écouter attentivement les propos cohérents et visionnaires de Blaise Compaoré ! En 1992 : « Démocratie et Développement doivent aller de pair... Que peut bien signifier la liberté et la dignité pour des personnes qui survivent du maïs de la Beauce et du sorgho du Kansas ? ». En 1995 : « La castration des libertés s'est toujours accompagnée d'une paupérisation à vaste échelle des populations africaines ... ». En 1997 : « Les Pays qui ont oublié le travail sont des Pays qui ferment boutique.... » Pour ne citer que ceux-ci !

Nous avons donc créé, puis consolidé, une chaîne d'amis, qui avaient tous en commun une certaine conception de l'homme et de la démocratie, qui se sont investis au niveau de leurs institutions et quelles que soient leurs fonctions, modestes ou importantes, dans le développement du Burkina Faso et dans l'espoir de voir réussir la mise en place de la démocratie par Blaise Compaoré.

Il y a vingt ans, au Burkina Faso et autour du Burkina Faso, il y avait à l'intérieur ceux pour qui l'arrivée de Blaise Compaoré, et donc de la démocratie, constituait un véritable couperet à leurs ambitions personnelles, ceux qui avaient compris que leurs idéologies allaient devenir solubles dans l'Etat de droit ... Il y avait ceux qui, en Europe, « voyaient se briser leurs rêves de jeunesse ... après les échecs de Cuba, du Nicaragua ... » et j'en passe. Je peux me permettre, après vingt ans, de lever un coin du voile de notre histoire commune. Ces propos m'ont en effet été tenus par le Président d'une Commission des Affaires Etrangères d'un grand pays européen pour qui ses rêves personnels semblaient avoir plus d'importance que ceux de liberté et de développement du peuple burkinabè. Il y avait aussi ceux, peut être les pires, qui doutaient, ceux qui, aussi prudents qu'hypocrites, « craignaient les dérives... » !

C'était mal connaître l'homme, Blaise Compaoré, sa détermination démocratique, son intégrité « têtue » dès lors que les intérêts de son peuple étaient en jeu, son réalisme qui lui faisait prévoir la chute du Mur de Berlin bien des années avant celle-ci et alors que, souvenez-vous en, certains dirigeants occidentaux, et non des moindres, doutaient encore de cette réalité alors

que l'événement était avéré !

S'il y a eu des risques de dérive, et je peux en témoigner, ce ne fut jamais du fait de Blaise Compaoré mais d'organisations, d'hommes et de femmes, qui gardaient le secret espoir, au mieux de détourner le Président Compaoré de ses objectifs démocratiques, au pire de tuer dans l'œuf ses ambitions et ses espoirs.

Et puis il y avait les réalistes, ceux qui, de par le monde, n'ont jamais douté. Ceux qui ont osé, et qui ont même risqué, non pas les dérives, mais l'espoir, quelques soient leurs fonctions ou leurs engagements politiques. Parmi ceux-ci, et je demande à l'avance pardon à ceux, nombreux, que je ne peux nommer faute de place, il y avait Pierre Messmer, Louis Michel, Solange Troisier, Jacques Pelletier, Stéphane Hessel, Michèle André, Jean Marie Cavada, Christiane Papon, Romano Prodi, Michel Rocard, Claudine Joseph, Jack Ralite, la regrettée Alice Saunier Seïté...

Puis cette chaîne d'amis s'est étendue en Europe, en Amérique, en Asie, au Moyen Orient et en Afrique bien sûr, créant une véritable famille d'adoption de la cause d'un homme et de son Peuple ! Comment ne pas évoquer mes frères, Jean Bertho avec qui nous montions parfois des stratégies dignes d'une bande dessinée pour établir un relationnel susceptible d'objectivité, et Pascal Chaigneau, Administrateur Général du CEDS, qui alla jusqu'à risquer la survie de son outil professionnel pour appuyer la démocratie burkinabè naissante... Tous avaient une certaine forme de foi et, comme le disait le poète, il n'était pas utile de leur dire d'espérer ! Et comme ils ont eu raison d'espérer...

C'est ainsi qu'à travers le monde nous avons réunis des amis du Burkina Faso qui étaient avant tous, soyons objectifs une fois encore, des amis du Président Blaise Compaoré. Je ne suis personnellement qu'un ami parmi tant d'autres. Peut être plus intransigeant et plus vigilant que les autres, ce qui m'est parfois reproché. Mais c'est ainsi ... Après plusieurs dizaines d'années d'amitié et de complicité je ne changerai plus ... Je n'ai, en fait, avec des milliers d'autres, fait que mon devoir à un moment où l'amitié n'était pas un simple slogan mais une pierre fondatrice.

J'ai d'ailleurs beaucoup apprécié le court portrait critique que m'a consacré le Journal du Jeudi, il y a quelques mois, publication avec laquelle personne ne peut me soupçonner de collusion, et qui déclarait que j'étais un des premiers à avoir « cru à la bonne étoile du Capitaine Compaoré... ». ! Aucun mérite, en réalité, de croire en son ami.

**Quels sont les objectifs du CISAB et comment fonctionne-t-il ?**

JRG : Le CISAB fonctionne comme une association loi 1901 à l'échelle internationale, avec une implantation sur cinq continents de plus de 9000 adhérents, dont près de 5000 en Europe. Le reste est réparti essentiellement sur l'Asie, l'Afrique, le Moyen Orient et l'Amérique du Sud. Si nous n'avons que quelques membres aux Etats Unis, nous avons en revanche une importante délégation au Québec avec environ 500 adhérents.

**Quelles sont ses principales activités ?**

JRG : Outre notre publication bimensuelle, « Burkina Faso Info », nous organisons des séries de

conférences à travers le monde pour mieux faire connaître le Burkina Faso, très souvent au sein des Universités ou dans le cadre d'associations constituées par nos amis. Bien avant que ce ne soit la mode, nous avons intuitivement initié ce que l'on appelle maintenant la coopération décentralisée en rapprochant des communautés burkinabè de villes, de régions ou de communautés étrangères. C'est le CISAB qui fut un des initiateurs des premières journées de coopération décentralisée. Nous n'avons, en fait, qu'interprété un vœu du Président Compaoré qui souhaitait s'impliquer personnellement pour remercier les associations qui aidaient son pays. Je me souviens des angoisses protocolaires et sécuritaires qui furent les nôtres lorsque nous organisâmes la première réunion de coopération décentralisée dans une charmante ville du Rhône, à Saint Fons, grâce à nos amis Roland Chiavazza et Jean Paul Grollemund, le dynamique Consul honoraire du Burkina Faso à Lyon.

Projet un peu fou que celui de réunir, dans une même salle, des représentants les plus divers, de toutes obédiences politiques ou religieuses, de toutes origines sociales qui n'avaient en commun que leurs farouches volontés d'aider, selon l'importance de leurs moyens, au développement du Burkina Faso. Ce qui nous inquiétait le plus c'était la volonté du Président Compaoré de s'adresser directement à ces représentants que personne ne contrôlait. Il fallait s'attendre aux questions les plus intelligentes comme aux plus saugrenues. Ce fut le cas, et le Président, comme d'habitude avec patience et humour, fit face à cette épreuve comme aucun Chef d'Etat occidental n'a jamais osé et n'osera sans doute jamais le faire.

**Quel est le profil de ses membres ?**

JRG : Le profil de nos membres je l'ai esquissé dans la réponse précédente. Il va du très haut responsable politique international au citoyen lambda. Chaque membre du CISAB qu'il soit en France, en Belgique, au Japon, en Thaïlande, en Afrique du Sud ou au Québec, est un des maillons d'une chaîne d'amitié dont nous nous réjouissons qu'elle s'élargisse chaque jour un peu plus à travers le monde.

**Que pensez-vous de l'image du Burkina en France ?**

JRG : S'agissant de l'image du Burkina Faso en France elle est devenue lentement mais sûrement excellente. Qu'on aime ou pas le Président Compaoré et son régime, force est de constater que les résultats sont là ! Le pays tourne, la démocratie fonctionne, la liberté de la presse est assurée, l'économie, en dépit de tous les facteurs qui défavorisent le développement, est en croissance permanente ... Certes vous trouverez toujours, ici et ailleurs, des critiques, et c'est heureux car stimulant ! Par ailleurs vous ne pourrez jamais empêcher, en ce siècle comme dans les cents à venir, d'entendre s'exprimer des nostalgiques de la Monarchie ou de l'Empire. Il en est ainsi à travers le monde... Cela fait aussi partie de la liberté d'expression qu'il convient de respecter. Je lis, tous les jours, tout ce qui concerne le Burkina Faso à travers la presse francophone et française, et tout particulièrement régionale. C'est à travers ces lectures qu'on se fait une idée de l'image réelle du Burkina Faso et de l'estime que les « Gaulois » ont pour les Hommes Intègres.

Aucun pays dans le monde ne peut se prévaloir de la même densité de coopération décentralisée, de jumelage, d'associations, de partenariats... Je voudrais toutefois vous préciser que c'est par courtoisie que j'ai répondu à votre question. Les pays dits démocratiques s'interrogent-ils sur la crédibilité d'une Chine qui proclame son refus de la démocratie dès lors que cette dernière signe des marchés ? Ce qui importe, c'est l'image du Burkina Faso tout

court ! Pas celle qu'il peut avoir par rapport à l'ancienne puissance coloniale ou à qui que ce soit...

**Quelque 20 ans après, quel bilan pouvez-vous faire du développement du pays ?**

JRG : On ne fait de bilan qu'en fin d'exercice ! Et il reste tant de choses à faire ! Tous ceux, dont je suis, qui ont eu l'honneur et le bonheur d'être associés à ce court moment de votre grande histoire, ne peuvent avoir qu'un sentiment mêlé d'humilité et de respect pour ces femmes et ces hommes du Burkina Faso qui, partis matériellement de rien, avec pour seules richesses leurs cultures et leurs volontés, sont parvenus à faire de leur pays un pays respecté politiquement, diplomatiquement et économiquement !

Paradoxalement je dirais que c'est aujourd'hui que les risques de dérive sont les plus menaçants pour le Burkina Faso... Nombreux, en effet, sont les « vautours » attirés par ses succès diplomatiques qu'il n'est pas utile de citer tant ils sont nombreux et connus, économiques avec ses titres de meilleure gouvernance africaine attribuée par la Banque Mondiale, de premier producteur africain de coton, de classement dans le Top 50 du développement mondial, etc..

Aujourd'hui, et c'est tant mieux, nombreux sont ceux qui se découvrent des affinités avec ce pays, devenu une sorte de « Suisse africaine », non par ses richesses, mais par la confiance qu'il inspire... Mais il est à craindre que certains, moins intègres que les Hommes qui le peuplent, aient le secret espoir de tirer, un jour, une part d'intérêt de ces succès et de cette réussite !

**Vous êtes aussi président d'une autre association, l'Alliance francophone ; quelles relations y a-t-il entre les deux structures ?**

JRG : Le CISAB et l'ALLIANCE FRANCOPHONE n'ont en commun, en dehors de leur Président et de nombreux amis qui adhèrent aux deux associations, que les valeurs qu'ils partagent avec des centaines de millions de gens à travers le monde dont au moins un Chef d'Etat, Blaise Compaoré.

**Vous vous êtes souvent fait l'avocat de la libre circulation des artistes et des intellectuels au sein de l'espace francophone ; avez-vous l'impression d'être entendu ?**

JRG : C'est vrai qu'en tant que Président de l'ALLIANCE FRANCOPHONE je me suis souvent fait l'avocat, avec de nombreux autres, de la libre circulation des créateurs de richesses culturelles ou économiques au sein de l'espace francophone. Je suis en effet persuadé qu'une telle circulation contribuera activement à la promotion de cette diversité culturelle si vivement voulue, à l'exception d'un ou deux pays je crois dont les USA et Israël, par l'ensemble des pays du monde qui ont récemment signé la Convention pour la Diversité Culturelle proposée par l'UNESCO. Ai-je l'impression d'être entendu ? A dire vrai j'ai l'impression que cette proposition dérange une partie non négligeable du monde et des sociétés qui le composent repliées sur elles mêmes et qui ont peur de l'autre, de l'inconnu. Entendu je ne sais pas, écouté peut-être, avec courtoisie, « la politesse de l'indifférence » disait André Malraux. Une indifférence, hélas, très à la mode dès lors qu'il s'agit de protéger, à court terme, ses petits intérêts.

Disons le tout net, le vrai problème reste le fantasme des migrants « envahisseurs ». Soyons

d'autant plus à l'aise pour évoquer ce problème qu'il ne concerne pas le Burkina Faso. Car, comme le faisait remarquer malicieusement le Président Compaoré il y a quelques années, il y a aujourd'hui plus de français au Burkina Faso que de burkinabè en France, le risque s'inversant proportionnellement lorsqu'on sait qu'il n'y a que 14 millions de burkinabè et qu'il y a probablement plus de 65 millions de français... Là encore il faut se méfier des idées simplistes. En effet, selon le récent rapport d'un institut français de prospective publié dans la Lettre de l'Expansion, il faudra, d'ici 20 ans, trouver plus de 2 millions de travailleurs étrangers acceptant les postes refusés par les ressortissants français, faute de quoi l'économie française sera au mieux paralysée, et au pire s'effondrera !

J'entendais récemment, avec tristesse, un homme politique et non des moindres reprocher « à l'homme africain », je le cite : « de n'être pas entré dans l'Histoire » et pire encore « de ne s'être jamais élancé vers l'avenir » ! Que serait notre Histoire, notre économie, notre musique, notre médecine, nos arts sans les apports de l'Afrique ! Qui a fermé la porte de l'Histoire ? Qui, par exemple, a contraint mon ami malien, Cheick Modibo Diarra, à quitter la France pour un stupide problème de visa, et à partir aux Etats-Unis où il est devenu un brillant dirigeant de la NASA, puis un de ceux de Microsoft ? L'homme blanc, pour paraphraser l'auteur des propos ci-dessus, a toujours cru qu'il était l'Histoire, et cette dernière n'a eu de cesse de lui rappeler, de façon de plus en plus cruelle, qu'il n'en était que l'objet ballotté par les contingences économiques et démographiques... Il serait vraiment temps que « l'homme blanc » reconsidère ses analyses d'antan et considère l'Histoire comme la biologie, cette science du vivant, qui nous a appris que l'homogénéité entraînait inexorablement l'extinction !

Les Francophones ont des cultures et des valeurs communes, qu'ils doivent pouvoir partager et enrichir pour qu'elles survivent. Il faut donc, plus que jamais, envisager cette liberté de circulation au sein de notre espace linguistique, comme l'a fait depuis longtemps et si intelligemment le Commonwealth. Il faudra même construire des passerelles avec les lusophones et les hispanophones qui courent les mêmes risques que les nôtres. Et tant pis si l'on considère que cette idée est une utopie ... Ce sont les utopies qui ont fait avancer le monde.

Pour conclure, je dirai que l'espoir étant toujours un désespoir surmonté, je reste persuadé que cette idée de libre circulation au sein d'une même communauté francophone fera naturellement son chemin.

Pour rester dans l'esprit de cet entretien revenons au Burkina Faso. Même si les structures étatiques riches, car la communauté francophone est aussi une des plus inégalitaires, restent frileuses pour mettre en place cette forme naturelle de solidarité, dans les faits, on le voit tous les jours au Pays des Hommes Intègres, des femmes et des hommes, des associations, des communautés, des villes, des régions francophones tracent le bon chemin, en effaçant les frontières, en métissant nos cultures, et en échangeant nos seules vraies richesses, celles de l'humanisme !

Je crois aussi que cette liberté de circulation s'inscrit naturellement dans les aspects positifs de la mondialisation, car « les effets de la mondialisation sur les valeurs d'une nouvelle civilisation résulteront des efforts conjugués des nations pour préserver les diversités culturelles sans lesquelles naîtront de graves périls pour la paix et la stabilité du monde... » Est-il utile de vous donner le nom de l'auteur de cette citation datant de juin 2000 ? Un indice ? Il s'agit du Président d'un pays que je considère maintenant comme ma Co-Patrie !

Interview réalisée par Cyriaque Paré  
Lefaso.net

[Retour au format normal](#)



# 15 octobre : une date historique du peuple burkinabè

jeudi 18 octobre 2007.

C'est avec un regard, à la fois grave et amusé, que les observateurs de la scène politique nationale constatent depuis le début de la semaine dernière, placardés côte à côte, des banderoles et des affiches aux contenus divergents, et des titres contradictoires pavoiser la "une" des journaux.

Au même moment, des analyses et des commentaires ainsi que des témoignages les plus anodins aux plus révélateurs sur la Révolution du 4-Août 1983, sur la tragédie du 15 octobre 1987 et sur la commémoration du 20ème anniversaire de la renaissance démocratique avec Blaise Compaoré, inondent le paysage médiatique. Un véritable régal intellectuel que ce foisonnement d'opinions contradictoires et de passes d'armes verbales ! L'ancien Directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor a sans doute raison lorsqu'il déclarait que " la divergence d'opinions et l'esprit critique sont des éléments essentiels dans toutes les démocraties solides " .

Outre la caravane Thomas Sankara, les marches - meetings, les animations culturelles, les expositions de produits, la caravane Ouaga-Pô et les méga concerts animés par des vedettes nationales et internationales, les temps forts de cette commémoration restent incontestablement les grands fora de réflexion : d'un côté, le Symposium international sur la pensée et l'action de Thomas Sankara organisé du 11 au 14 octobre par le Comité national d'organisation du 20ème anniversaire de l'assassinat du Président Thomas Sankara à l'Atelier Théâtre burkinabè et de l'autre, le Colloque international sur le thème "Démocratie et développement en Afrique " , organisé du 14 au 16 octobre 2007 dans la salle de conférence de Ouaga 2000 par le Comité national d'organisation du 20ème anniversaire de la renaissance démocratique du Burkina Faso avec le Président Blaise Compaoré.

Si au sortir de ces longues et grandes manifestations autour de cette date mythique et passionnelle du 15 octobre on n'enregistre ni grabuge, ni invectives grossières, ni dérives caractérisées, on aura gagné et on sera un peu plus édifié sur la réalité et la vivacité de la démocratie burkinabè. L'expérience nous ayant montré la précarité et la dangerosité des régimes d'exception, n'est-il pas plus bénéfique de se délecter de débats contradictoires par médias interposés que de subir le diktat de la pensée unique et du terrorisme intellectuel propre aux Etats d'exception ?

Dans l'interprétation des événements du 15 octobre, chacun y va de sa sensibilité, en raison de sa charge fortement émotive et passionnelle. Renaissance démocratique, deuil ? En jetant un regard dans le rétroviseur de l'histoire, le 15 octobre 1987, avec le dénouement sanglant qui l'a

marqué, apparaît avant tout comme une date douloureuse qui aurait dû ne pas arriver. Les chefs historiques de la Révolution n'ayant pas pu empêcher l'irréparable de se produire, on ne peut que le regretter, assumer, tourner cette page douloureuse de notre histoire et regarder vers l'avenir pour construire un Burkina démocratique à l'abri d'un retour éventuel de la chape de plomb de l'Etat d'exception ? La nostalgie, dit-on, est plus facile à cultiver que l'espérance. Cependant, les sages du monde enseignent d'emporter avec soi les trésors du passé, mais de ne pas revivre son passé, parce qu'il ne reviendra plus jamais.

La Révolution du 4-Août a suscité, il est vrai, un immense espoir, car comme l'a dit Blaise Compaoré dans " Les Voies de l'espérance ", " cette révolution a d'abord été un moment de rêve pour tout un peuple qui voyait en elle l'avènement de son émancipation économique et sociale. Même en dehors de nos frontières, elle a fortement catalysé l'espérance des peuples africains qui ont massivement adhéré à son idéal... ". Mais les griefs qui lui sont faits, à savoir l'absence de liberté, de démocratie, la dérive dictatoriale et finalement la crise aiguë au sommet de l'Etat, ont été à l'origine de son implosion.

Aussi, devrait-on à jamais bannir de nos jours les vieux réflexes de l'Etat d'exception qui habitent encore nombre de nos concitoyens. C'est pourquoi, les comportements provocateurs et les slogans guerriers d'un autre âge, les tentatives d'entraver une partie des Burkinabè de faire leur célébration en toute liberté, les revendications sociales ou politiques intempestives et anarchiques en dehors des dispositions réglementaires...sont autant d'attitudes contraires à l'idéal démocratique qui mérite de nos jours d'être poursuivi et approfondi. Vingt ans après la fin du Conseil national de la révolution (CNR), peut-on encore imaginer aujourd'hui un régime d'exception qui viendrait s'installer sur les cendres du processus démocratique en cours, sans que notre pays et sa population n'en portent profondément les stigmates douloureux ? Un tel anachronisme, à n'en pas douter, serait préjudiciable à tous et coûterait cher à la Nation entière. Dans la diversité de nos opinions et options contraires mais enrichissantes, oeuvrons plutôt à consolider les bases de la démocratie, le système politique le plus répandu dans le monde de nos jours, un bien commun à l'humanité de notre époque.

En vingt ans de pouvoir de Blaise Compaoré, le père de la renaissance démocratique du Burkina Faso, le pays a changé sur bien des aspects. Les libertés individuelles et collectives sont de nos jours garanties, même si des dérives ont pu être constatées à certains moments du parcours vers la construction de l'Etat de droit. La constitution, adoptée le 2 juin 1991, est véritablement le socle sur lequel reposent les libertés et le processus démocratique, avec le pluralisme politique et la stabilité socio-politique. Dans leur ensemble, les institutions républicaines, jadis marquées par une instabilité caractérisée, sont en place et fonctionnent normalement aujourd'hui. Mais comme en toute chose, l'excès est nuisible. Les Grecs ont inventé dans l'antiquité la première ébauche de démocratie dans le monde, mais s'en méfiaient prodigieusement, dit-on. En effet, la démocratie était pour eux le plus souhaitable des régimes mais aussi le plus enclin à dégénérer dans la démagogie, l'anarchie et l'emportement aveugle des foules. C'est en effet le danger qui guette tout processus démocratique qui ne sait pas se discipliner et baliser les voies de son évolution, et où les parties prenantes ne jouent pas franc jeu.

Le 15 octobre 1987, un dénouement tragique s'est produit au sommet de l'Etat en crise. Le 15 octobre 2007 devrait donner lieu à une catharsis sociale, susceptible d'apaiser toutes les rancœurs et toutes les frustrations accumulées vingt ans durant. Cette date du 15 octobre, tout comme celle du 5 août 1960, du 3 janvier 1966, du 4 août 1983..., devrait désormais appartenir

à l'histoire du peuple burkinabè, et non à une personne ou à un groupe de personnes en particulier. Tous les acteurs de la scène politique et sociale en tout cas sont interpellés afin de faire de cette date, la célébration du triomphe de la démocratie, de la quête du progrès économique et social et de la bonne gouvernance. De l'attitude des uns et des autres dépendra l'évolution du processus démocratique burkinabè : une démocratie apaisée à visage humain, réconciliant tous les Burkinabè ou une démocratie sous haute tension confinant à l'anarchie, source de violence.

Il appartient aux uns et aux autres de faire le bon choix, car comme le dit Rivarol " la politique, c'est comme le Sphinx de la fable ; elle dévore tous ceux qui ne s'expliquent pas ses énigmes " .

Par Jean-Paul KONSEIBO

Sidwaya

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



## Burkina : Les confidences du "cahier secret" de Thom Sank !

vendredi 19 octobre 2007.



Thomas Sankara

Sankara tenait un cahier où il mentionnait, depuis 1970, les faits qui l'ont marqué et ses sentiments sur ce qu'il a vu et vécu. C'est ce qui ressort de ce document qui nous a été envoyé par notre consoeur Ramata Soré.

Son sentiment quand Lamizana fait son deuxième coup d'Etat, en 1974 :

"Au réveil, le chef de corps convoque d'urgence tous les officiers au P.C. Proclamation du général qui prend le pouvoir ; dissout la Constitution, l'Assemblée nationale et gouverne par ordonnances. Un gouvernement de civils militaires sera constitué. Ca ne me satisfait pas. Car j'attends toujours l'avènement des jeunes officiers. Et quoi qu'il fasse, Lamizana, téléguidé par Baba Sy, Saye Zerbo, etc., ne pourra pas descendre chez les jeunes. Et puis, pour les civils, il va engager des anciens dépassés par l'évolution des choses", mentionne Thomas Sankara lors du second coup d'Etat du général Sangoulé Lamizana. Cet extrait de sentiments est l'une des nombreuses appréciations du chef de la Révolution dans ce qu'il appelle son "Cahier de comptes rendus personnels" où il consignait ses états d'âme sur ses propres actions en tant que militaire, en tant que politique, sa vie privée ; sur ses attentes et les perspectives et plans concernant la gestion de la Haute Volta.

Toute chose qui tombe sous le regard de Thomas Sankara est disséquée, analysée minutieusement. Ainsi, après une visite du palais présidentiel de Maurice Yaméogo à Koudougou, Sankara est indigné : "C'est révoltant. On est ému quand on voit tant d'argent volé ! Après avoir visité ce palais, on ne peut plus avoir un autre sentiment que la haine à

l'égard de Maurice Yaméogo. Vis-à-vis des chefs voltaïques, on est écoeuré par leur peur de ce voleur. Personne n'ose faire appliquer les textes qui condamnent Maurice."

Il se remet aussi en cause dans ses notes. Par exemple, il dénonce son attitude irrespectueuse des biens de l'Etat en écrivant ceci : "J'ai conduit un pauvre vieux à la gendarmerie. Le chef de corps m'a fait remarquer que je ne devais pas sortir avec la fourgonnette. Eh oui ! je n'ai fait qu'imiter. C'est ainsi que l'on devient mauvais citoyen quand, pour se venger des erreurs des autres, on agit doublement dans le même sens qu'eux : utiliser abusivement la voiture de l'Etat, par réaction aux mauvais entretiens des autres."

Dans ce cahier, Sankara donne également ses appréciations sur les événements internationaux. Ses analyses étaient presque des prémonitions ; ainsi parle-t-il du président argentin de l'époque : "Péron réélu après son renversement en 1955 par les militaires. Il a 78 ans. Ca ne va pas. Il est trop vieux et sa femme vice-présidente. C'est l'oligarchie. Il y a en Argentine le culte de Péron. A sa mort, il y aura le chaos. Car le peuple est rassemblé autour de la personne sacro-sainte du généralisme Juan Peron, mais pas d'idéologie..."

Depuis plusieurs années maintenant, le sankariste Ernest Nongma Ouédraogo détient par-devers lui le "Cahier de comptes rendus personnels" et peut-être bien d'autres documents de feu Thomas Sankara.

Au cour du symposium, l'exposé de Ernest Nongma Ouédraogo a permis de se faire une idée de l'importance de ce patrimoine jusque-là inconnu. Nongma détient une partie des cahiers, mais une autre partie est entre les mains de Blaise Compaoré. Ou, du moins, le pense t-on. Puisqu'après l'assassinat, ces documents ont été saisis dans son bureau. Un visiteur de Blaise Compaoré se souvient l'avoir vu une fois feuilletant un des cahiers, dans lequel était inscrit les projets que Thomas Sankara entendait réaliser. Il faut espérer que ces documents de grande valeur, véritable patrimoine national, n'aient pas été détruits, comme bon nombre d'archives de la télévision nationale, mais aussi de la radio. Les vainqueurs du 15 octobre, dont certains hommes de la presse comme Gabriel Tamini et Watamu Lamien n'ont pas su dépasser parfois les ressentiments primaires qu'ils nourrissaient contre Sankara. Il se dit encore à la RNB que Gabriel Tamini a débarqué à la rédaction avec cette phrase de triomphe : "Votre petit Sankara là, on a réglé son compte."

Nongma, qui détient certains de ces cahiers, entend les expurger de certaines notes non convenues avant de les livrer à la publication. Il faut souhaiter que le flic ne fasse pas trop marcher la censure. Car en vérité, dans ces situations rien ne devait être censuré. Parce que c'est bon pour la postérité et c'est bon pour mieux connaître l'homme. Sankara n'est pas un ange, c'est un être humain avec ses faiblesses. S'il a écrit certaines choses dans ces carnets intimes, c'est qu'il a disposé pour la postérité. Il a une fois "giflé sa femme", il l'a écrit et il a mentionné qu'il le regrettait profondément, même s'il ne savait pas comment le dire à cette dernière. Faut-il censurer des passages comme celui-ci ? A notre humble avis, non. Parce que c'était ça aussi, l'homme. S'il n'a pas triché de son vivant, il serait souhaitable que ces ayants jouent totalement le jeu.

Ramata Soré

Le Pays

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

Africultures, c'est **5833** articles avec **70** dossiers  
! Mais aussi **1275** disques, **3832** films, **6897**  
livres, **11727** événements... recensés !

## Rubriques

Arts  
Cinéma  
Danse  
Histoire/société  
Internet  
Littérature  
Médias  
Musique  
Photo  
Théâtre

**Afri-actualité**  
Événements  
Africultures  
Agenda  
Stages  
Agenda  
universitaire  
Murmures  
L'Afrique à la télé  
Radios  
Lettre d'information  
Zoom sur...

## Afri-boutique

Votre panier  
Votre compte

## La revue

Sommaires  
Articles  
Abonnement  
Présentation  
Collection Afriphoto  
La Bibliothèque  
d'Africultures  
Images plurielles  
Rencontres

## Afri-palabres

Forums  
Proverbes  
Livre d'or  
Articles des lecteurs  
Jeux...  
Pétitions

## Afri-services

Afritel  
Vos initiatives  
Petites annonces  
Cours de  
danse/percus  
Contacts  
professionnels  
Contacts tournées  
Auto-présentation  
Les concours

## Nos Projets

sudplanete  
Afriblog  
AfriPhoto  
AfriLivres  
AfriCine  
Revue plurielles  
AfriThéâtre  
AfriBD

## Divers



**Ouagadougou  
Burkina Faso**  
Visitez-vous  
Ouagadougou?  
Comparez prix &  
critiques d'hôtels  
www.TripAdvisor.fr

**Téléphoner en  
Afrique**  
80% moins cher, Sans  
inscription ou carte,  
sans changer  
d'opérateur!  
www.discountel.ch/téléph

**Musique, Théâtre, Cinéma, Photo festival 08/09/2007 >  
15/10/2007**

France

**klamko2001@yahoo.fr**

## La Caravane Tom Sank 2007

L'année 2007 marque la vingtième année de la disparition de Thomas Sankara (1949-1987), cet homme en "osant inventer l'avenir" a révélé une certaine Afrique possible, juste, intègre, solidaire et digne, consciente de sa force dans le concert des nations.

La Caravane Tom Sank 2007 est un projet culturel où convergent de multiples événements culturels et artistiques : la musique, le théâtre, la poésie, une exposition photo, des projections de film, des animations de conférences débats. Ces evens culturels et artistiques sont présentés dans les diverses localités et prennent plusieurs formes, en fonction des besoins de différents endroits qui accueillent le projet : un spectacle purement musical ; une oeuvre de théâtre ; ou bien un melting des deux disciplines, un one woman show, une expo, des projections de films, etc L'idée est d'étendre les activités sur quarante jours.

La Caravane en passant dans une dizaine de villes de 9 pays sur trois continents pourra alimenter les événements organisés par les clubs, associations ou groupes de réflexion Thomas Sankara qui le souhaitent et qui voudraient élargir la participation des publics.

Dans chaque ville, la Caravane réside pendant 2 ou 3 jours et appuie donc les manifestations locales.

La Caravane arrive à Gaoua / Ouagadougou point culminant de son périple au matin du 15 Octobre.

Elle est formée d'un noyau de 22 personnes, artistes du théâtre, musiciens, techniciens, conférenciers, auquel pourrait se joindre d'autres groupes organisés jusqu'à Gaoua. Dans chaque grande ville qui accueille la caravane des artistes sont sollicités. Des hommes politiques, écrivains et artistes qui souhaitent prendre la parole d'une façon ou d'une autre, pourront également le faire.

## programme artistique

Théâtre : Sankara et Mitterrand  
Concert-Musique : Bir Ki Mbo  
Théâtre-Jazz : L'Indompté !  
Oratorio : Nous verrons bien !  
Exposition : "De Yako à Kô"  
Projection films  
Conférences - débats

## Le concert Bir Ki Mbo

Musique de fusion entre Afrique et Amérique Latine et danses de Guinée.

Que donc y chante t-on? Un tourbillon de poèmes et de chansons composés par Koulsy LAMKO sur des airs de griots ou de chansons populaires sara mбай ou dangléat (TCHAD). Des textes en mбай et français, le tout évoquant Thomas Sankara et ses préoccupations entre autres, la complainte d'une femme opprimée, la condition de l'artiste, les douleurs d'un enfant exilé par la guerre, l'exaltation du travail par le chant de paysans en "coumbite", les plaintes de l'enfant bouvier, l'esclavage moderne, les émigrés entre désert et barbelés, le désespoir du sidatique, la tolérance et l'amour du prochain.

"Il y a des rencontres qui donnent un sens à votre vie, par leur justesse, leur clarté et leur vérité. J'ai rencontré le Burkina de Thomas Sankara, et la courbe incantatoire qu'il a tracée pour moi comme un chemin dans le ciel de mes ténèbres. Je m'y suis engagé." Koulsy Lamko f i c h e t e c h



**Joindre l'Afrique au meilleur tarif  
prix ! transparence ! simplicité !**

Annonces Google

### Radio Swiss Jazz

100% jazz, soul & blues  
sans pub ! en Suisse sur  
DAB, câble, satellite  
www.radioswissjazz.ch

### Gabon - Première mondiale

Visitez le Musée Virtuel  
interactif et en 3D des  
Arts et Traditions  
www.gabonart.com

### Vacances Burkina Faso

Randonnée & Circuit 4x4  
en Afrique. Vol inclus. N°  
Indigo 0 820 830 255  
www.Point-Afrique.com

### Partyclubs

Alles zur Schweizer  
Partyszene. Bilder &  
News  
www.faces.ch

### Safaris en Afrique

Namibie, Botswana,  
Tanzanie Safaris à prix  
doux en Afrique  
www.samsara-voyages.com

Partenaires  
Expositions  
Liens  
Votre publicité  
Nos bannières

489 visiteurs en  
ligne

## Contacts

n i q u e 5 musiciens 3 cantantes (choeur) 1 danseuse 1  
Chanteur Durée : 1h 30

### Mitterrand et Sankara

Texte de Jacques Jouet

"J'ai traité dans Mitterrand et Sankara le célèbre face à face aigre-doux des deux présidents, en 1986. Mitterrand termine à Ouagadougou une tournée dans plusieurs pays de l'Ouest africain.

Au cours de la réception officielle, Thomas Sankara, le capitaine-président du Burkina Faso adresse à Mitterrand une longue sermonce improvisée et peu diplomatique sur les thèmes du néo-colonialisme, de l'apartheid, des relations Nord-Sud." Jacques Jouet

Un création du Théâtre Nanterre- Amandiers Metteur en scène : Jean-Louis Martinelli avec Odile Sankara, Moussa Sanou et Pierre Hiessler Durée : 45 mn

### Nous verrons bien

Texte du Chef Indien Seattle

"Il s'agit ici de faire réentendre une parole, une philosophie dont le sens des mots s'est un peu perdu à force d'être répétés. Que ces questions évidentes que l'on a cessé de se poser redeviennent des questions d'enfants.

Il s'agit de réinterroger notre rapport au monde, à la nature, à notre espace urbain, à nos traditions.

Il s'agit de montrer comme ce discours, traversé par la force, l'étonnement, l'incompréhension, la bienveillance, sans nostalgie ni véhémence, ni jugement moralisateur, est toujours présent et concret.

Il s'agit de proposer un rituel, un instant sacré, d'écouter la parole d'une personne digne, en prise avec le mystère, le discours d'un initié, d'écouter des âmes."

Jean Lambert-Wild & Benoit Lambert

Une création du Théâtre Granit Metteur en scène : Jean Lambert-Wild & Benoit Lambert avec Odile Sankara Durée : 20 mn Une co-production du Théâtre Granit-Scène nationale, Coopérative 326, Le Théâtre de la Tentative

### Théâtre jazz "L'indompté" (en création)

Texte de Koulsy Lamko et extraits de discours de Thomas Sankara, musique live Jazz.

"Pour toi j'ai conservé La chanson du pays des "o" Elle n'est pas gaie, mais elle est bleue Bleue par ce que j'aime pas dire noir Elle se chante pianissimo C'est le tango de Chicago Hier le cafard s'est saisi de moi Il était bleu et couché sur le dos Bleu parce que j'aime pas dire noir Un cafard couché sur le dos ne se relève plus Avec ses pattes grouillantes Il gratouillait dans mon bulbe rachidien Le cafard répandait son venin bleu dans mon cerveau Bleu parce que j'aime pas dire noir Il paralysait mon âme assoiffé de liberté Et l'horizon était là tout prêt gravé de tourments Puisque le cafard n'a pas d'extrémités Tout pareil à la chanson bleu du ghetto Celle qui est sans fin et se boucle en rond Comme un "o" J'ai le bleu dans l'âme et ça fait ricaner, ricaner les hyènes."

Parole de Piano

### Exposition de "Yako à Kô"

Diaporama de photos relatant la vie de Thomas Sankara, depuis l'enfance, jusqu'à ses derniers jours, sur fond d'extrait de discours et autres textes.

### Thèmes des conférences

Thomas Sankara, l'Homme, sa vie.

Les grandes réalisations de la RDP

La culture à l'époque de Sankara

Héritage de la révolution Sankariste aujourd'hui (unité africaine, dette, alter-mondialisme...)

Justice pour Thomas Sankara

### Itinéraire

#### Au Mexique

San Cristóbal de Las Casas (Chiapas) le 8 septembre 2007

Jalapa le 10 septembre 2007  
Mexico le 13 septembre 2007

**En France**

Montpellier le 17 et 18 septembre 2007  
Bidon - Ardèche le 19 septembre 2007  
Caen le 21 et 22 septembre 2007  
Paris - Nanterre le 23 septembre 2007  
Besançon le 28 septembre 2007

**En Suisse**

Genève le 24 et 25 septembre 2007  
Porrentruy le 26 septembre 2007

**En Italie**

Milan le 29 septembre 2007  
Parme le 30 septembre 2007  
Rome le 1er et 2 octobre 2007

**Au Sénégal**

Dakar (théâtre : 5 pers) le 5 octobre 2007

**Au Mali**

Bamako (reste du groupe) le 7 octobre 2007  
Ségou le 10 octobre 2007

**Au Burkina-Faso**

Bobo-Dioulasso le 13 octobre 2007  
Ouagadougou le 15 octobre 2007

**[imprimer]**

**[retour]**

© Africultures

Les textes publiés sur le site [www.africultures.com](http://www.africultures.com) sont protégés par la législation française du copyright. Toute publication, même partielle, des textes et des visuels doit être soumise à autorisation ou à négociation de droits d'auteur. Merci de contacter pour cela la rédaction d'Africultures.

[Retour au format normal](#)



## 2007, année internationale Thomas Sankara : Acte d'allégeance et provocation inutile des altermondialistes

samedi 22 septembre 2007.



Thomas Sankara

En décidant depuis 1992 de réhabiliter les dates du 05 août et du 11 décembre pour célébrer respectivement l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance (1960) et de la République (1958), le parlement burkinabè avait à cœur de renforcer l'unité nationale autour de symboles forts et consensuels.

A contrario, la décision unilatérale des altermondialistes lors de leur rencontre à Bamako en 2006 de faire de 2007, l'année internationale Thomas Sankara, est un acte de pure allégeance à un symbole qui a divisé et qui divise les Burkinabè. Les altermondialistes par cette décision ont fait une immixtion impromptue dans ce qui reste avant tout un débat de politique intérieure au Burkina.

Le choix souverain des Burkinabè par la représentation nationale de ne pas célébrer les dates historiques dont les significations sont l'objet d'interprétation profondément divergente dans l'opinion nationale a été ignoré. Il l'a été sans autres motifs que la justification des accointances idéologiques des tenants de l'altermondialisme d'avec le discours marxisant que l'on a connu à Thomas Sankara.

En espérant et en travaillant à trouver un écho au plan national, africain et mondial pour célébrer leur idole, à l'évidence, les sankaristes altermondialistes n'ignorent pas que leur initiative partisane susciterait des réactions contraires. De fait, plus le temps passe, plus il

donne de la visibilité à l'échec politique du Conseil national de la Révolution et de son président. Dès lors, plus on cherche à le magnifier, plus on enfle la polémique sur son héritage. L'histoire est têtue et retiendra immanquablement que le 15 octobre 1987 marque le début de la fin d'une expérience révolutionnaire chaotique dans un pays en voie de développement qui n'avait pas les moyens de vivre en autarcie économique ni aucun avantage à déchirer son tissu social dans une lutte de classes factice. Ce qui est arrivé le 15 octobre 1987 devait arriver, tôt ou tard.

Les contradictions internes sur l'orientation politique, le style de gouvernement, l'action quotidienne ont débouché sur le besoin d'une rectification de la Révolution. Le 15 octobre 1987 marque le début de la réconciliation des Burkinabè avec eux-mêmes afin de créer une synergie de toutes les forces sociales, dans le travail pour la prospérité nationale. Vingt ans après, s'il y a un bilan à faire, ce n'est pas sur ce qui divise, le sankarisme, qu'il faut mettre l'accent mais bien sûr ce qui unit : le retour à l'Etat de droit par un élargissement des libertés individuelles et collectives.

De deux choses l'une, ou les tenants de l'altermondialisme ont manqué de perspicacité et de tact ou ils usent de provocation à l'endroit des démocrates burkinabè. Provocation d'autant plus inacceptable que la décision de célébrer une année internationale Thomas Sankara n'a aucune base juridique ni grande légitimité. Et face à ce qui ressemble à une provocation délibérée des sankaristes altermondialistes, rien d'étonnant que les partisans du président Blaise Compaoré aient décidé à leur tour de marquer d'une pierre blanche le 20e anniversaire de son arrivée au pouvoir.

Anniversaire pour anniversaire, celui de l'avènement de la rectification prélude à un retour à l'Etat de droit au Burkina a incontestablement plus de légitimité du fait des innombrables acquis accumulés en 20 ans. Aujourd'hui, le Burkina Faso est une République digne du nom. Et en vérité, en matière de libertés démocratiques, de progrès économique et social, de rayonnement diplomatique, entre la démocratie prônée par Blaise Compaoré et la révolution portée alors par Thomas Sankara, c'est le jour et la nuit.

Djibril TOURE

L'Hebdo

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



# Les artistes burkinabé et la révolution d'août

jeudi 20 septembre 2007.



Abdoulaye Cissé

La révolution burkinabé du 4-août semble lointaine ; elle a été interrompue, il y a de cela deux décennies. C'est une parenthèse de sang ouverte une nuit d'août 83 et refermée un jeudi noir d'octobre 87 par une salve de mitraillettes. Quatre années qui ont radicalement modifié l'histoire de notre pays.

Cependant, hormis quelques politiciens qui puisent dans ce patrimoine quelques articles pour leur marketing, et les rares tentatives de cinéastes, tel Balufu Bakupa kanyindé, et de dramaturges africains, comme Lamko Koulsi, qui s'intéressent à la figure de proue de cette révolution, le devoir de mémoire n'est pas entrepris. Comme si une certaine omerta œuvrait à rendre le Burkina amnésique. Les créateurs burkinabé, par une sorte d'évitement qui ne s'explique pas, zappent aussi sur cette période qui fut pourtant la plus féconde en termes de réalisation matérielle, d'implication d'un peuple à son devenir ; donc riche de matériaux pouvant nourrir l'imaginaire du créateur.

Si l'Histoire, c'est le moment où un peuple ayant pris conscience de sa force s'approprie son destin et fomenté un avenir à la hauteur de ses rêves, on peut assurément dire que le Burkina est réellement entré dans l'Histoire avec la révolution d'août.

Pour la première et unique fois (?) les fils de ce pays avaient la vision d'une destinée commune ; un rêve de grandeur et d'émancipation s'allumait dans les yeux du paysan et du berger, du soldat et du fonctionnaire, de l'homme et de la femme.

C'est pourquoi en ces périodes troubles où les conflits fonciers, les régionalismes, la corruption et la fracture sociale lézardent l'unité nationale, il est nécessaire que l'artiste, par un travail

de mémoire et de récréation, nous montre qu'un autre Burkina est possible.

Parce qu'un autre Burkina a existé ! Celui né du 4-Août. Il ne s'agit pas par une incantation de sorcier de ressusciter cette époque, étant entendu que le temps, comme les fleuves, ne revient jamais en arrière, mais de témoigner par devoir.

Le créateur peut et doit montrer comment cette terre, désolée, chauffée par un brûlant soleil, balayée par les souffles chauds des vents du Sahara et arpentée d'une année à l'autre par des sécheresses terribles, cette terre de bergers faméliques et d'agriculteurs affamés, ce pays d'exode, grand pourvoyeur de main-d'œuvre pour les plantations de café et de cacao, ce réservoir de lave-vaisselle et de bandits de faits-divers de Fraternité Matin a réussi à se réhabiliter aux yeux des pays voisins et à devenir le porte-flambeau d'une Afrique sans complexe.

Par quelle alchimie, le Burkinabé est passé, dans la perception des autres, de l'infra-humain au stade d'homme libre montrant la voie de la dignité ?

Que le poète chante les grandes combustions de l'esprit, les jaillissements de l'énergie créatrice, les ébullitions et les explosions d'un génie créateur qui, en trois ans, ont fait reculer la désertification, ont vaincu la faim, et ont jugulé les épidémies endémiques.

Ce peuple mettant dans un sol longtemps chauve des millions de plants et substituant à l'ocre et au rouge latéritique des sols, le vert des frondaisons pour intimer au désert d'arrêter sa marche et au ciel d'étancher la soif d'un sol craquelé.

Qu'il nous parle de ce peuple d'assistés dont la main a longtemps tenu la sébile devant les institutions onusiennes et dont les greniers ventrus étaient, en cette période-là, pleins à ras bord. Qu'un diptyque de peintre juxtapose les yeux suppliants et le ventre cave du paysan voltaïque et le regard assuré et le corps apaisé du cultivateur burkinabé. Et aussi le défi insensé de vacciner toutes les couches vulnérables du Burkina et être le premier pays au monde à le réussir !

Que le poète, le cinéaste ou le dramaturge nous montre, dans sa dignité et sa vérité, ce leader charismatique qui rêva pour chaque Burkinabé un lopin de terre, un ventre rassasié, un corps sain, et vécut dans une austérité de moine.

Dans la course actuelle à l'enrichissement illicite, que la statuaire nationale taille dans le roc le visage de celui dont le pouvoir ne servit ni à bâtir des palais ni à ouvrir des comptes dans des banques off shore, ni à créer une ploutocratie. Celui qui comprit que « faire la révolution, c'est oublier d'exister pour que les autres existent ».

Que le tragédien nous montre la solitude du visionnaire abandonné par un peuple harassé par trois années de travaux titanesques et aspirant à la trêve tandis que, lui, pressent que la marche doit continuer jusqu'à l'achèvement de l'édifice.

Et que le comédien de théâtre incarne le héros qui sent les gigantesques mâchoires de la trahison s'entrouvrir pour son anéantissement et attend lucidement la mort imminente ; en somme, nous montrer un homme qui préfère mourir que de forfaire à une certaine idée

supérieure de l'honneur.

Un homme qui aurait pu dire comme Saint-Just : « Je méprise cette poussière qui me compose et qui vous parle ; on pourra la persécuter et faire mourir cette poussière ! Mais je défie qu'on m'arrache cette vie indépendante que je me suis donnée dans les siècles et dans les cieux ». Celui qui accepta de mourir pour vivre éternellement.

Mais que les créateurs nous exhument aussi la part d'ombre de cette révolution, ce versant honteux de l'édifice, ce côté bas et mesquin des acteurs de cette époque. Qu'un cinéaste nous retrace les turpitudes de milliers d'enseignants licenciés. Qu'il dissèque la descente aux enfers du maître d'école respecté qui, du jour au lendemain, devient un paria.

Et les enfants de ce travailleur licencié, qui découvrent les privations, les jours où l'être est froid et sans feu, les matins sans repas et les nuits sans chaleur. Les expulsions des maisons pour cause d'impayés, le retour forcé au village dans la gêne, les scolarités interrompues... Les rêves d'enfants brisés, les familles disloquées et les carrières compromises...

Et l'exode de ces hommes anéantis vers les pays limitrophes, l'incertitude du lendemain dans les yeux. Et parfois l'extrême : dans la nuit, la corde accrochée à la charpente d'une chambre ou à une branche de caïcedrat et le nœud coulant que l'homme passe au cou comme une cravate et le saut final... dans la mort.

Le matin, un cadavre qui se balance, une famille éplorée et des orphelins désemparés. Combien de suicidés, combien de fous et combien d'êtres brisés pour toujours ce licenciement a engendrés ? Quels dommages cette mesure a portés au système éducatif ? Qu'un chroniqueur nous en fasse le macabre décompte !

Que l'on nous parle des liquidations extrajudiciaires et des basses besognes des CDR. Des balles qui ont fauché des citoyens qui se sont malencontreusement trouvés dans la ligne de mire d'un CDR ivre ou drogué. Qu'un long métrage prenne pour sujet ces petits délinquants ou cette racaille qui s'est incrustée dans les Comités de Défense et qui, sous le couvert du sécuritaire rackettaient la population, terrorisaient les honnêtes gens et même assassinaient impunément...

Ces CDR dans l'Administration qui, tels des boas constrictors, s'enroulaient autour de l'organigramme et paralysaient le fonctionnement des services. Car à l'ordre du chef hiérarchique se substituait le contre-ordre aboyé par le planton délégué CDR. Que l'on nous peigne ces monstres qui utilisaient leur position dans l'appareil d'Etat pour commettre des abus, condamner des innocents et se venger de ceux qu'ils jalouaient.

Que les créateurs nous entretiennent du calvaire de ceux qui ont été exclus de la révolution : les anciens politiciens, les officiers supérieurs mis à la retraite anticipée, les rares médecins spécialistes congédiés et condamnés à l'exil. Qu'une pièce dramatique nous introduise dans le quotidien du Burkinabé ostracisé et frappé du sceau « Apatride ».

Qu'il nous retrace le chemin de croix de l'exilé. La douloureuse géographie des paysages intérieurs de ceux qui n'habitent plus leur pays, mais sont habités par l'absence de la Terre des pères. Qu'on nous restitue l'écho des cris d'outre-tombe de ces nombreux exclus morts hors de

leur pays avec le regret de ne pas reposer sous la terre du Burkina.

Et tutti quanti. Il est clair que cette période de notre histoire fut lumineuse et sombre, claire et obscure, pleine d'espoir et de force, mais aussi de fureur et de violence. Néanmoins, elle contient tous les éléments qui donnent à une nation la force de se penser et de s'élancer vers l'avenir ; et aussi les enseignements de tous les périls qui guettent une nation en gestation.

Que le créateur burkinabé soit un contempteur ou un panégyriste de cette époque, il trouvera matière pour agonir ou louer. Et il ne lui est pas demandé l'objectivité du chercheur, car à la sécheresse de la vérité, nous préférons les parures et les accommodements de la fiction.

En revanche, aucun artiste n'a le droit d'aider à refermer les battants sur cette époque unique de son pays. Car « Nul n'a le droit d'effacer une page de l'histoire d'un peuple, car un peuple sans histoire est un peuple sans âme ».

Barry Alcenry Saïdou

L'Observateur Paalga

[Retour au format normal](#)



## *Une lettre pour Laye : Le passeport gabonais de Mariam Sankara*

vendredi 19 octobre 2007.

Cher Wambi, tout est bien qui finit bien. En effet, depuis plusieurs jours, une certaine inquiétude, voire une angoisse s'était emparée de nombre de nos compatriotes et amis du Burkina sur cette double commémoration qui est la "renaissance démocratique" pour certains et "l'assassinat de Thomas Sankara" pour d'autres.

Au vu des préparatifs de cet événement dans les différents camps, on avait craint le pire tant les va-t-en guerre sont légion de part et d'autre. Mais Dieu merci, chacun des anciens camarades révolutionnaires devenus des adversaires irréductibles a vécu à sa manière cette date historique sans porter atteinte à l'autre.

Mais l'événement dans l'événement aura sans conteste été le retour de Mariam après une absence du pays d'une vingtaine d'années. Son arrivée au Burkina, le temps d'une commémoration, a semblé réconcilier les sankaristes avec eux-mêmes.

Justement parlant du retour de Mariam, ça n'a pas été facile pour les services de sécurité à l'aéroport. En effet, une fois l'arrivée de Mariam Sankara confirmée, les agents en charge de la sécurité se demandaient comment gérer au mieux cette affaire.

Comment se comporter si l'ex-Première dame décidait de passer par le Salon d'honneur ? Au cas où elle choisissait de passer ailleurs qu'au Salon d'honneur, devrait-elle montrer patte blanche ? Comment gérer au mieux ses nombreux partisans venus l'accueillir ?

Voilà autant de questions qui ne cessaient de tarauder certains agents des services de sécurité ; inquiétude du reste levée rapidement par la hiérarchie qui a donné des instructions claires et précises pour laisser passer Mariam Sankara. C'est ainsi que son retour s'est déroulé sans aucun accroc.

Et disons bravo à cette hiérarchie qui a fait preuve d'intelligence pour que tout se déroule bien. En d'autres temps, on aurait érigé des consignes et autres barrières aussi énervantes que proprement inutiles à ce retour pour montrer à qui serait le plus zélé. Et cela aurait davantage raidi les positions des sankaristes et de leurs sympathisants. Mais si Mariam a pu quitter Montpellier pour la capitale burkinabè et mieux, voyager dans la sous-région, c'est qu'elle est détentrice d'un passeport reconnu et en cours de validité.

Mais de quels pays ou institutions ?

C'est la question que bien de personnes se posent à Ouagadougou, au Burkina et au-delà de nos frontières. Certains, la main sur le cœur, avaient affirmé que l'ex-Première dame voyage avec un passeport des Nations unies. D'autres pensent que c'est un passeport d'un pays ami. Pays ami ? mais lequel ?

Il en y en a qui ont même soutenu qu'elle aurait un passeport burkinabè obtenu à notre représentation diplomatique en France. De toutes ces "certitudes", ceux qui disent qu'elle détient un passeport d'un pays ami sont plus proches de la réalité.

En effet, Mariam Sankara, et selon des sources dignes de foi, voyage souvent ou du moins a fait le "pèlerinage" de Ouagadougou à l'aide d'un passeport diplomatique gabonais. Cela n'a vraiment rien d'étonnant lorsqu'on sait que le Président Bongo fut l'un des premiers hommes d'Etat à lui ouvrir largement les portes de son pays après le 15 octobre 1987.

---

Cher cousin, du 20e anniversaire du 15-October, on en parlera pendant longtemps encore. En effet, suite à la protestation publique des sankaristes contre le CBC pour leur "avoir refusé la salle", le Président Compaoré a interpellé Gilbert Ouédraogo en charge du département du Transport de notre pays, donc patron du patron du CBC, pour en savoir davantage. En effet, pour Blaise Compaoré, il y a aucune raison de refuser une salle de conférences aux sankaristes pour commémorer le 20e anniversaire de la mort de leur leader.

A l'issue de l'explication du ministre Gilbert Ouédraogo, il s'est avéré que la chose avait été intentionnellement grossie par les sankaristes pour tirer la couverture à eux. Et le Président Compaoré de dire : "Alors, le CBC a-t-il fait un communiqué pour rétablir les faits ?".

Non, répondit le ministre des Transports. Alors faites-le, car c'est important. C'est ainsi que nous avons tous lu dans la presse ce communiqué qui fait office de droit de réponse de la Nationale des chargeurs.

---

Toujours en rapport avec le 15-October, disons cher Wambi, que le camp présidentiel n'était pas particulièrement content de la couverture par Radio France International (RFI) des commémorations. Certains en effet ont parlé de parti pris de la part de RFI, pour ne pas dire plus.

Il est vrai, le débarquement de Mariam Sankara a constitué le véritable événement de cette double commémoration et elle ne pouvait que faire de l'ombre au colloque de Blaise Compaoré et aux autres manifestations environnementales de sa renaissance démocratique.

On peut comprendre la radio mondiale qui, comme beaucoup d'autres médias, ont naturellement privilégié les sankaristes forcément plus "newsy". Mais là où les Blaisistes enrageaient, c'est qu'ils estimaient que si on peut comprendre la hiérarchie de l'info, cela n'empêchait pas un minimum d'équilibre et d'équité même si on a le cœur qui bat à gauche. Il semble même, cher cousin, qu'un entretien du Président du Faso a eu quelques difficultés pour

passer sur les antennes de RFI.

---

Restons toujours dans cette actualité pour dire également que les Blaisistes semblaient se marcher sur les pieds, chacun des gourous voulant tirer la couverture de son côté. Résultat : de multiples organisateurs, parfois officieux, dont les initiatives se télécopiaient quelquefois.

Salif Diallo avait de son côté son colloque à organiser, avec ses hommes ; Simon Compaoré son meeting à lui avec son équipe, etc. Du coup, à ce petit jeu de "plus blaisiste que moi tu meurs", on a ainsi parfois eu l'impression d'une joyeuse cocophonie.

---

Tout le contraire, cher cousin, des sankaristes qui n'ont jamais montré un visage aussi uni qu'à l'occasion de ce vingtième anniversaire. Mais là aussi, on a assisté comme à une petite querelle feutrée sinon de leadership du moins de positionnement. C'était à qui serait le plus près de la veuve.

Et manifestement, cher Wambi, c'est Me Sankara Bénéwendé qui semble avoir ravi la vedette aux autres leaders de la galaxie sankariste puisqu'il était pratiquement le garde du corps de "sa femme" Mariam, que ce soit à l'aéroport à son arrivée, à l'ATB ou au cimetière de Dagnoèn.

Il n'y avait d'ailleurs qu'à voir cher Wambi, les pancartes et autres banderoles lundi dernier lors de la déferlante humaine pour s'en convaincre. Il n'y en avait en effet que pour l'UNIR/MS, forte il est vrai d'une certaine prééminence avec ses quatre députés et le rang de 2e de son candidat à la dernière présidentielle.

En tout, c'était un bon coup de communication pour lui et on a eu le sentiment que les autres n'existaient pas à moins qu'ils n'aient voulu sacrifier leur "ego" sur l'unité, même circonstancielle, des sankaristes.

---

Comme tu l'as sans doute appris, cher Wambi, la veuve de l'ancien président du CNR, après 20 ans d'exil, n'aura passé en tout et pour tout qu'à peine 24 heures au Burkina. Arrivée le dimanche 14 vers 23 heures, elle est, on le sait, repartie dès lundi 15 à 21 heures sur Bamako. Question de calendrier ?

Raison de sécurité ou autres ? Je ne le sais trop. En tout cas depuis la capitale malienne, elle a adressé un message "au peuple du Burkina Faso, aux camarades sankaristes et aux chers amis du Burkina". En voici l'intégralité.

En témoignant toute ma reconnaissance au peuple burkinabè et à ses amis du monde entier. Je puis vous assurer de ma solidarité dans votre refus de l'oubli et la lutte que vous entretenez depuis 20 ans. Je vous invite instamment à unifier vos forces, car l'union fait la force et notre victoire sera certaine. Enfin, je vous invite à méditer cette pensée du Président Thomas

Sankara "Là où s'abat le découragement, s'élève la victoire des persévérants".

Bamako, le 16 octobre 2007

Mariam Sankara

---

Cher Wambi, tu te rappelles sans doute le départ de Zubéédo, l'enfant de ton oncle Razugu qui devait passer les concours directs d'entrée à la Fonction publique il y a quelques mois. Après une organisation bâclée marquée par des fraudes qui ont même conduit à un procès courant septembre, les concours avaient été reprogrammés pour ce mois d'octobre.

Mais comme si la mauvaise expérience n'avait servi à rien, les "organisateur" ont à nouveau, pour une histoire de salles (décidément !) décidé de reporter à des dates ultérieures (sans précision) les concours des cycles C et B de l'ENAREF, des préposés des douanes et agents itinérants de santé (AIS).

Quand je pense, cher cousin, que ces jeunes gens sont parfois venus de l'intérieur du pays avec le strict minimum et qu'à cause de l'incurie des fonctionnaires, il leur faut repartir pour revenir, occasionnant d'énormes frais pour des gens déjà impécunieux, ils n'ont pas tort ceux qui disent qu'il se trouve des gens repus qui ne s'occupent de l'avenir des autres.

J'apprends aux dernières nouvelles, cher cousin, que face au courroux des candidats dont certains ont voulu manifester hier devant le ministère de la Fonction publique, les "responsables" ont dû en catastrophe reprogrammer les épreuves concernées.

En toute honnêteté, cher Wambi, je pense que le nouveau premier ministre qui est arrivé avec de bonnes résolutions, (quand bien même je ne sais pas de quelle marge de manœuvre il bénéficiera) devrait secouer le cocotier et chasser tous ces rentiers des concours qui s'engraissent sur le dos des pauvres chercheurs d'emploi. Tous à la poubelle et qu'on n'en parle plus.

---

A présent, cher Wambi, je t'invite à feuilleter très rapidement avec moi, le carnet de Tipoko l'Intrigante.

► Depuis sa désertion il y a de cela quelques mois de la MACO, bien de rumeurs ont circulé en son temps et certains faisaient croire que le capitaine Ouali avait été purement et simplement liquidé. Eh bien, l'homme qui avait voulu renverser Blaise Compaoré et qui s'est retrouvé à la MACO suite à un procès retentissant est à Cotonou, au Bénin voisin.

C'est l'exclusivité que nous a servie le ministre béninois de la Défense, Issoufou N'Dourou, suite à son entrevue avec le président Compaoré. Que fera la justice burkinabè après cette désertion ? L'avenir nous le dira.

Depuis le début de la semaine, le climat de travail n'est pas au beau fixe à la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB). La raison : les travailleurs sont mécontents face à de nouvelles mesures réduisant les frais de production et de mission prises par la direction générale.

Des tracts auraient même été ventilés demandant la mobilisation du personnel pour préserver les acquis et s'en prenant au nouveau DG, Hamado Ouangraoua, qui serait à l'origine de la coupure du gombo des agents. Hier, en fin de matinée, une rencontre entre les deux parties a eu lieu. Aux dernières nouvelles, le DG a reculé et les mesures impopulaires ont été levées.

---

Dieudonné Yougbaré, évêque émérite de Koupèla, qui fut le premier évêque noir autochtone de l'Afrique de l'Ouest, aujourd'hui âgé de 90 ans, a eu un accident (au col du fémur) dans sa maison de retraite de Bagré.

Cela a même nécessité son évacuation à Tanguieta au Bénin voisin, mais depuis, le vieil homme va mieux et se remet petit à petit. Restons dans l'épiscopat burkinabè pour dire que Monseigneur Wenceslas Compaoré, évêque de Manga, était, lui aussi, souffrant et a dû être admis à Saint Camille. Prompt rétablissement à tous.

Tipoko l'Intrigante n'apprend rien d'elle-même, elle n'invente jamais rien. Tipoko l'Intrigante est un non-être. Elle n'est ni bonne en elle-même, ni mauvaise en elle-même. Elle fonctionne par intuition, car "l'intuition c'est la faculté qu'a une femme d'être sûre d'une chose sans en avoir la certitude..."

Ainsi va la vie. Au revoir.

Ton cousin,  
Passek Taalé.

Observateur Paalga

[Retour au format normal](#)



# Commémoration du 15-octobre : La Maison du peuple définitivement refusée aux Sankaristes

lundi 17 septembre 2007.

Le comité national d'organisation du 20e anniversaire de l'assassinat du président Thomas Sankara a tenu une conférence de presse le samedi 15 septembre dernier à Ouagadougou. Tout se déroulerait bien au niveau des préparatifs de l'événement même si la maison du Peuple a été refusée audit comité pour cause de réquisition par la Présidence du Faso.

A un mois, jour pour jour, du 15 octobre 2007, le comité d'organisation est en mesure de préciser les différentes activités retenues. Il s'agit notamment du symposium international sur la pensée et l'action du président Thomas Sankara, qui se tiendra du 11 au 14 octobre prochains à Ouagadougou.

Les 1 500 délégués attendus des pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie, d'Amérique, etc. plancheront sur plusieurs thèmes dont, entre autres, Assainissement des finances publiques ; Sankarisme et protection de l'environnement ; Sankarisme et bonne gouvernance ; Sankara et l'aide publique au développement ; Thomas Sankara 20 ans après.

Selon le président de la commission thèmes, Me Bénéwendé Sankara, les discussions devraient permettre de conceptualiser le sankarisme, "qui n'est pas une théorisation d'un régime d'exception". 20 ans après sa mort, Sankara est toujours vivant, a laissé entendre le président de l'UNIR/MS, et s'accorder sur son idéal permettrait aux partis politiques et aux associations se réclamant de lui de mûrir leur action.

Faisant le point des préparatifs de l'événement, le vice-président du comité d'organisation, Jonas Hien, a indiqué que tout se passait bien malgré quelques difficultés pour occuper certains espaces. En effet, les organisateurs ont déposé une demande de réservation de la maison du Peuple depuis avril dernier. Mais, au moment de régler la facture, ils ont été priés d'aller voir ailleurs parce que la Présidence du Faso venait de réquisitionner cette infrastructure du 10 au 20 octobre 2007. "Nous avons compris. Cela ne nous a pas surpris. Pour nous, c'est un refus", a déclaré Jonas Hien.

Devant cette situation, le comité a entrepris d'autres démarches pour obtenir l'espace Gambidi, le CBC et l'ATB. Ce sont donc ces espaces qui accueilleront les manifestations du 20e anniversaire de la mort de Thomas Sankara. Au regard de cela, le comité ne craint-il pas des débordements compte tenu des manifestations commémoratives des 20 ans de l'accession au pouvoir de Blaise Compaoré ? A cette question d'un confrère, Jonas Hien a répondu que tout serait mis en oeuvre pour éviter toute provocation et toute réaction. Les organisateurs ont aussi annoncé à la presse que l'événement mobilisait plusieurs personnes sur le plan

international.

Ainsi, une caravane Thomas Sankara avec pour nom "Oser inventer l'avenir" est partie du Mexique le 7 septembre dernier et devrait sillonner plusieurs pays, avec pour point de chute le Burkina.

Enfin, concernant la question de l'unité des Sankaristes, les partis politiques présents à la conférence de presse ont affirmé que pour ce qui était de la pensée de Thomas Sankara, il n'y avait pas de divergences en leur sein. Selon eux, l'espoir est permis de voir des progrès en la matière à partir du 20e anniversaire.

Par Dayang-ne-Wendé P. SILGA

Le Pays

[Retour au format normal](#)



# Me Prosper Farama : "Le Burkina pue la misère de toutes parts"

mardi 16 octobre 2007.

Me Prosper Farama, avocat à la Cour, dépeint d'une plume trempée dans du vitriol les 20 ans de pouvoir Compaoré. Au finish, son constat est que "s'assurer un repos complet, boire de l'eau potable, constituent pour des millions de Burkinabè un luxe.

Il y a 20 ans, semble-t-il, à "l'insu de notre plein gré" (pour emprunter une expression bien chère à un ami), nous sommes rentrés de plain-pied dans une renaissance démocratique, dont on nous a bruyamment rappelé que nous jouissons depuis, (quelquefois même sans le savoir) des bienfaits.

Vingt ans, c'est l'âge d'or qui se fête. Et le CDP, le président Blaise Compaoré et ses amis ont décidé de le fêter. Et tambours battants, des exégètes nous ont doctement expliqué qu'il nous était interdit de faire une confusion entre la commémoration de leur renaissance démocratique et celle de l'avènement de Blaise Compaoré au pouvoir. Mais tout de même, nous sommes autorisés à retenir que sans Blaise Compaoré et ses camarades du 15 octobre 1987, il n'y aurait jamais eu de renaissance démocratique. L'Etat de droit et la démocratie ne seraient même pas nés de la Constitution du 11 juin 1991, mais bien de ce putsch violent de ce jeudi noir du 15 octobre 1987.

Ainsi, après nous avoir rectifié les mentalités, s'être largement rassemblés en vue d'assurer leur développement solidaire, aujourd'hui, afin de nous permettre d'admirer leur progrès continu, ils nous invitent à fêter le 20e anniversaire de l'accession brutale au pouvoir de Blaise Compaoré ... pardon, de leur renaissance démocratique. D'ailleurs, cette guéguerre sur la sémantique et la terminologie nous paraît absolument inutile et sans intérêt. Qu'il s'agisse de la commémoration de 20 ans de règne de Blaise Compaoré ou de 20 ans de renaissance démocratique avec Blaise Compaoré, quelle différence ? Le 15 octobre 1987, Blaise Compaoré accédait au pouvoir. Le 15 octobre 2007, Blaise Compaoré est toujours au pouvoir. C'est la constante. Et la question fondamentale qui vaille la peine d'être posée, à notre humble avis, c'est de savoir ce que nous pouvons retenir des 20 ans de règne du président Blaise Compaoré.

Vingt ans de liberté, de démocratie et de développement, paraît-il ! Mais que de contradictions !

Que le CDP et ses amis décident de dater la naissance ou la renaissance de sa démocratie à partir d'un événement aussi funeste que la tragédie du 15 octobre 1987, peut paraître à certains égards indécent, mais c'est leur droit. Nous pensons.

En revanche, ce qui nous paraît insaisissable, dans ce choix, c'est toute la contradiction qui va avec.

Tenez. La mort de Sankara, aux dires de son frère et ami, n'a jamais été voulue par lui, il n'en était même pas informé.

Répondant à ce sujet au journal Jeune Afrique dans son édition du 4 novembre 1987, Blaise Compaoré déclare ceci : "Lorsque je suis arrivé au Conseil de l'Entente après la fusillade et que j'ai vu le corps de Thomas à terre, j'ai failli avoir une réaction très violente contre ses auteurs". Pourtant, dans la même soirée du 15 octobre 1987, les épithètes à l'endroit de Thomas Sankara sont sans réserve : "traître à la révolution", "renégat", "autocrate..." Sankara apparaissait clairement comme un paria aux yeux des auteurs de la renaissance.

Et curieusement, quelques années plus tard, le CDP propose d'élever le renégat, le traître, l'autocrate au rang de héros national. Comment un traître peut-il être un héros ? Quand on sait que depuis la mythologie grecque, un héros, c'est simplement un demi-dieu ; aujourd'hui encore, pour nos contemporains, un héros est un homme d'exception qui montre de la grandeur d'âme, de la noblesse, qui a pu se rendre célèbre par son succès dans quelque matière. Un héros, c'est simplement un grand homme. Alors, comment un traître peut-il être un héros ?

Et voilà qu'après avoir proposé d'élever Thomas Sankara au rang de héros national, le CDP nous ré-explique aujourd'hui, que pour les besoins de la renaissance du Burkina, il a fallu éliminer Thomas Sankara, seul obstacle à une résurrection démocratique. Quel héros et quelles contradictions !

Mais quand on se souvient que les tenants de cette renaissance sont partis d'une révolution de gauche marxiste-léniniste pour déboucher sur un capitalisme sauvage, peut-on encore s'étonner de leurs contradictions ?

Nous avons à peine douze ans quand Blaise Compaoré arrivait au pouvoir

Quand en 1983, le capitaine Blaise Compaoré entrait avec le CNR dans le sérail du pouvoir, les enfants de notre génération avaient à peine 12 ans. Aujourd'hui, je suis assez mûr pour opiner sur la renaissance démocratique que les siens prônent.

Dans 8 ans, en 2015, à la fin supposée du dernier mandat de Blaise Compaoré, nous aurons près de 45 ans, et nos enfants seront aux portes de l'université, et Blaise Compaoré aura accumulé près de 30 ans de pouvoir. Et c'est cela leur renaissance démocratique !

Non. L'un des socles fondamentaux de la démocratie, c'est le respect du principe de l'alternance qui demeure la seule alternative possible en démocratie. Quand un groupe d'hommes s'empare et "confisque" le pouvoir, cela ne saurait être qualifié de démocratie. D'ailleurs, dans ce 21<sup>e</sup> siècle, cette curiosité démocratique, le Burkina Faso la partage avec quelques rarissimes autres démocraties de son genre, tels le Zimbabwe, le Gabon, le Togo ... et nous en oublions certainement.

Nous n'avons aucune traître notion de la science politique, mais tout de même ! Quand un pouvoir est géré par un groupe de personnes dont le dénominateur commun semble être la

fortune et peut-être autre chose, cela ne s'appelle pas une démocratie ; cela ressemble plutôt à une oligarchie à forte tendance ploutocratique.

Quelle démocratie !

Une démocratie, une vraie, et il faut en convenir avec le CDP, implique un respect scrupuleux des libertés et droits fondamentaux dont le plus important et le premier est sans aucun doute le droit à la vie. Et les démocrates de la renaissance jugent qu'ils nous garantissent depuis 20 ans ces libertés grâce auxquelles nous pouvons aujourd'hui nous exprimer librement. Que Dieu leur en soit reconnaissant ! Mais ce peuple se souvient que cette renaissance a vu le jour le 15 octobre 1987 par l'assassinat de 13 Burkinabè ; il n'oublie pas non plus qu'en pleine renaissance démocratique, un matin de mai 1990, les militaires de la renaissance ont fait irruption sur le campus universitaire de Ouagadougou, où ils ont traqué, bastonné et enlevé des étudiants : Dabo Boukary, alors étudiant en 7<sup>e</sup> année de médecine, et le professeur Guillaume Séssouma, enlevés, n'ont jamais réapparu. Et pas de corps, pas de tombes.

Il nous revient aussi douloureusement à l'esprit qu'un soir de 1991, Tall Moctar a été littéralement fusillé tandis que le professeur Oumarou Clément Ouédraogo était déchiqueté par une grenade offensive ; ce peuple n'oublie pas non plus qu'en 1998, David Ouédraogo, alors chauffeur de François Compaoré, a perdu la vie après avoir été rôti avec deux de ses compagnons par des gardes du corps de Blaise Compaoré ; personne n'oubliera dans ce pays que Norbert Zongo, un après-midi du 13 décembre 1998, est tombé dans une embuscade avec quatre compagnons d'infortune, assassinés et brûlés. Ils feignent d'oublier, ces démocrates de la renaissance, qu'à Boussé, Garango, des enfants de cette patrie sont tombés sous des balles assassines. Leur seul tort : avoir pensé que dans une démocratie naissante ou renaissante, ils avaient le droit élémentaire de manifester.

La liberté, c'est aussi la justice, seule garante de cette merveille divine ; or, quelle justice nous offrent ces démocrates de la renaissance ? Nul besoin d'épiloguer. Le constat s'impose : pendant qu'aucun des célèbres dossiers "pendants" n'a trouvé un dénouement sérieux, les prisons de la république sont peuplées de sans culottes ; et avec la renaissance, on a même découvert un triste concept propre à la justice burkinabè : les juges acquis. Depuis la renaissance, la Justice ne se rendrait plus au nom du peuple mais au nom du régent, puisque les juges lui sont acquis.

Et c'est cela leur renaissance démocratique ! Et ils pensent qu'ils nous ont apporté la liberté comme Jésus apporta aux chrétiens la parole divine ! Ils ont le droit de penser, car c'est au moins la seule liberté qu'on ne peut arracher à quiconque sur cette terre. Mais ces libertés minimales dont jouit le peuple digne de ce pays, personne ne les lui a offertes. C'est au prix d'énormes engagements et de sacrifices incommensurables de tous ces martyrs connus et anonymes, combattants de la liberté tombés sur le champ d'honneur, que ce peuple a acquis le droit de respirer l'air libre de sa patrie ; d'ailleurs, ils devraient le savoir et ils le savent : aucune liberté sur cette terre ne se donne. Elle se conquiert.

Oui, le Burkina se développe. Mais pour qui ?

Aussi bête que cela puisse paraître, les seuls critères d'appréciation de l'action des autorités politiques par les peuples, c'est leur capacité à apporter des solutions concrètes aux problèmes

du moment auxquels ils sont confrontés.

Même le maréchal Mobutu l'avait compris. Il affirmait lors d'une session ordinaire du comité central de son parti que "la compétence des dirigeants politiques des années à venir se [mesurerait] par leur capacité à nourrir leur peuple". Mais ce qu'il avait oublié, comme tant d'autres, c'est qu'on ne développe pas une nation ni par des slogans, ni par des formules magiques.

C'est aussi ce que semblent oublier les démocrates de la renaissance quand ils proclament le développement du Burkina depuis leur renaissance. A certains égards, ils ont peut-être raison. C'est connu, on ne réfléchit pas de la même façon dans un château et dans une chaumière.

Le Burkina Faso progresse, se développe. Certainement ; mais tout dépend de quel côté du Burkina on se trouve.

Si l'on fait partie de cette élite que Norbert Zongo avait baptisée "Le Burkina des affaires qui gère les affaires du Burkina" ; si l'on compte parmi ce 1 pour cent des Burkinabè qui détiennent cinquante pour cent des richesses de ce pays ; si l'on fait partie de ceux pour qui la politique est devenue un sésame qui ouvre les portes de l'opulence, des privilèges, de l'arrogance et, quelquefois même, de l'impunité, naturellement le Burkina Faso se développe. Mais n'oublions pas. Ce pays compte près de 12 millions d'âmes vivantes, et le Faso, ce n'est pas Ouaga 2000 !

Parce que pendant que les uns s'offrent le luxe d'aller soigner leurs rhumes et toux à l'extérieur dans des centres médicaux huppés à coups de millions, souvent aux frais de la république, les autres sont, chaque année, décimés par des épidémies récurrentes de méningite, de paludisme ...

Une démocratie n'en sera jamais une tant qu'y persistera un si haut degré de misère parmi les populations ; or ce peuple ne vit pas. Il vivote à la limite de la décence humaine. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir. Le Burkina pue la misère de toutes parts, n'en déplaise à tous ceux qui, du haut de leurs tours d'ivoire, se bouchant le nez et fermant les yeux, ont déjà oublié, ou feignent de ne pas savoir qu'en ce plein 21e siècle, s'assurer un repas complet, boire de l'eau potable, constituent pour des millions de Burkinabè, un luxe, un privilège.

En vérité, les rares domaines dans lesquels le Burkina a connu incontestablement un développement prodigieux, c'est la corruption, le favoritisme, la fraude, l'enrichissement illicite et la pauvreté. Le dernier rapport de Transparency international sur la corruption nous en donne une preuve, si besoin en est ; notre chère patrie est passée de la 69e place à la 105e des pays les plus corrompus au monde. Quelle admirable progression ! D'ailleurs, cette réalité, personne ne semble la contester, même pas le député Achille Tapsoba du CDP qui, répondant à une question posée par L'Observateur Paalga en date du 5 octobre 2007 relativement à ces fléaux, nous donne cette fabuleuse leçon d'économie politique : "Ce sont des phénomènes qui existent dans les sociétés qui fonctionnent avec le système capitaliste, lequel est fondé sur la concurrence, le profit et sur l'exploitation des potentialités et des capacités. C'est clair, c'est net." Et c'est sans commentaire.

La démocratie, ce n'est pas un vain mot. Elle ne se décrète pas, elle se vit au quotidien. Et à ce propos, Winston Churchill définissait l'Etat de droit comme étant "celui où tous les citoyens

sont sûrs, en entendant un coup de sonnette au petit matin, qu'il s'agit du laitier".

Espérons qu'il en est ainsi pour tous les Burkinabè depuis la renaissance !

Maître Prosper Farama

Avocat à la Cour

Le Pays

[Retour au format normal](#)



## Marche-meeting à Ouagadougou : Les partisans de Blaise Compaoré en rangs serrés

mardi 16 octobre 2007.



Dans le cadre de la célébration du 20e anniversaire de la "Renaissance démocratique du Burkina Faso", le comité provincial d'organisation du Kadiogo de ladite manifestation a organisé le 15 octobre 2007 une marche-meeting au cours de laquelle les partisans de Blaise Compaoré, président du Faso depuis le 15 octobre 2007, lui ont réitéré leur soutien.

"Nous sommes et demeurons toujours mobilisés comme un seul homme en vue de soutenir sans réserve l'action remarquable du président du Faso en faveur d'une démocratie apaisée et d'une plus forte croissance économique partagée, et partant à l'impact visible dans le panier de la ménagère burkinabè."

Ceci est la substance du message de soutien que les partisans de Blaise Compaoré lui ont adressé à l'issue du meeting organisé à cet effet par le comité provincial d'organisation du Kadiogo des festivités entrant dans le cadre de la commémoration des 20 ans de pouvoir de l'actuel président du Faso. C'était à la place des Nations unies, le 15 octobre dernier, date anniversaire de l'accession de Blaise Compaoré à la tête de l'Etat burkinabè en 1987.

C'est à la place de la Nation que les manifestants, sortis nombreux, se sont d'abord rencontrés pour le meeting. 11 allocutions au total ont ponctué ce meeting. Ces discours ont été livrés successivement par la représentante des femmes, ensuite ceux des anciens, des communautés étrangères vivant au Burkina, des travailleurs, puis des chefs traditionnels et des partis de la majorité présidentielle, après l'allocution de Simon Compaoré, président du comité d'organisation, ainsi que celles des représentants des marchés et yaars et du secteur informel, des associations, des élèves et étudiants et de la jeunesse. Eux tous étaient unanimes qu'au cours de ces 20 dernières années, "avec Blaise Compaoré, nous avançons". Les intervenants ont à tour de rôle parcouru l'histoire du Burkina, en remontant de 1987 à nos jours. Au titre des prouesses accomplies par la IVe République, ils ont salué, entre autres, l'ouverture démocratique, consacrée par l'adoption de la Constitution, le pluralisme politique, ainsi que celui de la presse, la liberté d'opinion, à partir de 1991, ainsi que l'organisation régulière

d'élections, l'engagement du président du Faso à la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique, notamment au Togo et en Côte d'Ivoire.

Toute chose qui justifie, selon eux, le 1er axe du programme politique de Blaise Compaoré, et qui porte sur la "valorisation du capital humain". Cela prend également en compte les femmes, dira Fatou Diendéré, la représentante des femmes, selon qui l'équité homme-femme est de nos jours une réalité au pays des hommes intègres. Elle a aussi salué l'engagement de la Première Dame, Chantal Compaoré, à la promotion de la femme et de l'enfant. Egalement, pour le représentant des communautés étrangères, le Burkina est un pays de paix. Toute chose qui explique leur présence au Burkina, a-t-il indiqué : "Si la paix ne va pas là où sont les hommes, les hommes, eux, iront là où est la paix."

Comme annoncé plus haut, le meeting a été suivi par une marche, de la place de la Nation à la place des Nations unies, où les organisateurs, à travers Simon Compaoré, ont remis leur message de soutien au président du Faso, qui s'était fait représenter.

Par Lassina SANOU

Le Pays

[Retour au format normal](#)



## Mariam Sankara : « La justice finira par aboutir, j'en suis convaincue »

vendredi 26 octobre 2007.



Mariam Sankara

Mariam Sankara ne désarme pas. Vingt ans après l'assassinat de son mari, dix ans après avoir déposé une plainte pour assassinat, celle qui fut la première dame du pays estime que "tôt ou tard, la justice finira par aboutir car la vérité finit toujours par triompher". Un optimisme qui se nourrit notamment d'une décision du Comité des droits de l'homme de l'ONU, mais aussi du rayonnement des idéaux de Thomas Sankara partout dans le monde et auprès de la jeunesse.

**Que signifie pour vous ce vingtième anniversaire ?**

Vingt ans ! Je n'ai pas encore fait mon deuil. Il en est de même pour la famille Sankara. Vingt ans et je ne peux toujours pas accepter la mort de Thomas. Je parle en tant qu'épouse et mère. Je vis cette mort comme un drame au quotidien. Vous savez que je n'ai même pas vu le corps de Thomas. Sa famille n'a pas pu organiser une cérémonie comme toutes les familles le font en cas de décès. La mère et le père de Thomas Sankara n'ont jamais pu aller sur la prétendue tombe de leur fils. Ils sont partis avec leur chagrin. En tant que militante, je dirai que Thomas Sankara est plus que jamais vivant. Son combat est d'actualité et s'impose comme ce qu'il y avait et est de mieux pour le Burkina Faso et l'Afrique et tous les peuples pour un devenir meilleur.

**A Ouagadougou, deux manifestations distinctes vont se dérouler autour du 15 octobre, l'une organisée par le gouvernement, l'autre par les Sankaristes. Avez-vous le sentiment qu'il s'agisse d'une volonté de réappropriation de la mémoire ?**

Depuis 1988, les sankaristes et les sympathisants commémorent le 15 octobre, date anniversaire de l'ignoble assassinat du Président Thomas Sankara. Cette année ils le font avec un accent particulier parce que c'est le vingtième anniversaire. Quant à la manifestation des gens du pouvoir, je ne pense pas que ce soit une tentative de récupérer la mémoire de Thomas Sankara. Ce serait honteux et insultant car il est su de tout le monde que le pouvoir de Compaoré est assis sur le sang de Sankara. Je n'ai jamais entendu parler de fête de la "Rectification", peut-être que c'est tous les vingt ans que cela se fête.

**Le Burkina a été condamné l'an passé par la Commission des droits de l'Homme de l'ONU et demande notamment à cet État signataire du pacte relatif aux droits civils et politiques des droits de l'homme d'instruire le procès de l'assassinat de votre mari que vous avez initié il y a dix ans. Pensez vous que ce procès va aboutir ?**

Le Burkina Faso a ratifié en 1999 le pacte international relatif aux droits civils et politiques. Et le pouvoir burkinabé a toujours clamé qu'il existe un Etat de droit dans le pays. Dès lors, je ne peux pas croire que ce pouvoir ne puisse pas suivre les recommandations du comité des droits de l'homme des Nations-Unies, comme par exemple l'accès à la justice (mener une enquête sur la mort de Thomas), la reconnaissance du lieu de sa sépulture, la rectification de son acte de décès etc. Donc il appartient au pouvoir de s'y conformer en respectant son engagement à ce pacte international. Du reste, je suis convaincue que l'impunité ne saurait se pérenniser sur ce crime. Tôt ou tard, la justice finira par aboutir car la vérité finit toujours par triompher.

**Aujourd'hui, à l'heure de nombreuses commémorations, que reste t-il selon vous de l'image de Thomas Sankara ?**

La réponse est dans votre question. Comme vous le dites, les commémorations se font partout. En effet, elles témoignent que les idéaux de Thomas Sankara sont partagés par beaucoup de personnes au-delà du Burkina et de l'Afrique. Thomas Sankara est devenu un symbole de l'intégrité, un martyr pour avoir aimé son peuple et les autres peuples, un modèle pour la jeunesse.

**20 ans après, une nouvelle génération émerge en Afrique. Quels sont les enseignements de Thomas Sankara et que reste t-il de son héritage ?**

Vous savez la situation de la jeunesse aujourd'hui est davantage plus dramatique qu'hier. Voyez combien de nos sœurs, nos frères, nos enfants à la recherche d'un mieux être sont engloutis par la mer. S'ils sont obligés de quitter nos pays, de braver l'adversité à chaque pas, de risquer leur vie sur chaque vague, c'est bien parce que chez eux, aucune perspective ne s'offre. C'est parce que leur pays à mal à sa gouvernance politique et économique. C'est tout simplement parce que chez eux, ils sont sans existence. N'est ce pas pour éviter une telle situation que le combat dont Thomas Sankara était porteur prônait que une meilleure vie pour le peuple ne pouvait être que la résultante de ses efforts, ses sacrifices, et sa capacité à organiser de façon endogène son développement ?

Dans un de ses messages si je ne me trompe, Thomas à eu à dire que "là où s'abat le découragement s'élève la victoire des persévérants". C'est une adresse forte à la jeunesse, à tous ceux qui luttent pour vivre mieux et autrement. Il s'agit de ne pas baisser les bras, de se libérer des chaînes et de prendre en charge soi-même son destin car personne d'autre ne le

fera à votre place.

**Comptez-vous revenir un jour au pays ?**

Le Burkina Faso est mon pays. Je compte revenir y vivre un jour.

Rémi RIVIERE

Bendré

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



# Mariam Sankara au Burkina Faso : Le retour de la veuve

mardi 16 octobre 2007.



Mariam Sankara

Pour la première fois depuis la mort de son époux de président le 15 octobre 1987, Mariam Sankara, la veuve du président Sankara est revenue au Burkina Faso, dimanche 14 octobre tard la nuit.

Arrivée incertaine pour les uns, imminente pour les autres. Finalement, Mariam Sankara/Séréme a foulé le sol burkinabé, dimanche dans la nuit aux environs de 23 heures 30 mn. Vingt (20) ans après, elle est arrivée à Ouagadougou à bord de Air Burkina en provenance de Bamako au Mali, en compagnie de l'avocat de la famille, Me Dieudonné Nkounkou.

Elle est venue seule sans ses deux enfants orphelins Philippe et Auguste âgés respectivement de 29 et 26 ans. Mme Sankara a été accueillie par une foule nombreuse. Après un bref bain de foule, la veuve de Thomas Sankara a été escortée par les Sankaristes jusqu'à leur domicile à Bilbalgo, près du stade Municipal. « Je suis émue, j'arrive tardivement mais, je ne savais pas qu'il y aurait autant de monde. Je suis très contente d'être venue et remercie tout le peuple burkinabé. Merci ! On m'a invitée et je suis là pour la commémoration(...) », a déclaré Mme Sankara.

A la question de savoir si elle reste définitivement dans son pays, Mariam Sankara répond simplement : « le reste, on verra ». Ajoutant que le Burkina Faso est avant tout son pays.

Toutefois, elle a regretté que ses deux enfants ne soient pas venus avec elle. « C'est dommage qu'ils ne soient pas là » . Mariam Sankara a néanmoins souligné qu'ils vont bien. Bougies allumées, drapeau national en mains, les partisans du défunt président ont tenu à accueillir sa veuve. Déjà, à 21 heures, le parking de l'aéroport international a été envahi par quelques fans qui pour entonner le Ditanyè, qui pour écouter les discours prononcés par leur idole.

Nana Thibaut qui se réclame le défenseur des pauvres, assurait l'animation tantôt par des prises de parole, tantôt par de la musique. C'est vers 23 heures que les ténors des partis sankaristes firent leur apparition à l'aéroport. Les députés Norbert Tiendrébéogo et Nestor Bassière, Jean Hubert Bazié tous de l'Union des partis sankaristes, Me Bénéwendé Stanislas Sankara de l'Union pour la renaissance/ Mouvement sankariste (UNIR/MS) ont eu le temps d'une soirée, « leurs divergences » pour se réunir autour de l'épouse de celui dont ils veulent perpétuer la mémoire. Régulièrement Me Sankara et Norbert Tiendrébéogo se concertaient comme pour se donner des consignes.

Appréciant cette triomphale venue de la veuve Sankara pour la commémoration des 20 ans de disparition de son mari, Me Sankara affirme que c'est une victoire : « C'est avec enthousiasme et émotion que nous l'accueillons. C'est une victoire, 20 ans après. Vous avez vu la mobilisation autour de la caravane, du symposium (...). Je pense que les mots me manquent ». Pour l'avocat en charge de l'affaire Sankara, Me Dieudonné Nkounkou, la présente commémoration est une première en Afrique en matière de lutte contre l'impunité. « Et le Burkina Faso a répondu pour obéir aux recommandations de l'ONU », a-t-il conclu.

S. Nadoun COULIBALY

---

« L'idée de Thomas Sankara est encore là »

Mariam Sankara, l'épouse de feu Thomas Isidore Noël Sankara après 20 ans d'absence du Burkina Faso s'est prêtée aux questions des journalistes à l'issue d'un entretien qu'elle a eu avec les Sankaristes le 15 octobre 2007.

Sidwaya (S.) : Peut-on dire aujourd'hui que l'idéal de Thomas Sankara est toujours présent ?

Mariam Sankara (M.S.) : L'idéal de Thomas Sankara est encore là à travers tous ces jeunes qui sont mobilisés, toute cette population.

S. : Est-ce que ces cérémonies d'hommage à Thomas Sankara sont quelque chose qui vous émeut ?

M.S. : Oui c'est quelque chose qui m'émeut. Cette année particulièrement il y en a eu partout.

S. : Pensez-vous que la jeunesse doit s'inspirer des idéaux de votre mari ?

M.S. : Je crois que la jeunesse sait ce qu'elle fait. Regardez le nombre de jeunes qu'il y a ici (ndlr : plusieurs centaines de jeunes s'étaient rassemblés à l'Atelier théâtre burkinabè où se

tenait le symposium organisé par les Sankaristes). Je veux parler aussi de la caravane qui est partie depuis le Mexique jusqu'à Ouagadougou hier (ndlr : 14 octobre 2007) et qui a drainé une foule partout et beaucoup de jeunes ; donc je crois que son message a été entendu par la jeunesse.

**S. Etait-ce difficile pour vous ce retour, émotionnellement ?**

M.S. : (Sourire) : J'avoue que j'ai eu des appréhensions. Mais je suis contente d'être venue et de constater cette mobilisation. Ça me fait vraiment chaud au cœur.

**S. Pourquoi les deux enfants ne sont pas venus ?**

M.S. : C'est leur programme qui ne leur a pas permis de venir sinon ils auraient souhaité être avec moi à Ouagadougou.

**S. Que font-ils en France ?**

M.S. : Ils font des études. Ils n'ont pas encore fini leurs études.

**S : On a dit qu'il y a un qui est pilote.**

M.S. : Non, ils font des études d'informatique, de sciences économiques, business.

**S. : Avez-vous espoir quant à la poursuite de l'affaire judiciaire sur votre mari ?**

M.S. : Oui je crois qu'on doit espérer parce qu'il faut que l'impunité soit combattue. Avec la victoire qu'on a eue aux Nations unies, je pense que ça peut nous permettre d'espérer.

**S. : Pourquoi n'êtes-vous pas revenue depuis 20 ans ?**

M.S. : Depuis 20 ans, c'est comme je l'ai dit, j'attendais que les conditions soient réunies. Et c'est à l'issue de cette victoire qu'on a eue aux Nations unies que je suis revenue.

**S. : Pensez-vous que ces conditions sont maintenant réunies ?**

M.S. : En tous cas je pense que je pourrais venir et je crois aussi qu'on peut continuer de lutter.

**S. : Est-ce que vous comptez vous installer au Burkina ?**

M.S. : (Rires) : Peut-être ça c'est prématuré hein ! C'est prématuré de le dire.

Propos recueillis par Enok KINDO

Sidwaya

Lire aussi :

15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard

[Retour au format normal](#)



## 15-octobre au cimetière de Dagnoen : Marée noire sur la tombe de Sankara

mardi 16 octobre 2007.



Mariam Sankara

15 octobre 2007. Vingt ans après la tragédie qui emporta Thomas Sankara et douze de ses compagnons, ses partisans n'ont pas oublié. Une marée noire venue des quatre coins de la capitale a pris d'assaut, très tôt, le cimetière de Dagnoën, où reposent les 13 compagnons. L'événement cette fois, c'est la présence de la veuve du président Sankara. Elle est venue, elle a déposé une gerbe sur la tombe de son époux et est repartie sans aucune déclaration.

L'image la plus attendue ce 15 octobre 2007 fut le dépôt de la gerbe de fleurs sur la tombe du président Thomas Sankara par son épouse Mariam Sankara. On a cru un instant qu'elle ne viendrait pas. La foule compacte massée dans le cimetière était devenue au fil des minutes intenable. Le service de sécurité du comité d'organisation a vite fait de jeter l'éponge. Les quelques policiers municipaux commis au maintien d'un semblant de discipline ont épuisé toutes leurs stratégies de communication pour faire reculer la foule hors du périmètre de sécurité. Même les quelques coups de matraque n'y purent rien. Samsk Lejah s'essayait également à discipliner une foule qui, visiblement, n'avait point d'oreille ; elle voulait tout voir, et de très près.

Norbert Tiendrébéogo fit son apparition vers 16h. Il signifie à la foule que Mariam Sankara ne peut pas venir s'il n'y a pas de discipline. Ceux qui sont aux premiers rangs daignent enfin s'asseoir. Mais l'arrivée de Me Sankara déclenche une hystérie collective. Quand, à 16h 35, la veuve la plus célèbre du Burkina fait son apparition sous forte escorte dans le cimetière de

Dagnoën, la foule se déchaîne. Elle est conduite devant la tombe de Thomas Sankara, s'incline et dépose la gerbe de fleurs. Elle est reconduite très rapidement à son véhicule, sous les acclamations de ceux qui sont restés, vingt ans après, les inconditionnels de Sankara. Un appel aux sankaristes sera lu plus tard dans une pagaille indescriptible d'où retentissaient des slogans révolutionnaires. Le dytaniè met fin à la cérémonie, prolongée par la sono qui distillait les tubes de Tiken Jah Fakoly et de Samsk Lejah.

Sous forte escorte, Me Bénéwendé Sankara de l'Union pour la renaissance/Mouvement sankariste (UNIR/MS) arrive à s'extirper de la foule pour rejoindre son véhicule. Il est tout de suite pris d'assaut par les journalistes. Il critique le système Compoaré, impunité et corruption. Il met cette mobilisation exceptionnelle sur le compte du ras-le-bol du peuple, qui aspire à un vrai changement. Tout juste à côté de lui, Norbert Tiendrébéogo, leader du Front des forces sociales (FFS), s'exprime au micro d'une radio locale en langue mooré. Le ton est le même : appel au changement.

---

## Changement dans la procession

Une procession devait partir du siège du comité d'organisation du "20e anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara" situé au 1200 Logements. Elle devait être rejointe au niveau de la Sorbetière sur l'avenue Babanguida par Mariam Sankara pour rejoindre le cimetière. Ce ne fut pas le cas. Quand ceux qui étaient déjà au cimetière ont appris la nouvelle, ils ont décidé de rejoindre la procession. Ce qui fut fait en quelques minutes. Finalement, c'est au pas de course que tout le monde a rejoint le cimetière pour attendre Mariam Sankara.

---

. Le service d'ordre a manqué de prévisibilité. Le dispositif mis sur pied a été vite débordé, et on a frôlé des incidents graves lors des bousculades. Heureusement, il y a eu plus de peur que de mal.

---

. Certaines personnes ont manifesté leur mécontentement face à la forte visibilité de l'UNIR/MS à travers les pancartes. "C'est pas la campagne !" a pesté un militant d'un autre parti.

Par Abdoulaye Tao

Le Pays

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



## Dépôt de gerbes sur la tombe du président Sankara : Un enthousiasme débordant

mardi 16 octobre 2007.



Mariam Sanakara

Une foule compacte et bouillonnante de Sankaristes a répondu présent à la cérémonie de dépôt de gerbes sur la tombe de Thomas Sankara, précédée d'une longue procession, lundi 15 octobre à Ouagadougou.

La foule, qui a commencé à se former dès midi, s'est largement agrandie au fur et à mesure, à tel point que le cimetière de Dagnoen était noir de monde à l'heure de la cérémonie. Le rituel rehaussé par l'arrivée annoncée de la veuve Mariam Sankara sur place, a été modifié, voire abandonné.

Mariam Sankara, accompagnée de Me Bénéwédé Stanislas Sankara, a fait une brève apparition devant une foule de jeunes en majorité. Elle s'est retirée sans mot dire, dans une cohue indescriptible alors que la foule réclamait un mot de sa part. Le député Norbert Tiendrébéogo est resté pour sa part muet et coincé à la tribune durant une dizaine de minutes, espérant vainement le retour du calme.

Me Sankara, puis l'artiste Sam's K le Jah, tenteront sans succès de raisonner les jeunes. Le passage, qui avait été aménagé pour les officiels, a rapidement disparu sous la pression de la foule. Quelques éléments de la police municipale présents sur les lieux, n'ont rien pu faire face à l'agitation des gens. Les tombes de Sankara et de ses douze compagnons du 15 octobre, ainsi que celles avoisinantes, se sont transformées en perchoirs.

Les leaders sankaristes ont pu néanmoins lancer quelques slogans révolutionnaires sans pouvoir

prononcer les quatre discours qui étaient prévus. Me Sankara réussira également à dire à la foule que Mme Sankara exhorte les Sankaristes à l'unité.

« Je souhaite à tout un chacun un bon retour et que demain, la victoire soit notre victoire, » a lancé Me Sankara qui était obligé de se répéter pour se faire entendre.

« Le mot à cette occasion est l'unité et la mobilisation générale, pour libérer notre peuple, » a confié M. Derra de l'UNIR/MS, à la fin de la cérémonie. Pour lui, les 20 ans de renaissance démocratique sont 20 ans de « pillage par une caste ». Pas donc de dépôt de gerbes de fleurs sur la tombe « occupée » de Sankara. La plupart des jeunes présents à Dagnoen n'avaient jamais vu Mariam Sankara qui vit en France depuis 1987. A défaut de son mari qu'ils n'ont pas non plus connu, ils tenaient à tout prix à voir de près la femme de leur idole. Mais certains membres de l'organisation voient dans « l'indiscipline » de la foule, un acte de sabotage. Les sankaristes se sont données rendez-vous à l'ATB dans les jours qui viennent.

Mouor Aimé KAMBIRE

Sidwaya

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



## Mouvement burkinabè des droits de l'Homme et des peuples : Halidou Ouédraogo annonce son retrait de la présidence

mardi 16 octobre 2007.



Halidou Ouédraogo

En prélude à son IV<sup>e</sup> congrès ordinaire prévu du 18 au 20 octobre 2007, le Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), a animé une conférence de presse, le jeudi 11 octobre 2007 à son siège à Ouagadougou.

"Après 18 années de présence active sur le terrain, face au déficit enore constaté et au défis persistants et actuels en matière de droits humains et de démocratie, recomposons nos forces, capitalisons nos acquis et stimulons nos compétences, pour un investissement plus efficace, efficient et pérenne du MBDHP dans la protection des droits humains". C'est sous ce thème que se tiendra du 18 au 20 octobre 2007, le IV<sup>e</sup> congrès ordinaire du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP).

Selon son président, Halidou Ouédraogo, qui a animé la conférence de presse, les préparatifs vont bon train. Plus de 150 participants sont attendus à cette rencontre au cours de laquelle le bureau exécutif sera renouvelé. Halidou va-t-il "rebeloter" ?

"Non, je serai remplacé", a rassuré le président du MBDHP. Toutefois, il a souligné qu'il n'y a pas de problème de succession au MBDHP car, selon lui-même, à 90 ans, on peut toujours militer pour les droits humains. Mieux, il affirme qu'il n'y a pas de retraite dans les mouvements citoyens. Aussi, "je donnerai jusqu'à mon dernier souffle pour les droits de l'homme. Même si physiquement je ne suis pas très en forme, ma tête vit et ma foi intacte", a

confessé Halidou.

Actualité oblige, le président du MBDHP a dit sa déception quant à l'atmosphère qui prévaut autour de la célébration pour les uns et en commémoration pour les autres du 15 octobre 1987.

"La violation des droits de l'homme continue encore de nos jours. Ce sont ceux qui ont fait le CNR qui ont fait le Front populaire et qui sont aujourd'hui au pouvoir. Ce n'est pas parce que le président brésilien vient au Burkina qu'il faut empêcher des gens de commémorer la mort d'un héros national", a laissé entendre Halidou Ouédraogo.

Pauline YAMEOGO

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



## Commémoration du 15-octobre : La veuve de Paulin Bamouni nous a dit...

jeudi 18 octobre 2007.



Son parcours après les événements tragiques du 15 octobre 87 ; ses relations avec Mariam Sankara ; son rejet de la mesure d'indemnisation. Ce sont entre autres des points qui ont constitué le menu de cet entretien que Nathalie Bamouni née Kantiono, la veuve du journaliste Babou Paulin Bamouni (l'un des douze compagnons d'infortune de Thomas Sankara) nous a accordé le 16 octobre dernier à Ouagadougou en présence de ses deux filles.

### Dans quelles circonstances avez-vous quitté le pays ?

- Après les événements douloureux du 15-October, je ne me sentais plus capable de vivre dans ce pays. Ce qui est arrivé à mon mari m'a beaucoup peiné parce qu'il s'est battu tout seul pour réussir dans la vie. Il a été enseignant en Côte d'Ivoire puis de là-bas, il est parti en France pour faire des études de journalisme. Son rêve était de revenir servir son pays. A son retour en Haute-Volta, à l'époque, on s'est mariés et nous sommes repartis en France. Pendant près de dix ans, il n'était pas boursier et il a continué d'étudier avec assiduité. A la fin de ses études, l'UNESCO voulait l'engager mais il n'était pas intéressé. Son désir, comme je le disais, était de venir se mettre au service de son pays. Après ce qui est arrivé le 15-octobre, j'étais découragée parce que quelqu'un qui aime son pays, on ne le paie pas de cette façon.

**Vous disiez tantôt que Paulin a fait près de dix ans en France. En quelle année est-il rentré au pays ?**

- Paulin est rentré au pays le 19 novembre 1982. Il est né le 10 avril 1950.

**Comment êtes-vous partie en France après les événements du 15-octobre ?**

- Quand Paulin était en France et n'avait pas de bourse, il y avait des cartes de séjour qu'on attribuait aux étrangers. Il était considéré comme un travailleur émigré. C'est après que la chance nous a souri en quelque sorte. Quand François Mitterrand est arrivé au pouvoir le 21 mai 1981, nous avons bénéficié comme d'autres émigrants des cartes de séjour d'une durée de dix ans. Après l'assassinat de mon mari, j'avais donc la possibilité de retourner en France avec cette même carte. C'est ainsi que j'ai quitté le pays avec mes trois enfants.

**Quand est-ce que vous avez quitté le Burkina Faso ?**

- J'ai quitté le Burkina pour la France avec mes enfants le 16 juillet 1988.

**Pourquoi cet exil ?**

- Après le malheur qui nous a frappés, je ne pouvais plus vivre à Ouaga. A la SONABEL, on m'appelait de temps en temps pour des contrats d'un ou de deux mois. Il m'arrivait souvent de rentrer à 22 heures alors que mes enfants m'attendaient à la maison. J'étais inquiète en rentrant chez moi de ne pouvoir trouver mes trois enfants. Je vivais dans la peur. N'ayant plus de mari (des larmes coulent de ses yeux), je me suis dit que je ne pouvais plus continuer de vivre ici. En outre, quand je pense que ceux qui mangeaient avec nous sont les auteurs de notre malheur, il me fallait partir.

**Vous n'étiez pas embauchée à la SONABEL ?**

- Non. Je n'avais pas un poste fixe.

**Qui vous a aidés à aller en France ?**

- C'est grâce à des amis Burkinabè et Européens que nous sommes partis en France. C'était avec la compagnie Naganagani dont le coût du billet n'était pas élevé comme aujourd'hui.

**Vous vous êtes mariés en quelle année ?**

- C'est en 1975 que nous avons contracté le mariage.

**Vous rappelez-vous votre journée de ce jeudi 15 octobre 87 ?**

- Bien sûr que oui et ce sont des choses qui restent gravées dans la mémoire toute la vie. Ce matin du 15-October, Paulin s'est réveillé de bonne heure et après sa douche, il est allé prendre son petit déjeuner sur la terrasse. A l'époque, je travaillais à la SONABEL et on cherchait une nurse pour garder notre fils qui avait deux ans et quelques mois. Quand cette dernière est arrivée, il m'a aussitôt informé. Quand je suis sortie de la maison pour m'entretenir avec cette jeune fille, il est parti pour le service. J'ai discuté avec la nurse et comme je montais dans l'après-midi, j'ai fait le repas de midi.

Ma deuxième fille, Céline, m'a dit plus tard que quand il est revenu du travail, il a passé son temps à demander après moi sans rien dire. Ma fille suivait des cours à la cathédrale pour son

baptême. En montant à l'étage pour chercher son cahier de catéchisme, elle s'est aperçue que son père était dans la chambre. La porte n'était pas fermée et il ne dormait pas. Selon ma fille, elle a senti qu'il était préoccupé. Avant de repartir pour le service, il a encore demandé après moi. J'ai alors demandé aux enfants s'ils ne l'ont pas vu en train d'écrire un mot pour moi. Ils m'ont répondu que non. En quittant la maison, il a déposé Rachel vers les 15 heures à l'école. Elle est la dernière à avoir vu son père. Quant à moi, c'était le matin.

### **Comment Paulin était-il habillé ce jour-là ?**

- Il était en Faso Dan Fani. Dans l'après-midi, il portait une tenue de sport puisqu'il y avait sport de masse ce jour-là.

### **Comment et quand avez-vous appris la mort de votre mari ?**

- J'étais au travail. La salle d'informatique se trouvait à l'époque dans un immeuble de la CNSS près du camp Guillaume Ouédraogo. Un monsieur, avec qui je travaillais, est accouru pour me dire : « Ma sœur, sors de là et rentre chez toi parce que ça ne va pas dehors. Les militaires tirent partout ». Je sors de mon bureau, je prends ma mobylette et je constate effectivement que les rues sont désertes. Je ne comprenais pas ce qui se passait. Arrivée à la maison, une de mes filles m'a dit qu'il y a des gens qui ne cessent de venir regarder dans la cour. J'étais en proie à une vive inquiétude. Je suis allée chez un oncle et après, nous sommes revenus ensemble à la maison. C'est le lendemain, vers la fin de la journée, que mon neveu Godefroy Bazié, qui travaillait à la radio, a parlé de la mort de Paulin à une de ses sœurs. Et c'est là que la nouvelle m'est parvenue.

### **Vous n'avez pas dans la nuit du 15 octobre 87 tenter d'entrer en contact avec votre mari surtout qu'il ne rentrait pas ?**

- C'était difficile puisqu'à l'époque, il n'y avait pas de téléphone à la cité et le portable n'existait pas. Le matin du 16 octobre 87, je me suis réveillée tôt pour aller à sa recherche. Une fois arrivée vers la présidence, on avait dressé des barrages et des militaires empêchaient les gens de passer. En faisant demi-tour, dans la panique, je suis tombée. J'ai compris après que quelque chose de grave était arrivé à mon mari et cela m'a été confirmé par une des sœurs de Godefroy. Aujourd'hui, pour moi, c'est comme si Paulin n'est pas mort puisque je n'ai pas vu son corps (elle essuie des larmes). Vivre dans une telle situation, ce n'est pas facile.

### **Si vous n'avez pas vu son corps, vous a-t-on quand même délivré un certificat de décès ?**

- Le certificat de décès m'a appris qu'il est mort de mort naturelle. Mais si c'était le cas, j'aurais pu le conduire à sa dernière demeure avec ma famille. Quelqu'un qui est mort de mort naturelle, on ne l'enterre pas nuitamment de façon sauvage.

### **Le certificat de décès était signé par qui ?**

- Par un militaire je ne sais qui (elle cherche en vain un document dans son sac). C'est impensable et inhumain.

**Pressentiez-vous quelque chose quand votre fille vous a dit que Paulin ne cessait de demander après vous ?**

- Rien du tout. Paulin sait que je suis sensible et peut-être qu'il n'a rien voulu dire aux enfants. Il n'a jamais laissé percevoir qu'il y avait des problèmes entre les militaires.

**Ne vous a-t-il jamais parlé d'éventuels problèmes entre Sankara et Blaise ?**

- Quand il revient de la présidence, il travaille beaucoup la nuit. A un moment, je voulais qu'on retourne vivre en France surtout que l'UNESCO avait besoin de ses services. Là-bas, on aurait amélioré notre condition de vie mais je sentais que ça ne l'intéressait pas. Il m'a dit que s'il partait, Sankara ne serait pas content de lui. Paulin était attaché au leader de la Révolution. J'ai même demandé à l'écrivain camerounais Mongo Béti, qui avait préfacé son livre Processus de la Révolution de le convaincre pour qu'on quitte le pays, mais en vain. Il aimait beaucoup son pays et voulait aider Sankara.

**Comment avez-vous fait la connaissance de Blaise Compaoré ?**

- Blaise et Sankara étant des amis de longue date, le premier venait souvent les dimanches chez nous. Quand il arrivait, c'était toujours avec des militaires. Certains étaient même perchés sur des toits et d'autres derrière la maison. A un moment, j'ai dit à Paulin que je n'empêche pas son ami de lui rendre visite, mais qu'il vienne le soir pour permettre aux autres amis et frères de venir nous voir. C'était quand même dérangement. Blaise était bien protégé mais le 15 octobre 87, il n'a rien fait pour garantir la sécurité de mon mari. Aujourd'hui, ses soldats veillent sur lui.

**On a appris que c'est par l'entremise de Blaise que Paulin a fait la connaissance de Sankara. Etes-vous au courant de cela ?**

- Vous les hommes, quand vous traitez vos affaires en ville, vous ne le dites jamais aux femmes. Nous, on s'occupe des enfants et c'est tout. Franchement, je ne sais pas à quel moment ils se sont connus et où exactement.

**Après les événements, avez-vous essayé de rencontrer Blaise ?**

- Six mois après les événements, si ma mémoire est bonne, c'est Serges Théophile Balima, qui était le ministre de l'Information à l'époque. Je suis allée le voir dans son bureau pour lui demander de solliciter une audience auprès de Blaise pour moi. Balima m'a dit que le président ne peut pas me recevoir. En fait, ce dernier ne voulait pas m'aider à le rencontrer et je suis repartie chez moi.

**Pourquoi sollicitiez-vous cette audience avec Blaise ?**

- Je voulais simplement lui demander où est mon mari à qui il venait rendre visite à la maison. Cela me tenait beaucoup à cœur.

**Quand Paulin a quitté son poste de directeur de Sidwaya pour celui de directeur de la**

**presse présidentielle, n'aviez vous pas eu des appréhensions ?**

• Il ne me disait absolument rien. A partir du moment où il se rapprochait de Sankara, comme ils avaient les mêmes idées, je suppose que c'était pour mieux travailler ensemble. Il a eu une promotion et il est parti. Les deux aimaient ce qu'ils faisaient et ils croyaient en un idéal.

**Avez-vous pu récupérer à la présidence quelques effets personnels de votre mari ?**

• Trois ou quatre mois après, on m'a convoquée à la gendarmerie pour me remettre le trousseau de clés de notre maison plus la clé de sa voiture. Ce jour-là, je n'ai pas pu démarrer la voiture et c'est un jeune gendarme et un de ses copains qui se sont débrouillés pour l'amener à la cité.

**La voiture était de quelle marque ?**

• C'était une Renault 14.

**On a appris que le compte bancaire de Paulin avait été bloqué après le 15-October. Quelles en étaient les raisons ?**

• Je n'ai jamais eu d'explication sur cette question.

**Ce compte était domicilié dans quelle banque de la place ?**

• C'était à la Banque internationale pour le commerce, l'industrie et l'artisanat du Burkina (BICIA-B). Je n'ai jamais su pourquoi. Je n'ai d'ailleurs pas cherché à en savoir davantage. Avec mes enfants, nous avons vécu avec ce que je gagnais à la SONABEL.

**Aviez-vous une idée de son solde ?**

• Non. Je sais seulement qu'il y déposait sa paye. A l'époque, je ne crois même pas que son salaire atteignait 100 000 FCFA le mois. Vous savez que Thomas avait mis en place des mesures d'austérité pour permettre à l'Etat d'avoir un peu d'argent pour développer le pays par nos propres forces.

**Mais madame Bamouni, que devient ce compte aujourd'hui ?**

• Franchement, je n'en sais rien. Si ça se trouve, il a été clôturé depuis longtemps car cela fait des années qu'il n'a pas enregistré de mouvements. Je ne connais même plus le numéro de ce compte.

**Combien de fois êtes-vous revenue au Burkina depuis votre exil ?**

• Je suis rentrée en juillet 90, au décès de mon beau-père et en juillet 95 aux obsèques de mon papa. En 2001, je suis revenue rendre visite à ma maman et cela a coïncidé avec la Journée nationale de pardon. J'étais aussi là en 2004. Cette année, c'est la deuxième fois que je viens au Burkina.

**Quand vous venez au pays, est-ce que vous essayez d'entrer en contact avec Blaise Compaoré ou une quelconque autorité ?**

- Pas du tout.

**Les autorités aussi ne cherchent pas à vous rencontrer ?**

- Pas du tout.

**Combien d'enfants avez-vous eus ?**

- Nous avons trois enfants. Deux filles, Rachel (l'aînée), Céline (la cadette) et un garçon qui s'appelle Zalna.

**Que deviennent-ils aujourd'hui ?**

- Céline est comptable, Rachel est hôtesse au sol à l'aéroport Roissy Charles de Gaulle tandis que Zalna s'est installé à son propre compte.

**Dans quelle ville habitez-vous en France ?**

- Nous sommes à Argenteuil dans le département du Val-D'Oise. Nous sommes à 17 km de Paris.

**Il y a d'autres Burkinabè là-bas que vous connaissez ?**

- Oui, il y en a beaucoup. Dans le temps, Frédéric Guirma était notre voisin. Mais maintenant, nous avons déménagé, ce qui fait que lui est plus haut alors que nous nous sommes redescendus au centre-ville.

**Vos voisins savent-ils pourquoi vous êtes en France ? Leur avez-vous parlé de votre mari ?**

- Non. Ceux qui savent sont ceux qui sont au courant des problèmes du Burkina. Mais si moi-même je ne le dis pas, c'est difficile de le savoir. Les gens me voient, ils savent que je suis une Burkinabè. Un point, un trait.

**En France comment arrivez-vous à faire face aux charges de la famille ?**

- Tant bien que mal ; mais le résultat est-là les enfants sont grands. On n'a pas vécu avec des millions. Aujourd'hui, ils sont tous indépendants. On ne vit plus ensemble car chacun a un chez-soi et se prend intégralement en charge.

**Depuis que vous êtes en France, avez-vous bénéficié ou continué à bénéficier d'une aide quelconque ?**

- De notre pays, nous n'avons jamais rien reçu. Mais nous avons bénéficié des aides du système

français à savoir les allocations familiales. Ces allocations, plus ce que je gagnais en travaillant, ont été ma seule source de revenus. C'est uniquement avec ces ressources que j'ai élevées mes enfants.

### **Vous travaillez dans quel secteur d'activité ?**

- Je travaillais à l'Education nationale comme agent d'accueil. J'ai pris ma retraite en septembre 2005.

### **Comptez-vous vous installer définitivement en France ?**

- Non. La route de mon pays ne m'est pas encore fermée. Je suis libre. J'y viens et mes enfants aussi viennent tout le temps. On vient, on repart. Je pense que le Burkina nous appartient à tous. On a toute notre place ici.

### **A l'occasion de la journée nationale de Pardon, des mesures d'indemnisation ont été prises en faveur des victimes de la violence en politique. Avez-vous touché ce pécule ?**

- Ils en ont parlé mais je ne m'y suis pas intéressée. Ils n'ont parlé d'indemnisation qu'en 2001. Cela faisait combien d'année après la tuerie d'octobre 87 ? Durant près de 15 ans, est-ce que quelqu'un dans ce pays s'est soucié que ces veuves avaient besoin de quelque chose pour élever leurs orphelins. Normalement, nos enfants devaient être considérés comme des pupilles de la nation. Mais personne ne s'en est soucié. Nous les femmes, on s'est battue pour élever nos enfants. Personne ne nous a aidées jusqu'à maintenant...

### **... Vous avez donc refusé l'indemnisation parce qu'elle était en retard alors... Si elle était intervenue dès 87, vous l'auriez donc acceptée ?**

- En 87, on pouvait dire qu'on en avait le plus besoin parce qu'il y avait des femmes qui ne travaillaient pas... S'ils avaient réglé le problème tout de suite, s'ils avaient accepté nous dire : « Voilà, il y a eu un problème, c'était un accident, on visait telle ou telle personne mais il y a des gens qui se sont trouvés au mauvais endroit au mauvais moment. On demande pardon... ». Je pense que s'ils avaient procédé ainsi, on n'aurait même pas eu besoin de cette journée de Pardon. La réconciliation aurait été faite toute de suite. Mais ils ont laissé pourrir la situation...

### **Avez-vous des contacts avec les autres veuves du 15-October ?**

- En dehors de Mariam Sankara, non. Il faut dire que je n'étais pas connue à Ouaga et je ne connaissais pas beaucoup de gens. Je suis sortie de ma province du Sanguié, j'ai mis le pied dans l'avion et je suis partie pour la France avec mon mari. A notre retour, on est resté 5 ans à Ouaga. Je ne sortais pas beaucoup parce que j'avais déjà les habitudes d'Europe. Je n'allais pas dehors, je ne savais pas fréquenter beaucoup de gens.

### **Mais suite aux douloureux événements, vous avez pu rencontrer quand même quelques veuves du 15-October ?**

- C'est la femme de celui qui était à la cité an II, Bonaventure Compaoré. J'avais aussi été une fois avec Mariam voir une femme à Zogona. Il s'agissait de la veuve d'Abdoulaye Gouem. Mais ça, c'était avant mon départ pour la France. Aujourd'hui, à part Mariam, je n'ai pas de contact particulier avec les autres veuves.

**Quel était l'objet de ces contacts que vous avez eus avec ces veuves avant votre départ ?**

- On allait se voir. On discutait, on essayait de se consoler mutuellement, de se remonter le moral. Le choc était tellement fort qu'on ne savait plus quoi faire.

**Comment et à quel moment avez-vous connu Mariam Sankara ?**

- Mariam et moi on s'est connues au cimetière de Dagnoën...

**Quand ça ?**

- Avant que je ne parte en France. Nous nous sommes rencontrées sur les tombes au cimetière. Moi, je la connaissais uniquement à travers les médias quand Thomas Sankara était président. Sinon avant les événements tragiques, on ne se connaissait pas.

**Comment votre rencontre s'est passée ?**

- C'était en 87. On partait tous les dimanches sur les tombes...

**... Pourtant on raconte que Mariam n'avait jamais vu la tombe de son mari avant le 15 octobre 2007...**

- Du n'importe quoi. C'est au cimetière que nous avons fait connaissance. On ne se connaissait pas avant. Au cimetière, elle était sur la tombe de Thomas et moi j'étais avec mes trois enfants sur celle de Paulin. Elle ne me connaissait pas, mais on s'est dit bonjour. C'est quand elle est arrivée chez elle qu'elle s'est renseignée sur moi. On lui a dit qui j'étais. C'est comme ça qu'elle a su que j'étais la femme de Paulin Bamouni.

**Comment Mariam venait-elle sur les tombes ? Avait-elle toujours des militaires pour sa sécurité ?**

- Non. Elle venait avec ses sœurs et sa belle-sœur je crois. Après l'assassinat de son mari, on l'a « dégraissé ». Elle n'avait ni chauffeur ni sécurité. Elle conduisait elle-même sa voiture pour venir nous voir à la cité.

**Vous n'avez jamais eu d'ennui en allant sur les tombes les dimanches ?**

- Pas du tout.

**Vous conveniez d'une heure pour aller où vous vous y croisie fortuitement ?**

- Non. Moi j'y allais après la messe. Elle aussi elle y allait à sa convenance. Mais quand on a fait connaissance, il nous est arrivé d'harmoniser notre temps pour aller sur les sépultures. Mariam venait donc à la maison chez moi. Elle garait sa voiture et on partait avec la nôtre qui était moins connue et donc moins remarquée par les gens.

**En France vous avez toujours gardé le contact avec Mariam ?**

- Oui.

**C'est elle qui vous a encouragée à aller en France ?**

- Non.

**Vous vous êtes concertées pour venir ensemble à ce 20e anniversaire ?**

- Non. Mais elle m'a appelée pour me dire qu'elle sera au Burkina pour cet anniversaire. Je suis venue au pays parce que je me suis dit que ma présence à ses côtés lui donnerait aussi un peu de réconfort. C'est dans ce but que je suis venue.

**Avez-vous obtenu aujourd'hui la nationalité française ?**

- Oui, je l'ai obtenue ainsi que tous mes enfants. Je précise que c'est dans le cadre du travail que j'ai obtenu cette nationalité. Je vous ai dit qu'on m'avait embauchée à l'Education nationale. J'ai été titulaire à ce poste parce que j'avais obtenu la nationalité française.

**Quand avez-vous commencé à travailler là-bas ?**

- C'est en mars 1989.

**Le 16 octobre 2007, après la marée humaine de la veille, vous êtes retournée au cimetière avec vos enfants et votre nièce. Qu'avez-vous ressenti en allant vous recueillir sur la tombe de Paulin ?**

- C'est toujours la même chose puisqu'il ne se passe pas un jour sans qu'on ne pense à lui. Quelque part, nous partons sur la tombe pour le retrouver dans sa dernière demeure, lui qui nous voit mais que nous on ne voit pas (elle verse des larmes). Nous allons au cimetière chaque fois que nous sommes de passage à Ouaga.

**On sait que concernant Thomas Sankara, il y a une procédure judiciaire qui a été intentée par la veuve. Est-ce que vous aussi vous avez essayé une action en justice ?**

- Non. Mais d'après ce qu'on nous a dit, la plainte qui est déposée pour Thomas concernerait tous les autres qui sont tombés avec lui le 15 octobre 87.

**Croyez-vous que cette plainte va aboutir un jour ?**

- On l'espère bien. On espère que la justice sera faite un jour. Et comme le disait bien Thomas Sankara, « aucune lutte n'est vaine ».

Propos recueillis par Justin Daboné & San Evariste Barro

L'Observateur Paalga

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



## Nana Thibaut : Ni derrière Sankara, ni contre Blaise, il n'a pas côtoyé les Révolutionnaires

mardi 16 octobre 2007.



Nana Thibaut

Versatile pour les uns, révolutionnaire pour les autres, Nana Thibaut dit ce qu'il pense de la révolution, du sankarisme et ce qu'il fait pour la mémoire de celui qu'il considère comme un mythe.

**Vous êtes un défenseur de la révolution. Avez-vous rencontré le président Sankara pendant la révolution ?**

Nana Thibaut (N.T.) : Au temps de la révolution, je n'ai pas côtoyé le président Sankara. Je n'ai jamais été CDR (membre du Comité de défense de la révolution), je n'ai jamais été dans aucune des structures de la révolution. Je travaillais dans un organisme international, la CEAO (Conseil économique de l'Afrique de l'Ouest) qui nous interdisait de nous mêler de la politique. Je suivais les activités de la révolution de loin.

**Qui est Thomas Sankara pour Nana Thibaut ?**

N.T. : Pour moi Thomas Sankara est un mythe. Je voyais en cet homme, un vrai croyant, un homme sage qui est venu libérer son peuple et toute l'Afrique, en défendant la dignité et l'honneur de son peuple. Tout ce qu'il faisait, c'est ce que moi Nana Thibaut souhaiterais faire si j'avais l'occasion de créer un parti politique. Dieu faisant bien les choses, la CEAO a été dissoute et j'ai pris mon bâton pour créer mon propre parti. Mais avant j'ai créé l'Association Thomas-Sankara (ATS), si vous vous en souvenez. Avec l'ATS, j'ai sillonné toutes les provinces

du pays avec des films de Sankara. Récemment, des organisateurs de la commémoration du 15 octobre sont venus chercher chez moi des images. C'est dire que j'ai commencé à travailler pour défendre la mémoire de Thomas Sankara, pour toujours tenir haut son flambeau bien avant d'autres personnes qui sont venues par le hasard des choses et qui se disent sankaristes, qui insultent.

**Que faites-vous pour honorer la mémoire de celui qui est un mythe pour vous ?**

N.T. : Depuis l'assassinat de Thomas Sankara, personne ne peut lever le doigt pour dire qu'il a commencé à organiser le 15 octobre plus tôt que Nana Thibaut. Nous étions deux dans ce pays, Congo Nayabtigoungou, Nana Thibaut et d'autres jeunes. Comme d'habitude à chaque 15 octobre, je n'attends pas le jour « j » pour commencer mes activités. Cette fois encore, je vais sortir avec les discours de Thomas Sankara et me promener en ville. Thomas Sankara va parler et ainsi les gens se souviendront de lui. Je le rends immortel. Je suis en train de monter les haut-parleurs pour sillonner la ville à compter de ce jour (10 octobre) jusqu'au 15 octobre.

**Vous êtes donc sankariste comme certains adorateurs de Sankara ?**

N.T. : Cela ne voudrait pas dire que je suis sankariste. Le sankarisme est une idéologie, ce n'est pas une personne. J'aime Thomas Sankara, j'aime ce qu'il a fait et ce qu'il voulait faire. Sinon, il ne s'agit pas de porter le nom de sankariste, de porter des badges ou de créer des partis. Je suis révolutionnaire, j'aime l'homme et je suis prêt à travailler pour la continuité de ses idéaux.

**Mais pas pour le rayonnement du sankarisme ?**

N.T. : Tous les Ouagalais savent qui est Nana Thibaut aujourd'hui. Je me suis toujours mis du côté du bas peuple. Je défends les veuves et ceux qui n'ont réellement pas les moyens. Mon RDP (Rassemblement démocratique et populaire) n'est pas un parti sankariste, mais un parti révolutionnaire. Je ne suis pas révolutionnaire pour contrecarrer Blaise Compaoré. Je ne suis pas sankariste pour dire que je suis derrière Sankara. Je suis né révolutionnaire et mon sang est révolutionnaire. Aujourd'hui si Blaise Compaoré fait quelque chose de bien, s'il crée quelque chose qui tend vers la révolution, qui est propre, je vais le soutenir. En politique, il y a des gens qui disent aujourd'hui qu'il y a une différence entre Blaise et Sankara, alors que ces mêmes gens ont côtoyé Sankara sous la révolution où ils étaient respectés. Ces gens disent que Sankara n'a rien fait. Moi je me demande pourquoi ils n'ont pas démissionné de leurs postes pendant la révolution. Ce sont des équilibristes, des malhonnêtes. Aujourd'hui c'est Sankara qu'ils condamnent demain ça sera Blaise. Ce sont des caméléons équilibristes. Ce sont des gens qui ne cherchent qu'à remplir leurs poches. Avec ça ils disent qu'ils ont été révolutionnaires. Moi je dis non, un révolutionnaire doit être propre et avoir le cœur blanc. Il faut qu'on se dise la vérité ; tous ces gens sont des mange-mil autour du président.

**Que représente pour vous la Révolution d'août ?**

N.T. : La révolution de Thomas Sankara m'a beaucoup soulagé. Si on veut une comparaison avec le pouvoir de la IV<sup>e</sup> République, il faut qu'on se dise la vérité. Si Blaise aujourd'hui n'est pas bon, c'est la faute à son entourage. Blaise n'a pas le courage de dire la vérité à son entourage. Mais Thomas Sankara était un vrai responsable, c'est un père de famille qui savait éduquer ses enfants ; il a osé et c'est en osant qu'il a accepté mourir. C'est quelqu'un qui

savait prendre ses responsabilités.

Propos recueillis par Mouor Aimé KAMBIRE

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



## XXe anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara : Des solutions trouvées au problème de salles

lundi 17 septembre 2007.



Le 15 octobre prochain sera commémoré le XXe anniversaire de l'assassinat du président Thomas Sankara. En prélude à cet événement, le Comité national d'organisation a fait le point de l'avancement des préparatifs à la presse, le samedi 15 septembre 2007.

15 octobre 1987-15 octobre 2007. Cela fait 20 ans que le président Thomas Sankara a été assassiné. Un triste anniversaire que les sankaristes entendent commémorer le 15 octobre prochain. En prélude à ces manifestations, le vice-président du Comité national d'organisation Jonas Hien, accompagné du président de la commission information/communication Jean Hubert Bazié et du président de la commission thèmes, Me Bénéwendé Sankara, ont animé une conférence de presse, le samedi 15 septembre 2007 à Ouagadougou sur l'état des préparatifs. Une date, deux événements.

Le 15 octobre consacre également les 20 ans d'accession au pouvoir du président Blaise Compaoré. Les préparatifs de cet anniversaire heureux ont rendu les choses difficiles pour les sankaristes. Selon ces derniers, la maison du Peuple leur aurait été refusée à la dernière minute suite à une lettre réquisitionnant le local du 10 au 20 octobre pour la commémoration des 20 ans de pouvoir du président Blaise Compaoré. De même, les sankaristes renoncent au stade du 4-Août qui leur avait été accordé pour l'occasion.

Finalement, selon les précisions sankaristes, les activités se dérouleront au Conseil burkinabè des chargeurs (CBC), à l'espace Gambidi et à l'Atelier théâtre burkinabè (ATB). Environ 1 500 délégués de plusieurs nationalités sont attendus à Ouagadougou. Déjà, une caravane dénommée "Oser inventer l'avenir" serait partie du Mexique, le 7 septembre 2007 avec pour destination le Burkina.

Au cours du symposium qui sera organisé à cet effet, du 11 au 14 octobre 2007, des thèmes sur

L'assainissement des finances publiques, sankarisme et protection de l'environnement, sankarisme et bonne gouvernance, Sankara et l'aide publique au développement seront passés au peigne fin. Selon les organisateurs, l'analyse de ces thèmes devrait aboutir à une conceptualisation du sankarisme.

Une idéologie qui, selon les tenants, est partagée par plusieurs personnes sur le plan international. En témoigne la mobilisation autour de la commémoration des 20 ans d'assassinat du président Sankara. En effet, le 22 septembre prochain se tiendra une journée panafricaine avec au centre des travaux, les visions du président Thomas Sankara.

Jacques Théodore BALIMA (Stagiaire)

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



# Sankarisme : Les voix impénétrables

lundi 15 octobre 2007.

Les voix du sankarisme sont insondables. Blasphème ? Comparaison osée ? Ni l'un ni l'autre. Le leader de la Révolution d'août 1983 a tellement marqué la marche de l'histoire de notre pays qu'il restera encore longtemps un mythe qui rongera l'esprit des uns et mobilisera les autres.

Le jeune capitaine Thomas Sankara, qui a bouleversé les mœurs politiques du Faso en quatre ans de pouvoir, continue de susciter la curiosité des Burkinabè, voire des Africains, vingt ans après sa mort dans d'atroces conditions. Faut-il pour autant conclure qu'il y a une politique sankariste ? Difficile à dire, surtout que, paradoxalement, ce sont ceux qui prétendent continuer son œuvre qui poussent au doute. Vingt ans après sa disparition, les sankaristes en sont encore et toujours à des querelles de chiffonniers.

On se rappelle encore le ridicule que certains d'entre eux ont offert au début du processus démocratique, lorsque la veuve Mariam Sankara leur a offert quelques millions en guise de soutien à leurs activités. Il n'en fallait pas plus pour que les grands noms du sankarisme de l'époque se battent pratiquement dans l'avion, donc avant même d'avoir rejoint le Faso natal. Un tel comportement est naturellement aux antipodes de celui de Thomas Sankara dont la première qualité est son intégrité. Depuis lors, que d'eau a coulé sous le pont politique du Faso !

En effet, la scène politique grouille de formations politiques qui se réclament du sankarisme sans qu'on ne saisisse réellement leur option politique, en dehors de l'utilisation du patronyme du père de la Révolution d'août. Le sankarisme a gagné en quantité, mais la qualité laisse parfois à désirer. Le doute s'installe même au sein des premières forces politiques qui ont osé (pour l'époque) se réclamer du sankarisme : Le MTP du Nayab a pratiquement disparu et son patron avec. Il n'est maintenant visible que lors de consultations électorales ; mais, à en juger par les piètres scores qu'il récolte, le peuple semble lui avoir définitivement tourné le dos.

Après le boycott de la présidentielle de 1991, le BSB de Nongma Ernest Ouédraogo a été, dès 1992, le pionnier sankariste aux premières lueurs électorales de la IVe République. Puis le Bloc a connu plusieurs fusion-absorption et ses principaux responsables sont de nos jours des militants de la Convention panafricaine sankariste (CPS). Le FFS de Norbert Tiendrébéogo, qui peut lui aussi être considéré comme l'un des premiers partis sankaristes, connaît un relatif décollage, puisque deux de ses militants sont aujourd'hui à l'hémicycle, même s'ils ont été élus sous la bannière de l'Union des partis sankaristes.

Mais le disciple de Sankara le plus en vue dans le microcosme politique est sans aucun doute le moustachu, maître Bénéwendé Stanislas Sankara. Sa formation politique a devancé ses "sœurs" sankaristes, lors des quatre dernières consultations, sans oublier que lui-même a eu le

meilleur score après Blaise Compaoré à la présidentielle de 2005. Les résultats électoraux donnent à penser que les Burkinabè ont plutôt une bonne image de l'homme de la Révolution d'août.

Mais certains observateurs avisés de la scène politique estiment que le premier danger pour le sankarisme, ce sont les sankaristes eux-mêmes. Effectivement, l'opinion s'explique difficilement que les sankaristes, ou prétendus tels, continuent de s'entre-déchirer, alors qu'ils ont pu faire la preuve que c'est dans l'unité d'action qu'ils sont plus forts.

Le bon score de l'Union des partis sankaristes en mai dernier doit donner à réfléchir. A eux de faire en sorte que l'unité que tous les partis sankaristes affichent en ce moment, à l'occasion de l'organisation du 15 octobre 2007, ne soit pas de façade mais plutôt un nouveau départ. Mais c'est certainement plus facile à dire qu'à faire.

Adam Igor

Journal du jeudi

[Retour au format normal](#)



# Commémoration du 15-octobre : Des souvenirs tragiques à Koudougou

mardi 16 octobre 2007.

Quatre ans de dur labeur, quatre ans de restructurations, quatre ans de réformes, quatre ans d'éveil de consciences, bref, quatre ans de révolution. Une période que les Burkinabè sont loin d'oublier, surtout les Koudougoulais. La révolution a eu des acquis, mais aussi des insuffisances.

A Koudougou, certains se souviennent de cette période, comme si c'était hier, en l'occurrence ceux qui ont vécu les chaudes journées du 27 octobre 1987 à Koudougou. Nous avons rencontré certaines personnes qui ont vu naître cette révolution et qui l'ont également vue mourir. Voici ce qu'ils nous confient comme souvenirs de cette période.

**François Sondo : "Des acquis, mais aussi des insuffisances"**

"La révolution est une expérience que nous avons vécue au Burkina, et qui, au départ, était une bonne chose par rapport à la prise de certaines décisions. Notamment les décisions à caractère social, comme la construction des cités, qui a permis à certains d'être bien logés. Les acquis majeurs de la révolution, c'est d'abord la vie de l'Etat ; on avait amené les ministres et directeurs d'institution à adopter un rythme de vie qui s'adaptait aux moyens de l'Etat. Au niveau de l'éducation, il y a eu la baisse des frais de la scolarité, il y a eu également la réduction du coût des loyers, etc.

Mais, comme certains n'ont pas compris ces mesures, ils pensaient que ce n'était pas bien. Il y a aussi eu des insuffisances à un moment donné. Les libertés individuelles et collectives étaient un peu, quelquefois, bafouées. La fin de cette période révolutionnaire à Koudougou, notamment la date du 27 octobre 1987, a été désolante. J'ai été tellement déçu. Je ne pouvais pas comprendre que pour un problème donné, les Burkinabè ne puissent pas s'asseoir, discuter et se comprendre. A l'époque, on a pris la ville en otage, on tirait partout, on a affolé la population ; c'était vraiment désolant. Ceux qui ont eu le courage de rester en ville ce jour-là n'étaient pas nombreux. Les gens ont fui à pied pour aller à Réo, certains à Goundi, d'autres à Tiogo. Des enfants se sont égarés dans la nature. Il a fallu 2 ou 3 jours pour les retrouver. La solution était de négocier.

Tous les conflits se dénouent ainsi. Les droits de l'homme ont été bafoués, certains soldats se sont rendus, mais, malgré cela, ils ont été tués. Certains ont été tués et brûlés soit la nuit, ou dans la journée. Certains n'ont pas été dignement enterrés. On a simplement versé de la terre sur leur corps. La vie humaine est sacrée ; quand un individu tue son semblable et le brûle, c'est très grave. Même en étant dans un Etat de droit, on a remarqué que cela continue. Norbert Zongo a été tué et brûlé. La révolution est une expérience qui va nous permettre de

mieux nous organiser."

### **Issouffou Kabré : "Les CDR, la tache noire"**

"La révolution est arrivée quand j'avais 23 ans. Nous étions tous dedans. En tant que musulman croyant, je peux dire que ce qui est arrivé est l'œuvre de Dieu. C'est le destin. Mais après le départ de Thomas Sankara, je constate qu'il n'y a pas eu un grand changement en terme d'actions qui se posent sur le terrain par le pouvoir actuel. Les acquis de la révolution sont nombreux, elle nous a ouvert les yeux, comme on le dit, c'est-à-dire éveillé les consciences. Elle a beaucoup aidé à construire la nation. Les insuffisances, c'était surtout les CDR. Ils n'avaient pas compris leur mission dès le début. Ils se sont comportés de telle sorte que les gens avaient l'impression que la révolution était venue pour tout détruire, alors que ce n'était pas du tout cela. M

ais, comme je l'ai dit, c'était la volonté de Dieu. Peut-être que Dieu n'a pas voulu que la révolution dure longtemps, voilà pourquoi ils se comportaient ainsi. C'est un régime que j'ai aimé même s'il avait ses aspects négatifs. La fin de la révolution a été tragique, mais nous avons pu éviter le pire. Parce que le capitaine Boukari, dit le Lion, a été compréhensif. Il n'a pas voulu riposter, je pense que ça a été une bonne décision de sa part en tant que chef de BIA. Je le félicite pour cela. Si Dieu a voulu que Blaise Compaoré soit au pouvoir, on doit l'accepter et le soutenir pour le développement de la patrie. Tout vient de Dieu, donc on ne pouvait que l'accepter. Sinon le 27 octobre à Koudougou n'a pas été facile."

### **Ousséni Zoungrana : "Des actions collectives de développement"**

"Le souvenir que j'ai de la révolution, c'est l'ensemble des actions collectives de développement qui ont jalonné cette période. Les insuffisances, c'était les CDR. Je peux même dire que c'est eux qui ont été à la base de la chute du régime. En tant que Burkinabè, je ne souhaitais pas que la révolution se termine par un bain de sang comme nous l'avons vécu. La date du 27 octobre 1987 a été une date noire pour les Koudougoulais. Nous avons tous eu peur ce jour-là. C'était vraiment désolant."

### **Amado Zoungrana : "Une belle expérience pour le Burkina"**

"Avant la révolution, le peuple n'était pas éclairé. Mais avec l'avènement de la révolution, les gens ont pris conscience. Si la révolution se prolongeait, elle allait devenir comme une sorte de démocratie. C'est-à-dire que personne n'allait être brimé ou opprimé. Mais les gens n'ont pas compris l'idéologie de la révolution, ils pensaient que la révolution allait les faire souffrir. Elle a été une belle expérience pour le Burkina Faso. Il y a eu beaucoup d'acquis sous la révolution, je peux même vous dire que tous les projets en exécution actuel dans le pays sont issus de la révolution.

Si elle avait eu la chance de durer un peu plus, les citoyens allaient comprendre que la révolution a beaucoup d'aspects positifs. Le début a été difficile, cela est normal. Pour réussir une bonne œuvre, il faut traverser des périodes difficiles. Ce que j'ai cependant déploré au cours de cette période, c'est surtout les agissements des CDR. Ils ont outrepassé la mission qui leur avait été confiée. La révolution a voulu que l'on traite tout le monde sur le même pied d'égalité. Que les plus nantis soutiennent les plus démunis. Mais beaucoup de gens n'ont pas

compris cela. Ce n'est pas comme aujourd'hui, où les plus riches se moquent des plus pauvres parce qu'ils n'ont pas à manger.

La révolution a connu une fin douloureuse, surtout à Koudougou ici. Nous avons été beaucoup marqués par la fin de cette ère révolutionnaire, notamment à la date du 27 octobre 1987. Nous avons vécu des nuits cauchemardesques. Nous avons tous fuit la ville. Certains ont camouflé leurs enfants dans des puits perdus, d'autres ont transporté leur famille par des charrettes pour chercher un lieu de refuge. Tout cela est dû au fait que les uns et les autres ne se sont pas compris. La révolution burkinabè a été bien parce qu'il n'y avait pas de voleurs ni de corrupteurs, encore moins des corrompus comme aujourd'hui."

---

## Des symboles qui se meurent

La perfection n'est pas de ce monde, comme le dit un vieux dicton. C'est ainsi que la révolution avait ses côtés positifs et négatifs à l'image des agissements des CDR, décriés par bon nombre de citoyens. Elle s'en est allée avec certains de ses pères fondateurs dont le capitaine Thomas Sankara. A Koudougou, certains y ont également laissé leur peau. Les symboles forts de ces heures Sankara se sont dégradés peu à peu. L'ex-camp BIA (Bataillon d'intervention aéroportée), autrefois dirigé par le capitaine Boukari Kaboré, dit le lion, n'est plus que l'ombre de lui-même. Sur la route de Tiogo, reposent certains militaires comme le sous-lieutenant Bertrand Ky et certains de ses compagnons.

Propos recueillis par Dabadi ZOUMBARA

Le Pays

[Retour au format normal](#)



## Symposium « Oser inventer l'avenir » : La "Françafrique" mise en accusation

mardi 16 octobre 2007.



Le symposium international Thomas- Sankara ouvert le 11 octobre dernier, s'est achevé dimanche 14 octobre sur de nombreuses recommandations mais aussi sur des « révélations » relatives à la mort il y a 20 ans de Thomas Sankara.

Les partisans de l'ex-président du Burkina Faso, Thomas Sankara, à la veille de la date commémorative de sa mort, ont nommément désigné la « Françafrique » comme « principal auteur et commanditaire » de l'assassinat du père de la Révolution burkinabè. Les participants à ce premier symposium international « Thomas Sankara », qui s'est ouvert sous le thème « Oser inventer l'avenir », ont pointé du doigt les relations nébuleuses de la France avec l'Afrique, appelées couramment « Françafrique ».

Les participants venus d'Europe et d'Afrique accusent aussi certains pays membres de la Françafrique qui auraient comploté pour la survenue de l'événement du 15 octobre. Ils exigent l'ouverture des archives françaises, togolaises, ivoiriennes et libyennes afin que toute la lumière soit faite sur la mort de l'ex-président. Les Sankaristes impliquent officiellement la France, ses réseaux et d'autres pays dans le coup d'Etat contre Sankara (...).

Les Sankaristes, réunissant des politiciens, des membres d'associations, des chercheurs et étudiants, ont par ailleurs attaqué le bien-fondé du droit de veto dont jouissent les Etats-Unis, la Chine, la France, l'Angleterre et la Russie au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce droit jugé « antidémocratique » à leurs yeux, est incapable de prévenir et d'empêcher les conflits armés dans le monde. Il a été dénoncé dans son principe et dans son usage. Le droit de veto doit être selon les Sankaristes, abandonné au profit d'un mécanisme plus respectueux du principe d'égalité entre les Etats membres du Conseil.

Le symposium s'est achevé sur un total de six recommandations, dont l'une d'elle défend la femme burkinabè. Les participants n'ont pas manqué de dénoncer le rôle de « figuration » dans

lequel les femmes sont "confinées au pays des Hommes intègres" et « l'exploitation à large échelle » dont elles sont victimes. Les Sankaristes ont appelé elles burkinabè à un sursaut d'orgueil pour restaurer leur dignité en s'impliquant dans les partis sankaristes afin de constituer une « alternance crédible », fondement de leur promotion et de leur épanouissement.

L'un des buts du symposium est de permettre de définir un contenu commun de l'idéal sankariste. La question a été confiée à un comité international de rédaction de la conceptualisation du Sankarisme qui verra bientôt le jour. Il regroupera des Burkinabè membres de la société civile, des partis politiques mais aussi des personnes ressources. Les nostalgiques de l'ère révolutionnaire recommandent enfin l'élaboration d'un code d'éthique sankariste, afin d'établir des points de repères de comportements que devraient avoir les Sankaristes. « Cela éviterait l'amalgame et l'infiltration des opportunistes dans le mouvement sankariste », a justifié El Hadj Mamadou Kabré, membre du comité national d'organisation de la rencontre. Une dizaine de partis politiques se réclament aujourd'hui de l'idéal du président Thomas Sankara. Toutes les tentatives pour les regrouper ont jusque-là échoué. Cette unité est vivement "salutaire" pour fédérer les énergies, les ressources humaines « afin de conquérir l'électorat pour une prise du pouvoir d'Etat ».

En entendant, les Sankaristes se consolent à l'idée que cette divergence est en fait une diversité, signe d'un dynamisme au sein des partis sankaristes.

Mouor Aimé KAMBIRE et Boureima LANKOANDE

---

### **Atoumane Dioune : le « Sankara » sénégalais**

Atoumane Dioune est Sénégalais. Il a pris part à l'atelier « Sankara et l'environnement ». Il s'est fait remarquer par ses questions hors thème. Qui est Atoumane Dioune ?

Atoumane Dioune (A.D.) : je m'appelle Dioune Atoumane alias Sankara. Je suis professeur d'histoire-géographie au collège Ross-Béthio de Saint Louis au Sénégal.

### **Qu'est-ce qui a motivé votre séjour à Ouagadougou ?**

A.D. : Je suis à Ouagadougou pour réaliser un rêve qui m'habite depuis 20 ans : me recueillir sur la tombe de mon idole, Thomas Sankara. Je participe à cette commémoration pour faire la connaissance de camarades sankaristes et nouer des relations sincères et durables avec eux. Je compte aussi avoir quelques éclaircissements sur certains paramètres de la Révolution et de son leader qui m'échappaient jusque-là.

### **Que représente pour vous le président du CNR ?**

A.D. : Thomas Sankara est ma référence sur le plan politique. J'ai connu des révolutionnaires africains : Lumumba, Cabral etc., par les écrits. Mais Sankara est mon contemporain ; j'ai vu et entendu Sankara défendre l'Afrique. Il m'a séduit par ses qualités morales, surtout son

humilité, son intégrité et son courage de reconnaître ses erreurs. Sankara est pour moi « l'homme qui dit ce qu'il fait et qui fait ce qu'il dit ».

**Croyez-vous que son idéal peut servir encore aujourd'hui ?**

A.D. : Le Sankarisme est pour moi la seule voie de développement de l'Afrique parce qu'il prône l'indépendance totale, l'intégrité avec des patriotes foncièrement sincères.

**Vous avez cité Anta Diop comme défenseur de l'environnement ; peut-on rapprocher les deux hommes ?**

A.D. : Ces deux-là étaient pour moi (je préfère « sont » parce qu'ils sont vivants), des panafricanistes et des nationalistes sincères et convaincus.

Propos recueillis par Mouor Aimé KAMBIRE

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



## Témoignages sur les événements du 15 octobre : Chacun voit midi devant sa porte

mercredi 31 octobre 2007.



Jamais commémoration d'un 15 octobre n'aura été aussi prolifique en témoignages, écrits et déclarations divers que celle de cette année 2007. Solennité du 20e anniversaire oblige, les espaces médiatiques ont été largement ouverts à des témoignages les uns plus pathétiques que les autres. Au total, que de passion et de contradictions sur certains faits, gestes et situation sur l'avant et l'après 15 octobre 1987.

En vérité, certains écrits et témoignages ont donné dans la démesure. Des cœurs vraiment ou faussement meurtris devant les micros et les appareils photos de la presse se sont livrés à des épanchements émouvants. Catharsis réparateur ou afflictions calculées pour jeter l'anathème sur des coupables tout désignés, en fait, des victimes ou tout le moins les protagonistes d'un imbroglio politique dont le dénouement tragique n'est malheureusement pas sans rappeler un far West hollywoodien ou c'est à qui tirera le premier pour sauver sa peau.

On peut déplorer et on déplore fortement que la Révolution burkinabè, qui se voulait une expérience originale, se soit essoufflé si piteusement pour aboutir aux tragiques événements du 15 octobre 1987.

L'émotivité humaine voudrait que la victime soit celui qui a subi plus de casses et le bourreau celui qui, à force de se débattre, à assener des coups pour se défendre. Ainsi veut la bienséance de la morale humaine si fait que, on voit presque au quotidien des accidents de circulation où des citoyens sont presque lynchés dans leur droit parce que d'autres protagonistes de l'accident, même quand ils sont en tort, ont raison d'avoir été blessés ou tués. L'émotion et la colère qui peuvent l'accompagner sont des folies plus ou moins brèves.

Quand il s'agit de faits politiques comme le cas d'espèce et qu'à l'émotion et à la colère s'ajoute la passion partisane et activiste, bonjour les dégâts et la guerre des tranchées qui perdure. Pour les tragiques événements du 15 octobre 1987, la guerre des tranchées entretenue principalement par les Sankaristes, dure depuis 20 ans maintenant. C'est de bonne guerre, nous

dira-t-on. Mais sert-elle la bonne cause ?

Ce n'est pas évident quand on en arrive à vouloir déformer l'histoire et à prendre l'avenir de toute une nation en otage au service, sinon d'un besoin de vengeance en tout cas pour des intérêts purement politiques. Dans ce qui reste pour l'instant un débat passionnel non exempt, hélas, de fiel haineux entre Sankaristes et Compaoristes, on aurait voulu un arbitrage digne du nom du côté des autres acteurs politiques à défaut de celui de la société civile.

Mais on pourrait attendre en vain car l'objectivité est la chose la moins bien partagée en politique. De fait, il ne faut pas exclure que certains acteurs politiques en 2007 tout comme en 1987 se tiennent dans le confort de l'ombre pour laisser Blaise Compaoré et son carré de fidèles faire le « mauvais travail » de déménageurs éboueurs de la République et quand il essaie de dire un mot, c'est pour se donner le bon rôle dans l'histoire. Ainsi vit la faune politique burkinabè où pullule tous genres d'espèces.

Le cas express de l'Union nationale pour la démocratie et le développement (UNDD)

Voilà un parti très prolifique qui aime à pondre les déclarations dithyrambiques à propos de tout et de rien qui sera resté étonnement muet ce mois d'octobre. Maître Hermann Yaméogo, l'un des premiers hommes politiques de droite à avoir soutenu le Front populaire n'est pas entré franchement dans le débat de savoir si oui ou non le 15 octobre 1987 est l'amorce d'une Renaissance démocratique au Burkina. Une opinion doctrinale ou tout au moins une déclaration des instances officielles de son parti aurait contribué un tant soit peu à éclairer la lanterne des jeunes générations. Le chantre du « tékré » n'est pas seul dans cette situation d'attendiste qui n'est pas loin de signifier que Sankaristes et Compaoristes s'étripent, on verra après.

Comme dans un prolongement des occasions manquées de placer l'intérêt national et la défense de la démocratie au-dessus de tout, le président de l'UNDD a préféré, dans un oral de rattrapage qui ne dit pas son nom, envoyé son vice-président au charbon. Dans une interview publiée ce mercredi 24 octobre, M. Dabo Hamado a vite fait de rappeler « qu'aujourd'hui le pouvoir et nous (UNDD), c'est chien et chat » même s'ils ont été des « acteurs clés » de l'ouverture démocratique sous le Front populaire. Il faut concéder cela à Hermann Yaméogo. Il a joué un rôle positif qui a poussé les fondateurs du Front populaire, tous, peu ou prou marxistes, voire communistes à ne pas constitutionnaliser la révolution mais plutôt à élargir les libertés démocratiques.

De là à s'attribuer certaines décisions importantes de décrispation sociale prises dès l'avènement du Front populaire, il y a un pas que M. Hamado Dabo, a vite franchi. Quand il déclare littéralement dans son interview publiée par le quotidien « l'Observateur paalga » ce 24 octobre : « C'est nous qui avons demandé par exemple la reprise des licenciés et des dégages, la libération des détenus au Conseil... », il y a maldonne quelque part. En effet, tous ceux qui ont suivi les événements du 15 octobre à la Radio nationale et à la Télévision du Burkina sont mémoratifs que dès son communiqué N°5, le Front populaire annonçait la reprise des enseignants ainsi que d'autres fonctionnaires licenciés sous le CNR.

C'était dans le feu de l'action et il nous semble difficile qu'Hermann Yaméogo ou qui que ce soit de son parti qui n'existait pas ait pu rencontrer Blaise Compaoré à cette date 15 octobre dans la soirée. Mais M. Hamado Dabo, vice-président de l'UNDD a commis le péché mignon de

bien de personnes qui dans les témoignages sur la mort de Thomas Sankara et la Renaissance démocratique ont vu midi à 14 heures devant leur porte. Encore une fois, c'est de bonne guerre que chacun se prenne pour une victime ou un héros de la rupture du 15 octobre 1987. Tant pis pour Blaise Compaoré.

Djibril TOURE

---

L'opération marketing commença dès le 15 octobre avec le communiqué n°5 du Front populaire, revenant sur l'une des mesures les plus impopulaires du CNR, à savoir le licenciement d'un millier d'enseignants et d'autres fonctionnaires. Le communiqué en question disait notamment que :

« 1°) Tous les enseignants licenciés en 1984 pour fait de grève sont repris dans leur corps d'origine.

2°) Tous les agents de l'Etat, suspendus, voient leurs sanctions levées.

3°) Tous les prisonniers politiques et internés administratifs sont élargis ».

Dans la foulée de ce communiqué, un décret ministériel prononça la reprise effective des enseignants licenciés. Sans conteste, cette décision salutaire provoqua un ouf ! de soulagement dans bien de chaumières burkinabè.

L'Hebdo

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



## Témoignages sur les événements du 15 octobre : Chacun voit midi devant sa porte

mercredi 31 octobre 2007.



Jamais commémoration d'un 15 octobre n'aura été aussi prolifique en témoignages, écrits et déclarations divers que celle de cette année 2007. Solennité du 20e anniversaire oblige, les espaces médiatiques ont été largement ouverts à des témoignages les uns plus pathétiques que les autres. Au total, que de passion et de contradictions sur certains faits, gestes et situation sur l'avant et l'après 15 octobre 1987.

En vérité, certains écrits et témoignages ont donné dans la démesure. Des cœurs vraiment ou faussement meurtris devant les micros et les appareils photos de la presse se sont livrés à des épanchements émouvants. Catharsis réparateur ou afflictions calculées pour jeter l'anathème sur des coupables tout désignés, en fait, des victimes ou tout le moins les protagonistes d'un imbroglio politique dont le dénouement tragique n'est malheureusement pas sans rappeler un far West hollywoodien ou c'est à qui tirera le premier pour sauver sa peau.

On peut déplorer et on déplore fortement que la Révolution burkinabè, qui se voulait une expérience originale, se soit essoufflé si piteusement pour aboutir aux tragiques événements du 15 octobre 1987.

L'émotivité humaine voudrait que la victime soit celui qui a subi plus de casses et le bourreau celui qui, à force de se débattre, à assener des coups pour se défendre. Ainsi veut la bienséance de la morale humaine si fait que, on voit presque au quotidien des accidents de circulation où des citoyens sont presque lynchés dans leur droit parce que d'autres protagonistes de l'accident, même quand ils sont en tort, ont raison d'avoir été blessés ou tués. L'émotion et la colère qui peuvent l'accompagner sont des folies plus ou moins brèves.

Quand il s'agit de faits politiques comme le cas d'espèce et qu'à l'émotion et à la colère s'ajoute la passion partisane et activiste, bonjour les dégâts et la guerre des tranchées qui perdure. Pour les tragiques événements du 15 octobre 1987, la guerre des tranchées entretenue principalement par les Sankaristes, dure depuis 20 ans maintenant. C'est de bonne guerre, nous

dira-t-on. Mais sert-elle la bonne cause ?

Ce n'est pas évident quand on en arrive à vouloir déformer l'histoire et à prendre l'avenir de toute une nation en otage au service, sinon d'un besoin de vengeance en tout cas pour des intérêts purement politiques. Dans ce qui reste pour l'instant un débat passionnel non exempt, hélas, de fiel haineux entre Sankaristes et Compaoristes, on aurait voulu un arbitrage digne du nom du côté des autres acteurs politiques à défaut de celui de la société civile.

Mais on pourrait attendre en vain car l'objectivité est la chose la moins bien partagée en politique. De fait, il ne faut pas exclure que certains acteurs politiques en 2007 tout comme en 1987 se tiennent dans le confort de l'ombre pour laisser Blaise Compaoré et son carré de fidèles faire le « mauvais travail » de déménageurs éboueurs de la République et quand il essaie de dire un mot, c'est pour se donner le bon rôle dans l'histoire. Ainsi vit la faune politique burkinabè où pullule tous genres d'espèces.

Le cas express de l'Union nationale pour la démocratie et le développement (UNDD)

Voilà un parti très prolifique qui aime à pondre les déclarations dithyrambiques à propos de tout et de rien qui sera resté étonnement muet ce mois d'octobre. Maître Hermann Yaméogo, l'un des premiers hommes politiques de droite à avoir soutenu le Front populaire n'est pas entré franchement dans le débat de savoir si oui ou non le 15 octobre 1987 est l'amorce d'une Renaissance démocratique au Burkina. Une opinion doctrinale ou tout au moins une déclaration des instances officielles de son parti aurait contribué un tant soit peu à éclairer la lanterne des jeunes générations. Le chantre du « tékré » n'est pas seul dans cette situation d'attendiste qui n'est pas loin de signifier que Sankaristes et Compaoristes s'étripent, on verra après.

Comme dans un prolongement des occasions manquées de placer l'intérêt national et la défense de la démocratie au-dessus de tout, le président de l'UNDD a préféré, dans un oral de rattrapage qui ne dit pas son nom, envoyé son vice-président au charbon. Dans une interview publiée ce mercredi 24 octobre, M. Dabo Hamado a vite fait de rappeler « qu'aujourd'hui le pouvoir et nous (UNDD), c'est chien et chat » même s'ils ont été des « acteurs clés » de l'ouverture démocratique sous le Front populaire. Il faut concéder cela à Hermann Yaméogo. Il a joué un rôle positif qui a poussé les fondateurs du Front populaire, tous, peu ou prou marxistes, voire communistes à ne pas constitutionnaliser la révolution mais plutôt à élargir les libertés démocratiques.

De là à s'attribuer certaines décisions importantes de décrispation sociale prises dès l'avènement du Front populaire, il y a un pas que M. Hamado Dabo, a vite franchi. Quand il déclare littéralement dans son interview publiée par le quotidien « l'Observateur paalga » ce 24 octobre : « C'est nous qui avons demandé par exemple la reprise des licenciés et des dégages, la libération des détenus au Conseil... », il y a maldonne quelque part. En effet, tous ceux qui ont suivi les événements du 15 octobre à la Radio nationale et à la Télévision du Burkina sont mémoratifs que dès son communiqué N°5, le Front populaire annonçait la reprise des enseignants ainsi que d'autres fonctionnaires licenciés sous le CNR.

C'était dans le feu de l'action et il nous semble difficile qu'Hermann Yaméogo ou qui que ce soit de son parti qui n'existait pas ait pu rencontrer Blaise Compaoré à cette date 15 octobre dans la soirée. Mais M. Hamado Dabo, vice-président de l'UNDD a commis le péché mignon de

bien de personnes qui dans les témoignages sur la mort de Thomas Sankara et la Renaissance démocratique ont vu midi à 14 heures devant leur porte. Encore une fois, c'est de bonne guerre que chacun se prenne pour une victime ou un héros de la rupture du 15 octobre 1987. Tant pis pour Blaise Compaoré.

Djibril TOURE

---

L'opération marketing commença dès le 15 octobre avec le communiqué n°5 du Front populaire, revenant sur l'une des mesures les plus impopulaires du CNR, à savoir le licenciement d'un millier d'enseignants et d'autres fonctionnaires. Le communiqué en question disait notamment que :

« 1°) Tous les enseignants licenciés en 1984 pour fait de grève sont repris dans leur corps d'origine.

2°) Tous les agents de l'Etat, suspendus, voient leurs sanctions levées.

3°) Tous les prisonniers politiques et internés administratifs sont élargis ».

Dans la foulée de ce communiqué, un décret ministériel prononça la reprise effective des enseignants licenciés. Sans conteste, cette décision salutaire provoqua un ouf ! de soulagement dans bien de chaumières burkinabè.

L'Hebdo

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



# Thomas Sankara : Le capitaine immortel

mardi 16 octobre 2007.



Thomas Sankara

Thomas Sankara est l'inventeur d'une révolution originale qui aura marqué l'histoire. A la tête du Burkina Faso, l'un des pays les plus pauvres du monde, le jeune capitaine a osé parler de valeurs authentiques, combattre la corruption au plan national, refuser des prêts de la Banque mondiale, qualifier d'impérialistes certaines pratiques dans les relations Nord-Sud. Toute sa philosophie et sa stratégie se résumaient à une valeur : la patrie ou la mort.

Vingt (20) ans après sa mort, Thomas Sankara est toujours dans les cœurs. Né en 1949, le jeune capitaine est arrivé au pouvoir le 4 août 1983. Élégant et éloquent, il aura marqué sa génération par son audace. Dès sa prise de pouvoir, il décide de décoloniser les mentalités en abandonnant le nom Haute-Volta du colonisateur pour un autre plus original, Burkina Faso. Une combinaison du mooré et du dioula signifiant le pays des Hommes intègres. "On ne décide pas de devenir chef de l'Etat, on décide d'en finir avec telle ou telle forme de brimade, d'exploitation, c'est tout. Vivre africains pour vivre libres et dignes", disait-il.

Pour lui, les Africains doivent se libérer totalement du joug occidental en assurant une vision propre à eux. Lui et ses compagnons d'armes Henri Zongo, Boukary Jean-Baptiste Lingani, Blaise Compaoré... veulent à travers une révolution, redonner une chance à leur pays classé parmi les plus pauvres au monde. Ils mettent sur pied des comités de défense de la Révolution. Ils parlent de centralisme démocratique, masse laborieuse, lutte de classes. Les jeunes soldats puisent leur vocabulaire et solutions chez Marx, Lénine, Mao, Guévara. Dans la bibliothèque de

Sankara, il y avait tous les classiques du marxisme-léninisme et le jeune capitaine reconnaît "qu'il a bu tout Lénine", témoigne Sennen Andriamirado dans "Sankara le Rebelle".

Thom Sank, comme ses fans l'appellent affectueusement a d'ailleurs rencontré des révolutionnaires et communistes de renom. Kim Il Sung de la Corée du Nord en 1983. Ce dernier lui a offert un pistolet à crosse d'ivoire "qu'il ne quittait jamais", selon Sennen. Le capitaine a aussi rencontré Jerry Rawling en février 1984, Kadhafi en février 1983 en tant que Premier ministre et en 1984, en qualité de président. En 1986, il a été reçu au Kremlin par Mikhaïl Gorbatchev. Ces rencontres ne sont pas fortuites. Thomas s'inspire de Rawling, le premier, selon lui, à avoir libéré les jeunes officiers et les hommes de troupes et les avoir placés devant leurs responsabilités. "Sank veut démocratiser l'armée". Finie l'armée budgétivore. Désormais l'armée nationale populaire construira des écoles, des routes. Pour "Thom Sank", un militaire sans formation politique et idéologique est un criminel en puissance. Les populations, elles aussi, sont invitées à prendre leur destin en main en s'impliquant dans les projets et programmes.

### La révolution à la Burkinabè

Tous les secteurs sont en marche. Sur le plan agricole, les Burkinabè sont invités à consommer burkinabè. En 1984, 400 tonnes de haricot vert ne purent être exportés. Le gouvernement mena une campagne pour inviter les populations à consommer leurs propres productions. "Quand vous mangez le grain de mil, riz importés, c'est ça l'impérialisme", soutenait Thom Sank. Il exhorte les populations à porter le Faso dan Fani tissé localement. Sur le plan hydraulique, 18 barrages sont construits en 1985 contre deux en moyenne avant la Révolution. Le taux de scolarisation passe de 16,5% à 24%. Au cours de la même période, il augmente le taux d'enseignants à 16%.

Les paysans "déçoeuvrés" sont alphabétisés dans dix langues. Les langues locales sont même introduites dans l'enseignement. Dans le secteur du logement, Sankara fait construire de nouvelles cités à la portée des populations. En matière de santé, il est question de l'opération "Un village, un poste de santé primaire". Deux millions et demi de Burkinabè sont vaccinés. L'OMS félicite Sankara pour ses actions contre la polio, la rougeole et la méningite. L'environnement n'est pas en reste. En quinze (15) mois, dix millions d'arbres ont été plantés pour faire reculer le Sahel. Des aménagements de sites anti-érosifs sont mis en place avec les populations. Sankara prône également l'émancipation de la femme par l'instruction et un pouvoir économique. "C'est avec ces armes qu'elles pourront se libérer d'elles-mêmes", soutien-t-il.

### Sankara, l'incorruptible et l'éternel insoumis

Dans la mise en œuvre de son programme de développement, le jeune capitaine lutte contre toutes les formes de gaspillage et de corruption. Il a déjà donné l'exemple en reversant ses indemnités de mission après un séjour libyen alors qu'il était encore Premier ministre. Il s'est rendu à son premier conseil des ministres en 1981 à l'époque en bicyclette. Une fois président, il roulera en Renault 5. Thomas Sankara a aussi créé la radio en direct avec le CPS, au cours de laquelle tous les mardis soir, les populations peuvent interpeller personnellement les ministres, officiers... Il promet de chasser de l'administration et de l'armée les "fonctionnaires pourris". Les Burkinabè retiendront aussi de lui les Tribunaux populaires de la Révolution (TPR) où les anciens dirigeants ont dû s'expliquer sur leur gestion antérieure. Le révolutionnaire a refusé des prêts de la Banque mondiale pour financer "des projets que son pays n'a pas choisis".

Parlant de la dette du Burkina, Thom Sank a demandé aux pays du Sud lors de son discours à l'OUA en 1987, de faire front pour ne pas la rembourser. "Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence".

Deux mois et demi après ce discours, il décède le 15 octobre de la même année. Sankara savait qu'il dérangeait. "Nous avons clairement conscience que nous dérangeons. La question est de savoir qui nous dérangeons : la minorité ou la majorité" ? Sankara a été perçu comme celui qui voulait faire perpétuer un nouvel ordre autre que celui qui prévalait en Afrique de l'Ouest. Il est accusé de s'inspirer par moments du "Livre vert" de Khadafi, alors que Sankara a dit au président libyen que "votre expérience nous intéresse mais nous voulons vivre la nôtre", rapporte Sennen. Thom Sank a eu des relations difficiles avec certains de ses voisins. Toujours est-il que longtemps, poursuivra l'écrivain, le coup du complot d'un coup d'Etat fomenté par la lagune Ebrié fait bruit à Ouagadougou. En 1985 éclate "la deuxième guerre des pauvres" entre le Burkina Faso et le Mali suite à un différend frontalier. A force de parler sans détour, Sankara est clairement étiqueté comme un provocateur. Pour avoir décrié publiquement la politique française en Afrique, il a obligé le président François Mitterrand de passage au Burkina Faso à réempoché son discours initial d'où sa fameuse phrase : "Sankara parle un peut trop". Parfois incompris par certains de ses proches et également par d'autres chefs d'Etat, Thom avait la fougue et l'envie de vite et bien faire. Il fonçait sans répit.

## Thom le visionnaire

Son programme révolutionnaire inachevé est perçu par d'aucuns, comme celui d'un clairvoyant. N'est-ce pas lui qui a dit depuis 1986 que la perturbation impunie de la biosphère par les engins dégageant du gaz propagent des carnages ? Odile Tabner, présidente de "Survie" rapproche même le discours de Nicolas Sarkozy à l'ONU en septembre 2007 à celui prononcé le 4 octobre 1984 par le capitaine Thomas Sankara.

Le premier parle d'une réforme de l'ONU pour l'adapter aux réalités du monde d'aujourd'hui, alors que le second proposait que les structures des Nations unies soient repensées et que soit mis fin au scandale du droit de veto. "Sarko" estime qu'il faut poser et résoudre les problèmes du monde à l'échelle planétaire parce que personne ne peut se mettre seul à l'abri du réchauffement climatique, du choc des civilisations. "Sank" a une proposition "que tous les budgets de recherches spatiales soient amputés de 1/10-000e et consacrés à des recherches dans le domaine de la santé et à la reconstruction de l'environnement perturbé par les feux d'artifices nuisibles à l'écosystème". Le président français a prévenu que les pauvres et les affamés se révolteront contre l'injustice qui leur est faite. Le capitaine avait demandé la lutte contre la misère en mettant fin à l'arme de la faim qui fait plus de victime que l'arme nucléaire.

Thom Sank, l'homme de "la dernière révolution africaine" pour emprunter le terme de Aziz Salmone Fall, coordinateur de la Compagne internationale "pour Sankara", voulait d'un monde juste. Le capitaine croyait au changement comme N'Krumah, Cabral mais "tout comme Lumumba qui parlait de révolution de mentalité à son peuple qui vivait dans les arbres et comme tous ceux qui rêvent éveillés, Sankara se nourrit d'utopie", constate Sennen. Sankara est donc parti à 37 ans comme Che Guevara qu'il admirait. Mais la jeunesse voit en lui le verve et l'énergie de l'espoir, la probité et le symbole de l'inaliénation.

La jeunesse africaine a proclamé 2007 "année Sankara" lors des deux fora sociaux de Bamako

en 2006 et de Nairobi. Des ouvrages, des films, monuments portent son nom. En guise d'illustration, le lycée Thomas-Sankara à Brazzaville. La commémoration de sa disparition cette année sera marquée par diverses manifestations dont l'arrivée à Dakar et pour la première fois en Afrique, de la caravane "Thom Sank 2007" en provenance d'Amérique latine et d'Europe.

Hamadou TOURE

Sidwaya

[Retour au format normal](#)



## Valère Somé : "Les gens du pouvoir ont été mal inspirés..."

mardi 16 octobre 2007.



Valère Somé

Ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Conseil national de la révolution, auteur du livre "Thomas Sankara : l'espoir assassiné", Valère Somé, chercheur anthropoéconomiste trouve que le président de la révolution d'Août 1983 était une "intelligence supérieure" et qu'il n'y a pas encore de démocratie au Burkina Faso.

### Sidwaya (S.) : Comment avez-vous vécu le 15 octobre 1987 ?

Valère Somé (V.S.) : J'invite les lecteurs à lire mon livre, "Thomas Sankara : l'espoir assassiné". Tout est expliqué dedans. Le 15 octobre, matin à 8 h, le président Thomas Sankara a envoyé quelqu'un me chercher. Je suis resté avec lui de 8 h à 11 h 30. Et nous avons eu le temps de discuter, de parler du complot qui était en cours contre lui (...). J'étais à côté du président Sankara qui écrivait son intervention de 20 h. Une intervention dans laquelle, il veut des retrouvailles entre lui et Blaise Compaoré. Dans ma conviction, Sankara n'a jamais prémédité un complot contre Blaise Compaoré. Je persiste et je signe. On s'est quitté à 11 h 30. A 16 h, j'étais en train de jouer au jeu d'échec et j'ai entendu un coup de feu. Un étudiant est venu m'informer qu'il a la prémonition que Thomas Sankara est mort. Derrière sa moto on est allé directement au Conseil de l'Entente.

Arrivé, ils ont refusé de me laisser rentrer tout en me disant que si j'insiste, on m'abattait. Je suis revenu à la maison, tout en disant que nos camarades ne peuvent pas nous tuer. J'allais fuir si c'était un coup venant de l'extérieur. C'est le lendemain, que j'ai su que Thomas Sankara était assassiné. Les gens m'ont demandé quel était mon bord. Je suis avec Thomas Sankara, leur ai-je répondu. Après Blaise Compaoré m'a garanti que je peux vivre sans

inquiétude. Donc, j'ai commencé à vivre au grand jour jusqu'à ce qu'on m'arrête. Parce que nous avons publié un article dans le journal "le Prolétaire", en réponse au sale rôle qu'on nous attribuait. Avant de pouvoir m'exiler j'ai connu, à la gendarmerie, les périodes les plus difficiles de ma vie.

**S. : Qui est Thomas Sankara ?**

V. S. : Je constate en lisant vos colonnes qu'il a trop d'amis d'enfance. Moi, mon enfance que j'ai faite avec lui, c'était à Gaoua à l'école primaire, de 4 à 12 ans. C'était entre 1956 et 1962. Ensuite chacun a eu le certificat et son entrée en sixième. Thomas Sankara a continué à Bobo au lycée Ouezzin Coulibaly et moi au CEG de Ouagadougou, actuel Bogodogo. Quand je faisais mes études à Paris, lui il faisait son stage à Pau en France. Et on se rendait visite. Je peux mettre nos relations sur la base d'une amitié d'enfance qui a pris par la suite une allure politique.

Thomas Sankara était un homme surdoué, d'une intelligence supérieure. Il était brillant, premier de sa classe à l'école primaire. Il apprend très vite. C'est un homme de foi, humaniste, d'idéal et très généreux. Thomas Sankara est un anti-impérialiste. Et on a eu, à tort, de traiter la révolution du Burkina comme une révolution communiste. On ne nous avait pas bien compris et rapidement, de façon erronée, on a assimilé cette révolution de communiste. Dans le Discours d'orientation politique (DOP), il est dit qu'on est un petit pays enclavé, sans un soutien de l'opinion internationale et par conséquent notre révolution de portée limitée, demeure une révolution bourgeoise. J'ai écrit dans mon livre intitulé "Thomas Sankara : l'espoir assassiné" que la révolution burkinabè n'a jamais été communiste.

A propos de ce livre, ceux qui savent dire des contre-vérités ont dit que quand je suis rentré de mon exil, je suis allé voir Blaise Compaoré pour désavouer mon livre. Je profite de l'occasion pour dire que je n'ai jamais désavoué mon livre. Tout ce que j'ai écrit, je l'ai fait de bonne foi, aucune affirmation gratuite. Mon livre est la réplique du livre intitulé "Sankara, Compaoré et la révolution burkinabè" de Luc Marthens qui, à chaque page de son livre, m'a cité. Sur mon livre, je reste ouvert au débat.

**S. : Quelle est votre appréciation de l'évolution du processus démocratique au Burkina. Est-il opportun de fêter l'avènement du retour à l'Etat de droit ?**

V. S. : Les gens insultent l'intelligence du peuple. Mais moi on insulte pas mon intelligence. Quand Blaise Compaoré prenait le pouvoir, c'est avec l'encadrement pur et dur des communistes. Ils disaient que Sankara était en train de trahir la révolution en faveur des réactionnaires. Ils ont pris le pouvoir pour approfondir la révolution et non pour amener une quelconque démocratie. Il faut qu'on ait la mémoire dans ce pays.

Il ne faut pas tromper le peuple. 16 ans de démocratie avec Blaise Compaoré, j'aurai compris. Au Burkina il y a la dictature démocratique, la dictature de la majorité. Il n'y a pas encore de démocratie au Burkina Faso. Les gens du pouvoir ont été mal inspirés en faisant cette rencontre parallèle à la commémoration des 20 ans de disparition de Thomas Sankara. Si Blaise faisait construire un monument en l'honneur de Thomas Sankara, ce serait bien inspiré et il aurait coupé l'herbe sous les pieds des sankaristes. Cela serait une victoire pour lui.

Valère Somé : “Les gens du pouvoir ont été mal inspirés...”

Boureima SANGA

Sidwaya

Lire aussi :

[15 octobre 1987- 15 octobre 2007 : le Burkina Faso, 20 ans plus tard](#)

[Retour au format normal](#)



## Dr. Abdoul Salam Kaboré, ancien dignitaire du CNR : "Il n'était pas question pour Sankara d'attenter à la vie de Blaise Compaoré"

mardi 9 octobre 2007.



Abdoul Salam Kaboré

Dans le lot des anciens dignitaires du Conseil national de la révolution (CNR), le pharmacien militaire Abdoul Salam Kaboré commence à devenir à nos yeux une personne ressource pour cette période de la vie de notre pays. En effet, chaque fois qu'il est question d'évoquer la Révolution d'Août 1983 ou son dénouement sanglant le 15 octobre 1987, c'est vers lui que nous nous tournons spontanément.

Après 2006 où nous avons eu recours à lui à l'occasion du 19<sup>e</sup> anniversaire du 15 octobre (cf "Le Pays" n° 3728 du 13 au 15 octobre 2006), aujourd'hui nous sommes encore allés nous mettre au garde-à-vous devant le commandant Abdoul Salam Kaboré. Cette fois-ci, c'est pour lui demander d'évoquer la fin tragique de l'expérience révolutionnaire le 15 octobre 1987. Volontiers, l'ancien président des Comités de défense de la Révolution (CDR) et également ancien ministre de la Santé puis celui des Sports (cumulativement responsable du Service populaire de la construction de la patrie), a accepté répondre à nos questions.

**"Le Pays" : Comment avez-vous vécu l'avènement du 15 octobre 1987 ?**

Dr. Abdoul Salam Kaboré : A l'approche du 15 octobre, ça bruissait de partout, des tracts, des rumeurs circulaient. Nous vivions aussi toute cette situation. La vérité étant révolutionnaire, nous avons posé le problème de la mésentente supposée des 4 leaders tel que nous l'entendons évoquée en ville au sein de l'OMR (Organisation militaire révolutionnaire) qui était un pendant

du Conseil national de la révolution . Si ma mémoire est bonne, ce devait être le 21 septembre 1987, et à l'occasion la parole a été donnée à chacun des 4 leaders pour s'exprimer sur la question. Nous sommes sortis confortés de la rencontre parce qu'il n'y avait aucun nuage entre les leaders. Je me rappelle qu'après la rencontre de l'OMR, j'ai proposé au président Sankara que tous les 4 leaders se retrouvent sur le même podium à Kaya le vendredi 16 octobre à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale de l'alimentation . De cette manière, ils démentiront tous ceux qui disent qu'ils ne s'entendent pas. Le président Sankara était tout à fait d'accord ; j'ai essayé de voir le capitaine Blaise Compaoré. Malheureusement, il était souffrant et je n'ai pas pu le rencontrer. Malheureusement, une fois de plus, il y a eu le 15 octobre. Toujours par rapport aux rumeurs de mésentente, je me rappelle que le matin du 15 octobre 1987, un agent de mon ministère m'a interpellé au cours d'une réunion sur la vie du département que nous tenions par rapport à tout ce qui bruissait concernant le climat entre les 4 leaders de la Révolution. Je me suis évertué à convaincre ce camarade et, partant, les autres qu'aucun des leaders n'a intérêt à ce que la Révolution échoue. Je lui ai dit que les responsables sont soudés et que si nous voulons que la Révolution avance, nous avons intérêt à nous serrer les coudes. Alors, tout ce que vous entendez n'est que de la rumeur. J'ai rassuré l'assistance que les éléments du Conseil national de la révolution sont conscients de leur mission historique et ils la prennent avec la plus grande responsabilité. Et aussi ils font en sorte que les difficultés soient aplanies et que tout marche bien. Malheureusement dans l'après-midi, il y a eu le 15 octobre. Mais avant tout cela, il y a eu le coup d'éclat de Tenkodogo de la part de Jonas Somé qui a pris le contre-pied de ce que le président Sankara avait dit à Bobo. Je vous signale que c'est à cette occasion que le mot rectification est sorti pour la première fois de la bouche de Thomas Sankara qui a dit qu'il fallait rectifier la Révolution et cela pour rester en phase avec une de ses idées qui veut que la Révolution doit avoir un visage humain, débarrassé de tous les oripeaux qui accompagnent en général le mot révolution.

Aujourd'hui, 20 ans après les événements je peux affirmer que nous avons eu un président de valeur. Valeureux au travail, valeureux pour tout ce qu'il a fait pour le Burkina Faso mais aussi valeureux parce qu'il est mort (NDLR : il insiste sur le mot) pour le pays et pour qu'il n'y ait pas un bain de sang. Il aurait pu prendre les devants mais Sankara croyait beaucoup en la Révolution. Il nous disait que s'il manque un seul élément des 4, la Révolution serait affaiblie car il y aurait eu une perte de temps pour expliquer ce qui s'est passé. Sankara croyait aussi en des valeurs comme la camaraderie, l'honnêteté. Par ailleurs, il disait que ce qui manquait à la Révolution c'était une guerre de libération nationale. S'il y avait eu cette guerre, disait-il, chacun aurait pu savoir qui pouvait mourir pour son camarade et qui ne le pouvait pas.

**Vous avez donc été surpris par le 15 octobre parce qu'apparemment rien ne laissait présager un tel événement ?**

Je vous avoue que j'ai été surpris par le 15 octobre. Je vous ai parlé tantôt de la rencontre de l'OMR du 21 septembre d'où nous sommes ressortis confiants. Il n'y avait pas de problème et l'on s'évertuait à rassurer des camarades qui commandaient des unités en leur disant qu'il n'est pas question qu'une unité attaque une autre parce qu'il y aurait un bain de sang.

**Où étiez-vous dans l'après-midi du 15 octobre ? Au Conseil de l'Entente pour la séance de sport ? Au bureau ou bien à la maison ?**

La séance de sport du gouvernement avait lieu les samedis matins. Les lundis et jeudis après-midi il y avait le sport de masse. En tant que ministre des Sports, j'envoyais des techniciens

dans les ministères pour manager les agents pour le sport. J'étais dans mon bureau à 15h, les techniciens qui devaient aller dans les ministères revenaient me dire qu'il y a des tirs en ville. C'est en ce moment que j'ai su qu'il y avait quelque chose qui se perpétrait. Aux environs de 18h-18h30, j'étais toujours dans mon bureau au Stade du 4-Août. C'est en ce moment que j'ai appliqué le principe militaire qui veut qu'un combattant isolé rejoigne l'unité la plus proche. Et l'unité la plus proche du lieu où j'étais c'était le Génie militaire (NDLR : sis au Camp Sangoulé Lamizana ex-Camp de l'unité) et j'y ai donc rejoint des camarades qui y étaient.

**Avez-vous entendu parler du fameux complot de 20h au cours duquel, et à ce que l'on dit, le capitaine Blaise Compaoré devrait être éliminé ?**

Je n'étais pas dans les secrets des dieux, je n'étais pas dans le domaine de la sécurité. Je n'ai jamais entendu parler de complot de 20h. Pis, je réfute catégoriquement qu'il y ait eu un quelconque complot parce que Thomas Sankara ne voulait toucher en aucun cas à un seul cheveu de Blaise Compaoré, ni de Lengani, ni de Henri Zongo. Le peuple avait catalogué les 4 comme étant les pères de la Révolution.

**Vous qui côtoyiez à l'époque les leaders, n'aviez-vous pas perçu des signes avant-coureurs de tension, de mésentente qui aient été à la base du dénouement sanglant ? Si oui, aviez-vous joué les médiateurs surtout entre Thomas Sankara et Blaise Compaoré entre qui on disait la tension extrême à tel point que c'est le premier à dégainer qui prendrait le dessus ?**

Je n'ai perçu aucun signe avant-coureur de ce que vous dites. Je vous répète qu'il n'était pas question pour Thomas Sankara d'attenter à la vie de Blaise Compaoré. Il ne voulait pas le faire parce que c'était son ami, son camarade mais aussi parce qu'il allait y avoir un bain de sang. Sankara disait à qui voulait l'entendre que si Blaise Compaoré voulait le pouvoir, qu'il le dise, il allait s'éclipser et lui laisser la place.

**Avec le recul qu'est-ce qui, selon vous, peut bien expliquer le dénouement sanglant de la Révolution d'août le 15 octobre ?**

Ce qui peut expliquer la situation, ce ne sont que des hypothèses que j'échafaude à mon niveau sans pouvoir les étayer par des faits. Je me retiens donc d'en parler. Tout ce que je peux dire est que nous étions dans le même lit sans faire les mêmes rêves.

**La tragédie du 15 octobre ne corrobore-t-elle pas le principe selon lequel toute révolution bouffe ses enfants ?**

Non ! C'est justement ce que Sankara voulait éviter en disant tout le temps qu'il voulait d'une révolution à visage humain. Si vous me demandez aujourd'hui ma position par rapport à ce qui est arrivé, je vous dirai la position de principe que j'ai adoptée depuis le 15 octobre. Si Sankara avait fait la même chose à Blaise Compaoré, j'aurais adopté la même position c'est-à-dire me tenir à l'écart parce que nous avons préparé ensemble la Révolution d'août depuis 1975. Le 15 octobre comme je vous l'ai dit j'ai été surpris, je n'étais au courant de rien. Je ne peux pas participer à un mouvement qui m'est complètement étranger. Et puis il y a d'autres façons de régler les différends.

**Qu'allez-vous faire de particulier cette année à l'occasion des 20 ans du 15 octobre ?**

Depuis 19 ans, chaque année je suis au cimetière de Dagnoën avec les camarades sankaristes pour commémorer l'assassinat du président Thomas Sankara. Je ferai la même chose cette année. J'ai appris que le président Lula du Brésil sera là, que Jean Léonard Compaoré est nommé président du comité d'organisation du 20e anniversaire de la renaissance démocratique du Burkina Faso avec Blaise Compaoré. Chacun est libre de fêter ce qu'il veut ; nous ne fêtons pas, nous commémorons. Je profite de l'occasion pour donner mon sentiment. Sankara est mort le 15 octobre, c'est un énorme gâchis, ce sont des vies humaines qui ont été arrachées aux leurs. L'autre gâchis est que tout ce que nous avons prévu pour le Burkina s'est estompé. Au bout du gâchis, on ne peut pas dire que l'on est heureux mais on peut dire quelque part que l'on est satisfait que 20 ans après l'on se souvienne toujours de Thomas Sankara, que de toutes parts des gens viennent pour évoquer sa mémoire. Je profite saluer les camarades du CNR, de l'OMR, tous ceux qui ont été ministres en même temps que moi dans le gouvernement. Je leur adresse un salut amical et militant en leur demandant d'être fiers de ce que nous avons fait en 4 ans. Aux parents des disparus du 15 octobre, je veux leur faire savoir que leurs proches ne sont pas morts pour rien, qu'ils sont morts pour qu'eux et leurs enfants vivent dans un monde meilleur.

Pour revenir au 15 octobre de cette année, je vais participer aux activités concoctées par les sankaristes. Je vais surtout participer au colloque qui est prévu pour faire ressortir la quintessence du sankarisme à partir des actions que nous avons menées ensemble dans l'espoir que cela serve à souder les sankaristes.

**Que pensez-vous de ceux qui disent que si Sankara était toujours au pouvoir, il n'y aurait pas eu la démocratie au Burkina et l'on serait à l'heure actuelle sous un régime autocratique, dictatorial ?**

Je vais vous dire net que si Sankara était toujours vivant, il ne serait plus au pouvoir. Je me souviens que Sankara se préoccupait beaucoup de ce que nous allions faire pour redevenir des citoyens lambda après le pouvoir. Durer au pouvoir n'était pas son souci parce que, comme je vous l'ai dit l'année dernière (NDLR : nous l'avions rencontré en 2006 à l'occasion du 23e anniversaire de la Révolution d'août), quand nous prenions le pouvoir en août 1983, il voulait plutôt être ministre des Affaires étrangères que président. Nous pensions qu'avec la Révolution nous avons mis quelque chose en marche et pouvions après laisser la place aux politiciens. Sankara disait que le pouvoir est bien pour le travail qu'il vous permet de faire mais si c'est le pouvoir pour le pouvoir ça ne vaut rien. Et sûrement il n'y aurait pas eu de démocratie dictée par La Baule.

**Pourtant Sankara a été dépeint dans le tout premier communiqué du Front populaire comme un autocrate !**

Sankara était d'une intelligence vive, d'une culture multidimensionnelle incroyable. Par exemple, il suffit de lui parler de la 5e symphonie de Bethoven et il vous la fredonne. Sankara, c'était la force de l'argument et non l'argument de la force ; il permettait le débat et le voulait aussi. Et c'était arguments contre arguments et le plus souvent il était persuasif car ses arguments étaient percutants. Sans doute c'est pour cela que ceux qui ne pouvaient pas discuter avec lui parce que ses arguments battaient les leurs l'ont traité d'autocrate. L'autocratie dont on parle, je ne l'ai nullement perçue. Sankara tenait un langage, un raisonnement qui, en général, concordaient avec ce qu'il y a de plus logique, de plus simple.

Ses idées sont bonnes, elles sont celles qui peuvent effectivement faire sortir un pays comme le nôtre de l'ornière. Aujourd'hui, on voit que 20 ans après, presque toutes les idées de Sankara sont en train d'être mises en oeuvre. Par exemple tout le monde dit qu'il faut travailler le coton, le bois avant de les exporter. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy a été élu pour défendre les intérêts des Français et non ceux des Africains. Il nous revient en tant qu'Africains de connaître et de défendre nos intérêts. Par contre, ne demandons pas à Sarkozy de changer la politique africaine de la France si ce n'est pas dans l'intérêt de son pays. C'était le credo de Sankara de défendre à tout moment et en tout lieu les intérêts de notre peuple.

### Quel est votre regard sur la démocratie en vigueur depuis 1991 dans notre pays ?

Je reste sur le concept de démocratie avec un contenu de classe. Si on regarde la classe dirigeante aujourd'hui, en quoi peut-on parler de démocratie ? Le mode de démocratie par personnes interposées n'est valable que si ces personnes sont vertueuses. Or, aujourd'hui on devient député pour gagner de l'argent ; ces personnes ne peuvent pas travailler pour le peuple. On met en place des institutions, mais il faut savoir qu'un bois ne devient pas un caïman parce qu'il a longtemps séjourné dans l'eau. Je pense que les Burkinabè méritent mieux. Ils étaient pauvres, travailleurs et dignes. Aujourd'hui, hélas on est toujours aussi pauvres mais je constate que l'on est de plus en plus arrogants. Etendons-nous un peu sur le vécu de cette démocratie. On voit qu'elle est caractérisée par la mise en place d'institutions dites démocratiques dont les animateurs s'octroient des salaires et des indemnités monstrueuses, des élections dites libres et transparentes où le clientélisme se le dispute aux fraudes et autres faussetés. On voit aussi une paupérisation plus grande de la majorité du peuple au profit d'une minorité qui a tous les droits, avantages et moyens, résultats d'une concussion entre le politique, l'administration et le monde des affaires, une corruption généralisée que des tenants du pouvoir eux-mêmes ont stigmatisée dont la résultante est une gangrénéation de la société dans tous ses compartiments. Par exemple, dans le domaine de l'éducation, les fraudes aux examens ne sont pas fortuites ; plutôt que de travailler en classe, chaque élève est aux aguets des « puits de pétrole » qui peuvent exister çà et là. Les fraudes aux concours de la Fonction publique sont de notoriété publique. On note divers scandales comme celui de la route de Bobo, les hôtels de finances Kadiogo 2 (Ouidi), Kadiogo 3 (Zogona), Kadiogo 4 (Pissy) qui sont aujourd'hui inutilisables, obligeant les agents de ces services à émigrer dans des bâtiments loués et appartenant à des particuliers proches du pouvoir.

Bref, aujourd'hui, la fracture sociale est grande. D'un côté, il y a les riches qui sont évacués au moindre bobo, dont les vacances sont payées par l'Etat. De l'autre, il y a les fonctionnaires moyens, les ouvriers, traînant leurs mobylettes poussives, toujours rejetés à la périphérie dans les non-lotis, scolarisant tant bien que mal leurs enfants, désesparés quand un membre de leurs familles tombe malade, et la grande masse de la paysannerie qui, hélas, est aujourd'hui astreinte à un repas par jour. La loi des 20/80 s'applique au Burkina Faso à savoir 20% de la population qui se partagent allègrement les 80% des maigres ressources du pays.

On parle également de liberté de presse. Je vais vous dire qu'il y a une différence entre le démocrate qui dit qu'il faut que son peuple ait la liberté de parole parce qu'il se sert de ce que son peuple dit pour modifier son action en faveur de son peuple et celui qui dit qu'il faut donner à ce même peuple la liberté de presse parce que sans elle il y aura des tracts et en plus ce n'est pas avec la parole et des mots qu'il peut changer quelque chose. Est-ce que la conception de cette liberté est la même pour tout le monde ? Au cours de l'interview que le chef de l'Etat a accordée à des journalistes (NDLR : le 6 septembre 2007), on a senti de

l'autocensure chez ces derniers. Il y a des questions qu'ils voulaient poser mais ils se sont abstenus de le faire. La liberté de presse existe peut-être pour certains et d'autres font attention à ce qu'ils disent ou écrivent. Cette démocratie-là, je n'en veux pas.

Pour terminer, cela fait 20 ans que les événements douloureux du 15 octobre 1987 se sont passés. Passées la colère, la frustration, la tristesse qui sont des sentiments légitimes, chacun de nous essaie de se ressaisir et de participer à l'édification d'un Burkina où il fasse bon vivre. Je dois avouer que la voie suivie de nos jours ne nous y mènera point. La solution est que chaque Burkinabè où qu'il soit lutte pour le mieux-être de l'ensemble et non pas soit assujetti à des mots d'ordre qui donnent la grosse part à une minorité et des prébendes au peuple.

Propos recueillis par Séni DABO

Le Pays

Abonnez-vous  
Faites un don  
Soutenez *Le Courrier*



Accueil » Solidarité » article

# Thomas Sankara, un avant-gardiste célébré du Chiapas à Ouagadougou

Paru le Vendredi 21 Septembre 2007

BENITO PEREZ



**BURKINA FASO - Une Caravane internationale dédiée au révolutionnaire burkinabé assassiné en 1987 sera lundi à Genève. L'occasion de rappeler l'actualité de son combat. Il y a vingt ans le révolutionnaire burkinabé Thomas Sankara était renversé et assassiné par les hommes de main de l'actuel chef de l'Etat Blaise Compaoré. Au pouvoir entre 1982 et 1987, ce militaire socialiste avait entrepris de profondes réformes politiques et sociales, qui ont marqué l'esprit de nombreux Africains épris de justice et d'indépendance. Du 8 septembre au 15 octobre, date anniversaire de sa mort, une Caravane internationale Thomas Sankara parcourt le monde pour commémorer sa mémoire et réclamer que toute la lumière soit faite sur sa disparition. Les caravaniers feront étape à Genève lundi 24 septembre, pour une riche journée de débat et de culture<sup>1</sup>, dont le moment phare sera une table ronde réunissant notamment la sociologue Blandine Sankara, soeur cadette de l'ancien président, et le rapporteur onusien Jean Ziegler, qui fut l'un de ses soutiens internationaux.**

## Pas d'idéalisation

Tout naturellement, les organisateurs ont placé l'événement sous le signe de l'actualité du message sankariste. C'est du coeur rebelle du Chiapas mexicain qu'est partie la caravane tricontinentale attendue avec impatience par les Burkinabés. Car si les idéaux communistes ont passé de mode à Ouagadougou, «le combat de Thomas Sankara demeure cher au coeur de la jeunesse», témoigne Lamissa Ouattara, étudiant burkinabé à Genève. Avec un pointe d'ironie, Le Journal du Jeudi de Ouagadougou affirmait il y a peu que «100% des Burkinabés sont sankaristes». Une célébration unanime et paradoxale au moment où beaucoup d'Africains perçoivent les idéaux sankaristes comme «plus difficiles à réaliser que jamais», selon l'étudiant burkinabé Sanwe Medard Kienou.

Faut-il y voir l'effet d'une mémoire chancelante? Pas forcément: «Tout ne fût pas rose durant la révolution», admet volontiers Lamissa Ouattara. Arrivé au pouvoir par un coup d'Etat, le capitaine Sankara n'hésitera pas à faire emprisonner certains opposants, notamment syndicaux. Soumis aux pressions des classes favorisées et des chefferies traditionnelles, le régime avait aussi institué des Comités de défense de la révolution pour «encadrer» la population. La mémoire de leurs excès n'a pas été effacée par le temps.

## Volontarisme

Mais si elle n'idéalise pas la figure du révolutionnaire, la jeune génération burkinabé n'en révère pas moins l'esprit d'indépendance et le courage du capitaine Sankara. «Beaucoup de jeunes qui n'étaient pas nés parlent avec nostalgie de cette époque révolutionnaire», assure Blandine Sankara. Elle insiste sur cette notion: «Je n'aime que l'on fasse porter l'entier - les réussites et les erreurs - sur les épaules de mon frère. C'était une lutte collective, populaire qui a marqué les esprits.»

Dans un Burkina gangrené par la corruption et le mal-développement, l'image de probité de Thomas Sankara explique pourtant bonne part de sa popularité. De même que son culot: le jeune capitaine devenu président à 33 ans agit comme un puissant aiguillon dans chacune des luttes sociales qui secouent le pays. Personne n'a oublié les campagnes sanitaires, éducatives et environnementales, menées en à peine cinq ans à la tête d'un des pays les plus pauvres de la planète.

Volontariste, Sankara n'hésitait pas à explorer toutes les pistes. A une époque où l'écologie était considérée comme une lubie pour riches, il lança une ambitieuse politique de reboisement des confins du Sahel et s'offrit le service du fameux agronome français René Dumont. «On ne peut qu'être frappé par l'avant-gardisme dont il faisait preuve. Imaginez son combat contre l'excision, il y a de cela plus de vingt ans!» souligne Mme Sankara. «Il n'y a pas de révolution sociale véritable que lorsque la femme est libérée», écrit le leader burkinabé<sup>2</sup>.

Votre boîte à outils



Identification

Pseudo

Pseudo

Mot de passe

Se souvenir de moi

Identification

Nouveau lecteur ? Abonnez-vous !

Syndication RSS

## Nationaliste internationaliste

Dans la même veine, Thomas Sankara est vu aujourd'hui comme l'un des pères de l'altermondialisme. Célèbre pour ses diatribes contre le néocolonialisme (lire ci-dessous), il avait pris ses distances avec les puissances tutélaires, qu'elles soient financières ou politiques. Une autonomie qui lui valut l'inimitié de la France mitterrandienne.

Sankara avait fait siens les préceptes du «développement autocentré» de l'économiste égyptien Samir Amin, où le soutien à la production et à la consommation nationales constitue la matrice du progrès social et économique. Il y ajoutait une touche paysanne et populaire propre à la réalité africaine.

Aujourd'hui, un tel programme anti-impérialiste le rapprocherait d'un Hugo Chávez ou d'un Evo Morales. Plus qu'un «Che africain», tel qu'on le présente parfois, Thomas Sankara était un nationaliste d'ouverture. «Qui aime son peuple, aime les autres peuples», disait-il. Le peuple burkinabé, lui, continue à l'aimer.

Note : 1 *Caravane Thomas Sankara à la Maison des associations (15, Savoises, 1205 Genève)*. 16 h: *projection de L'homme intègre et Sacrifices pour une révolution*. 18 h 30: «*Nous verrons bien*», *Théâtre Granit de Belfort, avec Odile Sankara, puis «Miterrand et Sankara», Théâtre Amandiers, avec Odile Sankara, Moussa Sanou et Philippe Massa*. 20 h 30: *Conférence-débat avec la sociologue Blandine Sankara, le journaliste Jean-Philippe Rapp, le rapporteur onusien Jean Ziegler et Me Dieudonné Nkounkou, membre du Comité Justice pour Thomas Sankara*. Modération: Jean Rossiaud. Entrée libre. Avec le soutien de la Ville de Genève.

2 *L'émancipation des femmes et la lutte de libération de l'Afrique, éditions Pathfinder*.

---

## Commentaires

Thomas Sankara, un avant-gardiste célébré du Chiapas à Ouagadougou | S'identifier ou créer un nouveau compte | 0 Commentaires

Affichage Par discussions  Ordre  Le plus ancien d'abord  Rafraîchir

Les commentaires appartiennent à leur auteur.  
Ils ne représentent pas forcément les opinions du *Courrier*.

### LE COURRIER

- » Présentation
- » L'équipe
- » Historique
- » Charte
- » Status NAC
- » Membres
- » Ass. lecteurs
- » Architrave
- » L'agenda
- » Contacts
- » Partenaires
- » Tarifs annonces

### LE COURRIER

- » Abonnez-vous!
- » Le coin des abonnés
- » Nouvelles du Courrier





# Thomas Sankara WebSite

Notre pays a besoin d'hommes libres pour mettre en place un monde de paix et de respect.



## ZAKAA

- ACCUEIL
- QUI SOMMES NOUS?
- AUTRES CONTRIBUTEURS
- LA LISTE DE DIFFUSION
- NOUS CONTACTER

## SANKARA & REVOLUTION

- BIOGRAPHIE
- LA REVOLUTION
- SA POLITIQUE
- SA MORT
- CHRONOLOGIE

## DOCUMENTS

- LES DISCOURS
- LES INTERVIEWS
- ALBUM PHOTOS
- SLOGANS ET CHANSONS
- TEMOIGNAGES

## ANALYSES

- LES LIVRES
- LES ARTICLES
- LES FILMS
- EMISSIONS RADIO
- TRAVAUX UNIVERSITAIRES

## LE BURKINA FASO

### ACTUALITES

- INIATIVES
- LA PRESSE
- JUSTICE POUR SANKARA

## ASSOCIATIONS ET PARTIS

### CREATIONS ARTISTIQUES

### VOUS AVEZ LA PAROLE

- LE LIVRE D'OR
- LE FORUM
- LE CHAT
- RECOMMANDER LE SITE
- POSEZ VOS QUESTIONS
- VOS POEMES
- VOS REFLEXIONS

## LIENS ET LIEUX

- LE LIENS
- LES LIEUX

Thomas Sankara Web Site - Album Photos

## Thomas Sankara Web Galerie

Album photos de Thomas Sankara. La majorité des photos sont de Bruno Jaffré; des Archives Bendré; DR; Jeune Afrique; Boudin/Gamma; Manouche ...

Home :: S'identifier

Albums :: Derniers ajouts :: Commentaires :: Les plus populaires :: Les mieux notées :: Mes favoris :: Rechercher

Accueil > Thomas Sankara 2007 > Accueil de la caravane Tom Sank 2007 à Ouagadougou

### Accueil de la caravane Tom Sank 2007 à Ouagadougou

TITRE + -  
NOM DU FICHIER + -  
DATE + -  
POSITION + -



vu 63 fois



vu 56 fois



vu 54 fois



vu 54 fois



vu 52 fois



vu 51 fois



vu 54 fois



vu 42 fois



vu 50 fois



vu 56 fois



vu 43 fois



vu 37 fois



vu 34 fois



vu 36 fois



vu 45 fois



vu 41 fois



vu 38 fois



vu 37 fois



vu 39 fois



vu 49 fois



vu 38 fois



vu 43 fois



vu 49 fois



vu 46 fois



vu 29 fois



vu 48 fois



vu 30 fois



vu 32 fois

83 photos sur 3 page(s)

1 2 3

Powered by Coppermine Photo Gallery



[Les statistiques du site](#) | [Nous contacter](#) | [Plan du site](#) | [Liste de diffusions](#) | [Edito](#) | [©2005 Thomas Sankara Web Site](#)



SURVIE est une association (loi 1901) qui milite en faveur de l'assainissement des relations franco-africaines, de l'accès de tous aux biens publics et contre la banalisation du génocide.

## ACTUALITES

## CAMPAGNES / MOBILISATIONS

## ARTICLES / DOSSIERS

### Accueil | Agenda

#### SURVIE

Qui sommes-nous ?

Nos objectifs

Groupes locaux

Adhésion

Contacts

#### PUBLICATIONS

Billets d'Afrique

Dossiers noirs

Brochures

Catalogue

#### COMMUNIQUES

#### ESPANOL

#### ENGLISH

#### LA PROMOTION DES BIENS PUBLICS A L'ECHELLE MONDIALE

### Caravane Thomas Sankara à Montpellier, Paris et Besançon du 17 au 28 sept

La caravane "Tom Sank 2007", du nom de l'ancien chef de l'Etat burkinabé, Thomas Sankara, partira le 8 septembre de la ville mexicaine de San Cristóbal de Las Casas pour arriver le 15 octobre 2007 à Ouagadougou, après avoir traversé dix pays sur trois continents.

La caravane, pour le combat contre l'impunité & l'injustice, formée de 22 artistes, musiciens, techniciens et conférenciers proposera des conférences-débats, des représentations théâtrales lors des escales au public, afin de mieux faire connaître la pensée et l'action de Thomas Sankara, président du Burkina Faso assassiné le 15 octobre 1987.

Elle s'arrêtera en France à Montpellier les 17 et 18 septembre, le 23 septembre à Nanterre (92) puis le 28 septembre à Besançon, événements organisés avec les groupes locaux Survie.

Elle s'arrêtera également à Caen les 21 et 22 septembre et à Genève le 24 septembre

### Montpellier, lundi 17 et mardi 18 septembre

#### Lundi 17 septembre

à la SALLE DES RENCONTRES DE L'HOTEL DE VILLE

- 14h/18h Exposition "de Yako à Kô" Diaporama sur la vie de Thomas Sankara, sur fond de discours et autres
- 17h 30 Accueil officiel par la Mairie
- 18h 30 Cérémonie d'ouverture
- 19h Conférence "*L'héritage de Sankara aujourd'hui*"
- 21h Théâtre "*Sankara et Mitterrand*" Création du Théâtre des Amandiers
- 22h Théâtre jazz "*L'indompté*" Textes de Koulsy Lamko et extraits de discours de Thomas Sankara, Musique live quatuor Jazz

#### Mardi 18 septembre

à la MAISON DES TIERS MONDES 27 BD LOUIS BLANC

- 12h/14h Café actualité "*Thomas Sankara, combattant pour la justice et la paix*" Avec **Anne Cécile Robert**, journaliste au Monde Diplomatique

Suivi d'un buffet à participation libre

à la SALLE DES RENCONTRES DE L'HOTEL DE VILLE

- 14h/19h Exposition "*de Yako à Kô*" Diaporama sur la vie de Thomas Sankara, sur fond de discours et autres
- 19h Conférence "*Justice pour Sankara*"
- 21h Oratorio "*Nous verrons bien*" Vibrant plaidoyer sur la conquête et la colonisation en Amérique du Sud. Création du Théâtre Granit - Mise en scène, J. L.-Wild & B. Lambert avec Odile Sankara
- 21h30 Concert "*Bir Ki Mbo*" Musique de fusion Afrique & Amérique Latine & danses de Guinée. Par Koulsy Lamko

#### DOCUMENTS AUDIOVISUELS

#### AGENDA

- Conférence débat La privatisation de la violence le 8 nov. à Marseille
- Après midi "L'or sale" le 10 nov. à Montreuil (93)
- Projections-débat les 5, 17 et 20 nov. dans le Vaucluse

#### S'ABONNER A LA LETTRE D'INFO

#### RECHERCHER



#### PETITIONS

#### LIENS

- CEC RWANDA
- BPEM
- Africa wants to be free
- Autres

#### ESPACE ADHERENTS

Organisé par le Comité commémoration Thomas Sankara

**Renseignements** CAM 06 08 60 28 83 cammtp(at)yahoo.fr

Téléchargez le tract :



<http://www.thomassankara.net/articl...>

### Nanterre - Dimanche 23 Septembre de 16h à 21h

au théâtre Nanterre - Amandiers 7 avenue Pablo Picasso 92022 Nanterre

- 16h introduction par **Odile Sankara** et **Laurence Dawidowicz** (présidente de Survie Paris)
- 16h30 interventions puis débat : *la personnalité et l'œuvre de Thomas Sankara*. Avec **Odile Biyidi** (présidente de Survie), **Augusta Epanya** (UPC Cameroun), un représentant du CIJS (Comité International Justice pour Thomas Sankara), **Germaine Nassouri** (Haut-commissaire nommée par Thomas Sankara).
- 17h40 slam par **Apkass**
- 18h20 projection-vidéo du discours de Thomas Sankara le 29 Juillet 1987 à Addis Abeba
- 18h30 interventions puis débat : *l'héritage politique de Thomas Sankara* notamment en Amérique Latine avec **Koulsy Lamko**, (écrivain Tchadien vivant au Mexique, ayant vécu au Burkina Faso de 1983 à 1991 et co-organisateur de la Caravane) **Véronique Racine** (membre du CADTM comité pour annulation de la dette du tiers-monde) **Artemisa Flores Espinola** (sociologue mexicaine doctorante en féminisme, membre de Survie) **Christian Manckassa** (Fédération des Congolais de la Diaspora)
- 19h45 concert « **Bir Ki Mbo** (le démiurge) hommage à Thomas Sankara », par **Koulsy Lamko**

Prix d'entrée : 3 € (solidaire : 5 €)

Téléchargez le tract



### Renseignements

Journée organisée avec Survie Paris Ile de France

<http://www.survie-paris.org> contact(at)survie-paris.org  
réservations au 01 43 35 40 41

### Besançon, le 28 septembre

"Theatre afro, débat costaud, music latino" sur le thème de l'impunité et l'application du droit international à partir de l'exemple de Thomas Sankara

Avec un buffert en musique pour clore la soirée

à parti de 20h à la salle Battant, 42 rue Battant à Besançon

Contact : 03 81 80 09 30

### Caen , le vendredi 21 et samedi 22 septembre

- vendredi 21 septembre 2007 à 19h au Théâtre d'Hérouville
  - Présentation de la saison théâtrale de la Comédie de Caen
  - Concert du groupe Bir Ki Mbo,
  - Exposition de Yako à Kô
  - "A corps perdu" de Kouam Tawa interprété par Odile Sankara
  - Divers textes de la littérature africaine pourront être

lu également (avec la participation des associations africaines hérouvillaises).

- samedi 22 septembre 2007
  - 10h00 projection des films "*L'Homme intègre*" de Robin Shuffield et "*Fratricide au Burkina Faso*" de Didier Mauro et Thuy Tièn Ho, débat à l'issue des projections au cinéma Café des Images
  - à 17h00 à la Bibliothèque d'Hérouville Odile Sankara interprétera "*La nuit de l'indien promet d'être sombre*" d'après un discours du chef indien Seattle (1854)

Ibrahima Soumano griot maître de paroles Président de l'association Malienne pour la promotion de la culture et du tourisme interviendra également à la suite du spectacle de Odile Sankara

Contact [helene.fourez\(at\)cdncaen.com](mailto:helene.fourez(at)cdncaen.com)

Plus d'infos

### **Geneve, Lundi 24 septembre**

*Programme complet*

---

Document de présentation de la caravane (date : juin 2007)



Plus d'infos : <http://caravanetomsank.blogspot.com/>

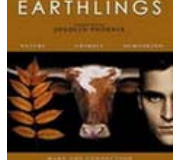
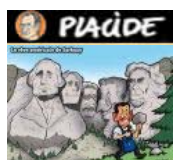
C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. Victor Hugo



38588700 IP  
45739193 pages  
(depuis le 10/02/2002)  
179 connectés

newsletters

- Actions
- Art et Culture
- Auteurs a-e
- Auteurs f-l
- Auteurs m-o
- Auteurs p-z
- Bellacio
- Conflits
- Droit
- Economie
- Environnement
- International
- Médias
- Politique
- Régions
- Santé-Social
- Savoir
- Société
- Traductions



Jeudi 8 Novembre 2007

Se rebeller est juste, désobéir est un devoir, agir est nécessaire !

Accueil Le collectif ▾ Dossiers ▾ Culture ▾ Médias ▾ Liens Communiquer ▾ Recherche



Articles

Publiez ici

Mot(s)-clé associé(s) :

- ▶ Afrique
- ▶ Edits
- ▶ FR - Ile de France (01)
- ▶ Histoire
- ▶ Rencontres-débats

▶ Derniers commentaires

▶ Brice Hortefeu ne veut pas accueillir d'immigrés peu qualifiés  
jeudi 8 novembre-14:46  
de : lolita

▶ Le racisme inconscient [vidéo]  
jeudi 8 novembre-14:36  
de : lolita

▶ LA COMMUNE de WATKINS  
jeudi 8 novembre-14:35  
de : antoine peyroche  
1 commentaire

▶ LA COMMUNE (PARIS, 1871), un film de Peter Watkins  
jeudi 8 novembre-14:28  
de : Paname  
3 commentaires

▶ Intervention du PCF sur BFM  
jeudi 8 novembre-14:23  
de : JP

▶ l'europe de la honte  
jeudi 8 novembre-14:20  
de : Jean Claude Goujat  
1 commentaire

▶ Gisele Bundchen se débarrasse du dollar ! La fin est proche !  
jeudi 8 novembre-14:03  
de : Paul Craig Roberts  
2 commentaires

▶ Arche de Zoé : que faisaient Nicolas, Cécilia et François dans cette galère ?  
jeudi 8 novembre-13:17  
de : lolita  
1 commentaire

▶ Une mobilisation massive est nécessaire pour empêcher une telle pratique. " signez la pétition "  
jeudi 8 novembre-11:52  
de : lolita  
2 commentaires

▶ Ruptruc consommée PS PCF à Millau...  
jeudi 8 novembre-11:45  
de : Hugues Cayrade

▶ UNE PYRAMIDE POUR UN SARKOPHAGE  
jeudi 8 novembre-11:10  
de : glitor

▶ L'hypothèse de l'émancipation reste l'hypothèse communiste  
jeudi 8 novembre-11:10  
de : Alain Badiou dans l'Humanité

▶ Socialistes et Communistes basques au bord du divorce  
jeudi 8 novembre-09:43  
de : Olivier D.  
2 commentaires

▶ Opposition et immobilisme  
jeudi 8 novembre-09:32  
de : RODHO

▶ Nous professionnels de l'animation refusons de devenir les permanents (déguisés) du PS  
jeudi 8 novembre-09:05  
de : topcodec  
1 commentaire

▶ KUCINICH L'A FAIT : LE CHENEY GATE EST EN MARCHÉ !  
jeudi 8 novembre-08:43  
de : Washington  
2 commentaires

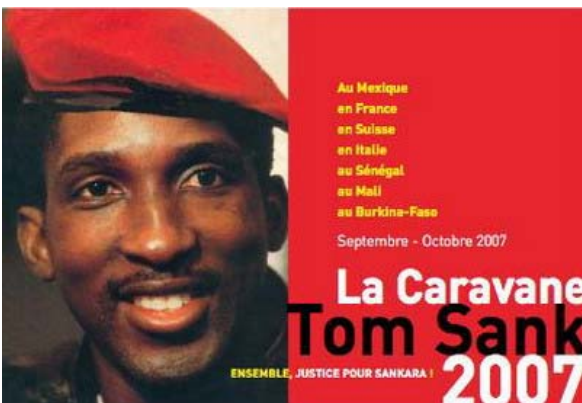
▶ Sarko : la france, l'europe et les USA  
jeudi 8 novembre-08:33  
de : skalpa

▶ Réformes sociales : Sarkozy veut-il négocier ou imposer ses "certitudes" ?  
jeudi 8 novembre-02:41  
de : Mouvement de la Résistance Citoyenn

▶ Nouveau traité, nouveau référendum !

mercredi 19 septembre 2007 (10h01) :

Caravane Thomas Sankara à Nanterre le 23/9



La Caravane Tom Sank et Survie Paris Ile de France vous proposent le dimanche 23 Septembre 2007 de 16h à 21h au Théâtre Nanterre - Amandiers, une journée de débats, d'échanges et de musique autour de la personnalité de Thomas Sankara et de son héritage politique.

Le 15 Octobre 1987, Thomas Sankara est assassiné alors qu'il préside depuis 4 ans le Burkina Faso, qui signifie en langues locales mooré et bamanankan, la Patrie des Hommes Intègres. Il mène dans son pays et au niveau international une politique en rupture totale avec le néo-colonialisme et lutte ardemment contre la corruption. Il défend ses idées avec excellence devant l'OUA comme devant l'ONU, ou devant François Mitterrand à Ouagadougou en 1986.

Après le meurtre de cet homme d'exception, cette ancienne colonie française connue sous le nom de la Haute Volta, redevient tranquillement un satellite français.

Vingt ans après son assassinat, nous voulons parler de cet homme, qui n'a pas de place dans les dictionnaires français. Nous voulons également évoquer l'absence d'enquête sur sa mort à ce jour et l'impérieuse nécessité du besoin de justice.

Programme

- ▶ 16h ouverture des portes
- ▶ 16h15 introduction par Odile Sankara et Laurence Dawidowicz (Survie PiF)
- ▶ 16h30 interventions suivies d'un débat : la personnalité et l'oeuvre de Thomas Sankara. Avec Odile Biyidi (présidente de Survie), Augusta Epanya (UPC Cameroun), un représentant du CIJS (Comité International Justice pour Thomas Sankara), Germaine Nassouri ( Haut-commissaire nommée par Thomas Sankara).
- ▶ 18h projection de la vidéo du discours de Thomas Sankara à l'ONU le 4 Octobre 1984
- ▶ 18h20 interventions puis deuxième débat : l'héritage politique de Thomas Sankara notamment en Amérique Latine avec Koulsy Lamko, (écrivain Tchadien vivant au Mexique, ayant vécu au Burkina Faso de 1983 à 1991 et co-organisateur de la Caravane) Véronique Racine (membre du CADTM comité pour annulation de la dette du tiers-monde) Artemisa Flores Espinola (sociologue mexicaine doctorante en féminisme, membre de Survie) Christian Manckassa (Fédération des Congolais de la Diaspora) .
- ▶ 19h30 concert « Bir Ki Mbo (le démiurge) hommage à Thomas Sankara », par Koulsy Lamko
- ▶ 20h30 slam par Apkass
- ▶ 20h50 clôture

Prix d'entrée : 3 € (solidaire : 5 €)

Théâtre Nanterre - Amandiers 7 avenue Pablo Picasso 92022 Nanterre RER ligne A, arrêt Nanterre Préfecture

▶ <http://www.nanterre-amandiers.com>

▶ <http://www.survie-paris.org>

contact@survie-paris.org

réservations Survie : 01 43 35 40 41

Il ne suffit pas aux maîtres du monde d'abattre un juste pour engloutir son oeuvre

Thomas Sankara, un bel héritage en partage.

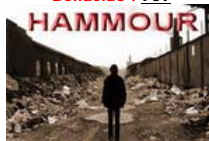


tract NANTERRE en recto verso avec logos

De : Survie  
mercredi 19 septembre 2007

L'agenda militant avec démosphère

HAMMOUR, LE "ROHMUR" Feuilletton littéraire sur Bellacio ! ICI



Publication hebdomadaire, chaque Dimanche soir...

MERCI POUR VOTRE SOLIDARITÉ



LIBERTÉ D'EXPRESSION

Soutenez Bellacio !

Signez la pétition - Un don - Plus d'info



POUR UN REFERENDUM MILITANT SUR LES MUNICIPALES DE 2008 : SIGNEZ LA PETITION ICI



Pétition : Non au contrôle génétique de l'immigration



Pétition : Appel pour une émission sur les migrations à France Télévisions

Plus de 7.100 signatures !



MARINA PETRELLA : signez la pétition de soutien ici

+ de 4.000 signatures ! Merci

Abonnez-vous  
Faites un don  
Soutenez *Le Courrier*



Accueil » Solidarité » article

## Au nom du «Grand peuple des déshérités»

Paru le Vendredi 21 Septembre 2007

BPZ



L'expérience révolutionnaire du petit Burkina Faso n'aurait pas eu un tel retentissement si Thomas Sankara ne l'avait inscrite à l'échelle mondiale. Comme le bolivarien Chávez aujourd'hui, le panafricaniste Sankara plaidait avec ferveur pour l'unité des «pays de la périphérie», comme l'on disait alors. Dès son premier discours aux Nations unies, Thomas

Sankara annonce la couleur: «Ma seule ambition est une double aspiration: premièrement, pouvoir, en langage simple, celui de l'évidence et de la clarté, parler au nom de mon peuple, le peuple du Burkina Faso; deuxièmement, parvenir à exprimer aussi, à ma manière, la parole du «Grand peuple des déshérités», ceux qui appartiennent à ce monde qu'on a malicieusement baptisé tiers monde. Et dire, même si je n'arrive pas à les faire comprendre, les raisons que nous avons de nous révolter.»

Devant la communauté internationale, le jeune président souligne la «solidarité spéciale [qui] unit ces trois continents d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique», un «ensemble tricontinental» qu'il voit uni «dans un même combat contre les mêmes trafiquants politiques, les mêmes exploiters économiques».

Ses pairs du Sud ne sont pas épargnés par les coups de griffes. En particulier, ceux qui acceptent de plier sous le fardeau de la dette. En ce début des années 1980, la chute des prix agricoles mondiaux et la hausse des taux d'intérêt mettent les Etats du tiers monde à la merci de leurs créanciers du Nord. L'absence de réaction commune des Africains exaspère Thomas Sankara: «Combien de chefs d'Etat sont prêts à bondir à Paris, à Londres, à Washington lorsqu'on les appelle en réunion mais ne peuvent pas venir ici, à Addis-Abeba, en Afrique? Allons-nous continuer à laisser les chefs d'Etat chercher individuellement des solutions au problème de la dette avec le risque de créer chez eux des conflits sociaux qui pourraient mettre en péril leurs stabilités et même la construction de l'unité africaine?» demande-t-il en 1987 aux représentants de son continent réunis en Ethiopie. Pour Sankara, la question de la dette est aussi vitale que symbolique: les détenteurs de capitaux ont «joué au casino avec l'Afrique»; la crise de la dette doit être leur défaite, pas celle des peuples. «La dette ne peut pas être remboursée parce que si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons en sûrs également!» lance-t-il à la tribune de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). On ne parle pas alors, pas encore, de «dette odieuse». Mais Thomas Sankara n'hésite pas à rappeler les responsabilités: «La dette s'analyse d'abord de par ses origines. Les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme. Ceux qui nous ont prêté de l'argent, ce sont ceux-là qui nous ont colonisé, ce sont les mêmes qui géraient nos Etats et nos économies, ce sont les colonisateurs qui endettaient l'Afrique auprès des bailleurs de fonds, leurs frères et cousins. Nous étions étrangers à cette dette, nous ne pouvons donc pas la payer.» Avec les indépendances, accuse Sankara, la mainmise du Nord s'est poursuivie mais sous une autre forme: «La dette, c'est aussi le néo-colonialisme où les colonisateurs se sont transformés en assistants techniques; en fait, nous devrions dire en assassins techniques. Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. On nous a présenté des montages financiers alléchants; nous nous sommes endettés pour cinquante ans, soixante ans, même plus c'est-à-dire que l'on nous a amené à compromettre nos peuples pendant cinquante ans et plus», prédit-il avec clairvoyance.

«Reconquête sagement organisée de l'Afrique», nouvel «impérialisme» par «l'esclavage financier», le fardeau de la dette exige donc une réponse à la mesure du défi. Interpellant le président de l'OUA, il réclame la constitution d'un «Front uni d'Addis-Abeba contre la dette». «Ce n'est pas de la provocation. Je voudrais que très sagement vous nous offriez des solutions. Je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux, belliciste. Ceci, pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence! Par contre, avec le soutien de tous, dont j'ai grand besoin, [applaudissements] avec le soutien de tous, nous pourrions éviter de payer. Et en évitant de payer nous pourrions consacrer nos maigres ressources à notre développement.» Deux mois et demi plus tard, Thomas Sankara est renversé et assassiné.

Votre boîte à outils



Identification

Pseudo

Pseudo

Mot de passe

Se souvenir de moi

Identification

Nouveau lecteur ? Abonnez-vous !

Syndication RSS

Commentaires

Au nom du «Grand peuple des déshérités» | S'identifier ou créer un nouveau compte | 0 Commentaires

Affichage Par discussions  Ordre Le plus ancien d'abord  Rafraichir

Les commentaires appartiennent à leur auteur.  
Ils ne représentent pas forcément les opinions du *Courrier*.

## LE COURRIER

- » Présentation
- » L'équipe
- » Historique
- » Charte
- » Status NAC
- » Membres
- » Ass. lecteurs
- » Architrave
- » L'agenda
- » Contacts
- » Partenaires
- » Tarifs annonces

## LE COURRIER

- » Abonnez-vous!
- » Le coin des abonnés
- » Nouvelles du Courrier



[Valid XHTML](#) | [Valid CSS](#) | Copyright © NAC | Base Design by [SmallPark](#) | Build by [Olivier Evalet](#) | Fully GPL software

## Vingtième anniversaire de l'assassinat de Thomas SANKARA : Sa veuve Mariam Sankara rentre au Burkina, 19 ans après

samedi 6 octobre 2007

**Vingt ans après l'assassinat de Thomas Sankara, le Burkina Faso va organiser une cérémonie de commémoration le 15 octobre 2007 pour lui rendre hommage en présence de sa veuve, Mariam Sankara, de retour d'exil. La conférence de presse, tenue hier par la caravane Thom Sank 2007, a été une occasion de revisiter les idées incarnées par Thomas Sankara.**



L'assassinat de Thomas Sankara sera commémoré, pour la première fois au Burkina Faso, le 15 octobre prochain. Cette célébration, tenue vingt ans après sa mort, se fera en présence de sa veuve Mariam Sankara qui, après dix-neuf ans d'exil en Europe, décide d'aller se recueillir sur la tombe de son mari. L'annonce a été faite par le Coordinateur du groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique au Canada (Grila-Canada), par ailleurs président du Comité international justice pour Thomas Sankara (Cjis), Aziz Salomone Fall, lors d'une conférence de presse tenue ce vendredi. Selon lui, Mariam Sankara compte sur l'appui de l'opinion publique et de la presse internationale pour que son séjour au Burkina Faso 'se passe sans aucun incident ou atteinte à sa vie'.

En outre, rappelle le Coordinateur du Grila-Canada, l'affaire Sankara est pendante devant le Comité des droits de l'homme de l'Onu qui a créé, en 2006, un précédent historique contre l'impunité en Afrique et à l'Onu pour rendre justice à l'ex-président burkinabé, assassiné le 15 octobre 1987. 'L'homme a osé inventer l'avenir d'une Afrique juste, intègre, solidaire, digne et consciente de sa force par le concert des nations, en incarnant le refus avec le rêve d'espoir des Africains, épris de liberté, de dignité et de justice sociale', argumente Aziz Salomone Fall. A son avis, les idées et les valeurs de Thomas Sankaré doivent être répandues pour servir à la jeunesse de son continent. Et c'est dans l'optique de faire connaître l'œuvre de Thomas Sankara qu'une tournée intercontinentale, dénommée Caravane Thom Sank 2007 a été initiée.

Cette tournée a démarré au Mexique et en Europe (France, Suisse et Italie) depuis le 08 septembre 2007, et se charge de convoyer les idées de Thomas Sankara. La caravane va quitter le Sénégal ce dimanche 07 octobre pour le rejoindre le Mali le 10 courant, avant l'étape burkinabé, prévue du 14 au 15 octobre.

Paule Kadja TRAORE (stagiaire)